

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix- Travail – Patrie

RÉGION DE L'OUEST

DÉPARTEMENT DU NOUN

COMMUNE DE KOUOPTAMO

BP 99 KOUOPTAMO

SECRETARIAT GENERAL

NIFU : M 1193 11475503 G

NSIF N°: 010 -9458001 -F

Boîte Postale: 99 Mbankouop -

Kouoptamo



Commune créée en 1993
Par Décret Présidentiel Numéro 93/321
Du 25 Novembre 1993

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work- Fatherland

WEST REGION

NOUN DIVISION

KOUOPTAMO COUNCIL

PO BOX 99 KOUOPTAMO

GENERAL SECRETARY

Adresse Email:

communekouoptamo@mail.com

Téléphones : (237) 696 93 35 04 / 699 94 74 37

(237) 697 12 11 51 / 675 97 14 95

670 46 40 62

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE KOUOPTAMO



Réalisé avec :

L'appui technique et financier du PNDP et L'accompagnement de l'OAL

AND2

Action Nouvelle pour le
Développement Durable



Programme National de
Développement Participatif (PNDP)



Ministère de l'économie, de la
Planification et de l'Amenagement du
Territoire

Novembre 2022

**SIGNATURE DU DELEGUE DEPARTEMENTAL DU
MINEPAT**

SIGNATURE DU PREFET DU DEPARTEMENT DU NOUN

SOMMAIRE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation et pour atteindre les objectifs de la stratégie de développement du Cameroun contenus dans le Document de Stratégie Nationale de Développement (SND 30), les communes doivent disposer d'une feuille de route pouvant les aider à mener à bien leurs missions. Dans le souci d'harmoniser les efforts de développement local, le gouvernement camerounais accompagne les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) à travers le Programme National de Développement participatif (PNDP) qui a pour mission de contribuer à l'amélioration durable des conditions de vie des populations en milieu rural, et notamment les plus défavorisées. Il procède par le cofinancement des actions de développement identifiées à la base par les bénéficiaires eux-mêmes.

A cet effet, le PNDP dans sa nouvelle démarche, procède à l'appui et à la mise en œuvre du processus d'élaboration des plans de développement des communes du Cameroun. L'actualisation du plan communal de développement de Kouoptamo s'est inscrit dans ce sillage d'amélioration des conditions socio-économiques des populations tant urbaines que rurales. Pour ce faire, la méthodologie préconisée implique un diagnostic au niveau de l'institution communale, de l'espace urbain et des villages de la Commune.

L'Organisation d'Appui Local (OAL) Action Nouvelle pour le Développement Durable (AND2) à qui ces tâches ont été confiées a mis en application les directives consignées dans les supports de formation et du guide méthodologique de planification régionale et locale élaboré par le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT). C'est ainsi que les outils de la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP) ont été déroulés au niveau des diverses instances.

Objectif du PCD

L'objectif global de ce Plan Communal de Développement est de mettre à la disposition de la Commune de KOUOPTAMO un document de référence, véritable feuille de route de l'autorité communale qui oriente les actions à mettre en œuvre à court, à moyen et à long termes dans les différents secteurs retenus à l'issue du diagnostic participatif.

Méthodologie utilisée

Le processus d'actualisation du PCD de la Commune de KOUOPTAMO s'est réalisé suivant les sept étapes de la planification :

- La préparation
- Le diagnostic participatif
- La mobilisation des ressources
- La planification
- La programmation

- La mise en œuvre
- Le suivi évaluation

Il a donc été procédé trois diagnostics au niveau de : l'institution communale, l'espace urbain et dans les villages. L'ensemble de ces diagnostics a été conduit dans les 28 secteurs connus et pris en compte dans l'élaboration du PCD. A l'issue de ce diagnostic, nous avons pu élaborer 32 cadres logiques dont ceux des 28 secteurs traditionnels plus l'institution communale, la prise en compte de la petite enfance, les changements climatiques et le VIH/SIDA.

La commune de KOUOPTAMO dispose d'un potentiel important pour se développer, on peut citer entre autres, un potentiel agricole avec des vastes terres favorables à la pratique de l'agriculture à grande échelle, un potentiel touristique énorme, la possibilité de développer son tissu économique formel ou informel, un potentiel humain important. Ce développement serait également stimulé par le dynamisme de l'exécutif municipal et de la population. Seulement, certains facteurs ne permettent pas d'atteindre un développement escompté des ces différentes ressources. Il s'agit entre autre de l'enclavement des localités (les routes fortement dégradées) du réseau hydrographique constamment en panne, de l'insuffisance des infrastructures socio-économiques, sportives et de loisirs, de la faible capacité de recouvrement des taxes communales, de la difficulté d'accès à un élevage, une pêche et une industrie animale et une agriculture rentable, la faible possibilité d'accès à un emploi et une formation professionnelle, la faible valorisation du potentiel touristique et la faible protection de la forêt et la faune dans la commune de KOUOPTAMO. A l'issue de l'identification de ces problèmes, les solutions suivantes ont été proposées : la Création des champs communautaires, l'acquisition des intrants aux agriculteurs et éleveurs, la création, la Construction et l'équipement des CSI, des écoles, des lycées et collèges ainsi que des plaidoyers pour l'affectation des personnels, l'aménagement des pistes agricoles, la prise en charge des personnes vulnérables. Dans le secteur de l'eau et de l'énergie, il a été envisagé la réhabilitation du château d'eau de Bankouop, l'entretien et le suivi des équipements électriques. Les autres solutions qui émergent de ce diagnostic sont aussi la création des mutuelles de santé, des sites touristiques, la mise en place des comités de vigilance des forêts, la Construction et l'aménagement des marchés, l'aménagement des stades de foot et des plaidoyers pour la rétrocession des terres à certains villages de la commune. Ainsi, la réalisation de ces solutions nécessite d'importants moyens financiers résumés par secteur. Il est important de signaler que les programmes sociaux, économique et environnement découlent des 28 secteurs traditionnels pris en compte dans le PCD.

Le coût total du plan est ainsi de 24 004 364 510 **FCFA** (Vingt quatre milliards quatre millions trois centsoixante quatre mille cinq cent dix F CFA) d'ici à 2035, dans lequel plus de 31% est

alloué à l'investissement dans l'amélioration de l'offre en service sociaux de base ; plus de 51% pour les travaux relevant de la promotion du développement économique et protection de la nature, 18% de la citoyenneté, de la culture, des sports et appui à la jeunesse.

Le cadre de dépense à moyen terme qui présente les projets précis pour la période 2023 – 2025 soit le CDMT est évalué à 380 500 000 FCFA (Trois cent quatre vingt millions cinq cent mille CFA).

Un Plan d'Investissement Annuel pour l'année 2023 a été élaboré. Il compte des projets pour un coût estimatif de 127 000 000 FCFA déjà calé. Ce financement est réparti entre plusieurs bailleurs dont le MINDDEVEL 100 000 000 FCFA, le MINTP 27 000 000 par an.

Le cadre de gestion environnementale précise les mesures à prendre avant, pendant et après la réalisation des projets pour réduire ou atténuer les impacts potentiels négatifs, et bonifier les impacts positifs. Un Comité Communal de Suivi Evaluation a été mis en place pour veiller à la mise en œuvre et au suivi du PCD, ainsi qu'un plan de communication.

La réalisation des différents projets retenus à l'issue des différents diagnostics passe aussi par la vision du maire. A cet effet, l'exécutif communal voudrait faire de l'espace communal de KOUOPTAMO un pôle de développement durable à travers l'aménagement des infrastructures de communications et routières, l'amélioration du cadre de travail du personnel communal pour un meilleur rendement, la construction et la réhabilitation des infrastructures sociales d'encadrement pour le bien être des populations de la communes et une gestion rationnelle des ressources naturelles et la mise en place des sites touristiques en vue de son émergence à l'horizon 2035.

FICHE SIGNALÉTIQUE

Date de création	25 Novembre 1993 par décret présidentiel N° 93/321
Localisation	La commune de Kouoptamo est située dans l'Arrondissement de Kouoptamo, Département du Noun, Région de l'Ouest du Cameroun. Cette Commune est située à environ 47 km de Bafoussam (capitale Régionale de l'Ouest) et à environ 48 km de Foumban (capitale départementale) et à environ 14,3 km de Foumbot sur la Nationale N°20. Elle est limitée : ➤ Au Nord par la commune de Bangourain ➤ Au Sud par la commune de Foumbot ➤ A l'Est par la commune de Koutaba ➤ A l'Ouest par la Commune de Galim
Superficie :	526 Km ²
Population	108 682 habitants soit 43 436 hommes (40%) et 65 246 femmes (60 %).
Ethnies	Les Bamoun (70 %), les Bamiléké (20%) et les communautés anglophones et Bororo (10%)

Nombre de villages	L'arrondissement de Kouoptamo a 11 villages repartis dans trois (03) cantons : • Canton Koupara : villages • Canton Njingoumbe : villages • Canton Njitapon :villages
Activités économiques	Agriculture, Elevage, Pêche, Commerce, Artisanat, Exploitation des ressources naturelles (pouzzolane, gravier, sable et latérite), Services
Infrastructures sociales	• Infrastructures scolaires : - 09 écoles maternelles publiques - 07 écoles maternelles privées -21 écoles primaires privées - 36 écoles publiques francophones primaires - 5 écoles publiques anglophones -04 Lycées -02 CES -02 CETIC -03 Collèges privés -01 SAAR / SM -01 E.T.A • Infrastructures sanitaires : - 08 Centre de Santé Intégré (CSI) • Infrastructures hydrauliques : - 31 Bornes fontaines - 36 Forages - 04 Puits d'eau - 04 Châteaux d'eau • Infrastructures commerciales : - 06 marchés ◆ Infrastructures routières : 175 Km de routes en terre
Conseil Municipal	25 conseillers municipaux, donc 20 Hommes (soit 80 % des membres) et 05 Femmes (soit 20% des membres). 03 commissions des conseillers : (Grands travaux, Finances et Affaires sociales) 03 sessions ordinaires/an (La session de vote du budget, la session de validation du compte administratif et le compte rendu de la session annuelle). Obédience politique actuelle: 100% RDPC
Personnel communal	- Total : 41 - 41 permanents (33 Hommes et 8 Femmes) - 3 cadres - 8 agents de maîtrise ; - 30 agents décisionnaires
Réseau de relations	PNDP; FEICOM; Services déconcentrés de l'Etat; GIZ, les Chefferies traditionnelles, les OSC. la Mairie de DONGES en France

Principales forces	➤ Bonne collaboration avec les responsables des Services déconcentrés de l'état ➤ La commune est membre de l'ACVUC ➤ Partenariat avec le PNDP, la GIZ et le FEICOM, la Commune de DONGES en France ➤ Implication des autorités traditionnelles et des populations locales dans la réalisation des initiatives de développement locale ➤ Présence des carrières de pouzzolane, des lacs mystérieux de Peptenoun ➤ Cohabitation pacifique entre les musulmans et les chrétiens
Principales faiblesses	☐ Insuffisance de personnel qualifié ☐ Absence d'un plan de carrière au sein de la commune ☐ Absence d'un manuel formel de procédure interne, ☐ absence d'un plan de renforcement des capacités du personnel ☐ Insuffisance du matériel de bureau et informatique ☐ Insuffisance des moyens de locomotion pour une couverture efficace de l'espace communal ☐ Faible viabilisation du potentiel naturel et touristique ☐ Concentration du patrimoine communal dans l'espace urbain ☐ Gestion insuffisante de la cohabitation entre agriculteurs et éleveurs. ☐ Faible fonctionnalité des commissions techniques du Conseil municipal ☐ La faible exploitation des sources de recettes qui existent dans la commune ☐ Faible implication des populations dans l'élaboration et le suivi du budget ☐ Le matériel roulant existant est vétuste et hors d'usage pour la grande partie PCD 2014 - Commune de Kouoptamo, B.P.99 Kouoptamo ☐ Faible communication sur les réalisations de l'institution communale ☐ Absence d'une cellule de communication au sein de l'institution communale ☐ Absence d'une plate forme d'échanges et de concertation entre l'institution communale et les acteurs de développement socio économique (OSC, contribuables, opérateurs économiques, élites, CDV) qui interviennent sur le territoire ☐ Absence de moyens modernes de communication (ligne de téléphone fixe, fax, connexion internet) au sein de l'institution communale
Opportunités	➤ La présence sur le territoire des SDE qui peuvent être pris à contribution pour la réalisation des actions qui seront inscrites dans le PCD ➤ L'existence des multiples sources ou alternatives des revenus qui peuvent être mobilisés (ressources naturelles à exploiter (gravier, pouzzolane), sites touristiques à mettre en valeur (lacs mystérieux de Petpenoun, site d'écotourisme de Kouden) etc.) ➤ L'actualisation du PDC pour l'arrimer au DSCE ➤ Population en majorité jeune (environ 63%) ➤ Partenariat bénéfique avec la GIZ, le PNDP, Proximité de la nationale N° 20 et de Foumban, Bafoussam ; ➤ Bonne fertilité du sol
Obstacles	➤ Incivisme de la population ➤ Détournement de fonds alloués aux projets de développement

LISTE DES ABREVIATIONS

ACEFA : Programme d'Amélioration de la Compétitivité et des Exploitations Familiales Agropastorales

AGR : Activités Génératrices de Revenu

APEE : Association des Parents d'Elèves et Enseignants

BIP : Budget d'investissement public

CCD : Cadre communal de Développement

CCF : Cadre communal des Finances

CETIC: Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial

CES : Collège d'Enseignement Secondaire

CDQ : Comités De Quartier

CDMT : Cadre de Dépense à Moyen Terme

CM : Conseil Municipal

CNJC: Conseil National de la Jeunesse du Cameroun

CNPS: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

CPFF: Centre de Promotion de la Femme et de la Famille

CSI: Centre de Santé Intégré

COPIL : Comité de Pilotage

CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées

CVUC: Communes et Villes Unies du Cameroun

DEUC : Diagnostic de l'Espace urbain Communal

DIC : Diagnostic de l'Institution Communale

DPNV :Diagnostic Participatif Niveau Village

DSCE : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

ENEO: Energy of Cameroon.

EP: Ecole Publique

EPI : Équipement de protection individuelle

FEICOM : Fond Spécial d'Équipement Inter communal

FFOM : Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces

GIC : Groupe d'Initiative Commune

HUPJEFI : Halte Utile Pour Jeunes Filles

IDE : Infirmier Diplôme d'Etat

IRAD :Institut de Recherche Agricole pour le Développement.

ISS: Interviews Semi-Structurées

KSA: Kadji Sport Academy

MARP :Méthode Accélérée de Recherche Participative
MINAS : Ministère des Affaires Sociales
MILDA : Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action
MINEPAT : Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA :Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales
MINEPDED : Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et Développement Durable
MINFOF : Ministère des Forêts et Faunes
NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OAL : Organisme d'Appui Local
PCD : Plan Communal de Développement
PIA : Plan d'investissement annuel.
PIDMA : Programme d'Investissement et de développement des Marchés Agricoles
PME : Petite et Moyenne Entreprise
P N D P : Programme National de Développement participatif
PNDRT : Programme National de Développement des Racines etTubercules
PNVRA : Programme National de Vulgarisation et de Recherches Agricole
PACA : Programme d'Amélioration de la compétitivité Agricole
PPM, Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables,
POS : Plan d'Occupation des Sols
SAR / SM : Section Artisanale Rurale/Section Ménagère
SEPO : Succès, Echechs, Potentialités, Obstacles
SITRABCAM : Société Industrielle de Transformation du Blé au Cameroun
SOCAPALM : Société Camerounaise des Palmeraies
TDR : Termes de Référence
UEBC : Union des Eglises Baptistes du Cameroun

LISTE DES TABLEAUX

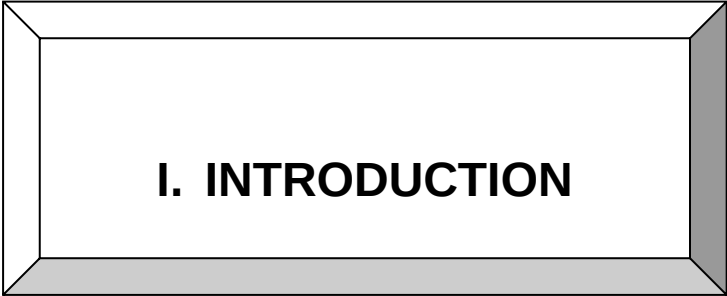
LISTE DES PHOTOS

LISTE DES CARTES

LISTE DES GRAPHIQUES

LISTE DES ANNEXES

- Arrêté de mise en place du Comité de pilotage (COPIL)
- Arrêté constatant la composition du Comité de suivi
- Délibération municipale approuvant le PCD
- Arrêté préfectoral rendant exécutoire le PCD
- Volume 2 : DIC
- Volume 3 : Rapport consolidé du Diagnostic participatif



I. INTRODUCTION

I.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Gouvernement Camerounais a entrepris au cours de la décennie 1990, en participation avec la société civile, le secteur privé et les partenaires au développement la formulation d'une vision à long terme pour le développement du Cameroun dans un horizon de 25 – 30 ans. Cette opération signale une réorientation qualitative majeure dans l'histoire économique du Cameroun au cours de ces vingt dernières années. La vision 2035 du Cameroun s'appuie à cet effet sur les résultats des études rétrospectives, le recensement des besoins et aspirations des populations et les ambitions des politiques. Elle retient comme objectif global devenir un pays émergent à l'horizon de 25-30 ans, qui est aussi celui nécessaire à l'avènement d'une génération nouvelle. Celui-ci intègre un ensemble d'objectifs intermédiaires qui sont : la réduction de la pauvreté, l'atteinte du stade de pays à revenus intermédiaires et ensuite, l'atteinte du stade de Nouveau Pays Industrialisé et la consolidation du processus démocratique et de l'unité nationale dans le respect de la diversité qui caractérise le pays.

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) aujourd'hui Stratégie Nationale de Développement (SND 30) va réaffirmer la volonté du Gouvernement du Cameroun de poursuivre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans leur ensemble. "Ce Document est une stratégie cohérente et intégrée, qui s'articule, comme son nom l'indique, sur l'amélioration de la croissance, la création d'emplois décents et l'amélioration de la gouvernance et de la gestion stratégique de l'Etat. Il vise globalement l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre de Camerounais. Il est ainsi le cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010 - 2020". Dans le DSCE, il est donc principalement question de s'employer dans la perspective du développement global du Cameroun. Ainsi, pour les dix prochaines années (horizon 2020), la mise en œuvre de ce document pourrait déboucher, espère-t-on au MINEPAT, sur le relèvement de la croissance annuelle du pays à 5,5 % en moyenne ; le rabaissement du sous-emploi de 76 % à moins de 50 % ; la création de quelque 495.000 à 700.000 emplois par an ; la réduction du taux de pauvreté monétaire de 40 % (2007) à moins de 28 % en 2027..

En septembre 2015, les États membres de l'ONU à l'instar du Cameroun ont souscrit à l'accord de l'« Agenda 2030 pour le Développement durable ». De nouveaux objectifs de développement durable (ODD) ont été fixés. Les ODD sont alors par par cet accord l'affaire de tous les pays et de chaque citoyen. Ainsi, par les ODD, l'ONU entend rendre le monde meilleur d'ici à 2030. Cela signifie entre autres un monde exempt de pauvreté, de faim et de maladie », où chaque individu peut mener une vie satisfaisante. C'est le propos du document Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030 ». L'Agenda 2030 repose sur 5 piliers : l'humain (vivre dans la dignité), la planète (protéger la planète), la prospérité (une vie riche et épanouissante), la paix (plus d'angoisse et de violence) et le partenariat (une nouvelle solidarité mondiale dans laquelle chacun fait en sorte de ne laisser personne à la traîne). Les 17 ODD sont déclinés en 169 objectifs.

15 années d'objectifs du millénaire ont été salutaires. Mais les besoins restent considérables. D'autant plus que la planète dans son ensemble doit relever de sérieux défis, comme le changement climatique et la dégradation de l'environnement. C'est parce que ces préoccupations sont mondiales que les ODD sont valables pour tous les pays et tous les hommes. Les ODD ont servi de fil conducteur pour le Sud (pauvre), soutenu par le Nord (riche), via les réductions de dettes, le commerce et l'aide. La relation Nord-Sud classique n'est plus

de mise. 'Nous sommes tous sur le même bateau.' En outre, les ODD sont plus ambitieux. Ils n'entendent pas réduire de moitié la pauvreté, mais bien l'éradiquer. Et ils mettent l'accent sur la durabilité: il faut veiller à ce que nos descendants puissent vivre sur une planète saine. L'atteinte de ces objectifs va nécessiter d'importants changements et réaménagements dans certains pays, car nécessitant d'importantes ressources humaines et financières. Le gouvernement Camerounais va à cet effet opérer des changements structurels au niveau de ses organes de gestion gouvernementaux et territoriaux.

C'est ainsi que le 18 janvier 1996 : la loi n°96/06 portant révision de la constitution du 02 juin 1972, en son article 10 consacre le Cameroun comme État unitaire décentralisé. En sus de la commune, la même loi consacre la région comme second échelon de la décentralisation et crée le Sénat comme Chambre du Parlement représentant les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD).

Le 22 septembre 2004 : les Lois n°2004/017 d'orientation de la décentralisation, n°2004/018 fixant les règles applicables aux Communes et la loi n° 2004/019 fixant les règles applicables aux régions, établissent les règles générales en matière de décentralisation, révisent le statut du maire et réhabilitent les Syndicats des communes. Le problème du nouveau dispositif de la tutelle est ici réglé entraînant entre autres la suppression des anciennes appellations de communes urbaines et de communes rurales.

L'article 4 de cette loi du 22 septembre 2004 stipule que:

- (1) Les collectivités territoriales sont des personnes morales de droit public. Elles jouissent de l'autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts régionaux et locaux. A ce titre, les conseils des collectivités territoriales ont pour mission de promouvoir le développement économique, social, sanitaire, éducatif, culturel et sportif de ces collectivités.
- (2) Les collectivités territoriales s'administrent librement par des conseils élus, dans les conditions fixées par la loi.
- (3) Elles disposent d'exécutifs élus au sein des conseils visés à l'alinéa (2), sous réserve de dérogation fixée par la loi.
- (4) La région et la commune règlent, par délibérations, les affaires de leur compétence.

L'article 5 par contre stipule que : Les collectivités territoriales peuvent, dans le cadre des missions définies à l'article 4 (1) ci-dessus, exécuter des projets en partenariat entre elles, avec l'Etat, les établissements publics, les entreprises du secteur public et para-public, les organisations non gouvernementales, des partenaires de la société civile ou des partenaires extérieurs dans les conditions et modalités fixées par leurs règles spécifiques. C'est dans cette perspective qu'il va se créer un partenariat entre les communes et le PNDP.

En effet, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) créé en 2004, est un des cadres opérationnels de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) adopté par le Gouvernement du Cameroun afin de Garantir l'émergence du pays en 2035. Les deux premières phases du Programme se sont déroulées à la satisfaction des populations bénéficiaires, des bailleurs de fonds et du gouvernement. Parmi les acquis du Programme à ce jour, se compte l'élaboration du Plan Communal de Développement (PCD). Il est un outil de planification locale, d'aide aux transferts des compétences aux Communes, reconnu et utilisé depuis 2012 pour la préparation du Budget d'Investissement Public (BIP) au niveau national. Ainsi, plus de 328 PCD ont déjà été élaborés et approuvés au niveau local par l'Autorité de tutelle.

Seulement sur les 328 PCD, 178 PCD y compris celui de Kouoptamo, ne comportent pas certaines informations relatives aux changements climatiques, à la petite enfance, à l'afflux des réfugiés ainsi que les déplacements internes des populations, et surtout la liste des projets prioritaires sociaux et économiques par village, les solutions endogènes et leur arrimage au Budget Programme tel que prescrit par le Gouvernement. L'actualisation des PCD satisfait à ce besoin en informations.

L'Opérateur d'Appui Local (OAL) AND2, recruté pour apporter une assistance technique appropriée à la commune de Kouoptamo dans l'actualisation de son PCD, devra dans le cadre de son contrat, en collaboration avec l'ensemble des acteurs de développement de la commune de Kouoptamo, effectuer :

- L'actualisation du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) ;
- L'actualisation du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) ;
- Le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV) ;
- La consolidation de l'ensemble des informations collectées ;
- La planification et la programmation communale.

I.2. OBJECTIFS

• Objectif global

L'objectif de ce Plan Communal de Développement est de doter la Commune de Kouoptamo d'une vision de développement élaborée à l'issue d'un processus participatif, véritable feuille de route de l'autorité communale qui oriente les actions à mettre en œuvre à court, à moyen et à long termes dans les différents secteurs retenus.

• Objectifs spécifiques

- Réaliser la monographie de la Commune
- Mener un diagnostic participatif
- Élaborer une planification stratégique
- Présenter les ressources mobilisables par la Commune
- Élaborer les programmes techniques sur cinq ans
- Programmer les investissements
- Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements du CDMT et du PIA
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD et un mécanisme de promotion du PCD

I.3. STRUCTURE DU DOCUMENT

- Résumé
- Introduction
- Méthodologie
- Résultats du Diagnostic (les trois diagnostics y compris les Cadres logiques par secteur)
- Planification :
 - Éléments de cadrage
 - Liste des projets prioritaires
 - Ranking des villages
 - Ressources mobilisables
 - Planification stratégique (Elaboration des différents programmes techniques sur cinq ans : Amélioration des services sociaux de base –Développement économique et protection de la nature-promotion de la culture, sport et appui à la jeunesse)
 - Planification opérationnelle : CDMT, PIA et autres (PPM, Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables, Cadre Sommaire de Gestion Socio environnementale)

- Mécanisme de suivi-évaluation
- Plan de communication
- Conclusion
- Annexes

II. METHODOLOGIE

Le processus d'élaboration du PCD de la Commune de Kouoptamo s'est réalisé en cinq phases essentielles :

- La préparation de l'ensemble du processus,
- La collecte des informations et le traitement,
- La consolidation des données des diagnostics et cartographie,
- L'atelier de planification et de programmation,
- La mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif,
- La rédaction du document final

II.1. PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS

La préparation du processus avait pour but d'amener toutes les parties prenantes bénéficiaires à comprendre l'importance du processus et à y adhérer de manière à assurer son succès. Elle a consisté en plusieurs activités.

II.1.1.MISE EN PLACE DU COMITE DE PILOTAGE

La première activité essentielle a été la mise en place et l'opérationnalisation du Comité de pilotage au mois de Juillet 2021 par une décision du Maire de la commune de Kouoptamo. Ses membres ont été choisis en fonction de leurs qualités spécifiques et du rôle qu'ils auront à jouer au sein de cette entité. Le Comité a pour missions d'appuyer le processus de planification communale. De ce fait, il était chargé de définir les orientations et la stratégie d'élaboration du PCD, de veiller au bon déroulement du processus de planification et de s'assurer de la participation effective des populations à tous les stades du processus.

II.1.2.PRISE DE CONTACT

La prise de contact avec l'exécutif municipal s'est tenue 07 Aout 2021. Elle a donné lieu à la présentation l'équipe complète de l'OAL AND2. La vérification de la conformité du personnel avec les CV présentés dans l'offre a été faite. Le cahier de charge de l'OAL AND2, la méthodologie et le projet de chronogramme détaillé ont été présentés et discutés avec les membres de l'exécutif communal. Ils ont ensuite été sensibilisés à l'identification des sources de financement potentielles à présenter lors de l'atelier de planification.

II.1.3.INFORMATION ET SENSIBILISATION DES AUTORITES TRADITIONNELLES ET ADMINISTRATIVES

L'information et la sensibilisation des autorités administratives et traditionnelles locales s'est faite le 07 2021 2021 à travers une réunion de prise de contact avec le Préfet du Département du Noun représenté par le Sous-préfet de l'arrondissement de Kouoptamo, ponctuée par la présentation du contrat et du cahier de charges. La prise de contact avec les conseillers municipaux, les sectoriels et les chefs traditionnels s'est faite à travers l'atelier de lancement du processus. Au cours de cet atelier, l'OAL AND2 a présenté la méthodologie d'intervention et le programme de travail arrêté avec l'Exécutif municipal. Les conseillers municipaux et les chefs traditionnels ont été sensibilisés à assurer la réception des équipes de planificateurs dans les villages et surtout la mobilisation de la population pour les deux (02) jours de diagnostic dans chaque village.

II.1.4. PREPARATION PEDAGOGIQUE

En ce qui concerne la préparation pédagogique, il s'est agi pour l'équipe du AND2, de s'assurer que chaque membre a la maîtrise de la méthodologie du processus. Cet exercice s'est réalisé en passant en revue les objectifs, les outils et les différentes étapes d'exécution sur le terrain. Ainsi, les membres de l'équipe ont procédé à une harmonisation des connaissances en conformité avec les informations reçues lors de la séance de renforcement des capacités préalablement organisée par le PNDP à DSCHANG , du 06 au 15 Mars 2021.

II.2. COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT

La collecte des données proprement dite a commencé après l'atelier de lancement du processus qui s'est tenue le 17 AVRIL 2021 dans la salle de délibération de la commune de Kouoptamo. Cette collecte des données s'est déroulée à travers la réalisation de trois types de diagnostics : le diagnostic institutionnel communal (DIC), le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) et le diagnostic participatif niveau village (DPNV).

✓ Au niveau de l'Institution communale et de l'espace urbain

L'atelier de restitution s'est tenu le 21 Juin 2022 dans la salle de délibération de la Mairie de Kouoptamo. Il a été présidé par le Président du COPIL et facilité par AND2. Il s'est déroulé en deux principales phases : l'identification et la validation des forces et des faiblesses de la Commune (1), et l'enrichissement et la validation des axes de renforcement de l'institution (2). Après la présentation des résultats du diagnostic, l'identification et la validation des forces et faiblesses ont été réalisées à travers deux (02) outils : la matrice FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces) et les fenêtres SEPO (Succès, Echecs, Potentialités, Obstacles). Elaborées sur la base des informations recueillies au cours de la phase de collecte des données, elles ont été présentées par l'équipe de facilitation, puis amendées et validées par l'assistance. Tout cela a débouché sur la validation d'un plan de renforcement de l'institution communale tenant compte des faiblesses constatées.

La collecte des informations s'est faite du 1^{er} au 08 Février 2022 à travers des entretiens dans l'espace urbain communal de Dibombari et à Nkongsamba auprès des sectoriels, des Comités De Quartier(CDQ) et leurs populations, des corps de métiers, des couches vulnérables, des conseillers municipaux, des associations etc. Quatre (04) techniques ont été adoptées dans la collecte des données à savoir l'observation, les Interviews Semi-Structurées (ISS), le diagnostic participatif et l'analyse documentaire. L'observation directe a permis de collecter les données sur les infrastructures communales, le matériel et le mobilier de bureau communal, le climat de travail, la qualité de l'accueil, les relations entre les concernés et la mairie, etc. Toutes les informations

collectées nous ont permis d'effectuer une triangulation avec les données obtenues pendant notre descente. Les Interviews Semi-Structurées ont été réalisées avec les cibles disponibles. La validation des données restituées s'est faite lors de la restitution du diagnostic devant toutes les parties prenantes impliquées dans le processus. Cette séance plénière, s'est tenue dans la salle de délibération de la Mairie de Kouoptamo le 21 Juin 2022. Elle a consisté à présenter les résultats de l'étude au cours d'un atelier regroupant quarante (40) personnes et plus dont les membres de l'Exécutif communal, les membres du Comité de Pilotage, les Planificateurs, les corps de métiers et quelques sectoriels. Au cours de cet atelier, les informations nécessaires pour la validation du document ont été recueillies puis, les projets prioritaires ont été identifiés après une concertation entre le président du COPIL, les conseillers municipaux, l'OAL et les chefs de quartier.

✓ **Au niveau des villages**

Le DPNV s'est tenu en deux phases : du 12 au 22 Mai 2022 à travers des équipes de planificateurs constituées pour la circonstance accompagnée chacune d'un facilitateur endogène.

✓ **Identification des problèmes et potentialités par secteur**

Cette identification s'est faite au cours du diagnostic en s'appuyant sur une démarche d'animation participative, qui consiste à accompagner et faciliter les réflexions des populations à travers les questionnements, les travaux en groupes socioprofessionnels, les restitutions en plénière et les synthèses et validations.

Durant le diagnostic participatif dans chaque village, les activités suivantes ont été déroulées :

- L'introduction de l'activité
- L'identification des problèmes et potentialités dans les 28 secteurs de développement à travers les outils d'identification tels que la carte villageoise, les interviews, le SEPO etc.

✓ **Analyse des problèmes par secteur et recherche des solutions**

L'analyse des différents problèmes par secteur et la recherche des solutions a été faite à travers l'utilisation des outils d'analyse adaptés tels que l'arbre à problème, les tableaux d'analyse qui ont permis d'analyser les causes et les effets. Les tableaux de recherche des solutions endogènes ont permis de trouver des solutions sur lesquelles les populations peuvent agir et le diagramme de VENN a permis de connaître les acteurs qui interagissent avec le village.

PHOTO 1 : ELABORATION DE LA CARTE PARTICIPATIVE DES JEUNES A NGAMBOUO



Source : Clichet AND2

II.3. CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE

Elle s'est déroulée du 23 Mai au 05 Juin 2022 à Yaoundé. Après les DPNV et l'exploitation des données collectées auprès des sectoriels, les problèmes de tous les villages de la Commune ont été regroupés par secteur. Dans un premier temps, les problèmes communs pour tous les villages ont été regroupés. Puis, tous les problèmes nouveaux apparaissant dans un seul village ont été recensés pour chaque secteur. Les données relatives à la gestion des ressources naturelles collectées au sein des villages ont par la suite été consolidées. Les données obtenues du DEUC y ont également été intégrées. En effet, les problèmes des différents corps de métier et couches vulnérables ont au préalable été regroupés par secteur. Puis, les problèmes de l'espace urbain et ceux des villages ont été consolidés par secteur. La consolidation des données du DIC a consisté à faire une synthèse des forces et faiblesses de la Commune dans les différents domaines (ressources humaines, financière, gestion du patrimoine communal, et des relations) et à recenser des axes de renforcement des capacités de la Commune.

Les résultats des deux diagnostics ainsi consolidés ont été utilisés pour l'atelier de planification, mobilisation des ressources et de programmation. Mais auparavant, une étape importante a été l'élaboration des documents synthèses des diagnostics par secteur (incluant la présentation de l'existant, les contraintes et les potentialités, l'analyse du problème sectoriel, les besoins, les idées de projets et les cadres logiques). Ils ont été amendés par l'Exécutif Communal, les conseillers municipaux et les sectoriels du département du Noun au cours de l'atelier de planification.

II.4. ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION

II.4.1. REPARATION ET TENUE DE L'ATELIER DE PLANIFICATION

La préparation de l'atelier de planification a été faite par le Maire de la Commune et l'OAL AND2. Les TDR de l'activité ont été élaborés. Les personnes ressources et acteurs clés ont été identifiés et les invitations transmises. La préparation pédagogique et technique a été réalisée au niveau de l'OAL et les différents discours rédigés. L'atelier s'est tenu le 17 Octobre 2022 dans la salle de délibération de la Commune de Kouoptamo. Il a connu les principales articulations suivantes : la restitution des données consolidées des diagnostics, le recensement des ressources mobilisables à court et à moyen terme, la planification et la programmation des actions de développement et la mise en place du Comité communal de suivi-évaluation du PCD.

II.4.2. RESTITUTION DES DONNEES CONSOLIDEES DU DIAGNOSTIC

A la suite de la restitution des données consolidées, les sectoriels et les Conseillers municipaux ont parcouru les cadres logiques par secteur. Les observations faites par les participants ont ainsi permis de bien circonscrire pour chaque secteur, les problèmes, les besoins exprimés, les objectifs, les activités à entreprendre, les solutions et les indicateurs de résultat.

PHOTO 3 : TRAVAUX EN GROUPES POUR LA VALIDATION DES CADRES LOGIQUES



PHOTO 4: UNE AUTRE EQUIPE DE TRAVAIL SUR LA VALIDATION DES CADRES LOGIQUES



II.4.3. MOBILISATION DES RESSOURCES

Un tableau des ressources de la Commune a été élaboré à travers les différentes sources de financement. Le montant global de l'exécutif municipal a été estimé, ainsi que les ressources attendues du BIP (Budget d'investissement public), du FEICOM, de l'allocation PNDP. C'est sur la base de la somme estimative totale disponible pour la première année de mise œuvre du PCD que PIA 2023 a été réalisé.

II.4.4. PLANIFICATION

La planification s'est tenue durant le deuxième jour de l'atelier. Elle a principalement consisté en l'élaboration du PIA (Plan d'investissement annuel). Elle a largement été facilitée par l'estimation préalable des ressources mobilisables identifiées. Pour chaque projet identifié, il fallait amener les participants à indiquer le lieu d'implantation, l'indicateur de résultat, la période de réalisation et le coût estimatif.

II.4.5. PROGRAMMATION

La programmation s'est effectuée tout au long de la troisième journée de l'atelier. Elle a consisté en l'élaboration du CDMT (Cadre des Dépenses à Moyen Terme étalé sur la période allant de 2023 à 2025), sur la base des ressources mobilisables par la Commune. Ces ressources mobilisables ont été mises en évidence à partir de toutes les ressources potentiellement disponibles en 2022. Les idées de projet identifiées dans les cadres logiques ont été tour à tour revisitées et priorisées par les participants. Pour chaque projet choisi, des indicateurs de résultats, des responsables, une période de réalisation (étalée sur au plus trois ans), le coût estimatif et les sources de financement étaient précisés.

Une fois le CDMT élaboré, l'assistance a été accompagnée par les Délégués départementaux du MINAS et du MINEPDED à l'élaboration du plan opérationnel en faveur des populations vulnérables et du cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT. Ce cadre de gestion socio environnementale a été conçu sur la base des principaux impacts de chaque type de projet et des mesures de mitigation afférentes. Un Plan de passation des marchés a également été élaboré, de manière à faciliter le début de la mise en œuvre du PCD par l'Exécutif communal.

II.5. MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI EVALUATION PARTICIPATIF

En vue du suivi de l'exécution des actions de développement retenues dans le cadre du Plan Communal de Développement de Kouoptamo, un Comité de suivi évaluation de la mise en

œuvre du PCD a été mis en place au terme de l'atelier de planification le 28 Juin 2022. Il a pour mission de :

- Veiller à la réalisation des activités contenues dans le PCD ;
- Présenter l'état de mise en œuvre du PCD au cours des sessions du Conseil municipal.

Il est constitué d'un (01) président, d'un (01) rapporteur et de (08) membres.

III. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

III.1. LOCALISATION DE LA COMMUNE

La commune de Kouoptamo est située dans l'Arrondissement de Kouoptamo, Département du Noun, Région de l'Ouest du Cameroun. Cette Commune est située à environ 47 km de Bafoussam (capitale Régionale de l'Ouest) et à environ 48 km de Foumban (capitale départementale) et à environ 14,3 km de Foubot sur la Nationale N°20. Elle est limitée :

- Au Nord par la commune de Bangourain
- Au Sud par la commune de Foubot
- A l'Est par la commune de Koutaba
- A l'Ouest par la Commune de Galim

Elle s'étend sur une superficie de 526 km² avec une population estimée à 62 016 habitants, avec une densité d'environ 117 Hab. /Km², les zones avec les plus grandes densités étant la zone urbaine et les localités de Koupara et de Njingoumbé.

Superficie : 526 Km²
Population : 62 016 habitants
Densité moyenne : 117 Habitants au km² (*recensement 2005 actualisé pour 2014*)
Ethnies : les Bamoun (70 %), les Bamiléké (20%) et les communautés anglophones et Bororo (10%)
Le Christianisme et l'Islam sont les 02 principales religions pratiquées

Liste des 02 villages de l'espace urbain : Koyoptamo centre, Bankouop.

📍 Coordonnées GPS des villages de l'espace urbain communal (09 Villages)

N°	Désignation des villages	Coordonnées X/N	Coordonnées Y/E	Z (m)
01	Kouoptamo centre,	10,60813	5,651169	1155
02	Bankouop.	10,61136	5,654867	1190

📍 Coordonnées de Tous les villages (11 villages)

N°	Désignation des villages	Coordonnées X/N	Coordonnées Y/E	Z (m)
1	Kouoptamo centre,	10,60813	5,651169	1155
2	Bankouop.	10,61136	5,654867	1190
3	Njingoumbe	10,60454	5,701696	1174
4	koupara cheferie	10,63827	5,572436	1144
5	njitapon	10,37563	5,507776	1174
6	Ngbensouen	10,49761	5,62121	1139
7	Ngouendam centre	10,55166	5,600198	1128

N°	Désignation des villages	Coordonnées X/N	Coordonnées Y/E	Z (m)
8	ndoumkain	10,56393	5,658417	1153
9	ngambouo	10,52718	5,668756	1158
10	njindoun	10,58904	5,601231	1104
11	Kouobouom	10,58791	5,615555	1190

Source : AND2

✓ LES DIFFERENTS QUARTIERS ET LEUR CARACTERISATION

Les villages et quartiers de l'espace urbain de la Commune de Kouoptamo sont repartis comme suit :

COMPOSITION DES VILLAGES ET DES QUARTIERS DE L'ESPACE URBAIN COMMUNAL

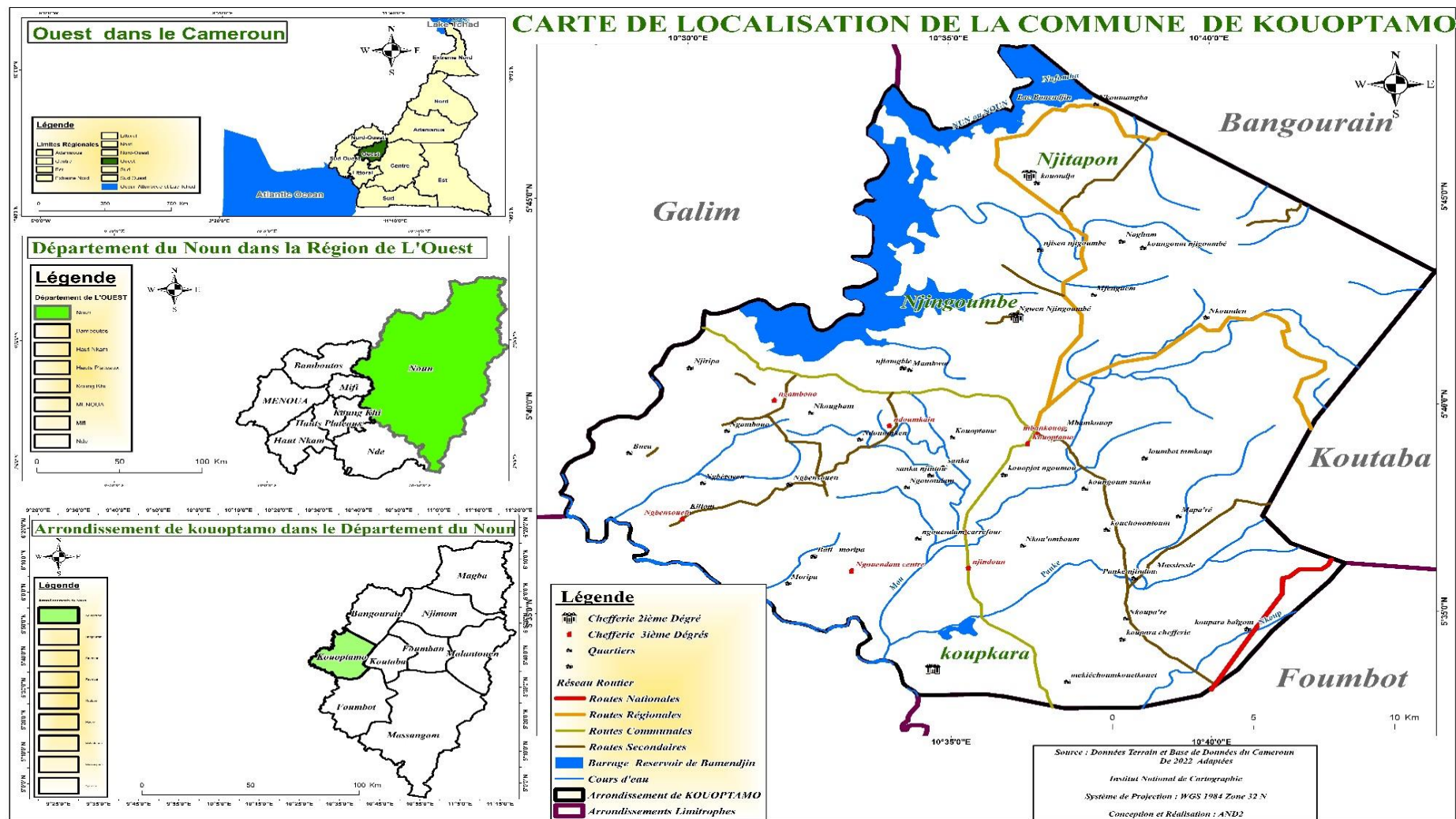
	<i>Désignation des villages</i>	<i>Quartiers</i>
01	Kouoptamo centre	Nbetchouop,
		Kouopjot1,
		Kouopjots2,
		Koutekouen,
		Njigbamou,
		Nylon,
		Nkoutoutain,
		Haoussa,
		Menchoutchfouh,
		Magnietnou,
		Lapluh
		Nkoutoumou.
		Fulemou
02	Bankouop.	Kouden
		Chiffou
		Kouncha centre
		kouncha kouchen
		Mboure
		Kouncha 1
		Kouncha 2
		Foukouen
		Mandem,
		Quartier chefferie
		Matoukouen 1
		Matoukouen 2
		Njigbake
		Machemangou,
		Mbankououp centre 1
		Mbankououp centre 2
		Mbankououp centre 3
		Mbankououp centre 4
		Mbankououp centre 5
		Mbankououp centre 6
		Mbankououp centre 7

	<i>Désignation des villages</i>	<i>Quartiers</i>
		Nkoubare
		Njinbamou

Source : Commune de Kouoptamo

Ces 02 villages de l'espace urbain communal par rapport aux autres sont situés non loin du siège de la commune.

CARTE 1 : CARTE LOCALISATION DE LA COMMUNE PAR RAPPORT AU CHEF-LIEU DE DEPARTEMENT ET AU CAMEROUN



III.2. MILIEU BIOPHYSIQUE

III.2.1. CLIMAT

Le climat de KOUOPTAMO est de type soudano guinéen caractérisé par deux saisons : une saison sèche qui va de mi-novembre à mi-mars et une saison pluvieuse qui va de mi-mars à mi-novembre. Les plus fortes températures sont observées en Février et les plus faibles fin Décembre ; l'espace urbain n'est pas exempt à cette règle. L'écart diurne moyen est à son maximum pendant la saison sèche. La saison des pluies se caractérise par de faibles températures minimales stationnaires et un faible écart diurne. L'espace urbain est sous influence estivale de la mousson en provenance du sud-ouest et qui touche toute la Commune. Cette mousson est responsable de la vigueur des pluies de Juin à Octobre. A l'instar des autres localités de la Commune, la pluviométrie est élevée. Les températures sont généralement fraîches : 22°C en moyenne ; la moyenne des maximas est de 34,6°C, celle des minimas de janvier est de 9,9°C et surtout en saison sèche. Dans l'ensemble, les températures se caractérisent par une remarquable stabilité d'ensemble et une fraîcheur relative due à l'altitude.

III.2.2. SOLS

Les sols présents au niveau de Kouoptamo sont des sols d'origine volcanique très fertiles surtout dans le Centre et l'Ouest de l'Arrondissement. Les sols sont par endroit ferralitiques (riches en fer), ce qui explique la couleur rouge de la terre (peu fertile) et hydromorphes dans les bas fonds (couleur brune). Du fait de cette hydromorphie, les couches superficielles du sol sont riches en débris végétaux en décomposition. Par conséquent, le taux de matière organique est très importants. On rencontre aussi des sols d'origine volcanique et mixtes (volcano ferralitiques) fertiles. Ici, les sols sont en majorité très fertiles. Toutefois, cette fertilité naturelle est mise à mal par la surexploitation des sols. Les sols volcaniques hydromorphes (sol humides en permanence) se trouvent dans les bas fonds autour du lac BAMENDJING et le long des rivières MOU et PAHKE (Sud de l'Arrondissement). Ces zones constituent le bassin des cultures maraîchères qui se pratiquent en saison normale et en contre saison. Autour du lac BAMENDJING, les sols sont humides sont ceinturés par des sols ferralitiques rouges péné-évolus (NJITAPON et NJINGOUMBE). Aux environs notamment de KOUOPTAMO, KOUOMBOUM, NGOUENDAM, NJINDOUN, les sols

sont d'origine volcanique et donc très fertiles généralement. Le reste de l'Arrondissement est constitué des sols remaniés. Dans les bas fonds humides, on rencontre les sols alluvionnaires. L'érosion des sols est un problème sérieux. Les cultures réalisées dans le sens de la pente favorisent ce phénomène.

III.2.3. RELIEF

Le relief dans la commune de Kouoptamo est accidenté et contrasté : il est constitué des plaines, des collines, des montagnes dont le plus haut sommet est le Mont Kogham qui culmine à 2263 m d'altitude et qui constitue également un lieu sacré. On distingue en outre plusieurs autres monts sur le territoire communal à l'instar des monts Méta-pin à NGOUENDAM II, Mbetouop à Kouoptamo, Makouet à NJINDOUN, les Monts Ndouhoum et Ndoum, à NJITAPON, les Monts Kogham et Banki, limites entre NJINGOUMBE et les Monts Fombou, Bengou, Tenjenou à NDOUMKAIN.

Le Nord est ceinturé par le massif de KOGHAM qui culmine :

- À 2 263 m à la limite avec l'Arrondissement de BANGOURAIN
- À 1 700 m à NDOUMKAIN
- À 1 600 m autour des lacs jumeaux PETPENOUN

On peut considérer deux principaux types de roches : les roches volcaniques et les roches du socle. Le socle est essentiellement constitué par des roches métamorphiques.

Le volcanisme est à la fois neutre (trachyte, andésite), acide (rhyolite) et basique (basalte)

L'altitude moyenne générale est de 1 100 m au dessus du niveau de la mer.

Le tiers de l'arrondissement est occupé de zones montagneuses généralement dans la périphérie et le reste du territoire communal est occupé par une grande plaine drainée avec quelques bas-fonds inondés.

III.2.4. HYDROGRAPHIE

Le réseau hydrographique de la Commune Rurale de KOUOPTAMO est très dense. Il existe de nombreux ruisseaux, tels que le Nkoup, Mweing, Koutou, Lin et Moundoun, le Lap Lap (KOUOMBOUM), le Keuchuetoum (BANKOUOP). D'autres rivières, plus importantes et permanentes, comme le Njot, le Moû, le Panké, le Mbap (qui alimente le Scan Water de MBAMKOUOP) inondent de grandes superficies dans la plaine

agricole, favorisant la pratique des cultures maraîchères de contre saison. Elles affluent vers le Noun, artère principale du réseau hydrographique du territoire communal.

Une des particularités de la Commune est l'existence de nombreux lacs de cratère: les lacs femelle et mâle à proximité de KOUOPTAMO, le Petponoun, le Monoun. Ce dernier a d'ailleurs fait l'objet d'une émanation de gaz ayant entraîné la mort de 37 personnes s'est produit le 16 août 1984. Le site est depuis lors surveillé. La retenue artificielle du NOUN, dit lac BAMENDJING, ravitaille en eau le barrage hydroélectrique de Song Loulou. Ce lac atteint une superficie approximative de 150 km² de plan d'eau, dont le tiers se trouve sur l'Arrondissement de KOUOPTAMO. Le fleuve NOUN à l'Ouest sert de limite naturelle avec les Départements de BAMBOUTOS et de la MIFI. Le réseau hydrographique est dense dans le Sud de l'Arrondissement avec les rivières PANKE, MOU qui arrosent de grandes superficies dans la plaine agricole autour de NGOUENDAM, KOUOMBOUM, MORIPA, MASSIESSIE, NJINDOUN, KOUPARA, favorisant également la pratique des cultures maraîchères de contre saison dans cette zone méridionale.

III.2.5. FLORE ET FAUNE

FLORE

La végétation de Kouoptamo est celle de la savane arborée péri forestière. Elle tend vers la savane arbustive humide. Les arbustes à tronc noueux et à bois dur de quelques mètres de hauts sont beaucoup plus nombreux que les arbres de plus de 10 mètres de haut. La savane est une zone privilégiée pour l'élevage. La dense existence des cours d'eau occasionne la présence de forêts galeries et de nombreuses raphiales qui ont tendance à se raréfier du fait de leur surexploitation et de leur destruction pour les cultures. Les forêts galeries bordent les cours d'eau. Le sissongo est la graminée qui domine dans les marécages. On note aussi la présence éparses de nombreux arbres fruitiers, notamment les manguiers, safoutiers et l'arbre à fruits noirs. Les principaux bois d'œuvre et de chauffage sont l'Eucalyptus et le Tali. Il faut noter que les eucalyptus ont été plantés et sont classés parmi les forêts artificielles. Le *Leuceana* se trouve aussi en grande quantité. Comme autres espèces on peut citer le pin, l'acacia javanica, le cyprès etc. Le reste de la végétation est constitué de savane arbustive. Le relief accidenté a l'avantage d'avoir permis la sauvegarde de massifs forestiers. En

effet, la forêt (naturelle) est aussi à Ngouendam et très présente à NJINDOUN et couvre, près de la moitié de ce territoire (la Matessé, dite la forêt rouge, et la Nji mon makouet, dite la forêt noire). On peut également noter la présence des plaines dites marécageuses (prairies inondables bordant les différents cours d'eau) et des zones de pâturage sur les collines. Les raphiales sont défrichées afin de laisser place aux cultures. De nombreuses plantes médicinales sont utilisées par les populations locales. Au lac BAMENDJING, on note une prairie inondable Congo-guinéenne. On rencontre des forêts sub-montagnardes toujours vertes sur les Monts MAKWET, PENSIE, METAPEN.

Tableau 2: Présentation synthétique de la flore de la commune de Kouoptamo

Formations végétales	Localisation	Caractéristiques	Tendance
Forêt	Njindoun, Ngambouo Njingoumbé, Buea, Ngbetsouen II, Njitapon, Kouopkaré, Ngouendam	Caractérisée par la savane arborée péri forestière la forêt sub-montagnarde, la forêt galerie le long des cours d'eau, la forêt moins dense humide constituée des espèces: l'acacia, le Tali, le Leuceana, le javanica, le cyprès le pin, l'eucalyptus	Réduction du couvert végétal et la disparition de certaines espèces végétales dues à l'exploitation illégale des ressources floristiques, ainsi que les feux de brousse répétés et la création des nouveaux champs
Les arbres fruitiers	Dans tous les villages et l'espace urbain	les manguiers, l'avocatier, safoutiers et l'arbre à fruits noirs	Augmentation de la production et des étendues exploitables
Plantations de café	Chanas-Njingoumbé, Ngouendam, Njindoun, Buea, Ngbetsouen1, Ngbetsouen2, Nkougoum-Sanka	Vastes étendues des exploitations	Baisse de la production à cause des feux de brousse et l'accent mis sur la polyculture
Plantations de produits vivriers et maraichers (arachides, maïs, niébé, manioc, patate, banane et banane-plantain macabo/taro, légumes et piment)	Dans tous les villages	Culture pour l'instant essentiellement manuelle	Utilisation des outils rudimentaires et exploitation de petites surfaces

Reference des données : Délégation d'arrondissement de l'agriculture et du développement rural

FAUNE

La faune très riche de la commune comporte entre autres ; des hérissons, des biches, des biches cheval, des singes (rouges surtout, noirs, jaunes, Mancei), des porcs-épics (rat de Gambie), des lièvres, des écureuils, des antilopes, des pangolins, des hyènes, des varans, des vipères et une avifaune fort variée. Il faut noter que les grands fauves jadis présents ont disparu de la zone suite à une chasse intensive et sauvage. En outre

l'abondante présence des chaînes de monts et la présence des forêts favorisent l'existence de niches écologiques pour certaines espèces. La réserve forestière de NGAMBOUO qui en est un exemple, favorise la présence du gibier qui trouve là une niche écologique préservée. La densité du réseau hydrographique donne lieu à des ressources halieutiques moyennes constituées essentiellement de carpes, silures et du tilapia.

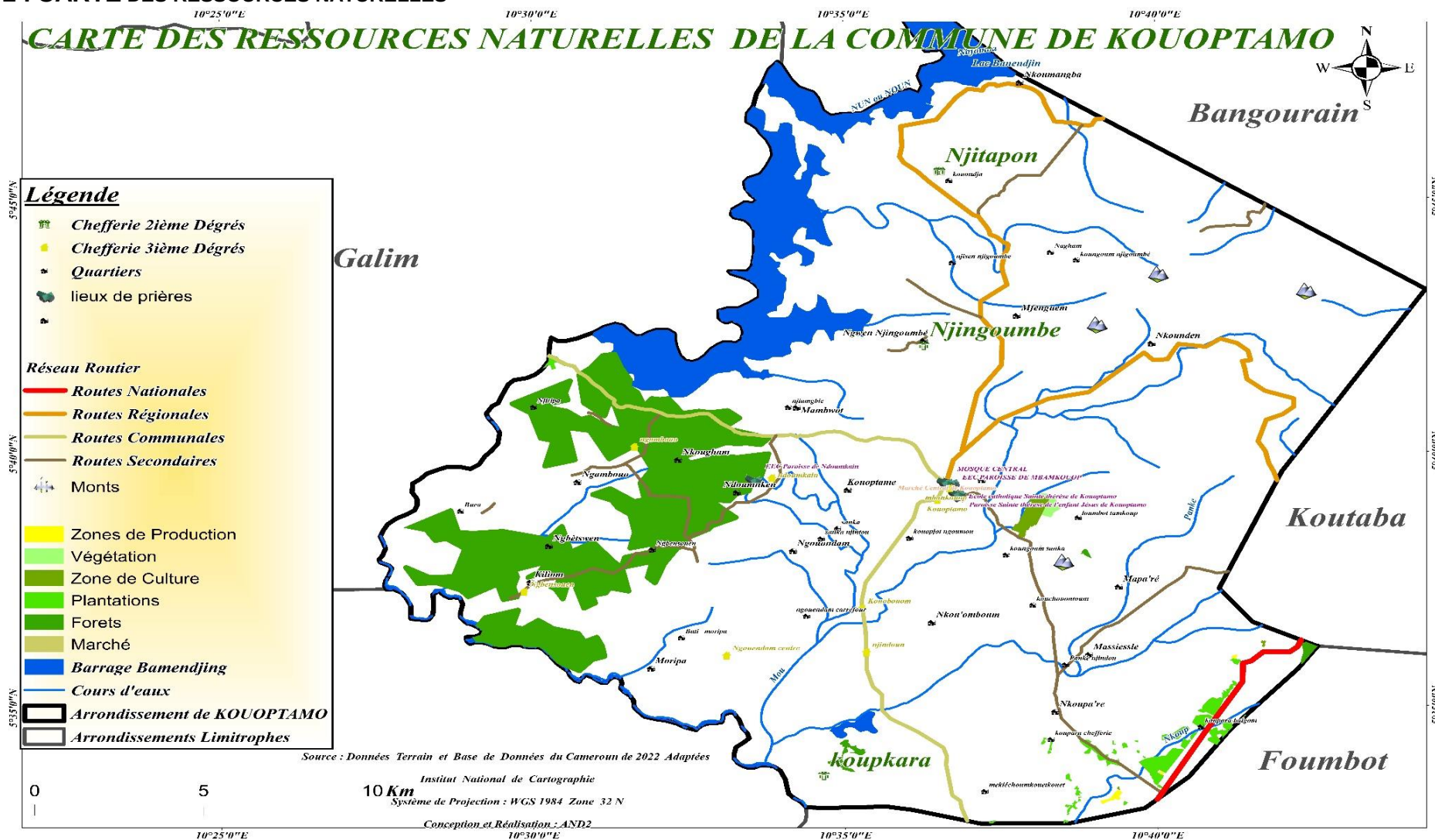
Le lac de MONOUN regorge des hippopotames, des caïmans, et de nombreuses autres espèces de poissons. La faune du lac BAMENDJING est marquée par une relative richesse avifaune. C'est en effet le lieu d'escale pour oiseaux migrateurs. Il y a donc là une biodiversité à préserver dans une perspective de développement de l'écotourisme. Il faut signaler que les hippopotames et les crocodiles sont en voie de disparition dans le fleuve NOUN.

Tableau 3: Présentation synthétique de la faune la commune de Kouoptamo

Animaux	Localisation	Observations	Tendance
Reptiles (Varans, pangolins, serpents)	Les zones forestières de tous les villages, le long des cours d'eau	La chasse des reptiles se fait très souvent à la trape; les habitants les retrouvent de temps en temps dans leurs champs et près des zones d'habitations. Ils sont plus visibles en saison sèche	Ces espèces d'animaux se fait de plus en plus rares à cause de l'action de l'homme.
Petits rongeurs (rats palmistes, écureuils)		Ils sont aussi nuisibles car ils ravagent les cultures. On les retrouve dans la plupart des villages, Leur population diminue considérablement en saison sèche à cause des feux de brousse. Les paysans les attrapent grâce aux pièges qu'ils tendent dans leurs champs respectifs.	Ces espèces d'animaux se fait de plus en plus rares à cause de l'action de l'homme.
Aulacodes (Hérissons, Porcs- épic)			
Singes, biches, biches cheval lièvres, antilopes hyènes		La chasse à ce genre d'animaux est soumise à une certaine réglementation, cependant, on assiste de temps à autres à des actes de braconnage dans toutes ces zones.	En dehors de la zone protégée de Ngambouo, ces espèces sont rares dans le reste de la commune.
Carpes, silures et du tilapia hippopotames, des caïmans	Lac MONOUN LacBAMENDJING fleuve NOUN	La pêche est artisanale. La présence des hippopotames reste une menace pour les pêcheurs et les piroguiers d'autant plus qu'aucune piste n'est prévue et tracée pour leur déplacement	La population des hippopotames, des caïmans et des crocodiles sont en net diminution dans le fleuve Noun
Perdrix, pintades	Dans toutes la commune	Contrairement à d'autres espèces, ils subissent moins de pressions humaines, raison pour laquelle on les retrouve un peu partout dans les villages	La population de cette espèce est stable et n'a pas de menace quelconque

Sources : Synthèse des données auprès du DAEPIA

CARTE 2 : CARTE DES RESSOURCES NATURELLES



III.3. MILIEU HUMAIN

III.3.1. QUELQUES REPERES HISTORIQUES DE LA COMMUNE DE KOUOPTAMO

Selon l'Histoire recueillie sur le terrain, les populations actuelles dans l'espace communal se seraient installées vers 1812 et viendraient de Femben pour la majorité et de Massangam. Certaines de ces populations se seraient installées pour faire la chasse et l'agriculture compte tenu de la présence de la savane arbustive et de la fertilité des sols. Selon les sources, ce serait le Sultan de l'époque qui aurait dispersé ces populations (Femben, Massangam...) sur le territoire de KOUOPTAMO (qui veut dire « *milieu de raphiales* ») pour contrer ou du moins empêcher l'entrée des ennemis sur une partie de son territoire.

Créée le 25 Novembre 1993 par décret présidentiel N° 93/321, la commune de Kouoptamo est un démembrement de la commune de Foubot dont elle hérite une partie du territoire. Il est à noter que la Mairie de Kouoptamo a connu à ce jour quatre (04) maires dont : TOUNSIE MAMA (1996-1999), NJOYA ISMAILA (1999-2002), NYAMSI Abdou (2002-2013) et NJOYA OUSMANOU en fonction depuis 2013. Comme évènements marquants au sein de la commune, nous pouvons citer entre autres :

- L'inauguration de l'Hôtel de Ville de Kouoptamo le 02 Juillet 2004 par le Directeur Général du FEICOM sous le Maire de l'époque, M NYAMSI Abdou.
- L'informatisation de la Commune avec l'appui du PADDL/GTZ.

Les religions musulmane et catholique se partagent les fidèles à un taux de 50 % de fidèles chacune.

IL est à noter en outre que la Mairie de Kouoptamo a connu à ce jour quatre (04) maires dont : TOUNSIE MAMA (1996-1999), NJOYA ISMAILA (1999-2002), NYAMSE Abdou (2002-2013) et NJOYA OUSMANOU en fonction depuis 2013.

III.3.2. POPULATION

III.3.2.1. ETHNIES

KOUOPTAMO regroupe toutes principales ethnies de l'arrondissement à savoir : Les Bamoun (majoritaires à plus de 70%), les Bamiléké, les Anglophones et les Peuls communément appelés Bororo. Les relations interethniques sont majoritairement

Sans conflits. Les mariages sont presque précoces, la polygamie et la monogamie sont les formes de régimes matrimoniaux pratiquées avec une prédominance de la monogamie.

III.3.3. RELIGIONS

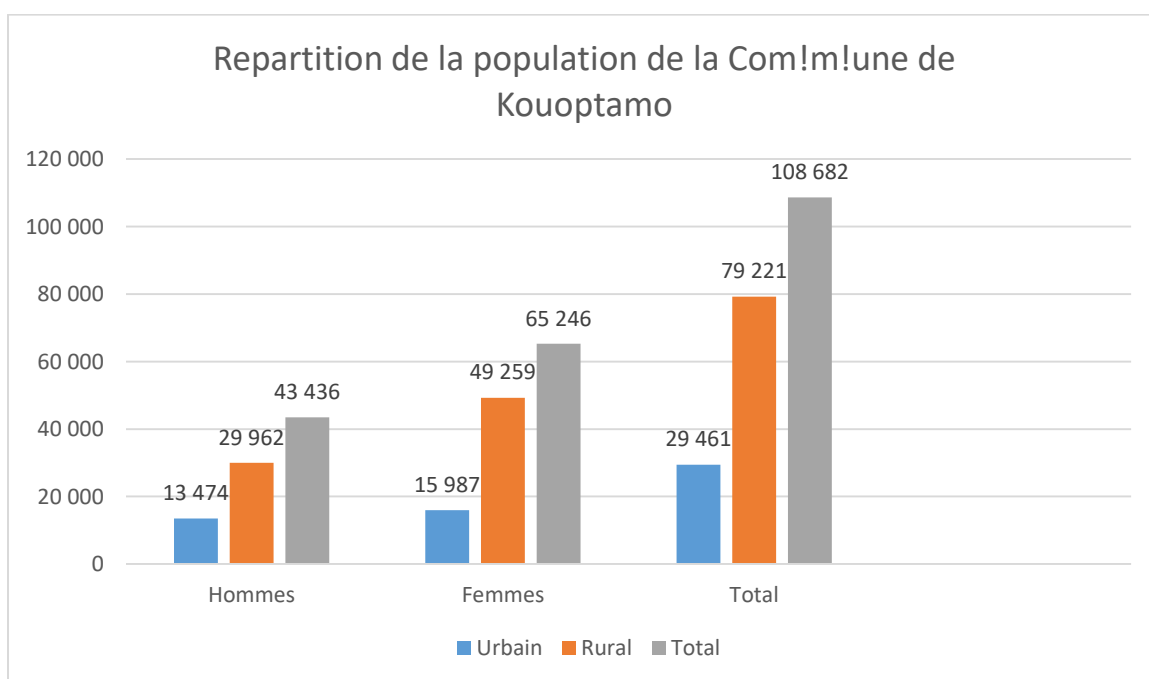
L'Islam est la religion qui semble dominante avec le Christianisme sous toutes ses formes (le protestantisme, l'apostolique, l'évangélique et le catholicisme).

Toutes les fêtes religieuses (fête du Ramadan, Noël, Pâques, Ascension, Assomption...) sont devenues des fêtes « traditionnelles » pratiquées par tous les habitants quelle que soit leur religion.

🚦 Répartition de la population dans la commune de Kouoptamo

	Urbain	Rural	Total
Homme	13 474	29 962	43 436
Femme	15 987	49 259	65 246
Total	29 461	79 221	108 682

Source : RGPH 2005



Formule pour estimer la population de Kouoptamo en 2022 (au niveau communal ou du village)
Taux d'évolution annuel moyen de la population : 2,8%
P ₂₀₀₅ : Population de l'année 2005 P ₂₀₁₇ : Population estimée de l'année 2022
P₂₀₁₇ = (1,032)¹² x P₂₀₀₅ habitants

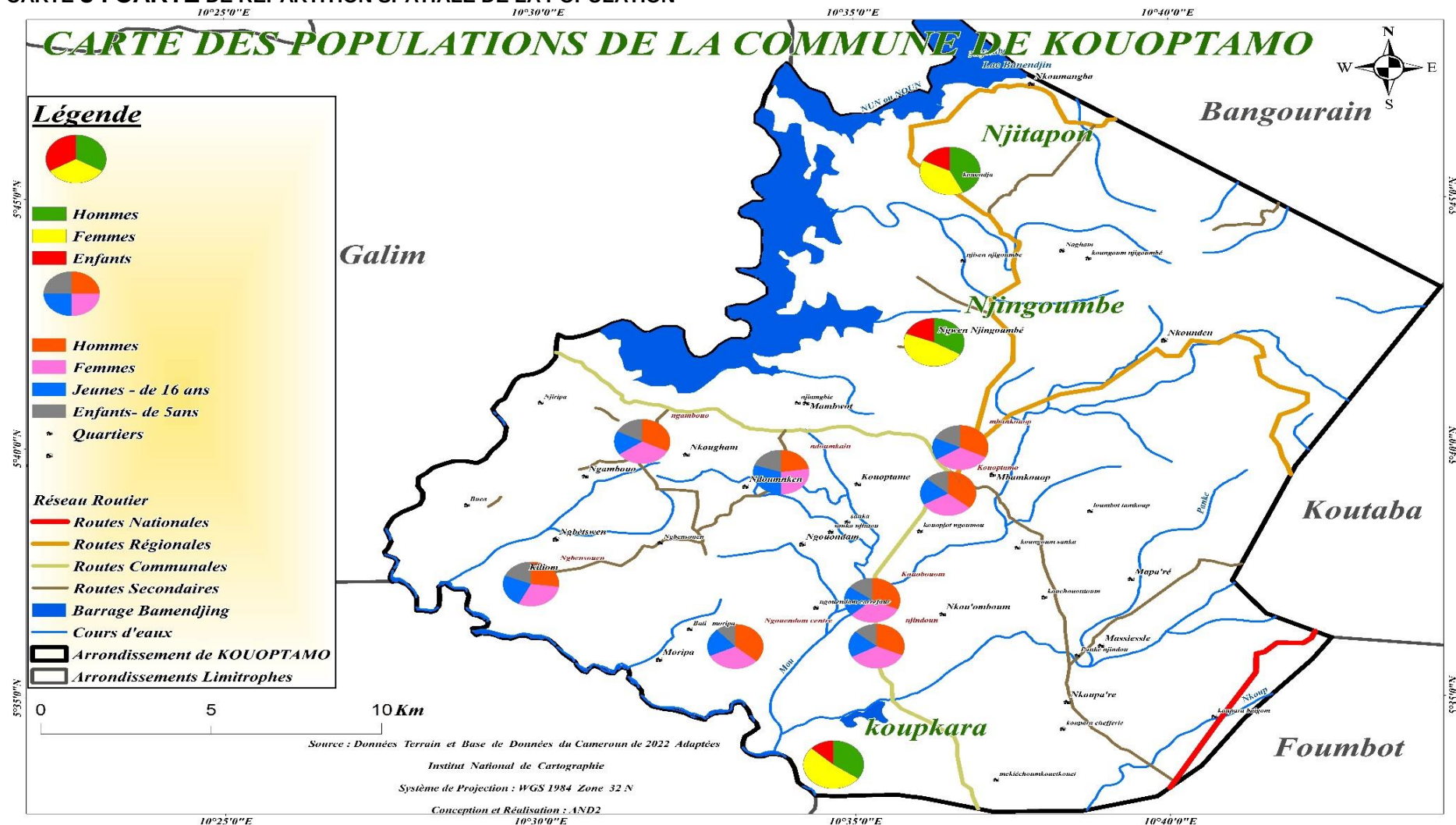
Source : DIC, DEUC, DPNV

TABEAU 4 : REPARTITION DE LA POPULATION DES VILLAGES/QUARTIERS DE LA COMMUNE SELON LES GROUPES SPECIFIQUES

N°	Village/quartier	Ensemble de la population			Groupe spécifique ([1])					
		Homme s	Femme s	Total	Nourissons (0-35 mois)	Population cible du PEV (0-59mois)-	Population d'âge préscolaire (4-5ans)	Population d'âge scolaire dans le primaire	Adolescents (12-19ans) -	Population des jeunes (15-34ans)
	QUARTIERS DE L'ESPACE URBAIN									
1	Bankouop	4 474	4 987	9 461	982	1 480	552	1 269	1 698	3 187
2	Kouoptamo	9 000	11 000	20 000	971	1 533	571	1 551	1 788	3 147
	Sous total espace urbain	13 474	15 987	29 461	1 953	3 013	1 123	2 820	3 486	6 334
	VILLAGES									
1	NJINDOUN	1 400	2100	3 500	597	400	475	824	652	1 223
2	NGOUENDAM	2 500	1 800	4300	654	1 032	386	1 428	1 129	2 119
3	NJITAPON	9 000	12 000	21 000	2 005	2 915	1 300	3 200	3 000	5 000
4	NGAMBOUO	5 000	6 000	11 000	794	1 255	468	1 930	2 000	3 000
5	NGBETSOUENG	3 000	3 500	6 500	300	4 500	600	2 000	500	1 000
6	KOUPARA	9 038	10 042	19 080	1 112	1 756	655	1 263	1 923	5 023
7	NDOUMKAIN	4 000	5000	9 000	991	1 566	584	2 168	1 713	4 478
8	KOUOMBOUM	1 884	2 097	3 980	923	672	252	931	1 381	1 381
9	NJINGOUMBE	4 480	6 720	11 200	562	887	331	2 254	1 783	7 280
	Sous total rural	29 962	49 259	79 221	7 938	14 983	5 051	15 998	14 081	30 504
	TOTAL POPULATION	43 436	65 246	108 682	9 891	17 996	6 174	18 818	17 567	36 838

Source : AND2 à partir des enquêtes terrains et du BUCREP

CARTE 3 : CARTE DE REPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION



III.4. MILIEU SOCIO-ECONOMIQUE

L'économie locale dans l'espace communal couvre les trois secteurs de l'économie. Le secteur primaire occupe plus de 80% de la population active, le secteur secondaire occupe environ 05% de la population active et enfin le secteur tertiaire 15% de la population active.

Sur le plan économique, l'économie locale est dominée par la pratique des activités dans le secteur primaire (agriculture, élevage, exploitation des ressources naturelles, etc.) et le secteur tertiaire (les services de téléphonie mobile, d'informatique et le petit commerce de denrées alimentaires). Ce secteur tertiaire est essentiellement dominé par l'informel. Le secteur secondaire est embryonnaire avec la présence de quelques boulangeries artisanales, de quelques plantations d'ordre industrielles (déplacé) et semi-industrielles (fajaco) et quelques unités de fabriques artisanales.

Le marché de kouoptamo, qui a lieu tous les jeudis et vendredis, est le point de convergence de tous les produits en vente sur le territoire communal. Il a une renommée nationale (exportation des produits vers Bafoussam, Douala, Yaoundé...) et même internationale (Gabon, Guinée équatoriale, Congo Brazzaville, ...). Il génère la présence de nombreux commerces dont les bars, restaurants, épiceries, coiffeurs et des points de vente de vin local encore appelés « tchapalo ».

III.4.1. Agriculture

Tableau 5 : Principales cultures pratiquées

Culture	Zone de production/Bassin de Production	Superficies cultivées (Ha)	Production estimée (t)	Destination des produits
Maïs	Tous les villages de la commune	6000	9000	Auto consommation + Vente
Manioc	Tous les villages de la commune	768	7685	Auto consommation + Vente
Arachide	Tous les villages de la commune	355	270	Auto consommation + Vente
Haricot vert	Njindoum			Auto consommation + Vente
haricot	Tous les villages de la commune	3575	3040	Auto consommation + Vente
Patate	Koupara, Ngouendam	50	990	Auto consommation + Vente
Plantain	Chanas, Nganbouo, Gbetsouen		1670	Auto consommation + Vente
Banane douce	Chanas, Nganbouo, Gbetsouen		415	Auto consommation + Vente
Tomate	Njitapon, Koupara, Njissen	224	5375	Auto consommation + Vente
Pastèques	Koupara	75	1565	Auto consommation + Vente

Avocat	Gbetsouen, Ngouendam			Auto consommation + Vente
Taro	Chanas, Gbetsouen	265	2410	Auto consommation + Vente
Igname	Nganbouo, Gbetsouen			Auto consommation + Vente
Morelle noire	Koupara, Mangounoun	133	3450	Auto consommation + Vente
Gombo	Ngouendam			Auto consommation + Vente
Poireau	Tous les villages de la commune			Auto consommation + Vente
Piment	Tous les villages de la commune			Auto consommation + Vente
Café arabica	Tous les villages de la commune	1000	570	Vente
Riz	Koupara-Baigon			Auto consommation + Vente

Source : DA ADER de Kouoptamo. N.B : Les Superficies cultivées (Ha) et les Productions estimées (t)

Dans le domaine agricole, on note dans la commune la pratique assez importante de l'achat des produits vivriers faits soit par des organisations des producteurs soit par des particuliers.

Tableau 6 : Les différentes spéculations et leurs rendements

Spéculations	Rendements (t/Ha)	Observations
Mais	1.2-2	Ces rendements sont loin de ceux obtenus dans les conditions idéales à cause du manque de techniques modernes de production
Haricot	0.8	
Patate douce	8-12	
Manioc	8-12	
Café arabica	0.5	
Taro	10	
Morelle noire	30	
Tomate	20	
Haricot vert	3	
Pastèque	30	
Avocat	40	
Igname	10-12	
Poireau	15-25	
Piment	4.5	
Gombo	4.5	

Source : DA ADER de Kouoptamo

III.4.2. L'ELEVAGE

L'élevage occupe une place de choix dans la commune et est classé en deuxième position après l'agriculture. Il est pratiqué dans tous les villages et même dans l'espace urbain communal. Ci-dessus le cheptel communal est indiqué.

Tableau 7 : Type d'élevage pratiqué

Effectif éleveurs	Mode d'élevage	Espèces élevées	Effectifs	Bassins de production	Destination des produits d'élevage
100% population	Traditionnel	Bovins	4952	Mbankouop, Njitapon, Njingoumbe	Vente
		Ovins	893	Mbankouop, Njitapon, Njingoumbe, Kouoptamo, Manchoutnoun	Auto consommation + Vente
		Caprins	1163	Mbankouop, Njitapon, Njingoumbe, Kouoptamo, Manchoutnoun	Auto consommation + Vente
		Porcins	1190	Mbankouop, Njitapon, Njingoumbe, Kouoptamo, Manchoutnoun	Auto consommation + Vente
		Equins	11	Mbankouop	Auto consommation + Vente
		Canins	239		Auto consommation + Vente
		Lapins	65		Auto consommation + Vente
		Cobayes	77		Auto consommation + Vente
		Volailles : ✓ Poulets villageois ✓ Canards ✓ Oies ✓ Dindes ✓ Pigeons	✓ 9800 ✓ 470 ✓ 14 ✓ 10 ✓ 260	✓ Mbankouop sud ✓ Njitapon ✓ Njingoumbe	Auto consommation + Vente
01	Moderne	Pondeuse	1380	Kouoptamo	Auto consommation + Vente
01	Moderne	Poulets de chairs	2300	Manchoutnoun	Auto consommation + Vente

Source : DA EPIA de Kouoptamo

Il revêt un caractère traditionnel extensif. Les animaux élevés utilisent les pâturages naturels non améliorés, les compléments alimentaires se limitent aux apports de sels minéraux et de résidus de récolte. Suivant les parcours effectués par les éleveurs, on peut distinguer 3 systèmes d'élevage : le système d'élevage transhumant (pratiqué par les éleveurs), le système d'élevage sédentaire et le système semi sédentaire.

La pratique de l'élevage moderne se fait encore rarement dans la commune ce qui rend peu disponible sur le marché local la présence des produits d'élevage. En cas de besoin il faut se déplacer dans les villes voisines (Foumbot, Bafoussam, Foumban, Mbouda, ...)

III.4.3. Activité de Pêche

Quant à la pêche, elle se fait de manière artisanale et est continentale sur divers cours d'eau de la Commune de Kouoptamo.

Tableau 8 : Pêche

Endroits où se pratique la pêche	Mode	Moyens utilisés	Espèces pêchées	Destination des produits de pêches
Le long des cours d'eaux (Noun, Mou, Lacs Mounoun, Bamendjing et Petpenoun)	Pêche artisanale	-Ligne -Nasse -Filets	-Carpes -Silures - Tilapia	Auto consommation + Vente

N.B : La pisciculture est aussi pratiquée au sein de la Commune dans les bassins de Kouoptamo, Mbankouop et Njingoumbé avec un rendement de 10 t. Il en est de même de l'apiculture qui est pratiquée dans les bassins de Kouoptamo centre, Njingoumbé centre et Manchoutnoun avec un rendement de 20 kg.

Source : DA EPIA Kouoptamo

III.4.4. ARTISANAT

Le secteur artisanal dans la ville de KOUOPTAMO comme dans le reste de la commune est encore dans un état embryonnaire. Il n'est pas organisé et souffre d'un manque d'appui à tous les niveaux.

III.4.5. SECTEUR MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET TECHNOLOGIQUE

Tableau 9 : Mines

Type de ressource	Localisation du site	Situation actuelle
Pouzzolane	Tronçon Koupara-Petpenoun ; Kouomboum	Exploitation artisanale
Sable	Tronçon Kouopatamo-Foumbot en passant par Njindoun et Koupara	Exploitation artisanale
Pierre/Gravier	Bankouop et Kouopatamo	Exploitation artisanale
Latérite	Tronçon Kouopatamo-Chanas	Exploitation artisanale
Diamant	Kogham (Mont) Petpenoun (lac) Njindoun (lac Monoun)	L'information provient de certains individus auprès de la Commune

SOURCE : Synthèse des données collectées lors des diagnostics (DIC et DEUC) dans la commune

L'exploitation artisanale des carrières de sable et des pierres dont les produits sont utilisés sur place pour les besoins de construction et vendus dans quelques arrondissements voisins. Cette exploitation fait face aux problèmes majeurs d'aménagement des sites et d'accès aux sites.

III.4.6. SITUATION DE REFERENCE DU SECTEUR SECONDAIRE

Il est très embryonnaire dans l'espace géographique de la commune : on note ici et là la présence de quelques unités artisanales de transformation que sont : les unités artisanales de transformation (de la farine + patates douces en pain) : boulangeries éparpillées un peu dans l'espace urbain, de la saponification (technique de fabrication locale du savon). L'équipement utilisé est très artisanal, le cadre de travail est suffisamment insalubre pour un produit de consommation à l'instar du pain.

III.4.7. SITUATION DE REFERENCE DU SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur tertiaire est représenté dans la commune avec notamment la présence de quelques services condensés dans le tableau ci-après.

Tableau 10

Infrastructures	Localisation	Situation actuelle
Marchés	Kouoptamo, Chanas, Njingoumbé, Nchoutnoun, Njitapon.	Toutes les infrastructures marchandes sont en matériaux provisoires.
Etablissement de micro finance	Espace urbain communal	-Présence d'un établissement de transfert d'argent (Express Union) -Présence d'un Bureau de Poste (Campost)
Station service	Espace urbain communal	Présence de trois (03) stations service dont deux (02) fonctionnelles (Camoco et Oilibya) qui mettent à disposition les produits pétroliers et une (01) en cours de fonctionnement.
Commerce	Disséminé dans tous les villages de la commune et dans l'espace urbain communal	-Présence dans chaque village de point de vente des produits manufacturés et autres -Activité pratiquée dans la commune par des petits détaillants -Absence de commerçants grossistes dans la commune
Autres structures offrant des services	Disséminées dans les agglomérations de village et le centre urbain de la commune	-Présence de garage de réparation moto et auto -Présence de salon de coiffure (H/F) -Présence des tailleurs et couturières -Présence des vendeurs de pièces détachées -Présence de call-boxers -Présence restaurateurs (trices) -Présence des secrétariats bureautiques, braiseuses de poissons, cordonniers, soudeurs,...

Source : Synthèse des données collectées lors des diagnostics dans la commune

Ces services contribuent de façon significative au développement économique de la ville en particulier et de la Commune en général avec à travers notamment la création d'emplois et le paiement des impôts et taxes qui permettent à l'institution communale de mettre en œuvre des actions de développement sur le territoire.

III.4.8. SECTEUR TOURISME

Tableau 11 : Les Espaces touristiques

Site touristique	Localisation	Situation actuelle
Domaine Petpenoun	Petpenoun	Site aménagé
Lac Monoun	Monoun	Site non aménagé
Lac Njidoum	Njidoum	Site non aménagé
Site d'écotourisme de Koundem	Koundem	Site non aménagé
Mont Kogham	Kogham	Site non aménagé (mauvais état des voies d'accès dur la montagne)
Les plantations de Kouoptamo (non loin de Petpenoun)	Kouoptamo	Site non aménagé
La ferme avicole de Kouden	Kouden	Site non aménagé

Source : Synthèse des données collectées lors des diagnostics dans la commune et auprès du DD TOUL/Noun

III.4.9. AUTRES FOURNITURES DE BIENS ET SERVICES

Le secteur tertiaire (fourniture de biens et de services), est dominé par les activités de commerce et le transport par moto taxi. Les activités sont pour la plupart menées dans l'informel.

Les activités de commerce sont pratiquées par des petits détaillants qui vont s'approvisionner en dehors de la commune faute de grossistes au niveau local. Sur les sites de marchés exploités sur le territoire aucun investissement n'y est réalisé.

Les transactions financières sont rendues possibles dans la commune par la présence d'une institution de micro finance et de transfert d'argent et d'un bureau de poste.

Les activités économiques pratiquées dans la commune contribuent tant bien que mal au développement économique du territoire avec notamment la création des emplois et le paiement des impôts par les contribuables. On remarque toutefois que le potentiel de ressource existant est peu valorisé.

IV. RESULTAT DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

IV.1. SYNTHÈSE DU DIC

L'analyse des problèmes au sein de l'institution Communale a permis d'identifier les forces et les faiblesses en fonction des axes qui sont les ressources humaines, les ressources financières, le patrimoine Communal et la gestion des relations comme l'illustre le tableau suivant :

Tableau 12 : Analyse des Forces et faiblesse de la gestion des ressources humaines

Élément d'observation	Etat des lieux	Forces	Faiblesses	Besoins/Idées de projet
Ressources humaines, Problème : faible rendement du personnel				
Personnel	- L'institution communale est dirigée par un exécutif de 3 membres constitué de 46 personnels dont : 02 fonctionnaires : Mis à la disposition de la commune (le RM, le CM et SG) - 02 contractuel (recruté dans le cadre du partenariat avec le PNDP et en début de contrat), - 14 agents communaux dont 05 agents de recouvrement temporaires - 01 manoeuvre - 22 autres membres du personnel communal . le niveau d'étude du personnel varie entre le CEPE et la licence avec une formation professionnelle pour certains. L'âge varie entre 17 et 60 ans soit une moyenne de 20 ans	Le Chef de l'Exécutif municipal est disponible, dévoué, concerné et engagé dans le processus de la décentralisation L'exécutif municipal est disponible Le personnel est disponible, dévoué, dynamique et prêt à intervenir partout, où besoin se fait sentir dans les services. Capacité du personnel à se former sur le tas.	Insuffisance du personnel technique qualifié Absence d'un plan de renforcement de capacité du personnel communal Faible niveau des agents en poste Insuffisance d'équipement et de matériel de bureau Insuffisance d'espace pouvant servir de bureaux. Absence d'un plan de renforcement des capacités du personnel Absence de cahier de charges formalisé pour les agents dans les services Absence d'une mutuelle du personnel	Renforcer les capacités des agents en poste : • Documentaliste et archiviste • Fiscalité et comptabilité • Outils bureautiques Recruter des cadres techniques dans les secteurs spécifiques (hygiène et salubrité, urbanisme, service des affaires générales, service économique et financier, secrétariat particulier)
Viabilité organisationnelle	L'organigramme de service est mis progressivement en application, il prévoit 18 agents dont des cadres techniques en hygiène et salubrité	La mise en œuvre des activités au sein de l'institution s'appuie sur le plan de campagne du maire	Insuffisance du personnel communal L'organigramme structurel de la CTD n'est pas encore adopté Absence de plan d'action dans les services	Recruter 5 cadres techniques et 3 agents pour couvrir le besoin actuel conformément à l'organigramme en application

Elément d'observation	Etat des lieux	Forces	Faiblesses	Besoins/Idées de projet
	et en urbanisme, l'institution compte actuellement 13 agents	Prévision dans le budget de fonctionnement du matériel de bureau	Pas de tenue de réunion de coordination des services Insuffisance des fournitures de bureau dans les services	Concevoir le manuel de procédures, le règlement intérieur Pourvoir les différents services en matériels adéquats
Fonctionnement des Services	La recette municipale, le secrétariat particulier, la comptabilité matière le service des affaires générales, le service économique et financier sont fonctionnels	Présence de la ressource humaine pour mettre en œuvre les activités dans chaque service Contribution de chaque service à la mise en œuvre du plan de campagne de l'exécutif	Insuffisance du personnel technique qualifié dans les services L'outil informatique est insuffisant pour tous les services Insuffisance de consommable de bureau dans les services Absence dans le service des outils de communication (téléphone fixe, Fax, connexion internet) Absence de plan d'action, de production de rapport d'activités, de tenue de réunion de coordination dans chaque service.	Connecter le Télé centre Communautaire Polyvalent au réseau Internet Doter la commune des moyens de communication Pourvoir les différents services en équipements adéquats
Politique de gestion des ressources humaine	Les agents sont réguliers au travail L'espoir d'une amélioration des conditions de travail galvanise et motive La culture d'une activité secondaire (agriculture, élevage, restauration, coiffure) est encourageant au regard des très petits salaires. Deux motocycles Yamaha sont mis à la disposition des employés	Les salaires sont payés régulièrement malgré la modicité des recettes. Possibilité d'envoyer le personnel en formation spécifique Le personnel dans les services connaît les tâches qui les incombent Paiement réguliers des salaires des cotisations du personnel à la CNPS Le recrutement effectif d'un Agent de développement et d'un Agent financier avec l'appui technique et financier du PNDP est effectif	Le profil de carrière du personnel n'est pas défini Absence de manuel formel de procédures internes ou de règlement intérieur Absence d'une fiche de suivi et d'évaluation des activités du personnel	Rédiger le job description et les plans de carrière de chaque agent de la commune. Elaborer le manuel de procédures internes
GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES Problème : recettes propres très insuffisantes				
Sources de provenance des ressources de la commune	sources de provenance des ressources variées : Les recettes fiscales, Les Centimes additionnelles communales, Taxe Communale Direct et indirect, Les produits divers, Produit de l'exploitation des domaines et services, Transfert reçus, emprunt, subvention, etc	Bonne maîtrise des circuits et des mécanismes de gestion des ressources transférées. Conscience de toutes les parties prenantes de la modicité des moyens de la commune et des charges à pourvoir	Insuffisance des ressources financières propres de la commune Niveau de mobilisation des ressources propres encore très bas Certaines sources ne sont pas exploitées ou encore sont sous exploitées	Identifier et faire une étude d'exploitation de toutes les sources de recettes

Elément d'observation	Etat des lieux	Forces	Faiblesses	Besoins/Idées de projet
Processus d'élaboration du budget de la commune	Le processus d'élaboration du budget respecte le canevas prévu par la tutelle	Plusieurs acteurs au sein de l'institution communale y sont impliqués (agents, RM, Maire) Les investissements à budgétiser sont issus du plan de campagne de l'exécutif Le budget est soumis à l'approbation du conseil municipal et à la validation de la tutelle communale	Certaines projections des recettes sont exagérées ou encore sous estimées Absence de fichier de contribuables	Créer un fichier du contribuable et l'actualiser sur une périodicité de 2 ans
Implication des conseillers municipaux dans l'élaboration du budget	Les commissions participent à la préparation du budget, les CM apprécient la mouture et votent le budget	La majorité des CM sont effectivement impliqués au processus d'élaboration du budget	Insuffisance de maîtrise dans la détermination de certaines prévisions budgétaires (certaines lignes de crédits et de dépenses sont sous ou surestimées)	Maîtriser toutes les rubriques pour un meilleur réalisme du budget
Implication des populations au processus d'élaboration du budget	Le plan de campagne est quelque peu élaboré par synthèse des besoins exprimés pour chaque communauté par les conseillers municipaux	les populations sont quelques fois associées à l'identification des besoins à budgétisés à travers leurs CM	Les besoins ne reflètent pas toujours les aspirations de la population Les populations ne sont pas associées à la mobilisation des fonds	Informier et associer autant que possible les populations dans le processus d'élaboration du budget
Transparence dans la gestion communale	Le processus d'exécution du budget est ordonné par le maire Le suivi est assuré pour le moment par le service financier en l'absence du secrétaire général et la régularité par le RM	Les Etapes du circuit d'ordonnancement sont régulièrement respectées : Engagement, Liquidation, Mandatement Le compte administratif est produit en fin d'année, adopté par le conseil municipal et validé par le Préfet	Faible implication de la population dans le processus de suivi due à l'insuffisance de communication Pas de contrôle citoyen de la gestion communale Faible niveau de contrôle des conseillers municipaux	Communiquer et sensibiliser les populations à s'impliquer dans les différentes étapes d'élaboration du budget. Encourager le contrôle citoyen de la gestion communale
Structure du budget	La structure du budget présente deux parties : une partie recettes qui définit les sources de provenance des fonds qui vont être dépensés, et une partie dépense présentant les postes de dépenses regroupés en ligne pour fonctionnement et ligne pour investissement	Prise en compte du fonctionnement et des investissements les dépenses de fonctionnement n'ont jamais dépassé 61% du budget et des réalisations. De même, les dépenses de personnel n'ont jamais atteint 40% des dépenses de fonctionnement. Le ratio moyen des dépenses de fonctionnement était de l'ordre de 59% tandis que le ratio des dépenses de personnel était de 25%.	Les prévisions ne tiennent pas toujours compte de la réalité locale pour ce qui concerne la mobilisation des ressources propres	Rapprocher les prévisions le plus possible des réalisations

Elément d'observation	Etat des lieux	Forces	Faiblesses	Besoins/Idées de projet
Mécanisme de collecte des ressources propres	Le conseil municipal délibère et approuve l'assiette fiscale et les taux à appliquer dans la commune. Il est prévu que la recette municipale déploie les percepteurs sur le terrain pour les recouvrements et la vente des tickets de marché conformément à la décision du conseil municipale datant du 28-08-2014, La collecte des ressources financières propres est placée sous la responsabilité du RM et la supervision générale du Maire.	-L'assiette de fiscalité locale est identifiée et le taux délibéré par le conseil municipal	L'assiette de fiscalité locale reste encore peu étendue Difficultés de recouvrement des recettes Certaines sources de recettes sont sous ou sur estimées	Mettre en œuvre le projet de recouvrements et de vente des tickets de marché conformément à la décision du conseil municipal
GESTION DU PATRIMOINE COMMUNAL Problème : insuffisance de patrimoine pour l'accomplissement des objectifs de la commune				
Typologie du patrimoine communal	La commune dispose pour l'instant comme patrimoine au sein de son institution les biens meubles et immeubles et dans son espace géographique des sites de marchés, des sites touristiques et des sites de ressources naturelles	La commune a un patrimoine diversifié fait des biens meubles et immeubles nous notons : • 02 bâtiments qui abrite les Services de la Mairie • De matériel et équipement de bureau • 2 cy clo motos • Une adduction d'eau dans la ville de KOUOPTAMO • Une réserve foncière • Un potentiel naturelle et touristique riche -Chaque élément du patrimoine est enregistré sur une fiche comptable	La comptabilité matière du patrimoine est encore manuelle Certains éléments du patrimoine bien qu'obsolète, épaves et hors d'usage figurent toujours sur le fichier comptable (Toyota bâché pickup 7 places, concasseur de pierre, Groupe électrogène GM etc....) Le patrimoine foncier de la commune n'est pas sécurisé par un titre de propriété foncier Une bonne partie du matériel et équipement de bureau est vétuste Insuffisance du matériel et équipement de bureau La commune n'a pas de réserve foncière Nombre de bureaux insuffisants dans l'immeuble siège qui vient d'être aménagés	Acquérir ou construire au moins cinq (05) bureaux supplémentaires pour les cadres et les services Actualiser le fichier comptable Sécuriser le patrimoine foncier de la commune Se doter d'une réserve foncière pour les investissements futurs Equiper les différents services en matériels et équipements de bureaux Remplacer le matériel vétuste

Elément d'observation	Etat des lieux	Forces	Faiblesses	Besoins/Idées de projet
Mode de gestion du patrimoine	Le patrimoine de la commune de KOUOPTAMO, constitué de meubles et d'immeubles, d'équipement de bureau, de matériel roulant et de ressources naturelles, est géré de manière à tirer le meilleur en gardant le plus longtemps possible l'acquisition. Les ressources naturelles ont besoin d'un investissement conséquent pour son exploitation. Des dispositions sont en train d'être prises pour mieux gérer les investissements, à l'exemple du marché dont la provision servira pour leur maintenance voire leur extension.	Chaque détenteur d'un élément du patrimoine communal est possesseur d'une fiche matériel qui renseigne sur l'élément qu'il détient Les conducteurs des motocyclistes Yamaha sont responsables du matériel roulant quand il est à sa disposition pour un travail précis La gestion du matériel roulant est coordonnée par le maire et en son absence par un adjoint.	Absence d'un manuel formel de procédure de gestion du matériel roulant Les moyens limités sont un obstacle à la bonne gestion et l'entretien du patrimoine Le matériel roulant est vétuste et nécessite en cas de disponibilité de moyen un remplacement -Une partie de ce patrimoine est vétuste et exige qu'il soit remplacé Le marché est entretenu sur le compte de la mairie cependant les ventes de tickets de marché ne sont pas faites, aucune recette n'est faite à travers le marché Pas de recette des multiples carrières bien qu'exploiter artisanalement par les habitants	Mettre en œuvre la vente des tickets de marché en cours de préparation Concevoir un manuel de procédures de gestion du matériel roulant
Système d'entretien	Globalement il n'existe pas un système formelle d'entretien et de maintenance du patrimoine de la commune cependant il est appliqué au coup par coup. Par exemple, le mobilier et les équipements quand ils sont vétustes, sont progressivement remplacés en fonction des moyens disponibles et des besoins exprimés et le matériel roulant en cas de panne est mis en réparation par les soins d'un spécialiste contre paiement du service par l'institution communale	-Remplacement progressif du mobilier et équipement de bureau -Sollicitation des services d'un prestataire pour l'entretien et le dépannage du matériel roulant en cas de panne	Il n'existe pas de service technique d'entretien de matériel et d'équipement	Concevoir et mettre en œuvre un système de maintenance et d'entretien du matériel et des équipements de la commune Créer un service technique d'entretien du patrimoine municipal
Gestion des ressources naturelles et touristiques	Le potentiel touristique (Grottes, montagnes, pierre, chutes, forêts primaires ,lacs) et les ressources naturelles (latérite, sable, pierre, pouzzolane) existants sont diversifiés mais aucun aménagement n'y est effectué pour son exploitation	Existence d'un grand potentiel naturel et touristique exploitable à travers l'espace communal.	Les carrières et les sites touristiques sont difficilement accessibles Certaines carrières sont exploitées de façon artisanale par les habitants Les sites touristiques ne sont ni aménagés ni exploités	Etudier l'exploitation des carrières de latérite , de sable , de pierre et de pouzzolane à travers l'espace communal. Etudier l'exploitation des sites touristiques existants
GESTION DES RELATIONS				

Elément d'observation	Etat des lieux	Forces	Faiblesses	Besoins/Idées de projet
Problème : Faible exploitation des opportunités relationnelles				
Tutelle communale	Les actes et les délibérations de la commune sont soumis au contrôle de légalité exercé par le Préfet	Disponibilité de la tutelle à soutenir l'exécutif communal Climat de confiance entre les parties Rencontres fréquentes chaque fois qu'il y a nécessité		
Sectoriel	Mise à disposition d'une moto pour la campagne de vaccination et de lutte contre le SIDA -transfert des ressources (250 000frs) pour approvisionnement en appareil pour handicapés Intervention dans l'appui et la gestion du paquet minimum Mise à disposition d'un maître à l'école bilingue de Kouoptamo et pris en charge par la Commune	Disponibilité à apporter un appui technique à la commune Bonne collaboration avec l'exécutif communal	Difficulté à prendre en charge le sectoriel pendant sa mission dans la commune Faible sollicitation des SDE par la commune	Créer une plate forme de concertation avec les services déconcentrés de l'état (SDE)
Autorités traditionnelles, religieuses et élites	Réflexion sur les stratégies de développement Mobilisation et sensibilisation des paires pour appuyer les initiatives (techniquement, financièrement, suivi ...) Sensibilisation générale et administrative Sensibilisation sur des thèmes divers ; hygiène et salubrité ; campagne de vaccination contre la KOUOPTAMOo, etc. Sensibilisation sur l'actualisation du PCD Moralisation communautaire	Implication de ces acteurs dans toutes les initiatives de développement local qu'entreprend la commune -Courroie de transmission entre la commune et les populations	Absence d'un cadre formelle d'échanges et de concertation avec ces acteurs	- Créer une plate forme de concertation avec les autorités traditionnelles, religieuses et les élites.
les projets, programme de développement et la société civile	- Financement des activités et des investissements de la commune - Mise à disposition de 02 cadres pour animer les services de la Commune ; -Financement de l'actualisation du PDC de la commune	- Appui technique -Appui financier -Accompagnement -Renforcement des capacités	Faible implication des OSC locales dans la mise en œuvre des actions Absence d'un répertoire des OSC dans la commune Absence d'un cadre de concertation avec les OSC dans la commune	- Sensibiliser les OSC pour leurs implications effectives dans la mise en œuvre des actions de la commune - Créer une plate forme de concertation avec les OSC

Elément d'observation	Etat des lieux	Forces	Faiblesses	Besoins/Idées de projet
				- Créer un répertoire des OSC dans la commune
le secteur privé	Contribution à la vie de la commune (impôts, patentes)	Payement des impôts et taxes Quelques rapports privés entretenus par le Maire	Absence d'un cadre d'échanges et de concertation avec les opérateurs privés locaux Absence de fichier des contribuables Absence d'un document formel qui présente l'éventail des facilités que peut accorder la commune à un opérateur privé qui veut s'installer sur le territoire	Créer une plate forme de concertation avec les opérateurs privés. Créer un fichier du contribuable dans la commune
CVUC et autres communes	- Formation des élus locaux, - concertation avec les paires - Mutualisation et échanges d'expériences	Membre du CVUC Bénéficiaire d'un projet d'intercommunalité financé par l'UE		
Usagers	Sollicitent les services de la commune	La commune met ses services à la disposition de tout usager qui en exprime le besoin	Faible niveau de communication	Rendre disponible les informations dont l'usager a besoin
Communauté rurale	Soutien les actions de la commune	Mobilisable en cas de besoin	Pas de feedback sur les activités de la commune Faible implication dans l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du budget de la commune	- Créer une radio communautaire - Impliquer les populations dans l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du budget de la commune à travers leurs différents conseillers
Coopération décentralisée	Coopération avec la commune de donges en Fance	Plusieurs opportunités exploitables	Apport unidirectionnel dans la coopération	Présenter lors des rencontres, entre les deux communes, des opportunités a saisir dans la commune de Kouoptamo
Relations au sein de l'institution	Collaboration entre les différents services et entre l'exécutif et le personnel communal	Disponibilité pour les actions communes		
Relations au sein de l'institution	Inexistence d'intercommunalité		Inexistence de plates formes de concertation avec les communes voisines en matière d'aménagement (intercommunalité)	Créer une plateforme de concertation avec les communes voisines en matière d'aménagement

Tableau 13 : Axes de renforcement de la commune

Aspects d'analyse	Point d'attention	Axes de renforcement
Ressources humaines		
personnel	Insuffisance du personnel technique qualifié Absence d'un plan de renforcement de capacité du personnel communal Faible niveau des agents en poste Insuffisance d'équipement et de matériel de bureau Insuffisance d'espace pouvant servir de bureaux. Absence de cahier de charges formalisé pour les agents dans les services Absence d'une mutuelle du personnel	Renforcer les capacités des agents en poste : • Documentaliste et archiviste • Fiscalité et comptabilité • Outils bureautiques Recruter des cadres techniques dans les secteurs spécifiques (hygiène et salubrité, urbanisme, service des affaires générales, service économique et financier, secrétariat particulier)
Viabilité organisationnelle	Insuffisance du personnel communal L'organigramme structurel de la CTD n'est pas encore adopté Absence de plan d'action dans les services Pas de tenue de réunion de coordination des services Insuffisance des fournitures de bureau dans les services	Mettre en application l'organigramme des services votés en 2010 Concevoir le manuel de procédures, le règlement intérieur Pourvoir les différents services en matériels adéquats Mise sur pied des séminaires de renforcement des capacités du personnel en management
Fonctionnement des Services	Plusieurs services clefs dont le fonctionnement n'est pas effectif (secrétariat général, les différents services techniques) L'outil informatique est insuffisant pour tous les services Insuffisance de consommable de bureau dans les services Absence dans le service des outils de communication (téléphone fixe, Fax, connexion internet) Absence de plan d'action, de production de rapport d'activités, de tenue de réunion de coordination dans chaque service.	Connecter le Tél centre Communautaire Polyvalent au réseau Internet Doter la commune des moyens de communication Pourvoir les différents services en équipements adéquats Formation des Agents communaux en informatique
Politique de gestion des ressources humaine	Le profil de carrière du personnel n'est pas défini Absence de manuel formel de procédures internes ou de règlement intérieur Absence d'une fiche de suivi et d'évaluation des activités du personnel	Rédiger le job description et les plans de carrière de chaque agent de la commune. Elaborer le manuel de procédures internes Corriger et implémenter le manuel de procédures internes qui intègre les éléments sociaux (motivations), l'évaluation du personnel, créer une mutuelle communale et d'un syndicat
Ressources Financières		
Sources de provenance des ressources de la commune	Insuffisance des ressources financières propres de la commune Certaines sources ne sont pas exploitées ou encore sont sous exploitées	Identifier et faire une étude d'exploitation de toutes les sources de recettes Exploiter le maximum du potentiel de source de recettes au niveau local

Aspects d'analyse	Point d'attention	Axes de renforcement
Processus d'élaboration du budget de la commune	Certaines projections des recettes sont exagérées ou encore sous estimées Absence de fichier de contribuables	Créer un fichier du contribuable et l'actualiser sur une périodicité de 2 ans
Implication des conseillers municipaux dans l'élaboration du budget	Insuffisance de maîtrise dans la détermination de certaines prévisions budgétaires (certaines lignes de crédits et de dépenses sont sous ou surestimées)	Maîtriser toutes les rubriques pour un meilleur réalisme du budget
Implication des populations au processus d'élaboration du budget	Les besoins ne reflètent pas toujours les aspirations de la population Les populations ne sont pas associées à la mobilisation des fonds	Informier et associer autant que possible les populations dans le processus d'élaboration du budget
Transparence dans la gestion communale	Faible implication de la population dans le processus de suivi due à l'insuffisance de communication Pas de contrôle citoyen de la gestion communale Faible niveau de contrôle des conseillers municipaux	Communiquer et sensibiliser les populations à s'impliquer dans les différentes étapes d'élaboration du budget. Encourager le contrôle citoyen de la gestion communale
Structure du budget	Les prévisions ne tiennent pas toujours compte de la réalité locale pour ce qui concerne la mobilisation des ressources propres	Rapprocher les prévisions le plus possible des réalisations
Mécanisme de collecte des ressources propres	L'assiette de fiscalité locale reste encore peu étendue Difficultés de recouvrement des recettes Certaines sources de recettes sont sous ou sur estimées	Mettre en œuvre le projet de recouvrements et de vente des tickets de marché conformément à la décision du conseil municipal
Patrimoine		
Typologie du patrimoine communal	La comptabilité matière du patrimoine est encore manuelle Certains éléments du patrimoine bien que obsolète, épaves et hors d'usage figurent toujours sur le fichier comptable (Toyota, Pick-up Double cabine, Toyota HILUX surf, Land Rover, Voiturette MAXLAN, Groupe électrogène GM etc....) Insuffisance du matériel et équipement de bureau La commune n'a pas de réserve foncière	Actualiser le fichier comptable Sécuriser le patrimoine foncier de la commune Se doter d'une réserve foncière pour les investissements futurs Equiper les différents services en matériels et équipements de bureaux Remplacer le matériel vétuste
Mode de gestion du patrimoine	Absence d'un manuel formel de procédure de gestion du matériel roulant Les moyens limités sont un obstacle à la bonne gestion et l'entretien du patrimoine Le matériel roulant est vétuste et nécessite en cas de disponibilité de moyen un remplacement -Une partie de ce patrimoine est vétuste et exige qu'il soit remplacé	n Concevoir un manuel de procédures de gestion du matériel roulant
Système d'entretien	Il n'existe pas de service technique d'entretien de matériel et d'équipement	Concevoir et mettre en œuvre un système de maintenance et d'entretien du matériel et des équipements de la commune Créer un service technique d'entretien du patrimoine municipal

Aspects d'analyse	Point d'attention	Axes de renforcement
Gestion des ressources naturelles et touristiques	Les carrières et les sites touristiques sont difficilement accessibles Certaines carrières sont exploitées de façon artisanale par les habitants Les sites touristiques ne sont ni aménagés ni exploités	Etudier l'exploitation des carrières de latérite de sable et de pierre à travers l'espace communal. Etudier l'exploitation des sites touristiques existants
Gestion des relations		
Sectoriel	Difficulté à prendre en charge le sectoriel pendant sa mission dans la commune Faible sollicitation des SDE par la commune	Créer une plate forme de concertation avec les services déconcentrés de l'état (SDE)
Autorités traditionnelles, religieuses et élites	Absence d'un cadre de concertation entre la commune et ces différentes autorités	Créer une plate forme de concertation avec les autorités traditionnelles, religieuses et les élites.
les projets, programme de développement et la société civile	Faible implication des OSC locales dans la mise en œuvre des actions Absence d'un répertoire des OSC dans la commune Absence d'un cadre de concertation avec les OSC dans la commune	Sensibiliser les OSC pour leurs implications effectives dans la mise en œuvre des actions de la commune - Créer une plate forme de concertation avec les OSC - Créer un répertoire des OSC dans la commune
le secteur privé	Absence d'un cadre d'échanges et de concertation avec les opérateurs privés locaux Absence de fichier du contribuable Absence d'un document formel qui présente l'éventail des facilités que peut accorder la commune à un opérateur privé qui veut s'installer sur le territoire	Créer une plate forme de concertation avec les opérateurs privés. Créer un fichier du contribuable dans la commune
Usagers	Faible niveau de communication	Rendre disponible les informations dont l'usager a besoin
Communauté rurale	Pas de feedback sur les activités de la commune Faible implication dans l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du budget de la commune	Créer une radio communautaire - Impliquer les populations dans l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du budget de la commune à travers leurs différents conseillers
Coopération décentralisée	Apport unidirectionnel dans la coopération	Présenter lors des rencontres, entre les deux communes, des opportunités à saisir dans la commune de Kouoptamo
Relations au sein de l'institution	Inexistence de plates formes de concertation avec les communes voisines en matière d'aménagement (intercommunalité)	Créer une plateforme de concertation avec les communes voisines en matière d'aménagement

Source : AND2 à partir des données du DIC

IV.2. PRINCIPAUX SERVICES DE L'ESPACE COMMUNAL

➤ Situation de référence

TABEAU 14 : SITUATION DE REFERENCE DE L'AGRICULTURE

Culture	Zone de production/Bassin de Production	Superficies cultivées (Ha)	Production estimée (t)	Destination des produits
Maïs	Tous les villages de la commune	6000	9000	Auto consommation + Vente
Manioc	Tous les villages de la commune	768	7685	Auto consommation + Vente
Arachide	Tous les villages de la commune	355	270	Auto consommation + Vente
Haricot vert	Njindoum			Auto consommation + Vente
haricot	Tous les villages de la commune	3575	3040	Auto consommation + Vente
Patate	Koupara, Ngouendam	50	990	Auto consommation + Vente
Plantain	Chanas, Nganbouo, Gbetsouen		1670	Auto consommation + Vente
Banane douce	Chanas, Nganbouo, Gbetsouen		415	Auto consommation + Vente
Tomate	Njitapon, Koupara, Njissen	224	5375	Auto consommation + Vente
Pastèques	Koupara	75	1565	Auto consommation + Vente
Avocat	Gbetsouen, Ngouendam			Auto consommation + Vente
Taro	Chanas, Gbetsouen	265	2410	Auto consommation + Vente
Igname	Nganbouo, Gbetsouen			Auto consommation + Vente
Morelle noire	Koupara, Mangounoun	133	3450	Auto consommation + Vente
Gombo	Ngouendam			Auto consommation + Vente
Poireau	Tous les villages de la commune			Auto consommation + Vente
Piment	Tous les villages de la commune			Auto consommation + Vente
Café arabica	Tous les villages de la commune	1000	570	Vente
Riz	Koupara-Baigon			Auto consommation + Vente

TABLEAU 15 :SITUATION DE REFERENCE DE L'ELEVAGE

Effectif éleveurs	Mode d'élevage	Espèces élevées	Effectifs	Bassins de production	Destination des produits d'élevage
100% population	Traditionnel	Bovins	4952	Mbankouop, Njitapon, Njingoumbe	Vente
		Ovins	893	Mbankouop, Njitapon, Njingoumbe, Kouoptamo, Manchoutnoun	Auto consommation + Vente
		Caprins	1163	Mbankouop, Njitapon, Njingoumbe, Kouoptamo, Manchoutnoun	Auto consommation + Vente
		Porcins	1190	Mbankouop, Njitapon, Njingoumbe, Kouoptamo, Manchoutnoun	Auto consommation + Vente
		Equins	11	Mbankouop	Auto consommation + Vente
		Canins	239		Auto consommation + Vente
		Lapins	65		Auto consommation + Vente
		Cobayes	77		Auto consommation + Vente
		Volailles : ✓ Poulets villageois ✓ Canards ✓ Oies ✓ Dindes ✓ Pigeons	✓ 9800 ✓ 470 ✓ 14 ✓ 10 ✓ 260	✓ Mbankouop sud ✓ Njitapon ✓ Njingoumbe	Auto consommation + Vente
01	Moderne	Pondeuse	1380	Kouoptamo	Auto consommation + Vente
01	Moderne	Poulets de chairs	2300	Manchoutnoun	Auto consommation + Vente

Source : AND2

Tableau 16 : Pêche

Endroits où se pratique la pêche	Mode	Moyens utilisés	Espèces pêchées	Destination des produits de pêches
Le long des cours d'eaux (Noun, Mou, Lacs Mounoun, Bamendjing et Petpenoun)	Pêche artisanale	-Ligne -Nasse -Filets	-Carpes -Silures - Tilapia	Auto consommation + Vente

N.B : La pisciculture est aussi pratiquée au sein de la Commune dans les bassins de Kouoptamo, Mbankouop et Njingoumbé avec un rendement de 10 t. Il en est de même de l'apiculture qui est pratiquée dans les bassins de Kouoptamo centre, Njingoumbé centre et Manchoutnoun avec un rendement de 20 kg.

Source : DA EPIA Kouoptamo

Source : AND2

TABEAU 17: PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR.

Secteur	Principales infrastructures	Localisation	Etat	Obs.
1. Agriculture	-Bâtiments de DAADER	Kouoptamo centre	Passable	En location
	- Centred'Educationetd'Action Communautaire (CEAC)	Kouoptamo centre		Fonctionnel mais non construit
	-05 postes agricoles ACEFA -AFOP	Kouoptamo centre, Kounden		Un poste construit
	-GIC -Magasin de stockage des produits agricoles	Kouoptamo centre et les autres villages de la commune		Magasin de stockage non fonctionnel
2. Elevage	-Bâtiments de DAEPIA	Kouoptamo centre	passable	Site en location
	-01 station zootechnique -01 centre zootechnique -centre de formation des jeunes exploitants agro-pastorales -centre vétérinaire	-Kounden		
	-ACEFA GIC «	Kounden	passable	
3. Santé	Hôpital de District	Kouoptamo centre	passable	01
	Centre de Santé Intégré	Ndoumkain, Njingoumbe, koupara cheferie, njitapon, Ngbensouen, Ngouendam centre, njindoun, Maparé		01 par village
	Centre de Santé Privé	Kouoptamo	Bon	02
		Bankouop	Fonctionnel	02
		Ngambouo	Fonctionnel	04
		Ndoumkain	Fonctionnel	03
		Njingoumbe	Fonctionnel	02
		koupara cheferie	Fonctionnel	04
		njitapon	Fonctionnel	02
		Ngbensouen	Fonctionnel	01
		Maparé	Fonctionnel	01
	3. Education de Base	Ecoles Maternelles publiques		
		Kouoptamo	Fonctionnel	02
		Bankouop	Fonctionnel	01
		Njitapon	Fonctionnel	02
		Njingoumbe	Fonctionnel	01
		Koupara	Fonctionnel	01
		Ndoumkain	Fonctionnel	02
		Ecoles maternelles privées		
		Kouoptamo	Fonctionnel	01
		Bankouop		01
		Njitapon		01
		Nbetsouen	Fonctionnel	01

Secteur	Principales infrastructures	Localisation	Etat	Obs.
	Ecoles primaires privées	Ngambouo		03
		KOUIPTAMO	Fonctionnel	02
		Ngbetnsouen	Fonctionnel	03
		Bati-moripa	Fonctionnel	02
		Ndoumkain	Fonctionnel	01
		Njitapon	Fonctionnel	06
		Bankoup	Fonctionnel	01
		Loumbouot	Fonctionnel	01
		Pare-njimobie	Fonctionnel	01
		Sanka	Fonctionnel	01
		Tejouenoun	Fonctionnel	01
		Njingoumbe	Fonctionnel	01
		Njindoun	Fonctionnel	01
	Ecoles primaires publics	BANKOUOP		02
		NJINGOUMBE		04
		KOUIPTAMO		03
		BUEA		01
		KOUCHOUONTOUN		01
		KOUNCHA		01
		KOUNDEN		01
		KOUOMBOUM		01
		NJITAPON		02
		KOUPARA		03
		MEKIECHOUM		01
		NDOUMKAIN		01
		NGAMBOUO		02
		NGBETNSOUENI		02
		NGOUEENDAM		01
		NJAMGBIE		01
		NJIBAMBELE		01
		NJINDOUN		01
		NKOUNGOUM-SANKA		01
		PANKE		01
		SANKA		01
		NJISSEN		02
		NJOGNOM		01
4. Enseignements Secondaires	Lycée d'Enseign. Général	Kouoptamo	Fonctionnel	01
		Njingoumbé		
		Panké	Fonctionnel	01
	Lycée d'enseignement technique	Kouoptamo urbain	Fonctionnel	01
	CES et établissement 1 ^{er} Cycle	Ngbetnsouen	Fonctionnel	02
	CETIC	Njitapon	Fonctionnel	01
		Koupara		
	Etablissement d'enseignement secondaire privé	Bankouop		01
		Ndoumkain		01
5. Enseignement Supérieur	Institution Privée	Ngambouo		01
			Fonctionnel	
	SAR/SM	Kouoptamo	Fonctionnel	01
6. Eau et Energie (Eau)	Château d'eau	Bankouop	Non Fonctionnel	01

Secteur	Principales infrastructures	Localisation	Etat	Obs.
	Bornes Fontaines	koungoum sanka	Non fonctionnelle	04
		koupara baigom njinssen	Non fonctionnelle	05
		Njingoumbé	Non fonctionnelle	03
		mbankoup	fonctionnelles	03
	Forages	Kouoptamo centre	fonctionnels	05
			Non fonctionnels	03
		Bankouop	Fonctionnel	01
		chanas njigoumbe	fonctionnel	01
		Njiripa	fonctionnel	01
		Ngouendam centre	fonctionnel	01
		koupara chefferie	fonctionnel	02
		njitapon	fonctionnel	03
		ngambouo		03
		ndoumkain	fonctionnels	02
		njindoun		01
		kouopjot ngounou	fonctionnel	01
		koupara njissen	01 en panne	02
		koupara baigom	01 en panne	02
		loumbot tamkouop	Fonctionnels	02
		loumbot tamkouop	Fonctionnels	02
	Puits	ngouendam carrefour	Fonctionnel	01
		Kouoptamo centre		18
		Njingoumbé		06
		njindoun		09
		ndoumkain	Fonctionnel	11 non aménagé
		NGbetsouen	Fonctionnels	02
		Njissen Njingoumbé	Fonctionnels	01
		ngambouo		01
		Kouobouom		09
		Sanka		01
		Ngouendam		01
		Koungoum Njingoumbé		01
		Nbankouop		01
		Nba nkouop Centre		01
		Njingoumbé		01
		LYCEE BILINGUE		01
	Sources	Kouondja	Fonctionnel	01
		NGbetsouen2	Fonctionnel	01
		mekiechomkouetkouet	Fonctionnel	01
		Ngouendam centre	Fonctionnel	01
		Ngouendam centre	Fonctionnel	01
		Ngouendam carrefour	Fonctionnel	01
		sanka	Fonctionnel	01
		sanka	Fonctionnel	01
		ndoumkain	Fonctionnel	01
		ndoumkain	Fonctionnel	01
		njissen njingoumbé	Fonctionnel	01
		kouopjot ngoumou	Fonctionnel	01
		loumbot tamkouop	Fonctionnel	01
		kouochouontoum	Fonctionnel	01
		njindou	Fonctionnel	01
		njiambie	Fonctionnel	01
		koupara baigom	Fonctionnel	01

Secteur	Principales infrastructures	Localisation	Etat	Obs.
7. Eau et Energie (Electrification)	Pylône Haute Tension			
	Transformateurs	kouondja	Fonctionnel	01
		Kouoptamo centre		03
		chanas njigoumbe	Fonctionnel	01
		njingoube chefferie	Fonctionnel	01
		ndoumkain	Fonctionnel	01
		mbankouop	Fonctionnel	01
		kouopjot	Fonctionnel	01
		kougoum-njingoumbe	Fonctionnel	01
		kougoum	fonctionnels	01
		ngambouo	Fonctionnel	01
		njiambie	Fonctionnel	01
		loumbot	fonctionnels	01
		kouondja	fonctionnels	01
		njindoun	fonctionnels	01
		Nagham	fonctionnels	01
		Njiambie	fonctionnels	01
		Koupara (Nkoupa're)	Fonctionnel	01
		ngambouob (Buéa)	fonctionnels	01
		Ngbetsouen	Fonctionnel	01
		sanka	Fonctionnel	01
8. Travaux Publics	Routes	Kouptamo-Ngbensouen	En terre	
		Kouptamo-Ngbensouen2	En terre	
		Loumbout-Tamkouop	En terre	
		Kougoum-Njingoumbé	En terre	
		Ngouendam Carrefour Palais	En terre	
		Ngouendam-Ngbetsouen	En terre	
		Ngbetsouen-Ndoumkain	En terre	
		Kouochouontoum-Njindoun	Bitumée	
		Kouoptamo - Njingoumbé	En terre	
		Kouoptamo-Njitapon	En terre	
		Kouptamo-Ngambouo	Bitumé	
		Ndoumkain-Ngambouo	Bitumé	
		Ndoumkain-Njingoumbe	En terre	
		Njingoumbé-Njitapon	En terre	
	Ponts	Kouoptamo-Koupara	En terre	
		Kouptamo-Koupara	Passable	02
		Kouptamo-Ngbensouen		02
		Njingoumbé-Njitapon		02
		Kouoptamo-Njingoumbé		02
		Bankouoop- Kunden		02
		Kouoptamo-Njindoun		01
		Loumbout-Tamkouop		01
		Kouoptamo-Ngambouo		02
9. Commerce	Infrastructures marchandes	Centre urbain	Passable	05
		Ngbetsouen2	Passable	02
		njitapon	Passable	01
		kougoum njigoumbé	Passable	01
		kouopkare	Passable	01
		Kouden	Passable	01
		Bati moripa	Passable	01
		Ngouendam	Passable	
		ngambouo	Passable	02
10. Arts et Culture	Monument du cinquantenaire	Kouoptamo centre	Bon	01
11. Affaires Sociales	CEPHAOK	Kouoptamo centre	Fonctionnel	01
	Centre social	Kouoptamo centre	Fonctionnelles	01
	Centre des handicapés	Kouoptamo centre	Fonctionnels	01

Secteur	Principales infrastructures	Localisation	Etat	Obs.
12. Postes et Télécommunications	Antennes téléphonie mobile	Kouptamo centre	Opérationnelle	01
		Njitapon	Opérationnelle	01
		Ngbetsouen	Opérationnel	01
		bankouop	Opérationnel	01
	Bureaux de Poste	Kouptamo centre	Opérationnel	01
13. Transports	Gare routière	Kouptamo centre	Fonctionnelle, mais à construire	01
14. Développement Urbain et Habitat	Cités d'habitation privées	Kouoptamo centre	Fonctionnelle	
		Bankouop	Fonctionnelle	
15. Administration Territoriale, Maintien de l'Ordre et Décentralisation	Sous-préfecture	Kouoptamo centre	Vétuste	
	Mairie	Kouoptamo centre	Vétuste et Exigu	
	Gendarmerie	Kouoptamo centre	Fonctionnel	
	Commissariat Spécial	Kouoptamo centre	Fonctionnel	
	Poste de sécurité publique	Kouoptamo centre	Fonctionnel	
	Perception	Kouoptamo centre	Fonctionnel	
	Salle audiences de Justice	Kouoptamo centre	Fonctionnel	
	Chefferies Supérieures de 2 ^e Degré	Koupara	Fonctionnel	
		Njingoumbe		
		Njitapon	Fonctionnel	
16. Agriculture et Développement Rural	Chefferies de 3 ^e me Degré	Les 8 villages	fonctionnelles	
	DA/ MINADER	Kouoptamo centre	Bon	
	Postes Agricoles	Bankouop	fonctionnel	
		Ngbetsouen	Fonctionnel	
			Fonctionnel	
			Fonctionnel	
	ACEFA	Kounden	Fonctionnel	
	01 école pratique d'agriculture (EPA)	Njingoumbe	En création	
	Centre de formation agro pastoral	Kounden	Fonctionnel	
17. Sports et Education Physique	Stade Municipal	Kouoptamo centre	fonctionnel	
	Délégation d'arrondissement	Kouoptamo centre	fonctionnel	
18. Tourisme et Loisirs	Auberge	Kouoptamo centre	fonctionnel	05
	étang piscicole	Ndoumkain	onctionnel	
	source d'eau naturelle, sous-bois	Tous les villages	onctionnel	
	le domaine petpenoun	Kouoptamo centre	onctionnel	
	Paroisse catholique sainte thérèse	Kouoptamo centre	onctionnel	
	Complexe hotelier Njayou	Kouoptamo centre	onctionnel	
	Montagne sacrée	Njingoumbe, Njitapon,	onctionnel	
19. Jeunesse et Education Civique	CNJC	Kouoptamo centre	fonctionnel	01
	DAJEC	Kouoptamo centre	fonctionnel	
	CMPJ	Kouoptamo centre	fonctionnel	01
20. PME, Economie Sociale et Artisanat	Exploitation artisanale du sable près des cours d'eau	Kouoptamo centre	Fonctionnels	RAS
21. Domaines, Affaires Foncières et Cadastre	RAS	RAS	RAS	RAS
22. Indust, Mines et Dévelop.Technologique	RAS	RAS	RAS	RAS
23. Communication	Préseence d'un systeme de communication loocal	Tous les villages		

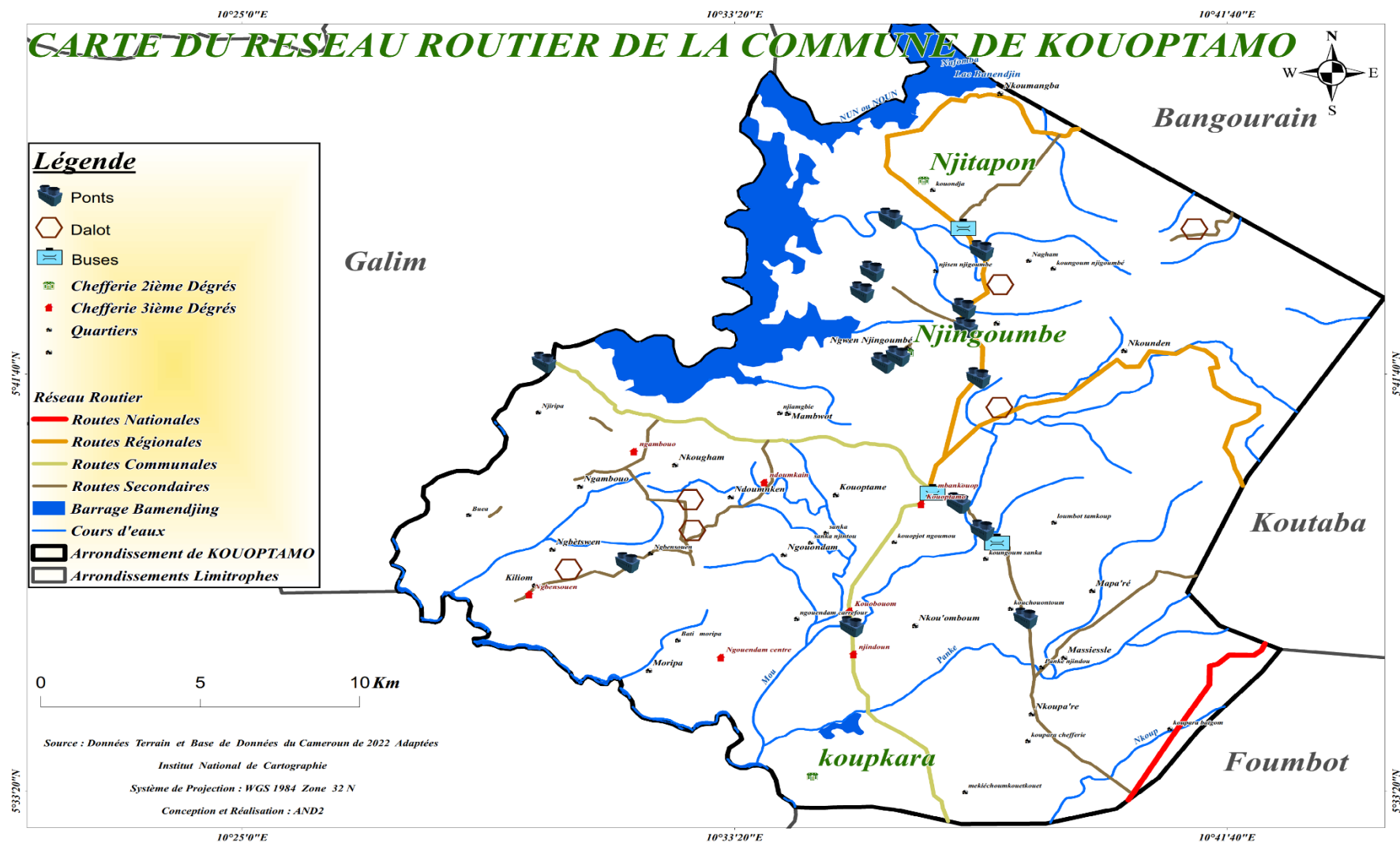
Secteur	Principales infrastructures	Localisation	Etat	Obs.
24. TSS	Un démembrement d'une agence d'assurance	Kouoptamo centre	fonctionnel	01
25. Forêt et Faune	DAMINFOF	Kouoptamo centre	fonctionnel	01
	Chef de poste	Kouoptamo centre	fonctionnel	01
26. Environ., Protection de la Nature et Dév.Durable	RAS	RAS	RAS	RAS
27. RESI	RAS	RAS	RAS	RAS
29.. PROFF	RAS	RAS	RAS	RAS

Source : Résultats des diagnostics DIC, DEUC, DPNV

CARTE 4 :CARTE DE L'ESPACE URBAIN COMMUNAL



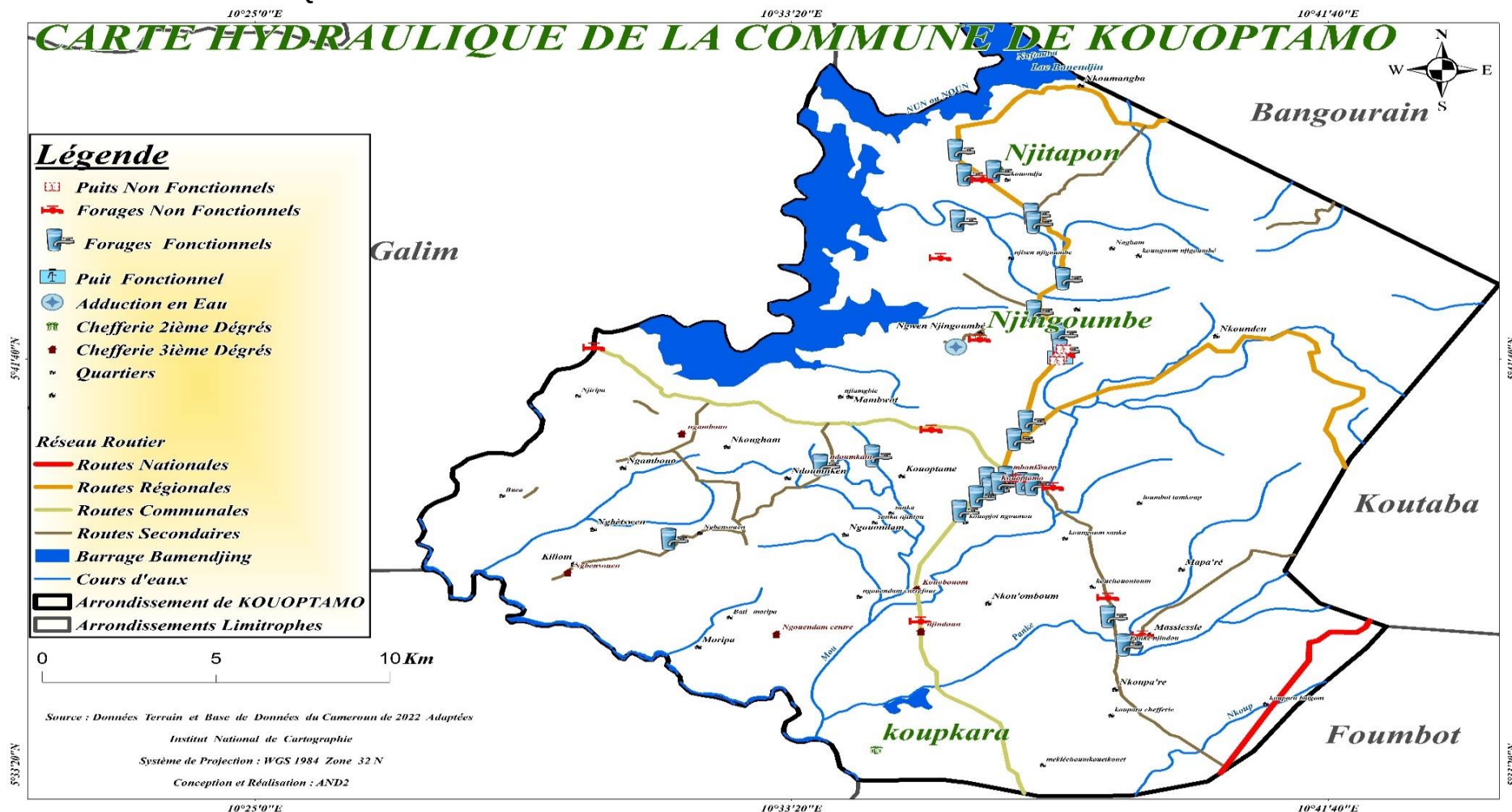
CARTE 5 : CARTE ROUTIERE



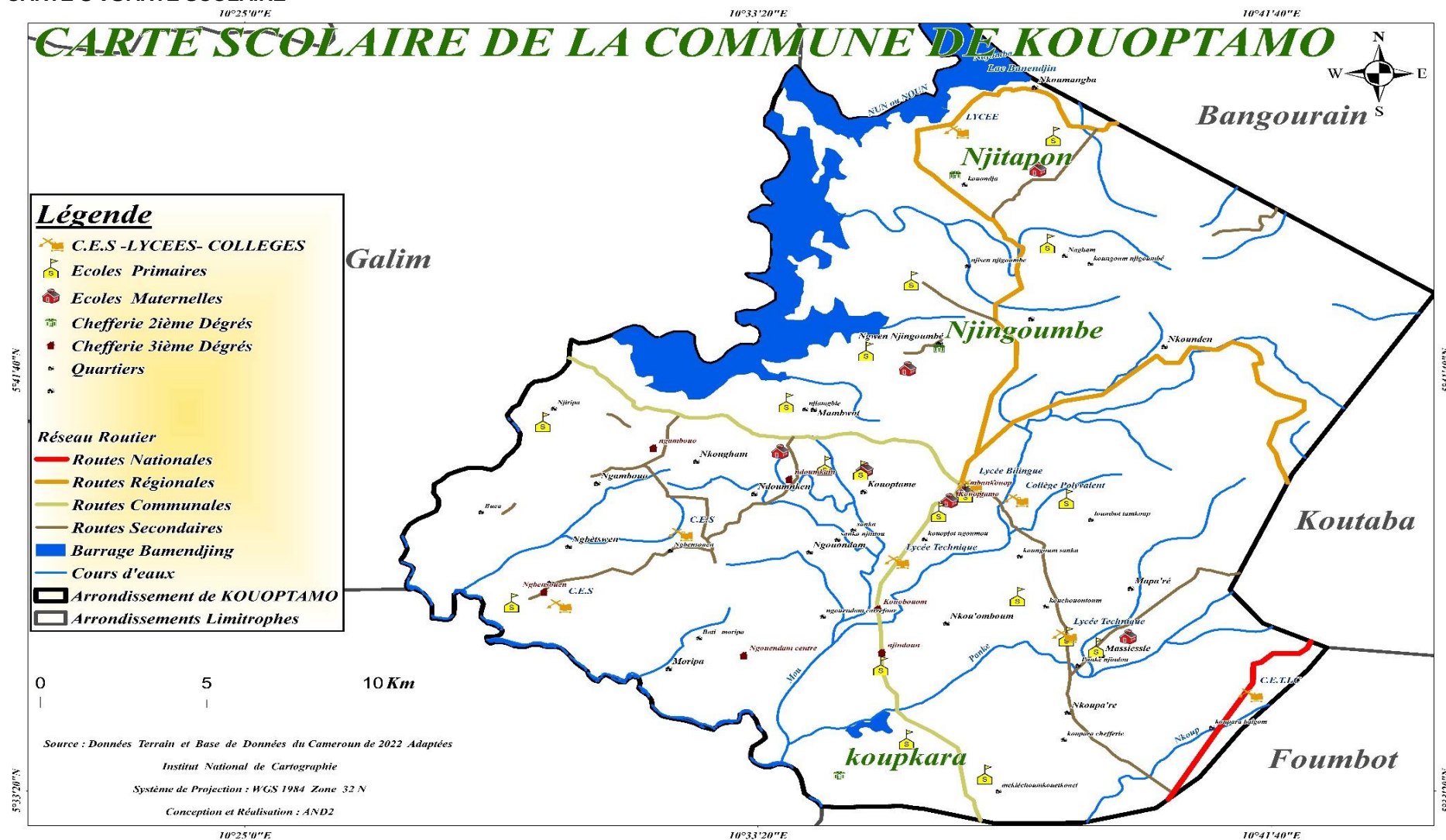
CARTE 6: CARTE SANITAIRE



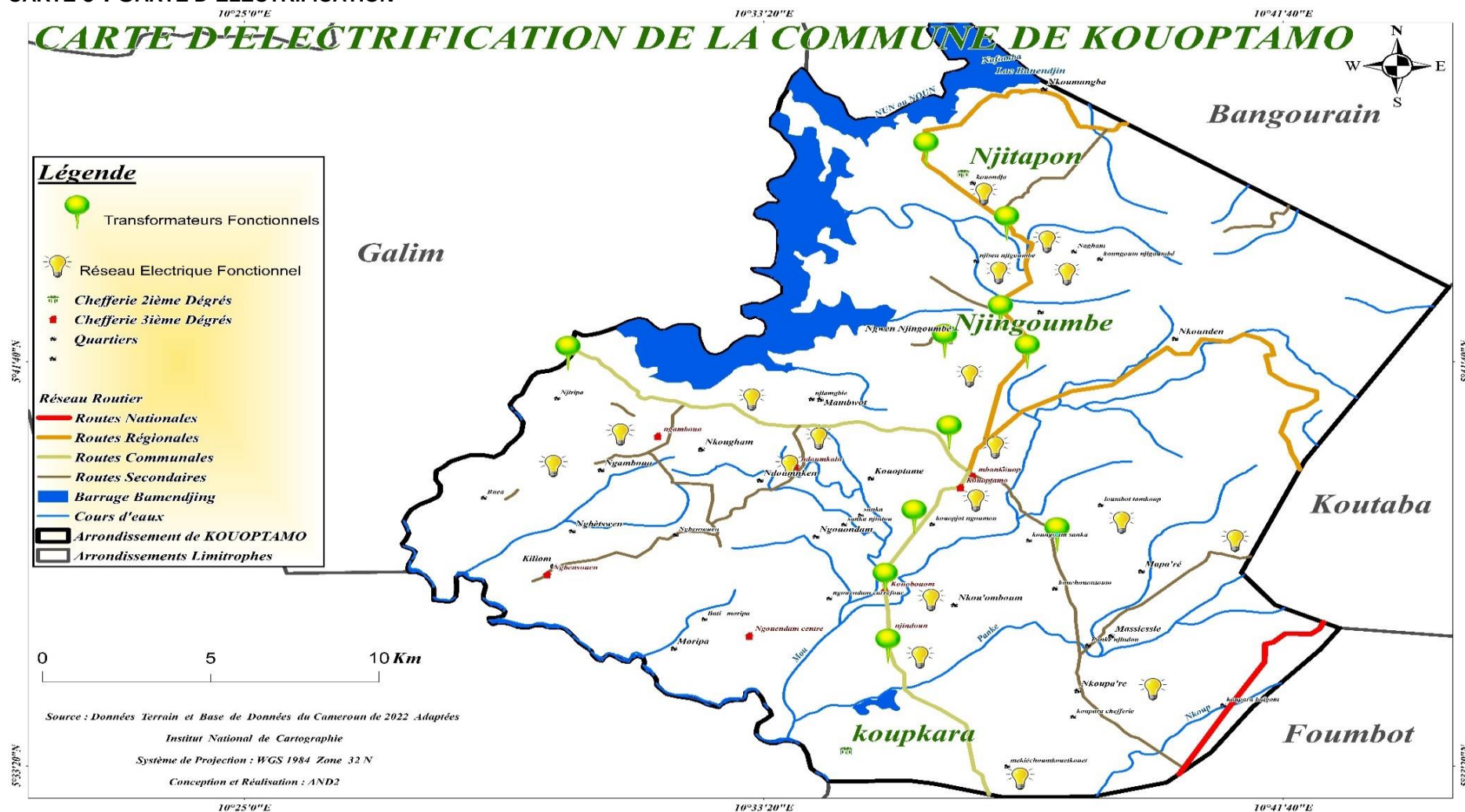
CARTE 7 :CARTE HYDRAULIQUE



CARTE 8 :CARTE SCOLAIRE



CARTE 9 : CARTE D'ELECTRIFICATION



IV.3. PRINCIPALES POTENTIALITES (RESSOURCES) DE LA COMMUNE :

TABLEAU 19 : POTENTIALITES ET RESSOURCES

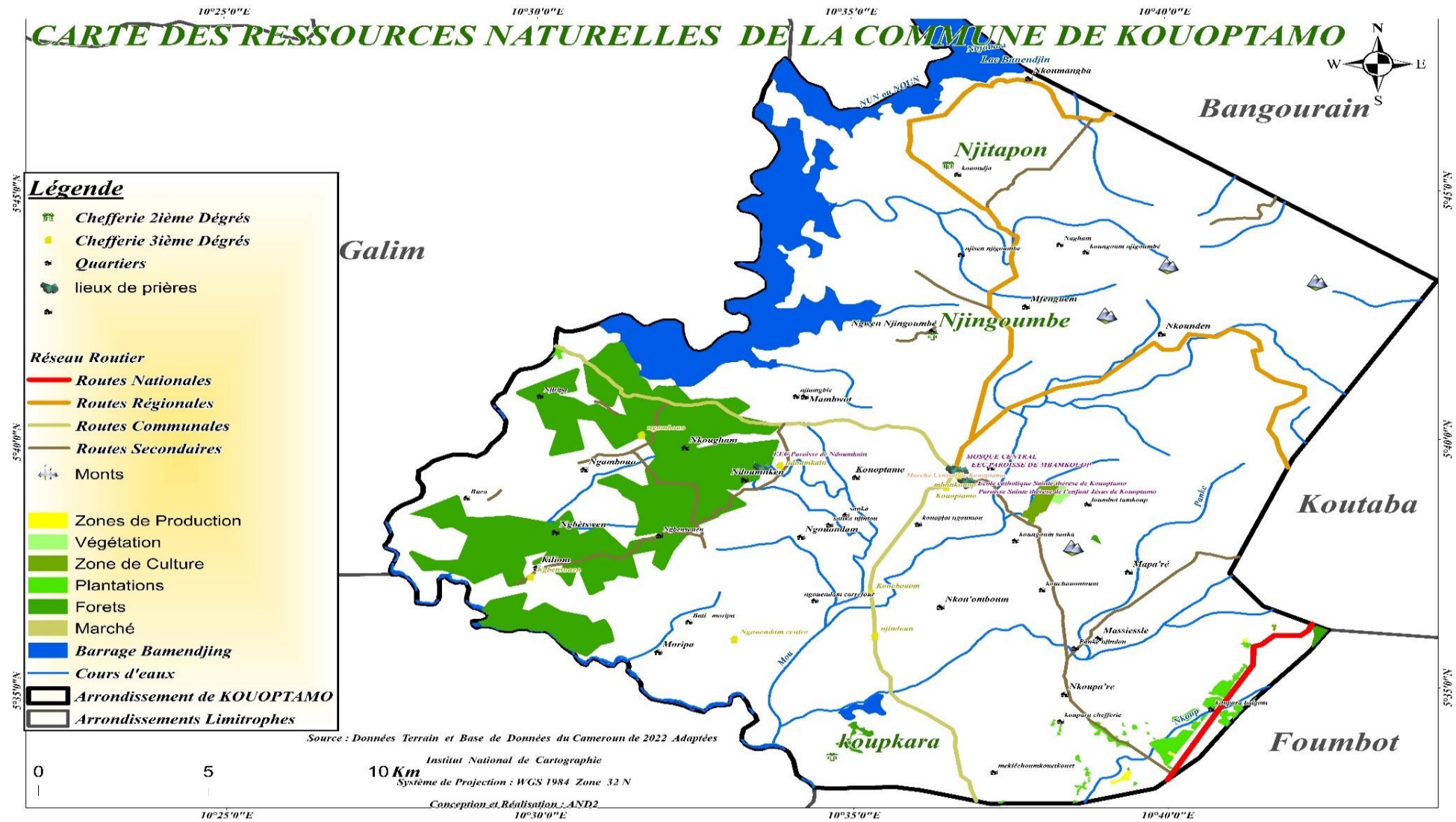
Ressources Naturelles	Localisation	Potentialités	Utilisation	Controleurs	Mode de gestion	Tendance	Problèmes/ Contraintes	Actions à Entreprendre
Pierre/Gravier	Bankouop, Kouoptamo et tous les villages serpentés par le massif montagneux Kogham, Métafen et Makwet	Etendu important/t	Bâtiments et aménagement des routes	Populations riveraines	Accès libre	Exploitation artisanale et très réduite	Accès difficile	Etudier l'exploitation et aménager les voies d'accès
Sable	Kouopatamo-Foumbot en passant par Njindoun et Koupara, tous les villages serpentés par le fleuve Noun	Etendu important/t	Bâtiments	Populations riveraines	Accès libre	Exploitation artisanale et très réduite	Accès facile par endroits	Etudier l'exploitation et aménager les voies d'accès
Pouzzolane	Tronçon Koupara-Petpenoun	Etendu important	Aménagement des routes et des cours(maisons)	Populations riveraines	carrière	exploitation réglementée	Accès difficile	Aménager davantage les voies d'accès
Latérite	Tronçon Kouopatamo-Chanas-Njingoumbe	Moyen	Particuliers Commune Entreprises	Populations riveraines	Commune Autorités traditionnelles	Faible exploitation	Difficulté d'accès sur le site	Aménager la voie d'accès sur le site et organiser l'exploitation
Diamant	Kogham (Mont) Petpenoun(lac) Njindoun(lac Monoun)	Moyen	Bijouteries/Industries	Populations riveraines	Accès difficile	Non exploité	Accès difficile	Etudier l'exploitation et aménager les voies d'accès
Zones de Forêt	Ngouendam, Njindounles Monts MAKWET,	Moyen	Coupe du bois de chauffe et fabrication de meuble	Populations riveraines	Accès libre	Très faible exploitation artisanale	Recrudescence de feux de brousse peu contrôlés	Sensibiliser les populations à diminuer l'utilisation des feux de brousse non contrôlé et encourager l'utilisation des foyers économiques

Ressources Naturelles	Localisation	Potentialités	Utilisation	Controleurs	Mode de gestion	Tendance	Problèmes/ Contraintes	Actions à Entreprendre
	PENSIE et METAPEN							
Zones de Chasse/Pêche	Dans la reserve forestiere de Ngambou, le lac de Bamendjing et le fleuve Noun	Moyen	Chasse, hérissons, des biches, des biches cheval, des singes (rouges surtout, noirs, jaunes, Mancei), des porcs-épics (rat de Gambie), des lièvres, des écureuils, des antilopes, des pangolins, des hyènes, des varans, des vipères	Populations riveraines	Accès libre	La chasse traditionnelle (capture, trappe, fusils, filets, lignes)	Diminution sévère des especes fauniques	Appliquer les textes de protection des especes fauniques
Zones de polyculture	Tous les villages et l'espace urbain	Culture pour l'instant essentiellement manuel et non loin des agglomérations à cause l'accès difficile dans les bassins de production	- Agriculture - Pâturage en intersaison	Populations riveraines	Accès libre et Location	Utilisation des outils rudimentaires et exploitation de petites et moyennes surfaces	- Mauvaises pratiques culturelles - Surexploitation des terres - Conflits agropastoraux - Feux de brousse - Itinérance de l'agriculture - Non vulgarisation de la fumure organique Inondation (Njiamgbie, Njitapon et Njingoumbé)	- Restauration du sol par l'utilisation de la fumure organique pour une exploitation agricole durable - Utilisation rationnelle des espaces par la pratique des jachères - Délimitation et sécurisation des espaces agricoles - Mise en place des comités de gestion durable des terres - Promotion et implémentation des semences améliorées - Intégration de l'élevage à l'agriculture
Zones de pâturage	- Groupements Njingoumbé-Njitapon	- Disponibilité de bons pâturages en	Pâturage	Populations riveraines	Accès libre	- Lessivage et érosion des	- Feux de brousse - Surpâturage	- Délimitation et sécurisation des espaces pastoraux - Restauration des sols

Ressources Naturelles	Localisation	Potentialités	Utilisation	Controleurs	Mode de gestion	Tendance	Problèmes/ Contraintes	Actions à Entreprendre
		saison des pluies - Disponibilité des tiges et résidus des récoltes en champs en saison sèche				sols dus à la surexploitation - Pâturage itinérant - Empiètement sur les zones agricoles	- Conflits agropastoraux - Occupation par les champs	- Promotion de l'agroforesterie - Promotion de la culture et d'arbres fourragers -Financement du champ fourrager de Kounden
Bas-fonds		- Fertilité des sols - Diversification agricole	Maraîchage, jardinage et - Pâturage	Populations riveraines	Accès libre et location	- Pression humaine - Baisse de la fertilité - Erosion et lessivage des sols - Utilisation abusive d'engrais chimiques	- Surexploitation - Surpâturage - Inondation - Début de contamination des eaux souterraines - Conflits agropastoraux - Destructions des cultures par les hippopotames (Njingoumbé-Njitapon)	- Restauration des sols par la promotion et l'utilisation de la fumure organique pour une exploitation agricole durable - Aménagement et sécurisation des bas-fonds, - Aménagement des pistes d'accès - Mise sur pied des comités de gestion et de gardiennage - Délimitation et sécurisation des espaces agricoles et pastoraux - Promotion et implémentation des semences améliorées

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPNV

CARTE 10 : CARTE DES RESSOURCES NATURELLES



IV.4. SYNTHÈSE DES DONNÉES COLLECTÉES SUR LA PETITE ENFANCE

La petite enfance désigne une étape du développement humain. On parle de petite enfance pour les enfants, de leur naissance à l'âge de 6 ans. En médecine ou pour certains organismes sociaux, la petite enfance ne représente qu'une partie de ces 6 années. La petite enfance est une période qui se distingue des autres puisqu'elle influence de nombreux facteurs comme l'économie, la démographie, la médecine, la politique et dans certains pays, le facteur humanitaire.

Étymologiquement, le terme « enfant » vient des latins infans qui signifient « celui qui ne parle pas ». Chez les romains, ce terme désignait l'enfant dès sa naissance, jusqu'à l'âge de 7 ans. Cette notion a beaucoup évolué à travers les siècles et les cultures pour finalement désigner l'être humain de sa naissance jusqu'à l'âge adulte. Mais cette conception de l'enfant était large et l'âge de la majorité variait d'une culture à une autre.

La Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant de 1989 définit de manière plus précise le terme « enfant » : « [...] tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable »

TABLEAU 20 : MATRICE D'ANALYSE ET DE PRISE EN COMPTE DE LA PETITE ENFANCE

N°	Thèmes	États des lieux				Objectifs généraux	Activités à mener	Responsables/ Partenaires
1.	Enregistrement des naissances (0 à 14 ans)	- cible	- couverte	- écart	- justificatif de l'écart	<i>- assurer la citoyenneté de tous par l'amélioration du système d'identification des enfants</i>	- Sensibilisation des parents sur l'importance de l'établissement des actes de naissance	- CC - commune de Kouoptamo - MINAS - SAS - PNDP - Sous-préfecture
		11 786	11 500	286	- Inexistence de centre d'état civil dans le village			

N°	Thèmes	États des lieux				Objectifs généraux	Activités à mener	Responsables/ Partenaires
2.	Nutrition (0 à 14 ans)	11 786	11 400	386	- Insuffisance de moyens financiers - Ignorance du potentiel alimentaire local - Faible production de l'agriculture - Faible encadrement	- <i>Faciliter l'accès à une alimentation riche et équilibrée</i>	- Appuyer les ménages en nutriments essentiels (kits de vitamines...) - Organiser des causeries éducatives sur l'adoption d'une alimentation équilibrée à base de produits locaux	- CC - Hôpital de district de Kouoptamo - Commune de Kouoptamo - SAS - PNDP
3.	Vaccination (moins de 5 ans)	1 218	1 150	68	- Bonne couverture du Programme élargi de vaccination (P.E.V)	- <i>Renforcement du P.E.V</i>	- Redynamiser les agents de santé communautaire - Mettre sur pied un comité de Santé - Intensifier les campagnes de vaccination - Renforcer le personnel médical - Sélectionner et former 02 agents de santé communautaire supplémentaires	- CC - Hôpital de district de Kouoptamo - Commune de Kouoptamo - PNDP
4.	Prise en charge contre le paludisme (0 à 14 ans)	11 786	11 786	- 00	- Faible assainissement des abords des maisons - Faible approvisionnement du CSI en médicaments	- <i>Réduction de la charge palustre</i>	- Renforcer le CSI en médicaments anti palustres - Assainir les alentours des maisons	- CC - Hôpital de district de Kouoptamo - Commune de Kouoptamo - CSI

N°	Thèmes	États des lieux				Objectifs généraux	Activités à mener	Responsables/ Partenaires
5.	Eau, hygiène et assainissement	11 786	11 200	586	- Insuffisance de points d'eau - Faible entretien des points - Faible pratique de l'hygiène et salubrité - Faible conception des latrines modernes - Insuffisance de moyens financiers - Négligence	<i>- Promotion de l'accès à la santé, à l'eau, hygiène et l'assainissement aux enfants</i>	- Entretenir régulièrement les points d'eau du village - Construire des latrines modernes publiques - Organiser des causeries éducatives sur l'hygiène et salubrité	- CC - Hôpital de district de Kouoptamo - Commune de Kouoptamo -
6.	VIH/SIDA, protection spéciale des enfants (0 à 14 ans)	- /	- /	-	- Faible fréquentation des centres de santé - Vagabondage sexuel - Faible organisation des campagnes de dépistage du V.I.H/S.I.D.A	<i>- Amélioration de la prise en charge des O.E.V</i>	- Organiser des campagnes de dépistage gratuites du V.I.H/S.I.D.A - Organiser des séances de sensibilisation sur les méthodes contraceptives et sur les M.S.T	- Délégué CC santé - Hôpital de district de Kouoptamo - Commune de Kouoptamo - SAS - PNDP

N°	Thèmes	États des lieux				Objectifs généraux	Activités à mener	Responsables/ Partenaires
7.	Education préscolaire (0 à 3 ans)	1 218	1 100	8	- Insuffisance de moyens financiers - Insuffisance du personnel enseignant qualifié ; - Arriérés de salaire des maitres des parents ; - Indisponibilité des logements d'astreinte ; - Accès limité au matériel didactique (élèves et enseignants) ; - Absence des aires de jeux à la maternelle; - Faible revenu des parents.	- Amélioration de l'accès à une éducation préscolaire de qualité	- Mettre à la disposition des enseignants logements d'astreinte - Aménager des aires de jeux à la maternelle ; - Affecter le personnel supplémentaire à l'école maternelle (03).	- CC - IAEB - SAS - Commune de Kouoptamo - PNDP
8.	Education scolaire (3 à 14 ans)	- 12 000	950	- 50	- Insuffisance de moyens financiers - Insuffisance d'infrastructures - Insuffisance du personnel enseignant	- Amélioration de l'accès à une éducation scolaire de qualité	- Renforcer le plateau technique des écoles primaires de Mankouop et Kouoptamo (Clôture, point d'eau....) - Affecter le personnel supplémentaire	- CC - IAEB - Commune de Kouoptamo - PNDP

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPNV

**TABEAU 21 : IDENTIFICATION DES PROBLEMES/CONTRAINTES ATOUTS/POTENTIALITES DE LA
PETITE ENFANCE**

N°	PROBLEMES/CONTRAINTES	ATOUTS/POTENTIALITES	OBSERVATIONS
	- Eloignement des écoles primaires pour certains - Insuffisance d'écoles maternelles - Absence des points d'eau dans les écoles - Absence d'équipement de loisir dans les écoles - Manque de salle de classe et d'enseignants	- Existence d'un Hôpital de District - Existence des écoles - Disponibilité du personnel sanitaire pour vaccination des enfants	

TABLEAU 22 : IDENTIFICATION DES PROBLEMES DE LA PETITE ENFANCE

PROBLÈME CENTRAL	CAUSES PERTINENTES	EFFETS	SOLUTIONS ENVISAGEES		IDEES DE PROJETS
			ENDOGENES	EXOGENES	
Faible suivi et encadrement de la petite enfance	Ignorance des parents sur la qualité d'alimentation des enfants de 0 à 3 ans	Mal nutrition	Sensibilisation de la population sur l'utilisation des mets traditionnels pour la nutrition des enfants		Sensibilisation de la population sur l'utilisation des mets traditionnels pour la nutrition des enfants dans la localité
	Inachèvement du cycle de vaccination des enfants de 0 à 5 ans	Étalage aux maladies d'enfants (poliomyélite, carence en vitamine...)	promotion d'une meilleure couverture vaccinale		promotion d'une meilleure couverture vaccinale à tous les enfants de l'espace urbain
	Déperdition et abandon scolaire des enfants de 6 à 14 ans	Sous scolarisation	Assurance de l'accès à l'éducation scolaire		Assurance de l'accès à l'éducation scolaire de tous les enfants des villages et quartiers de Kouoptamo et Mbankouop
	Ignorance du statut sérologique des enfants	Mort infantile	protection et prise en charge des OEV		protection et prise en charge des OEV dans toute la commune
	Insuffisance des points d'eaux potables	Recrudescence des épidémies hydriques	Création d'un environnement social salubre avec des infrastructures fiables		Création d'un environnement social salubre avec des infrastructures fiables dans la commune de Kouoptamo
	Non retrait des actes de naissances des enfants de 0 à 14ans	Admission difficile des enfants dans les établissements scolaires	Établissement de la citoyenneté à tous les enfants		Établissement de la citoyenneté à tous les enfants de l'espace urbain communal

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPNV

IV.5. ÉCONOMIE LOCALE

TABEAU 23 : SITUATION DE L'ÉCONOMIE LOCALE

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
Petites unités d'extraction d'huile de palme	Agriculture	La délégation d'agriculture	-Modernisation de l'usine; - existence de plusieurs activités dans le domaine; - main d'œuvre disponible	-le délégué d'arrondissement -les chefs de poste - les agriculteurs	- Délégation d'arrondissement d'agriculture - PNVRA - ACEFA - 05 Postes agricoles	-Vente d'huile : le prix est non homologué, c'est le client qui fixe le prix; - Utilisation du matériel rudimentaire et précaire; -problème de conditionnement; -équipement insuffisant ; - pas d'adduction d'eau; -Problème de gestion des déchets et de recasement; -mauvaise organisation des producteurs. -insuffisance de route pour acheminement des matières premières et produits; -coupure régulière d'électricité.	-organisation des ventes groupées -Appui en matériel et intrant agricole -construction des forages pour desservir la population en eau -organisation des producteurs en GIC

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
banane-plantain, maïs, macabo, taro, patate, pistache, etc.)	Agriculture	La déégation d'agriculture	-Disponibilité des terres fertiles -Existence et fonctionnement des services d'encadrement -Existence des ouvrages de franchissement pour l'accessibilité des bassins de production -Présence de nombreux GIC et associations :	-le délégué d'arrondissement -les chefs de poste - les agriculteurs -77 organisations des producteurs agricoles		- Faible niveau organisationnel des producteurs - Exploitation de faibles surfaces agricoles (2ha en moyenn - Insuffisance des espaces cultivables (absence des jachères) - Baisse de la Fertilité des Sols - Difficultés d'exploitation des bas fonds - Présence des ravageurs et maladies des cultures (Mildiou sur Tomate et Pommes Terre, Nématodes, Borers de Tiges, Chenilles) - Difficultés d'accès aux intrants (engrais, semences améliorées, produits phytosanitaires) - Insuffisance de financement - Enclavement des bassins de production -Difficultés d'écoulement des produits agricoles -Perte post récoltes -Variation du calendrier agricole suite aux changements climatiques - Destruction des aliments : - Inondation des champs en période de pluie -Eloignement des points de ventes des intrants agricoles :	- Renforcer les capacités des agriculteurs - Organisation des agriculteurs Facilité l'acquisition du matériel agricole - Octroi de micro crédits et subventions - Organisation des séances d'encadrement - Création d'un marché de vivres agricoles - Facilité l'accès aux produits phytosanitaires, semences améliorées et matériel agricole - Accompagnement régulier des groupes de paysans
culture maraichères	Agriculture	La déégation d'agriculture	-Présence des zones de bas-fonds marécageuses exploitables -Potentiel important des consommateurs des produits maraichers de contre saison à Kouoptamo , Fouban, Foubot , Bafoussam, Douala et Yaoundé	-le délégué d'arrondissement -les chefs de poste - les agriculteurs			
Pratique des jardins de case	Agriculture	La déégation d'agriculture	-Existence des parcelles de production autour des habitations -Conditions naturelles favorables à la pratique culturale -Présence d'un service qui encadre les producteurs -marché disponible pour vente des	-le délégué d'arrondissement -les chefs de poste - les agriculteurs			

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
			produits et achat d'intrants				
Eleveurs	Élevage, pêche et industrie animale	-Délégation de l'élevage, de la pêche et de l'industrie animale	-Proximité des lieux de ravitaillement -Existence d'une diversité de plantes nutritionnelles -Disponibilité des pâturages -Présence d'ingrédients pour la composition d'aliments -Présence de la DA EPIA -PNVRA -ACEFA -Présence 05 Centres Zootechniques de contrôle sanitaire et vétérinaire. -Présence de la Station d'impulsion et de modernisation en élevage à KOUNDEN -Présence d'un abattoir -Présence d'une boucherie -Pratique de l'élevage non conventionnel des certaines espèces (porcins, caprins, ovins, volaille,...) -Existence d'une Commission de gestion de conflits-agropastoraux au niveau de la Sous-préfecture	-Lé délégué d'arrondissement -Responsable PNVRA -Responsable ACEFA -organisations paysannes des producteurs pastoraux -Eleveurs	-Centre zootechnique et vétérinaire -PNVRA -ACEFA - 05 Centres Zootechniques de contrôle sanitaire et vétérinaire -Station d'impulsion et de modernisation en élevage de KOUNDEN -01 abattoir -01 boucherie	-Mauvaise condition d'élevage des bêtes -insuffisance de suivi sanitaire des bêtes -Faible d'organisation des éleveurs/ pêcheurs -Absence de mise en valeur des potentialités halieutiques (absence d'aménagement/ sous exploitation des petits lacs existants) -Présence des pestes de petits ruminants et volailles (coccidiose pour les poulets, cécité des chèvres) -Présence des pestes de petite ruminants et volailles (coccidiose pour les poulets, cécité des chèvres) -Pratique de la pêche artisanale - Insuffisance de pâturages -Insuffisance de financement pour les activités pastorales -Pratique du système d'élevage traditionnel -difficultés d'accès aux races de meilleures souches -Divagation des animaux -Conflits agro pastoraux -vol de bétail -Absence d'infrastructure de commercialisation des produits d'élevage	-Promouvoir l'organisation des éleveurs et des pêcheurs -Renforcer les capacités des éleveurs et des pêcheurs -Sensibiliser la population sur les avantages de l'élevage -Information sur les subventions de l'élevage de porcs et de poulets. -Renforcer la commercialisation -Mise à disposition des éleveurs des races améliorées

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
			-Présence des organisations paysannes des producteurs pastoraux			-Insuffisance de point d'abreuvement pour les animaux	
Pêcheurs	Élevage, pêche et industrie animale	-Délégation de l'élevage, de la pêche et de l'industrie animale	-Présence des rivières le Mou, Njot, le Panké, le Mbap,... -Présence du fleuve Noun -Présence des espèces aquatiques -Présence des lacs. -Présence de nombreux bas-fonds (susceptible de constituer des lieux d'exploitation des étangs)	-Lé délégué d'arrondissement - le chef de poste du contrôle de pêche -les pêcheurs	-Délégation de l'élevage, de la pêche et de l'industrie animale -Bureau du contrôle de pêche	-Peu d'intérêt pour la pêche -Méconnaissance des avantages de la pêche et des alternatives à la pêche	-Promouvoir l'organisation des pêcheurs -Renforcer les capacités des pêcheurs -Sensibiliser la population sur les avantages de la pêche -Construction des étangs piscicoles/aquacoles
Mototaxi	Transport	La délégation des transports	-Existence d'une gare routière -Présence d'une auto école -Présence de plusieurs conducteurs de mototaxis et taxis de brousse -Présence d'une agence de voyage (Avenir du Noun) - Présence de la police municipale	-le délégué des transports -les taximens Le syndicat des transporteurs par moto	Gare routière non construite	-Mauvais état des routes -Indélicatesse des passagers; -Problème d'eau	-Facilitation de l'obtention des permis de conduire - Facilitation de la paie de l'impôt libérateur -Délimitation des zones de stationnement et réglementation -Sensibilisation/formation des chauffeurs sur la fiscalité de base relative aux taxes et impôts -Recyclage/formation des chauffeurs sur la conduite -Aménagement des voies d'accès -Régulation du secteur des transports -Limiter les contrôles routiers -Création d'un service technique -Bitumage des principaux axes

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
							-Construction et équipement d'une gare routière
Taxi interurbain	Transport	La délégation des transports	-la solidarité entre les conducteurs des mototaxi et voitures	-le délégué des transports -les taximens -les taxi voitures -Le syndicat des transporteurs par moto-taxi -Le syndicat des transporteurs de taxi voiture		-Non-respect de la loi par les nouveaux chauffeurs ; -Désordre entre les collaborateurs	-Organisation de l'association des transporteurs inter urbain
Exploitants de moulin à écraser	PME	Délégation des PME	-Population importante -Vente des déchets de maïs -Proximité de la clientèle -Présence du réseau électrique Eneo dans certains villages	Le maire	Boutiques et Hangar du marché	-Faible revenu des populations -Absence d'organisation et de concertation des exploitants -Eloignement des techniciens -Faible régularité de l'électricité/trop de coupures prolongées -Taxes élevées - Faible revenu des populations - Tarification arbitraire -Absence d'organisation et de concertation des exploitants	-Amélioration de la fourniture en électricité -Réglementation de l'activité -Limiter les coupures de courant (en améliorant l'offre) -Créer une association des exploitants de moulin à écraser -Accorder des microcrédits aux meuniers -Baisser les taxes afférentes au domaine (pour en location)
Musicien (Artisanat et culture)	Culture	Délégation de la culture	-Promotion de l'album et du maxi single ; - Appui technique et financier par la Mairie	-délégué de la culture -artistes musiciens		- Inexistence d'espace de diffusion culturelle - Faible collaboration concrète avec la commune - absence de matériels adéquats (places assises, sonorisations,	-Organisation des espaces de diffusion pour la promotion des activités culturelles
Call box Orange/MTN Money	Poste & Telecom	-bureau de poste -délégué de poste et	-forte présence des réseaux	-Le maire -les promoteurs de call box	-Bureau de poste et télécommunication	-Ouverture tardive les jours de nettoyage; -absence de financement des banques	Appui financier ux opérateurs de call box

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
		télécommunication			-antenne orange MTN et Nextell		
Salon de coiffure	PME		Présence d'électricité	-Le maire -DDMINCOM		-absence de clients -Gestion des déchets - Existence des concurrents	Mise en place des bacs à ordures dans les salons de coiffure
Vente de vin de palme	commerce		Forte implication de la population	Le maire DDMINCOM	-Présence d'un marché -Existence d'un marché périodique -Existence des ventes groupées -Existence de petits commerces -Présence d'un magasin de stockage marchand	-Difficultés d'approvisionnement en saison pluvieuse, -Conservation du vin dans des récipients usés -Malhonnêteté des clients (usurpation) -absence d'éclairage (quartier ancien poste)	-aménagement des pistes agricoles -Mise en place de l'éclairage public
Quincaillerie	commerce		Bonne gestion	-Le maire -DDMINCOM - les quicailés	-Magasin de dépôt	-Faible clientèle -Difficulté de livraison due au mauvais état de la route de sortie pour Foubot	Bitumer la route d'entrée à Kouoptamo pour favoriser le ravitaillement
Débit de boisson	commerce	-les sociétés de distribution des boissons	-Proximité de la route bitumée -Existence des ventes groupées -Existence d'un fichier des contribuables	-Le maire -DDMINCOM -les vendeurs de débit de boissons	-Bar -snack	- Difficulté de ravitaillement en boissons surtout en période de fêtes - Absence de toilettes - Les bâtiments inappropriés pour les activités -Consommation limitée d'alcool par les musulmans qui constituent un peu plus de 50% de la population -Manque d'organisation des gérants de bars -Coups intempestives et des fois prolongées (pendant des jours/semaines) du courant électrique	- Aménagement des bâtiments par rapport à l'activité Création d'un dépôt de boisson Création d'une association des gérants de bars -Limiter les coupures de courant électrique - Bitumer la route d'entrée à Kouoptamo pour favoriser le ravitaillement.

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
Soya (brochettes de viande)	commerce	-les abattoirs	Forte population	-Le maire -DDMINCOM -les vendeurs de soya	-Marchés	-Hausse du prix de viande -Coupure d'électricité et difficultés de conservation	Organisation des vendeurs en association pour une meilleure promotion de leurs activités
opérateurs de bureautiques	PME		Grand nombre de clients en Ville	-Le maire -les secrétaires informatiques	Les cyber café	-Absence de FAI (Fournisseur d'accès à Internet) -Cherté des consommables informatiques et des encres pour imprimantes -Droits de stand élevés	-Faire les installations nécessaires pour l'implantation des FAI (CAMEL, MTN, ORANGE...) -Faciliter l'accès aux consommables informatiques -Baisser les droits de stand
restaurateurs (euses)	Tourisme	Délégué du tourisme et loisir	Grand nombre de clients	-le maire -DD MINTOURL - les tenanciers des restaurants	Les restaurants	-Manque de moyens financiers pour l'achat en gros -Absence de moyens de conservation -Absence d'une chambre froide -coupure intempestive et prolongée de courant électrique -Faible éclairage des lieux de vente Insalubrité	-Création d'une chambre froide -Amélioration de la qualité et de la quantité du service d'AES-SONEL --Amélioration de l'éclairage public Assainissement de l'espace
Cordonniers	PME		Grand nombre de clients	-Le maire - les cordonnier		Rareté des clients Abandon des chaussures par les clients Faible moyen financier pour louer des locaux et étendre l'activité	Organiser la filière Sensibiliser les acteurs de la filière sur la nécessité d'étendre l'activité à la fabrique de chaussures et être ainsi capable de louer des locaux
vendeuses de poissons fumés	Commerce	Délégation du Commerce	Grands nombre de clients	-Délégué du Commerce -délégué de pêche -pêcheurs	Marché	Approvisionnement difficile en bois Cout élevé du pétrole. Faible clientèle	Réduire le prix du pétrole Rendre le bois facilement accessible
Boutiquiers et gérants d'échoppe (y compris cafeteria)	Commerce	Délégué de Commerce	-Forte densité de la population -Clientèle nombreuse	-Délégué du Commerce -tenancier des boutiques et cafétariat	-Boutique du Marché -Cafétariat	-Coût de transport élevé Mauvais état de la route Moyens de transport de marchandises insuffisants Faible niveau de vie	Réduction du coût de transport Sensibilisation/renforcement des capacités sur la

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
			-Sollicitations régulières de certaines denrées			Coût élevé des marchandises Insécurité (vol, cambriolage) Taxes très élevées Coupure régulière et des fois prolongée d'électricité Perte/dû à la mauvaise conservation des produits) Absence d'organisation des acteurs du domaine Incivisme de certains acteurs - Méconnaissance des devoirs fiscaux et droits d'exploitation	gestion fiscale et licence d'exploitation Aménagement des bâtiments par rapport à l'activité Création des toilettes Amélioration de la fourniture en électricité Organisation des acteurs du domaine en association Eclairage public dans le marché
mecaniciens moto	PME		Présence de plusieurs motos taxis	-Le maire -les syndicat des moto taxi	Gare routière	-Approvisionnement difficile en pièces détachées -Faible niveau d'activité dans la ville -Cout élevé des taxes. -Coupures intempestives de courant -Pas d'association L'insécurité du matériel stationné	Réduction des taxes Créer une association des mécaniciens moto Organiser la filière Limiter les coupures de courant électrique
Menuisiers	PME	Délégation des PME	Grand nombre de clients	-Le maire - les menuisiers	Les ateliers de menuiserie	-Coupures intempestives et des fois prolongées (pendant des jours/semaines) du courant électrique -Accès difficile aux essences (bois) de travail -Absence d'équipement de qualité -Enclavement de la route -Manque d'encadrement	-Aménagement de la route Financement des microprojets -Création d'une association des menuisiers
Bouchers	Commerce	Délégation du commerce	-Présece un abattoir -Présence d'une boucherie	-délgué du commerce -Délégué de l'élevage	-Abattoir -Boucheries	Manque d'organisation des bouchers Absence de chambre froide	Création d'une chambre froide Création d'une association des menuisiers

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
			-Forte demande de consommation	Tenanciers des boucheries		Possession par les populations des bétails de tous ordres (chèvres, moutons, porcs...) et de la volaille	Organiser la filière
bayam-sellam	Commerce	Délégation du	-Présence des denrées alimentaires diverses -Forte demande de la clientèle extérieure -Présence des marchés périodiques	-délgué du commerce -les commerçantes	Hangar du marché	- Mauvais état de la route - Rareté des clients	Goudronner la route qui lie Kouoptamo à Foubot
Photographie	PME		Grand nombre de clients	Le maire -Les photographes	Studios photos	-Coupsures intempestives du courant électrique -Abandon des photos et autres montages vidéos-photos	-Réduction des taxes -Organiser la filière - Limiter les coupures de courant électrique
propriétaires de poissonnerie	Commerce	Délégation du commerce	Présence du courant électrique	-délgué du commerce Tenanciers des poissonneries	Poissonneries	-Manque d'organisation des bouchers -Coupsures intempestives et des fois prolongées (pendant des jours/semaines) du courant électrique Possession par les populations des bétails de tous ordres (chèvres, moutons, porcs...) et de la volaille	Création d'une chambre froide Création d'une association des propriétaires de poissonneries Limiter les coupures de courant électrique
soudeurs	PME	Délégation des PME	Grand nombre de clients	-Le maire -le délégué des PME	Atelier de soudures	-Approvisionnement difficile en pièces détachées --Faible niveau d'activité dans la ville -Cout élevé des taxes. -Coupsures intempestives de courant -Absence d'association L'insécurité du matériel stationné	-Réduction des taxes -Créer une association des soudeurs -Organiser la filière -Limiter les coupures de courant électrique
boulangers	PME	Délégation des PME	Grand nombre de clients	-Le maire - DDPME	-Boulangeries -Boutiques -	Coupsures intempestives et des fois prolongées (pendant des	Limiter les coupures de courant électrique

Activités économiques	Secteurs	Institutions	Atouts/potentialités	Acteurs	Infrastructures existantes	Contraintes du milieu socio-économiques	Actions à entreprendre par secteur
						jours/semaines) du courant électrique Manque d'eau potable (on utilise l'eau de puits traité un peu partout) Utilisation de la farine de maïs pour fabriquer pain et gâteaux Manque de professionnalisme Mauvais état des routes pour l'approvisionnement permanent	Créer une association des boulangers Exiger que les boulangeries locales se dotent de systèmes de forage. Bitumer la route d'entrée à Kouoptamo pour favoriser le ravitaillement en produits nécessaires.
vendeurs de pièces détachées	PME	Délégation des PME	Grand nombre de clients	-Le maire - DDPME	-Boutiques et magasins	Coupures intempestives et des fois prolongées (pendant des jours/semaines) du courant électrique Faible régularité des clients Difficulté de livraison due au mauvais état de la route de sortie pour Foubot Taxes très élevées	Limitier les coupures de courant électrique Favoriser l'accès aux groupes électrogènes Bitumer la route d'entrée à Kouoptamo pour favoriser le ravitaillement
colleurs de pneus	PME	Délégation des PME	Grand nombre de clients	-Le maire - DDPME	Garage	Approvisionnement difficile en pièces détachées Faible niveau d'activité dans la ville Cout élevé des taxes. Coupures intempestives de courant	Réduction des taxes Organiser la filière Limitier les coupures de courant électrique
vendeurs de produits phytosanitaires	Commerce	Délégation du commerce	Grand nombre de clients	Délégué du commerce	Magasins et boutiques des produits phyto sanitaires	Absence de sensibilisation sur la valeur des produits phytosanitaires Faible pouvoir d'achat de la population. Absence d'association des acteurs du domaine	Sensibiliser les cultivateurs sur l'utilisation bénéfique des produits phytosanitaires Rendre le bois facilement accessible Créer une association des vendeurs de produits phytosanitaires

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPNV

La commune de Kouoptamo connaît de nombreuses activités industrielles, semi- industrielles et des activités génératrices de revenu. Seulement l'économie dans les villages reste encore faiblement développée à cause de nombreuses contraintes infrastructurelles, matériels, technique et voire financières.

Tableau 24: identification des problèmes/Contraintes Atouts/Potentialités sur le changement climatique

Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes	
-Présence des petites quicalleries à Kouoptamo centre -Présence de carrières de sable à Bankouop -Présence des menuiseries métalliques à Kouoptamo centre -Présence d'artisans dans tous les villages (panier) -Présence du secteur informel dans tous les villages de la commune	- Absence de transmission de la technique artisanale à la jeune génération - Absence de foire agricole et artisanale - Insuffisance d'appui technique et financier aux acteurs du secteur informel - Absence de centre de formation sur les métiers de l'artisanat - Absence d'enregistrement de certains artisans - Faible organisation des paysans et artisans -Mauvais état des routes -Absence d'unrépertoire de PME et d'artisans dans les villages de la commune -Difficulté pour les artisans de se procurer la matière première dans la commune - Sous information des populations	-Aménagement de la route qui mène vers la carrière de sable -Vulgarisation de l'importance socio-économique de l'artisanat -Appui financier et techniques aux artisans -Sensibilisation des populations sur la création des PME -Identification des programmes qui apportent des appuis aux PME

IV.6. SYNTHÈSE DES DONNÉES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

SECTEURS	Tendances des CC	Problèmes / Contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Potentiel local pour résoudre/Capacité d'adaptation	Solutions envisagées
Agriculture	- Retour tardif des pluies	- Perturbation du calendrier agricole - Assèchement des sols - Modification des propriétés physico-chimique et microbiologiques des sols	- Rallongement des saisons sèches - Baisse de la pluviométrie - Adaptation des méthodes culturales inappropriées telle la fréquence de l'Agriculture sur brûlis	- Fonte des sémis - Retard de croissance des plantes - Flétrissement des plantes - Baisse de rendement - Baisse de production - Baisse de revenus	Potentiel humain	Décalage des sémis à la prochaine campagne
	- Abondance des pluies			- Inondation dans les marécages et bas fonds - Difficulté d'évacuation des produits des récoltes - Flétrissement bactérien en cultures de récolte - Pourrissement avancé des cultures maraichères - Pourriture racinaire des tubercules	- Evacuation sur des pousse-pousse à travers des pistes de collecte créées - construction de petits canaux de drainage.	- Création des pistes de collecte et des drains - rapprochement des points de vente des producteurs
Élevage	Températures élevées	- Récurrence des épizooties - Disponibilité insuffisante de la nourriture pour le bétail	-Bouleversement des saisons	- Baisse du débit des cours d'eau - Désertification - Rareté du bois de chauffage	Faible	- Renforcer les capacités des paysans pour une meilleure prise en charge de leurs élevages - Utilisation des groupes électrogènes et lampes à pétrole
Pêche	- Hausse des températures	- Diminution des quantités de poisson - Disparition des espèces halieutiques	- Forte évaporation des eaux de la rivière -- inondations	Non diversification des sources de revenus	//	- Créer des étangs et des bassins piscicoles - Aménager les lacs et les rivières

SECTEURS	Tendances des CC	Problèmes / Contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Potentiel local pour résoudre/Capacité d'adaptation	Solutions envisagées
Agriculture, Forêt et faune		- Diminution des arbres dans les champs	-Déforestation et extension des surfaces agricoles -Feux de brousse ; -Forte pression des populations sur les ressources forestières	-Diminution de la biodiversité ; -Exposition et appauvrissement des sols ; -Exposition des champs de culture aux différentes menaces climatiques -Vents violents -Dégradation des terres de culture -Ruissèlement - Ravinement	- Disponibilité main d'œuvre - Dynamisme des paysans	- Reboisement - Limiter les feux de brousse - Réglementation de l'exploitation forestière - Pratique de la régénération naturelle assistée (RNA) - Réalisation de pépinière et de plantation
Eau	- Hausse des températures	- Baisse du débit des cours d'eau - Assèchement récurrent des puits et des châteaux d'eau	- Hausse de chaleur - Baisse de la pluviométrie	- Abaissement du niveau des cours d'eau - Assèchement des nappes phréatiques	- Disponibilité d'espace de création de forages d'eau.	- Construction des forages - Reboisement des abords des cours d'eau - Mise en place d'un programme de protection des bas-fonds
Travaux publics	Pluviométrie élevée	Faible entretien des ouvrages et de la route		-Destruction ou endommagement des ouvrages de franchissement (radiers, buses, ponts) -Apparition des bourbiers -Dégradations des routes et pistes -déplacement difficile et parfois plus coûteux	-Acquisition de véhicules tout terrain -Solidification des ponts -Aménagement de petits canaux de drainage	-Bitumer les routes -Construction des ponts modernes, plus solide - Construction des égouts

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPNV

Dans le domaine des Travaux Publics, on a une tendance de pluviométrie élevée qui a pour impacts directs : destruction des ouvrages de franchissement tels que les radiers, les buses et dans les rares cas les ponts. A côté de cela, nous avons l'apparition des bourbiers conduisant la dégradation des routes et pistes ; ce qui rend les déplacements difficiles, pénibles voire parfois impossibles.

IV.7. PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR :

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
1	AGRICULTURE	Difficulté à pratiquer une agriculture rentable et durable	Faible encadrement des producteurs	Faible revenu des producteurs Pauvreté	-Plaidoyer pour l'encadrement des agriculteurs	Construction et équipement d'une délégation d'agriculture
			Inexistence d'un poste agricole :		-affectation du personnel supplémentaire à la délégation MINADER de Kouoptamo	Ngambouo, Buea, Mekiechoum, Panké, Njiripa, Njindoun, Njitapon chefferie, Ngouendam, koupara Baïgon njissen
			Indisponibilité des encadreurs techniques		-Création / construction de postes agricoles -Affectation d'un moniteur au poste agricole de	Ngambouo
			Absence de GIC/Coopératives agricoles	Braderie des produits aux rares acheteurs.	Création d'une coopérative agricole	Tous les villages
					Accompagnement à la formation et la structuration d'un réseau de coopératives dans la commune de kouoptamo. (une coopérative / union de GIC dans chaque village)	Tous les villages
			Insuffisance et éloignement des points de vente des d'intrants agricoles	Découragement à la pratique des activités agricoles	Appui en semences améliorées	Tous les villages
			Faible niveau organisationnel des producteurs	Réduction des opportunités d'emploi	Création d'une usine de transformation de riz	koupara Baïgom njissen ;
					Création d'une usine de transformation de maïs	koupara Baïgom njissen

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Conflits agropastoraux	Exode rural	Redynamisation du service agricole à travers un cadre de concertation entre le sectoriel et les agriculteurs	Tous les villages
			Inondation des champs	Difficulté de pratique des cultures de contre saison	-Renforcement des capacités à travers une formation des agriculteurs sur les techniques culturales, la technique de conservation des produits post récoltes et les méthodes de lutte phytosanitaires dans l'ensemble de la municipalité de kouoptamo	Tous les villages
			Feu de brousse (dégradation du sol)	Pénibilité des travaux champêtres		.
			Accès limité aux semences améliorées et intrants agricoles	Baisse de la production agricole	Appui en produits phytosanitaire	Tous les villages
				Importantes pertes après récolte	Subvention en engrais (10t de 20 10 10) aux organisations de producteurs dans chaque village de la commune pour la culture du maïs.	Tous les villages
			Absence d'appui en matériel et en financement	Insuffisance des denrées alimentaires	Dotation en tracteur au cultivateurs de maïs, tomates, pastèque,	Ngbetouen II, Bati moripa, Kouchouotoum, Ndoumkain, njiamgbie, Sanka Njitou, Kougooum sankas, Ngambouo, Kouonja- njitapon, Njitapon chefferie, Njingoumbe chefferie, Koupara chefferie, Njissen Njingoumbé , Ngouendam, Njindoun, Bankouop, Loumbouot-tamkouop, Njiripa
					Financement des organisations paysannes (GIC)	kouoptamo-centre(06) kougoum sankas, sankas njitou, de njindoun, de panké ,Buea(02), njiripa Koupara (05),koupara (03),loumbouot, Ndoumkain (06) ,njisen koupara, sankas

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
						ndoumkain, kouoboum,ndoumkain (06), kouopjot,njitekouey (02),makoubtbeta,mangoumou,kouncha (04),Ngouendam carrefour,ngouendam usine kouonja njitapon,tejouounoun, ngambouo, Bagnam1 (05),Ngbetsouen I (03),Ngbetsouen II (02), Sanka (03), Nfonka njitapon
					Dotation de moto pompes aux exploitants agricoles (cultures maraicheres)	kouonja njitapon, njiripa, panké, njindoun, kouoboum, ngambouo, kougoum sank
					Octroi des micros crédits aux exploitatants agricoles	Tous les villages
			Mauvais état des routes		amenagement des pistes de collectes :	Tous les villages
			Difficulté de stockage des produits de récolte (magasin de stockage)		Construction et équipement d'un magasin de stockage	Ngbetsouen II, Bati moripa, Kouchouotoum, Ndoumkain, njiamgbie, Sanka Njitou, Kougoum sank, Ngambouo, Kouonja- Njitapon , Njitapon chefferie, Njingoumbe chefferie, Koupara chefferie, Njissen Njingoumbé , Ngouendam, Njindoun, Bankouop, Loumbouot-tamkouop, Njiripa, koupara Baïgon Njissen
			Main d'œuvre très insuffisante			
2	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE	<i>Difficulté à pratiquer l'élevage et à développer une pêche et une industrie</i>	Assèchement des cours d'eau		Plaidoyer auprès des autorités locales pour une facilitation d'accès aux terres cultivables	Panké, kouoboum, kouopkare, kouonja, -aménagement des bas fonds et restauration des sols à kouoboum 40 ha, panké 20, njindoun 35 ha, kouonja njitapon, kouopkare
			Inexistence d'un bâtiment de la délégation	Faible d'encadrement technique des éleveurs	Construire et équiper la DA EPIA de KOUOPTAMO	

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
		<i>animale rentables</i>	Absence du matériel roulant	Faible déploiement de l'encadrement	Appui pour l'acquisition du matériel roulant	Tous les villages
			Manque d'équipement de sécurité		Création d'un centre vétérinaire	Tous les villages
			Absence de repos biologique	Faible production piscicole	-création et construction des bains détiqueur - transformation des centres vétérinaires zootechniques de Manchounoun et de njitapon en centre d'alevinage et de contrôle de pêche(grande zone de pêche)	Njitapon, Bankouop, kounden, Nagham, kougoum-njingoumbé
			Usage des nasses et des grands filets		Appui à la création et à la structuration d'une coopérative/ union des GICs d'éleveurs	Kounden, Nagham,Njitapon, Kougoum Njingoumbé, Ndounkain, Sanka, Ngbetsouen II , Ngouendam, Njiamgbie, à Ngambouo, Buea, Njissen Njingoumbé, Njitapon Chefferie
			Faible contrôle suite à l'insécurité	Abandon de l'élevage et de la pêche		Tous les villages
			Présence des hippopotames	Baisse des activités		Tous les villages
			Existence des noyades		Adoption d'une réglementation sur le chalutage dans les zones de pêche	(nganbouo, nitapon, Buéa, njissen-njingoumbé)
			Inexistence d'espace pour la culture fouragère		Création/ aménagement des étangs piscicoles sur les 02 petits lacs de kouoboum,	njiamgbié kouopkare (01), njissen njingoumbé (04), Loumbout –tamkouop (01), chefferie njitapon (04), Bati moripa(01)

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
					création d'un champs fourrager à kouden (09 ha), et à Nagham 10 ha.	
			Insuffisance d'organisation des éleveurs	Vente anarchique des produits issus de la pêche et de l'élevage	Création d'une coopérative des éleveurs	Tous les villages
			Insuffisance de suivi sanitaire des bêtes	Baisse de la production du cheptel	-Création des centres zootechniques vétérinaires	à Ngbetsouen I, Njindoun, Koupara chefferie, Ndoumkain
			Faible accès aux aliments et matériels d'élevage	-Faible niveau de revenus des producteurs	financement des activités pastorales dans tous les villages de la municipalité	Tous les villages
			Absence de subvention de l'activité pastorale	Réduction des opportunités de revenus pour les habitants	appui à la création d'un élevage modèle de volaille (1000 sujets de poulets de chairs dans toutes les localités de la municipalité de kouoptamo	Tous les villages
			Epidémie des volailles et chèvres	-Vulnérabilité face aux épidémies et maladies régulières du bétail - Forte mortalité du bétail	Aménagement du Centre zootechnique de KOUOPTAMO -achèvement et opérationnalisation du parc vaccino-gène de Nagham	Tous les villages
			Accès difficiles aux races améliorées	-Découragement des éleveurs	-appui d'élevage de bovin en race de meilleure souche (50 males et 10 femelles) - appui d'un projet en race de caprin de meilleure souche aux éleveurs (50 males et 10 femelles)	koungoum njingoumbé, Nagham, Kounden, Mekiechoum, Kouopkare, Panké, Kouondja, Koungoum Sanka,

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Insuffisance de point d'abreuvement pour les animaux	Forte mortalité du bétail	Création des puits à bétail dans toutes zones de pâturage	Njingoumbé, njitapon, Kounden
			Conflits agro pastoraux	Exode rural	-Application de la réglementation en vigueur en matière de délimitation des zones de pâturage -Réactualiser la décision de 1983 sur la délimitation des espaces pastoraux	Tous les villages
			Non délimitation des zones de pâturages	Découragement des éleveurs	Dotation en fils barbelé (10 km) pour la clautration des animaux (bovin) aux éleveurs	Nagham, Kounden et à Koungoum - Njingoumbé
			Divagation des animaux	- Vol de bêtes - Découragement ;	Construction des enclos pour les betes et Aménagement d'un étang piscicole	Tous les villages
			La non pratique de l'élevage conventionnel	-pauvreté	renforcements des capacités des éleveurs/ pêcheurs à travers une campagne de formation sur les techniques de production et de gestion de leurs exploitations dans tous les villages.	Tous les villages
			Difficulté à commercialiser et à conserver les produits de la pêche ;	Commercialisation difficile des produits d'élevage ;	Création et construction d'un marché à bétail Construction d'une chambre foride	Tous les villages
3	SANTE	Difficulté d'accès aux	Insuffisance de centres de santé	-Décès ; -Evacuations à risque vers l'hôpital	Construction et équipement d'un centre de santé	Njiripa Koupara, Njissen Njingoumbe, Sanka Njitou, Sanka, Mékiéchoum- Kouetkouet, Bati Moripa,

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
		soins de santé de qualité		de district de kouoptamoEt les autres centres de santé		Kouchouontoum, Koupara Baïgon Njissen, Panké, Buéa, Groupement Bororo de Kouden, Bankouop, Gnonkouop (Njitapon), Chefferie Njitapon, Kouopkaré, Kouopjot-Ngoumou
			Cherté des médicaments	- Difficulté à se procurer les médicaments ; - Expansion de la pratique de l'automédication -	-Création d'une Propharmacie : -Réduction du coût des médicaments les plus sillicités. -Subvention effective des médicaments de première nécessité. -Organisation des vendeurs -Sensibilisation des vendeurs sur la manipulation des produits médicamenteux -Réglementation des activités des vendeurs de médicaments	Bankouop, Ngbetsouen2, Mékiéchoum-Kouetkouet Kouoboum
			Personnel insuffisant	Recours à la médecine traditionnelle	Mobilisation des pouvoirs publics/privés pour l'affectation de personnel qualifié	l'Hôpital de district de Kouoptamo, aux CSI publics de Chanas Njingoumbe, de Koupara (02 infirmiers généralistes et 02 laborantins), Njindoun (01 IDE et 01 laborantin), Njingoumbé, Njitapon (03 IDE), au CSI Privé catholique de Kouoptamo, au CSI Privé de Ngbetsouen2, au CSI Privé de Ndoumkain, au CSI Privé de Njingoumbé, au CSI Privé de Bankouop .
			Personnel médical non qualifié	-Automédication - Augmentation du taux de morbidité de la population		

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Faible équipement des centres de santé et Mauvais état des équipements acquis	Mauvaise qualité des soins Déplacement difficile des malades vers les structures de santé compétentes	- Equipement du centre de santé en lits. -Reprofilage des routes	CSI publics de Chanas Njingoumbe, de Koupara (16), Njindoun, Njingoumbé, Njitapon et l'Hôpital de district de Kouoptamo
					Equipement de l'Hôpital de district et le CSI Catholique en appareil de radiologie	Kouoptamo centre
					acquisition des TPI au centre de santé la grâce -Octroi du Vaccin anti tétanique au centre de santé la grâce -Octroi des moustiquaires au centre de santé la grâce -Achat d'une ambulance moderne à l'hôpital de Kouoptamo et 10 mini véhicules pour les CSI	Kouoptamo centre
					Equipement du centre de santé en table d'accouchement	CSI de Koupara (01), CSI de Chanas Njingoumbé (01).
					Equipement du centre de santé en d'autres matériels divers (aspirateur électrique, matelas, potence, table de chevet, chariot de soins, centrifugière, frigo, groupe électrogène, ordinateurs, moto, branchement électrique des CSI situés zone du électrique Eneo...) :	toutes les structures sanitaires de la Commune.
					Equipement du centre de santé en matériel de chirurgie et de laboratoire	CSI publics de Chanas Njingoumbe, de Koupara, Njindoun, Njingoumbé, Njitapon, au CSI Privé catholique de Kouoptamo, au CSI Privé de Ngbetsouen2, au CSI Privé de

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
						Ndoumkain, au CSI Privé de Njingoumbé, au CSI Privé de Bankouop et les 03 autres structures sanitaires
			Faible disponibilité des médicaments	Découragement des malades ;	Ravitaillement du centre de santé en médicaments	CSI publics de Chanas Njingoumbe, de Koupara, Njindoun, Njingoumbé, Njitapon, au CSI Privé catholique de Kouoptamo, au CSI Privé de Ngbetsouen2, au CSI Privé de Ndoumkain, au CSI Privé de Njingoumbé, au CSI Privé de Bankouop et les 03 autres structures sanitaires et à l'Hôpital de district de Kouoptamo.
			Inexistence d'un CSI	- Pertes en vie humaines	Création d'un centre de santé	Njiripa Koupara, Njissen Njingoumbe, Sanka Njitou, Sanka, Mékiéchoum-Kouetkouet, Bati Moripa, Kouchouontoum, Koupara Baïgon Njissen, Panké, Buéa, Groupement Bororo de Kouden, Bankouop, Gnonkouop (Njitapon), Chefferie Njitapon, Kouopkaré, Kouopjot-Ngoumou.
			Faible couverture sanitaire	- Faible taux de fréquentation des formations sanitaires	Campagne de dépistage et de sensibilisation sur le VIH/SIDA/IST à tous les villages et l'espace urbain.	Tous les villages
			Mauvais état des bâtiments	Faible suivi des malades	-Construire la clôture à l'Hôpital de District de KOUOPTAMO -Construction de salles au CSI de Njingoumbé (pour maternité et hospitalisation). -Construction et équipement du CMA de KOUOPTAMO. -Construction des bâtiments supplémentaires	, Kouoptamo centre ,Njingoumbé, Njitapon , CSI privé Catholique de Kouoptamo, Hôpital de district de Kouoptam

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
					au centre de santé : CSI de Njitapon (01). --Construction des logements d'astreintes aux CSI : CSI de Njitapon, au CSI privé Catholique de Kouoptamo, Hôpital de district de Kouoptamo.	
			Présence des épidémies	- Faible possibilité de prise en charge des malades ;	Création et équipement d'une pharmacie communautaire	Tous les villages
4	TRAVAUX PUBLICS	Difficulté de déplacement des personnes et des biens	Mauvais état de la route et des pistes de collecte	- Cout élevé du transport ; - Insuffisance du matériel d'entretien des routes	-Reprofilage des tronçons routier et aménagement des pistes de collecte - Créer et bitumer toutes les artères du périmètre urbain	Tous les villages
			Faible entretien des routes	- Perturbation du trafic routier;	Appui en Matériels (Brouettes, Pelles,...)	Tous les villages
			Inexistence des comités d'entretien des routes	- Baisse des activités économiques ;	Création d'un comité de gestion des routes	Tous les villages
			Mauvaise canalisation des eaux de pluies	- Embourbement des véhicules	Construction des Buses	Tous les villages
			Présence des buses défectueuses :			
			Insuffisance d'ouvrage de franchissement	- Faible développement des villages	Refection et construction des ponts	Rivière FOUTH sur l'axe BANKOUOP-KOUNCHA, Rivière FOUTH sur l'axe BANKOUOP- KOUNDEN, NJIMALEME et sur KOUOPKARE, KOUTOUGOUEN (05m) : KOUOPKARE

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Inexistence d'une subdivision des routes	- Faible accompagnement	Création d'une subdivision des routes	Kouoptamo centre
			Inondations	- Faible capacité de déplacement	Aménagement des routes rurales	Tous les villages
			Manque de matériel e travail pour l'entretien de la route :	- Accidents de circulation	Entretien régulière de la route	Tous les villages
5	EDUCATION DE BASE	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	Insuffisance et/ou indisponibilité d'enseignants qualifiée	- Mauvais suivi et contrôle des élèves - Exode des élèves vers les villes	Mobilisation des pouvoirs publics/privés pour l'affectation de personnel qualifié	Tous les villages
			Absence d'écoles maternelles	- Exode scolaire - Sous scolarisation - Mauvais confort des élèves - Faible épanouissement des élèves	Construction et équipement de nouvelles écoles maternelles et primaires	Kouopjot-Ngoumou (Koutoukouet), Kouncha, Kouochountoum, Ngbetsouen2, Loumbot, Ngouendam, Njiamgbié (EM Bilingue), Kouteju, Ghommomlouom, Fonka, Kouetkouet, Chanas-Njingoumbé, Koupara- Njiripa, Panké, Sanka (EM Bilingue), Buéa, Koungoum-Njingoumbé, Kouobouom, Kouonja-Njitapon, Ngambouo1,
			Absence d'écoles primaires			Kouopjot-Ngoumou (Koutoukouet), Ngouendam Ponfon, Ghommamlouom, Fonka et Ndouhoum, Gnonkouop-Chefferie, Campement Bororo de Njitapon, Sanka-Njitou, Bati-Moripa, Chanas-Njingoumbé,
			Insuffisance d'infrastructures et d'équipements au sein de l'école	- Surcharge des enseignants - Faible développement des activités sportives au sein de l'école	-Equipement des salles de classe en bureaux pour enseignants -Construction et équipement d'une bibliothèque - Equipement de toutes les écoles de la Municipalité en matériels didactiques.	Toutes les école

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
					- Construction d'un bloc administratif - Construction de latrine - Construction et équipement d'une salle multimédia	
			Inexistence des rampes d'accès pour handicapés ;	- Faible accesibilité des handicapés	Construction des rampes d'accès dans les écoles	Toutes les écoles
			Insuffisance de salle de classe	- Jumelage des salles de classe	Construction des salles de classe	Tous les villages
			Insuffisance de table bancs	- Inconfort des élèves	Acquisition des tables banc dans toutes les écoles	Toutes les école de la commune
			Non fontionnement de l'école primaire	- Prolifération des maladies hydriques	Transformation d'une EP/EM en EP/EM Bilingue : EP de Mékiéchoum, EP de Kounden, EM de Kougoum-Sanka.	Kougoum-Sanka., Mékiéchoum
			Absence de logement d'astreinte	- Irrégularité des enseignants	-Equipement d'une EP en tableaux : EP de Koupara-Chefferie (08 tableaux mobiles) -Construction de logement d'astreinte dans les écoles de la Municipalité.	
			Faible fonctionnement de l'APEE	-	Redynamisation de l'association des parents d'élève	Toutes les écoles
			Salles de classe défectueuses	Elèves exposés aux intemperies	Réhabilitation des bâtiments de l'école publique	Toutes les écoles
			Absence de point d'eau	- Présence des maladies hydriques	Construction d'un point d'eau potable dans toutes les écoles publiques et privées de la Municipalité	Toutes les écoles
			Absence de cloture	- Insécurité des élèves et des écoles	Construction de clôtures dans les écoles de l'espace communal.	Toutes les écoles

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Absence cruciale des manuels scolaires ;	-Faible couverture des programmes scolaires		Toutes les écoles
			Inssécurité des enfants sur la route ;	-Déperdition scolaire. -Mariages précoces. -Prostitution des jeunes filles avec des risques de contamination au VIH et aux IST.	Aménagement des routes et réduction des distances entre deux écoles	Touts les villages
6	CULTURE	Faible promotion des activités culturelles	Insuffisance d'infrastructures d'encadrement socioculturelles	Perte d'identité culturelle	Construction et « quipement d'un foyer culturel	Tous les villages
			Faible valorisation / vulgarisation des activités culturelles	Perte progressive de l'identité culturelle	Institution d'un festival culturel communal	Tous les villages
			insuffisance d'associations culturelles actives	Manque d'épanouissement de la population	Création d'une association culturelle	Tous les villages
			Insuffisance de festivals locaux et manifestations culturelles	Frein du développpeement	Appui en matériels et équipements aux associations culturelles	Tous les villages
			Absence d'une bibliothèque municipale	Dispersion des documents culturels	Création d'une bibliothèque culturelle	Kouoptamo centre
			Absence de local pour le classement des documents et l'ouverture de la bibliothèque municipale au public	Ignorance des cultures locales	Organisation d'un festival culturel annuel et Mise sur pied d'un comité pour la transmission de la culture locale	Kouoptamo centre
			Profil historique non approfondie	Faible transmission des valeurs culturelles	Appui pour l'approfondissement des profils historiques	Tous les villages
7						

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	Faible promotion des activités de la femme et de la famille	Absence d'un centre de promotion de la femme et de la famille	- Faible formation de la femme	Création d'un CPF	Tous les villages
			Faible niveau d'alphabétisation des femmes	- Fragilité de la famille	-Création d'un centre ou programme d'alphabétisation des Femmes.	Tous les villages
			Absence de structure de formation professionnelle des femmes	- Découragement de la femme	-Construction d'une maison de la Femme : -Construction et équipement d'un centre de formation pour jeunes filles-mères	Bati-Moripa , Bankouop
			Faible accès des femmes au processus de prise de décision	- Non imprégnation des femmes de leurs droits	Création d'une association de femme	Tous les villages
			Absence d'appuis financiers au profit des AGR des femmes	- Dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme	-Accompagnement des femmes à la réalisation des AGR. -Formation des femmes aux petits métiers dans divers domaines (couture, élevage, agriculture, saponification, broderie,... et au montage des petits projets gérateurs de revenus. -Appui/Dotation en moulins de maïs aux femmes	Tous les villages , Bankouop, Mékiéchoum-Kouetkouet, Buéa, Groupement Bororo de Kounden, Kougoum-Njingoumbe
			Faible niveau de connaissance des droits de la femme par la population	- faible promotion de la femme	Sensibilisation de la population sur les droits des femmes	Tous les villages
			Mariage précoce chez la jeune fille	-	-Organisation des séances de sensibilisation sur la scolarisation de jeune-fille.	Tous les villages

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Non formalisation des mariages	-Vagabondage de la jeune fille	-Sensibilisation des Familles sur la nécessité de formaliser les mariages. - Organisation de mariages collectifs pour tous les villages et l'espace urbain	Tous les villages
			Faible taux de fréquentation chez la jeune fille	-Grossesses précoces	-Promotion de la scolarisation de la jeune fille par des causeries éducatives avec des parents.	Tous les villages
8	AFFAIRES SOCIALES	Faible encadrement des personnes vulnérables				
			Faible encadrement sanitaire des personnes âgées	-Exposition des personnes vulnérables aux maladies et à l'isolement	Création et construction d'un orphelinat dans l'espace urbain de kouoptamo	
			Absence de rampes d'accès dans les infrastructures sociales	- Accès difficile des handicapés aux infrastructures	Construction des rampes d'accès dans les services publics	Tous les villages de la commune
			Faible prise en charge familiale des personnes vulnérables ;	Sentiment de marginalisation	-Etablissement d'un répertoire des personnes vulnérables -subvention du centre gériatrie privé de Njingoumbé en médicaments	Njingoumbé et les autres villages
			Faible connaissance des organismes apportant des appuis aux personnes vulnérables	Sentiment de marginalisation	organisation des séances de formation et d'encadrement sur les procédures de demande d'assistance (carte d'invalidité).	Tous les villages
			Absence de système d'encadrement et	-Faible niveau de connaissance des	Identification et assistance aux personnes vulnérables	Tous les villages

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			d'insertion des personnes vulnérables	droits des personnes vulnérables	dans Tout l'espace communal	
			Absence d'appui financier et matériel	Difficulté d'insertion socio économique	Appui et accompagnement des personnes vulnérables	Kouoptamo centre
			Manque de matériel pour personnes handicapées	Abandon des personnes vulnérables	Dotation du CEPHAOK en ordinateurs(25) en matériel logistique (01 voiture), des tricycles (30).	Kouoptamo centre
			Absence d'associations des personnes vulnérables	Sentiment de marginalisation	Création d'une association des personnes vulnérables	Tous les villages
9	EAU ET L'ENERGIE	Difficulté d'accès à une eau et une énergie de qualité	Manque de points d'eau potable	Présence des maladies hydriques	Réhabilitation des forages	Tous les villages
			Faible maîtrise des techniques de potabilisation d'eau :	Ralentissement des activités	Identification des sites pour la construction des forages	Tous les villages
			Insuffisance de point d'eau	Faible alimentation en eau potable	Construction de points d'eaux	Tous les villages
			Non fonctionnalité des points d'eau	Faible alimentations en eau	Réhabilitation de l'adduction d'eau	Tous les villages
			Non aménagement des sources d'eau	Consommation des eaux d'origines douteuses	-Aménagement des sources dans les villages de la commune	kouonja njitapon (03), nagham-njingoumbé (02) (02), kouopkare (03), Bati moripa (03), bororo de Nagham (02), Njissen Njingoumbé (06)
			Inexistence d'un comité de gestion d'eau :	Mauvaise qualité de l'eau consommée	Création d'un comité de gestion de point d'eau	Tous les villages
			Absence du réseau ENEO	Conservation difficile des produits	extension du réseau électrique ENEO	Koutoukouet ; Njissen Njingoumbé , village koupara (koupara mairie-chefferie sup-Makouop, Ngbetsouen II; chefferie njitapon, njiambié(dans les quartiers Koutougwen et NGbaké); koupara Baïgom njissen(baïgom-Fachoukouak; baïgom-njissen; ngouendam ponfon,bankouop

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
						(pankouen et kouncha ; Bankin; Ngouendam; loumbot-tamkouop(Nchoutnkoup; Tamkouop; Kouopjot; Sanka Njitou; kouonja njitapon; Njiripa ; Kouopkare; communauté bororo de naghama; Buéa chanas Njingoumbe- chefferie sup Ngbetouen ; dans tous les quartiers de Ngambouo; Panké
			Coupures et baisses de tension intempestives	-Décomposition des aliments endommagement des appareils électroménagers	Elaboration d'un plaidoyer auprès d ENEO pour limite les délestages	Tous les villages
			Inexistence d'un comité de gestion du réseau électrique :	Faible suivi des installations électriques	Mise en place d'un comité de gestion du réseau électrique :	Tous les villages
			Vieillessement des installations électriques	Mauvaise qualité du courant	Réhabilitations des infrastructures électriques	Tous les villages
			Absence d'éclairage public	insécurité	Mise en place d e l'éclairage public	Tous les villages
10	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Difficulté d'accès à un enseignement secondaire de qualité	Insuffisance de salle de classe	- Jumelage des salles de classe	Plaidoyer pour l'équipement des enseignements secondaire	
			Insuffisance d'équipement des ateliers et laboratoires	Risque d'échecs scolaires	-Construction et équipement de 04 ateliers spécialisés -Construction de 05 -Construction et équipement Des ateliers complets d'électricité d'équipement de maçonnerie, d'ESF, de couture et de bureau comptable - Appui en tables	CETIC de Njitapon, Kouoptamo centre et tous les autres établissements

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Insuffisance d'enseignants qualifiés	- Faible suivi des élèves	Plaidoyer pour l'affectation des enseignants (et préciser le nombre et les qualifications)	Tous les établissements d'enseignement général
			- Eloignement des établissements d'enseignement secondaire ;	- Exode scolaire - Sous-scolarisation des élèves	Création, construction et équipement des établissements secondaires (CES et CETIC)	NDOUMKAIN, KOUOBOUM, KOU PARA CHEFFERIE, MEKIECHOUM KOUETKOUET, KOU PARA BAÏGOM NJISSEN, NGAMBOUO, KOUONJA NKOUNGOM SANKA, BUEA, KOUOPKARE, KOUOPJOT NGOUMOU, NGOUENDAM, NJIAMGBIE, MEKIECHOUM KOUETKOUET, NJINGOUMBE, BANKOUOP, Groupement bororos de NAGHAM
			Insuffisance de manuels scolaires et de matériel didactique	- Faible culture des élèves		Tous les établissements d'enseignement général
			Insuffisance de matériel didactique	- Non maîtrise des outils informatiques	Construction et équipement d'une salle d'informatique	Tous les établissements d'enseignement général
			Absence de bibliothèque	- Sous information des élèves	Construction d'01 bibliothèque	Tous les établissements d'enseignement général
			Insuffisance d'infrastructure d'accompagnement (clôture, aires de jeux)	Faible épanouissement des élèves	- Construction des clôtures et aménagement des aires de jeu	Tous les établissements d'enseignement général
11	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Difficulté d'accès à un emploi et une formation de professionnelle	Insuffisance d'opportunité d'emploi	- Oisiveté - Chômage	Création et promotion des AGR	Tous les villages
			Non insertion des jeunes formés	- Délinquance - Découragement	- Mise sur pied des projets structurants d'emploi	Tous les villages

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Insuffisance de centres de formation professionnelle	- Analphabétisme	- Création, construction et équipement d'une SAR/SM	Tous les villages
			- Absence de structure d'encadrement et de formation aux petits métiers		Organisation des séances des stages de formation aux métiers, au montage des projets, à la recherche de financement	Koungoum-Njingoumbe, , Sanka-Njitou, Njiamgbié, Chanas-, Buéa , Groupement Bororo de Kounden, Sanka, Koungoum-Sanka ,Kouopjot-Ngoumou , Kouonja-Njitapon
			Absence de centre de formation, professionnel au Village		- Plaidoyer pour la création de 06 centre de formation aux métiers	Njissen-Njingoumbé, Mékiéchoum-Kouetkouet, Koupara Baïgom-Njissen, Ngouendam, Kouoboum, Njiamgbié, Sanka, Njitapon, Ngbetsouen
			Faible sensibilisation des parents sur l'importance de la formation professionnelle : tous les villages	- Sous information	- Sensibiliser les populations à la création des entreprises de transformation et de conservation des produits de base (agriculture, élevage et pêche)	Tous les villages
			Mauvais état des bâtiments de la SAR/SM	- Insécurité des élèves	- Refection des bâtiments de la SAR/SM	Kouoptamo centre
			Insuffisance des salles de classe à la SAR/SM	- Faible confort des apprenants	- Construction et équipement	Kouoptamo centre
			Insuffisance des tables-bancs à la SAR/SM		- Octroi de 100 table-banc à la SAR/SM	Kouoptamo centre
			Inexistence des logements d'astreinte	- Irrégularité des enseignants	- Construction des logements d'astreinte	Kouoptamo centre
			Inexistence d'un point d'eau à la SAR/SM	- Présence des maladies hydriques	- Construction et équipement d'un point d'eau	Kouoptamo centre
			Inexistence d'une clôture et rampes d'accès à la SAR/SM	- Insécurité des apprenants	- Construction d'une clôture et des rampes d'accès	Kouoptamo centre

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Cout élevé de la formation professionnelle :	- Découragement	-Elaborer un fichier de métiers par branches et par secteur d'activités -Mettre sur pied un comité de développement et de promotion de l'emploi local animé par le Maire	Kouoptamo centre
12	TARVAIL ET LA SECURITE SOCIALE	Difficulté d'accès à un travail décent et à une sécurité sociale	Enclavement de l'espace communale	- Insécurité sociale des travailleurs - Exode rural	amélioration des conditions de travail des producteurs à travers la mise à disposition des EPI aux travailleurs	Tous les villages
			Faible niveau de connaissance de la CNPS et des autres méthodes de sécurité sociale	-Vulnérabilité des retraités -Indigence après la retraite	Plaidoyer pour l'affiliation des travailleurs à la CNPS	Tous les villages
			Insuffisante sensibilisation pour la mutuelle de santé	- Risque d'accidents de travail	création d'une mutuelle de santé	Tous les villages
			Absence de corporations fonctionnelles	Délaissement des travailleurs à eux-mêmes	mise sur pied d'un service d'encadrement des travailleurs	Tous les villages
			Insuffisance de structures d'emploi formel	faible prise en charge des travailleurs	Regroupement des travailleurs en syndicat	Tous les villages
13	TOURISME	Faible développement de l'activité touristique	Absence des sites touristiques	- Difficulté d'accès aux avantages liés au tourisme	-Création d'un centre touristique dans le village - Création et construction d'un office communal de tourisme Création des lieux attrayants (jardins publics) -Accélération et mise en place du sanctuaire à hippopotames à Njingoumbé	Tous les villages, Kouoptamo-Ville, Buea

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
					-Construction d'une auberge municipale à Kouoptamo-Ville -Création et construction d'un Centre touristique à Buéa.	
			Ignorance de l'importance socio-économique du tourisme	- Faible promotion du tourisme	-Sensibiliser la population sur l'importance socio-économique du tourisme -Valorisation du Mont Kouogham dans les Groupement de Njingoumbé et Njitapon (avec la carte du Cameroun dessinée naturellement sur son plan). -.Valorisation du tourisme nautique sur le Fleuve NOUN (à travers les multiples quais du Barrage de Bamendji) -	Tous les villages, Njingoumbé et Njitapon,
			Manque de moyens financiers	Difficulté à créer les sites touristiques	-construction d'une case de passage - Accompagnement technique et financier des populations à la réalisation des activités à forte valeurs touristique	Tous les villages
			Mauvais état des routes et 'accessibilité sur certains sites	Difficulté à accéder aux sites touristiques	Aménagement des routes menant vers les sites touristiques	Plantations de Kouoptamo, le Lac dans la zone de Petpenoun, Njindoum : Lac Monoun de Njindoum, Koundem : Site d'Ecotourisme de Kounden, Ferme avicole de Kounden, Koupara-Baïgom : Lac Monoun (de Kouopsouen), Lac de

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Inexistence d'un comité de gestion du potentiel touristique à	- Faible développement des activités génératrices de revenus touristiques	Mise en place d'un comité de gestion du potentiel touristique à	Gamme à Bati-Moripa, Chutes aux abords du NOUN à Njingoumbé. Tous les villages
14	FORET ET FAUNE	Difficulté de préservation de la forêt et de la faune	Exploitation anarchique des produits forestiers et fauniques	- Disparition des espèces forestières et fauniques	Sensibilisation des populations sur la coupe abusive de bois	Tous les villages
			Attaque des essences reliques par la population			
			Feux de brousse	- Appauvrissement des sols - Rareté des espèces forestières et fauniques	création d'un poste de contrôle forestier a proximité des villages	Tous les villages
			Inexistence d'un site pour la délégation des forêts et faune	- Absence d'encadrement	Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement du MINFOF	Kouoptamo centre
			Disparition des espaces fauniques	- Rareté/Disparition des espèces	Suivi de la création d'une forêt communautaire	Njingoumbé (Chefferie), Njitapon (Chefferie)
			Inexistence des forêts sacrées	- Faible pratiques des rites sacrés	Créations des forêts sacrés	Tous les villages
			Inexistence des zones forestières	- Faible pratique des activités forestières	-Création d'une pépinière communautaire -Création d'une pépinière pilote	Buéa, Kouongoum-Sanka , Centre et à Njitapon
			Inexistence des comités de vigilance des forêts	Faible contrôle de l'exploitation forestière	Mise en place d'un comité de vigilance de la forêt	Tous les villages
			Absence d'une politique de	perte de la biodiversité	Organisation des programmes/initiatives	

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			reboisement dans l'espace communal		d'appui au reboisement dans tous les villages et dans l'espace urbain communal	
15	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Faible initiative en matière de protection de l'environnement de la nature	Inexistence des espaces verts ;	- Pollution	Création des espaces verts	Tous les villages
			Pollution de l'environnement par les déchets plastiques :	-	Construction des toilettes publiques genrees (5 blocs) à Kouoptamo -Aménagement d'un cimetière communautaire	Kouoptamo centre
			Inexistence et non fonctionnement d'une délégation du MINEPDEP	- Innexistence d'encadrement	Création et construction et équipement d'un bâtiment pour la délégation d'arrondissement	Kouoptamo centre
			Envahissement du cours d'eau par les dépôts non réglementé des déchets	Prolifération des moustiques et maladies	Construction d'une décharge publique à Kouoptamo	Kouoptamo centre Kouoptamo centre
			Utilisation incontrôlée des pesticides	Pollution	Sensibilisation des populations sur l'usage incontrôlé des pesticides	Tous les villages
			Inexistence des bacs à ordures dans les villages	Destruction de la chaussée.	-Acquisition des bacs à ordures dans tous les villages de la commune -Acquisition d'un camion spécialisé pour le ramassage d'ordures à Kouoptamo	Kouoptamo centre
			Mauvaise gestion des eaux usées :	Destruction des espèces animales et végétales	Création d'un comité d'hygiène et assainissement dans tous les villages (30)	Tous les villages
			Absence des services d'encadrement ;	- Défécation dans la nature	- Organisation des séminaires de formation des populations sur les techniques de recyclage	Tous les villages

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
					des déchets plastique et ménagers	
			Pratique des feux de brousse ;	- Infertilité des sols	- Organisation des séminaires des formations des populations sur les techniques de protection de la nature	Tous les villages
			Absence de mode de gestion des déchets ;	Prolifération des déchets plastiques	- Formation des populations sur la fabrication du compost à base des déchets ménagers - Redynamisation du service d'hygiène et de salubrité de la Mairie (augmentation des agents, découpage de la ville en secteurs avec deux agents par secteur, équipement en bac à ordures supplémentaires et matériels de travail)	Tous les villages
			Inexistence du club des amis de la nature	- Prolifération des maladies	création d'un club des amis de la nature	Tous les villages
16	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Difficulté d'accès à l'urbanisme et à un habitat de qualité	Inexistence d'un plan d'urbanisation	Développement anarchique des infrastructures urbaines	Mise sur pied d'un plan d'urbanisation	Kouoptamo centre
			Faible niveau de connaissance des méthodes simples d'assainissement	Prolifération des moustiques et des maladies	Organiser des campagnes de sensibilisation sur le respect des règles d'urbanisme	Tous les villages
			Délabrement rapide des habitations (Propension à construire en	Fragilité des concessions	-Organisation des campagnes de vulgarisation et de formation des	Tous les villages

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			matériaux provisoires)		entrepreneurs à l'utilisation appropriée des matériaux locaux dans la construction de l'habitat --Ouverture des nouvelles routes prévues dans le plan sommaire d'urbanisme -Construction des rigoles de canalisation dans l'espace urbain de Kouoptamo - Construction d'une cité municipale;	
			Approvisionnement difficile en matériaux de construction	Inconfort des populations -	-Organisation des achats groupés des matériaux de construction dans la commune de Kouoptamo -Construction et ravitaillement d'une quincaillerie de proximité	Tous les villages
			Absence de latrines et pratique de la défécation à l'air libre	Pollution des cours d'eau et de la nappe phréatique	Construction des latrines modernes	Tous les villages
			Absence du comité d'hygiène et assainissement	-	Mis en place d'un comité d'hygiène et assainissement	Tous les villages
			Inexistence d'un POS	- Conflits des terres	Accompagnement des populations pour la mise sur pied d'un POS	Kouoptamo centre
			Inexistence d'un schéma directeur d'urbanisme	- Village mal tracé	Mise sur pied d'un schéma directeur urbanisme	
17	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Difficulté d'accès à un titre de propriété	Faible matérialisation des limites de terres entre les éleveurs et les agriculteurs	- Réduction des terres cultivables - Perte de l'esprit de solidarité communautaire	Conception d'une stratégie d'anticipation pour des l'occupation des	Tout l'espace communal

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
					espaces avant l'arrivée des populations	
			Insuffisante utilisation des titres fonciers sur la quasi-totalité des propriétés foncières	- Existence des litiges fonciers	- Sensibilisation des populations à l'acquisition des titres fonciers - Constitution et valorisation des réserves foncières de la commune de Kouoptamo - Domanialisation du patrimoine de la commune dans l'arrondissement de Kouoptamo	Tout l'espace communal
			Litiges fonciers	Conflits fonciers	-Vulgarisation du manuel du régime foncier et domanial ; 100 exemplaires à distribuer aux conseillers municipaux, chefs des villages et quartiers -Réalisation de la carte foncière par les services du cadastre	Tout l'espace communal
			Absence des services du cadastre	- Faible urbanisation	Mise sur pied d'un plan cadastral -Sécurisation du patrimoine foncier communal	Tout l'espace communal
			Faible niveau de connaissance des procédures d'obtention du titre foncier	- Faible immatriculation des terres	-Simplification de la procédure d'immatriculation -Organisation de 4 ateliers de sensibilisation et d'éducation des populations de la commune de Kouoptamo sur les procédés d'obtention des titres foncier	Tout l'espace communal
18	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	Difficulté d'accès aux résultats de la	Inexistence des structures de	- Utilisation continue des	Organisation de 06 séminaires de formation des populations sur les	Tous les villages

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
		recherche et innovation	recherche scientifique	semences de faible rendement	techniques d'amélioration de la fertilité des sols	
			Faible utilisation des résultats de la recherche	- Sous-développement	Organisation de 9 campagnes de vulgarisation des résultats de la recherche	Tous les villages
			Manque d'encadrement sur les techniques de transformation et de conditionnement des produits agropastoraux (arachide, maïs, , etc	Faible productivité agricole	-Organisation de stages de formation aux techniques agricoles et artisanales susceptibles d'accroître la productivité agricole -Production d'animaux à rendement améliorés	Tous les villages
			Insuffisance d'informations sur les résultats de la recherche	-	- Mise en place d'une structure d'accompagnement des populations sur la recherche et innovation	Tous les villages
			Absence des structures de vente et de promotion des engrais et semences améliorées	-	-Mise sur pied des dépôts pour écoulement de semences et matériel animal améliorés -Accompagnement pour la mise en place des Champs semenciers d'arbre --Appui en Intrants agricoles -Production des semences de base de céréales (riz, maïs etc..) de tubercules (Pomme de terre, manioc) de légumineuse (Haricot et soja)	Tous les villages
			Inexistence d'encadrement sur les thématiques spécifiques	- Ignorance des populations sur les thématiques spécifiques	- Organisation de 7 séminaires formation des populations sur les techniques de	Tous les villages

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
					transformation et de conservation des produits agricoles	
19	COMMERCE	Difficulté à commercialiser les produits agricoles	Insuffisance des hangars dans certains marchés	Faiblesse des recettes communales.	-Construction de 28 hangars dans les marchés,	Ngambouo(03), Chanas-Njingoumbe(01), Njiripa(02), Ngouendam(08), Kouchouotoum(06), Nkougoum-Sanka(02), Kouopkare(02), Kougoum –Njingoumbe(02), Ngbetsouen2(02)
			Mauvais état des pistes d'évacuation de la production agricole	Ecoulement difficile des produits	Aménagement des routes	Tous les villages
			Faible promotion des ventes groupées	Approvisionnement difficile de la population	Prise de contact avec la MIRAP en vue de l'organisation des ventes promotionnelles des denrées alimentaires	Tous les villages
			Eloignement des marchés appropriés	Difficulté d'approvisionnement	Construction de 10 hangars du marché	Toutes les chefferies de 3 ^e degré
			Bradage de prix	Découragement des commerçants	Construction d'un Economat au marché de :	NGBETSOUEN 2,
			Absence de magasin	Risque de pourrissement des marchandises	Construction de 10 magasins de stockage	Tous les villages
			Insalubrité et anarchie dans les marchés sur les prix des produits	Pollution de l'environnement	Sensibilisation de la population sur l'utilisation des bacs à ordures	Kouoptamo centre et tous les villages
			Présence des produits non conforme sur le marché	Présence des produits de contre bande sur le marché	Mise en place d'un comité de surveillance de la qualité des produits vendus sur le marché	Tous les villages
			Incivisme des commerçants et des clients	Faible organisation des marchés	Instauration des pénalités par les services d'hygiène	Tous les villages

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Absence d'un comité chargé de l'hygiène et de la salubrité du marché	Insalubrité dans les marchés	Mise en place d'un comité chargé de l'hygiène et de la salubrité du marché	Tous les villages
			Absence d'un comité de surveillance de la qualité des produits vendus sur le marché	Contamination des produits, odeurs nausée abondes	Mise en place d'un comité chargé de l'hygiène et de la salubrité du marché	Tous les villages
			Inexistence d'un marché dans certains villages	Difficulté à commercialiser les produits	-Réhabilitation du marché de Kouoptamo centre -construction de 10 marchés périodiques	Tous les villages
20	JEUNESSE	Faible épanouissement de la jeunesse dans la commune de Kouoptamo	Faible niveau de scolarisation des jeunes de la commune	Analphabétisme	Construction de 03 centres d'alphabétisations	Tous les villages et l'espace urbain
			Rareté des opportunités d'emploi	Chômage des jeunes	- Créer un centre de formation des jeunes aux petits métiers adéquats aux opportunités locales (commerce élevage...), agriculture	Tous les villages et l'espace urbain
			Faible organisation des jeunes	Exode rural	-Sensibiliser les jeunes à la vie associative et redynamisation des associations existantes -Légaliser toutes les Associations de KOUOPTAMO-Ville	Tous les villages et l'espace urbain
			Insuffisance de points de loisir et divertissement	Délinquance juvénile	Création des structures d'épanouissement/centres d'animation des jeunes	Tous les villages et l'espace urbain
			Insuffisance d'équipement au centre multifonctionnel des	- Exode rural poussé des jeunes	-Création d'un centre multi fonctionnel de promotion des jeunes	Tous les villages et l'espace urbain

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			jeunes au niveau de l'arrondissement		-- Equiper la DA JEC en meubles et mobiliers et en matériels didactiques - Organiser des matinées culturelles (danses traditionnelles, sketches,...) -Equiper le CMPJ en meubles et mobiliers et en matériels didactiques - Organiser des campagnes de sensibilisation sur le VIH/SIDA (grossesses indésirables et autres IST)	
			Faible organisation des activités culturelles et sportives	- Vagabondage sexuel - Sexualité précoce - Toxicomanie - Prostitution -	Organisation des œuvres de vacances (colonies de vacances, excursions, centres aérés)	Tous les villages et l'espace urbain
			Faible accès aux financements pour la réalisation d'activités génératrices de revenus	- Faible pouvoir d'achat des jeunes	Appui financier et technique aux organisations paysannes des jeunes	Tous les villages et l'espace urbain
			Faible capacité entrepreneuriale des jeunes	- Faible développement économique des jeunes	Renforcement des capacités des jeunes par villages et par an (Gestion des AGR, montage des projets, recherche de financement)	Tous les villages et l'espace urbain
			Difficulté d'accès aux appuis des différents programmes en	Faible capacité de financement des jeunes	Appui pour les AGR	Tous les villages et l'espace urbain

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			faveur des jeunes : PAJER-U, P IASSI, PADER,			
			Faible niveau de connaissance des opportunités de financement existantes	- Chomage des jeunes	-Construire la DA JEC de KOUOPTAMO -Sensibilisation et encadrement des jeunes sur les projets et programmes gouvernementaux destinés aux jeunes	Tous les villages et l'espace urbain
21	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	faible développement des activités sportives et physiques	insuffisance d'aires de jeu et d'infrastructures sportives	-Faible organisation des championnats de vacances -Perte des talents des jeunes	-Aménagement des aires de jeu dans les villages -Appui en équipement et matériel sportif	Tous les villages et l'espace urbain
			insuffisance d'une structure d'encadrement des jeunes sportifs	Faible épanouissement des jeunes	-Plaidoyer pour l'affectation de 05 cadres en éducation physique et sportives - Equiper la DASEP en matériel d'encadrement	
			Faible diversification des activités sportives	Découragement des jeunes	Sponsoring des activités sportives	Tous les villages et l'espace urbain
			Non aménagement des aires de jeux	Mauvaise qualité des aires de jeu	Aménagement de 33 aires de jeux dans la commune	Tous les villages et l'espace urbain
			Insuffisance de compétitions sportives	Potentialités sportives non valorisées	-Construction d'un complexe multisport à Kouoptamo centre -Construction un centre de formation en discipline sportive -Construction d'un gymnase à Kouoptamo	Tous les villages et l'espace urbain

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
22	PETITES ET MOYENES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	faible développement des petites et moyennes entreprises de l'économie locale et de l'artisanat dans la commune de Kouoptamo	Absence de GIC et association d'artisans	- Faible essor des activités artisanales génératrices de revenus - Non organisation des artisans	Organisation des artisans en GIC, coopération	Tous les villages et l'espace urbain
			Insuffisance d'appui technique et financier aux acteurs du secteur informel	Faible développement des activités artisanales	Appui financier et technique aux artisans -Appui financier et techniques des PME locales - Mise sur pied des fonds de garanti auprès d'une banque pour le financement des promoteurs des PME et artisans organisés	Tous les villages et l'espace urbain
			Absence de transmission de la technique artisanale à la jeune génération	Faible vulgarisation des produits de l'artisanat local	- Vulgarisation de l'importance socio-économique de l'artisanat	Tous les villages et l'espace urbain
			Absence de foire agricole et artisanale	Faible transformation des produits agricoles	-Actualisation et validation du fichier artisanat à travers une campagne de sensibilisation	Tous les villages et l'espace urbain
			Absence de centre de formation sur les métiers de l'artisanat	Réduction des opportunités d'emplois	-Création d'un centre de formation au métier d'artisanat -Former les artisans aux activités de transformation des produits locaux	Tous les villages et l'espace urbain

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
					-Sensibilisation des populations sur la création des PME	
			Difficulté d'accès aux sources de financement pour la création des PME	- Baisse de la production artisanale Faible valorisation de l'artisan	-Mise sur pied d'une structure de crédit et d'encadrement des artisans -Identification des programmes qui apportent des appuis aux PME	
			Insuffisance des PME	- Faible rendement	Promotion de l'entrepreneuriat	
23	INDUSTRIES MINES ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Faible développement du secteur de Mine, de l'Industrie, et Développement Technologique	- Exploitation rudimentaire des carrières de sable	Sous-exploitation des minerais	Acquisition du matériel de travail aux exploitants (pelle, pioche, brouette)	
			Faible exploitation des carrières de sable	Manque d'outillages	-Aménagement des carrières de sable avec ouverture des voies d'accès	KOUNDEN, BUEA, BATI MORIPA, NJINGOUMBE CHEFFERIE
			Faible exploitation de la latérite		Organisation de l'exploitation des carrières	KOUGOUM NJINGOUMBE, BUEA, KOUONJA-NJITAPON, NJINDOUN
			Difficulté d'exploitation des pierres		Organisation d'exploitation et Vulgarisation de la carrière de pierre	NBANKOUOP (au pied du Mont-Njigbamou), BUEA(Keutweuh), BATI MORIPA
			Enclavement des sites de carrières	Faible accessibilité des sites	-Création des routes secondaires	Tous les villages
			Faible valorisation des carrières et leurs produits	Faible opportunités	Construction d'un site approprié du projet d'exploitation du sable (stockage, fabrique de parpaings, vente)	KOUOBOUM
			Absence d'industries	Faible développement des activités d'exploitation	-Création d'une base de données des industries -Création d'une base de données des acteurs exploitants des mines	Kouoptamo centre

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Insuffisance de moyens financiers	Innexistence d'activités	-Appui technique et financier aux projets industriels	Tous les villages
			Méconnaissance du potentiel minier du sous-sol	exploitation clandestine des ressources minières	Organisation d'une campagne de sensibilisation des exploitants de sable sur les lois minières et les techniques de sécurisation de travail	Tous les villages
			Le manque de collaboration avec le MINMIDT	Sous information	Mise en place des comités de gestion des carrières dans les villages	Tous les villages
			Manque de communication avec le sectoriel :	Faible valorisation du potentiel minier	Mise en place d'une transparence entre les différents exploitants	Tous les villages
			Absence d'un agent communal chargé des mines, industries et développement technologique	Pas de suivi dans le secteur des mines	Inciter la commune à se charger des mines, industries et développement technologique de la localité	Tous les villages
24	TRANSPORT	difficulté dans le déplacement des personnes et des biens	Gare routière non aménagée	- Chargement en bordure de la route - Anarchie dans le secteur	-Construction d'une gare routière équipé avec salle d'attente à Kouoptamo centre - Aménagement de 07 points d'embarquement des produits au sein de l'espace rural communal	Kouptamo centre
			Excès de surcharge	- Accidents - Etouffement des passagers	-Organisation des campagnes de sensibilisation des transporteurs (02) sur la lutte contre les surcharges -Plaidoyer pour l'installation des promoteurs d'agence de voyage	Tous les villages

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Innexistence d'un bureau de transport	Inexistence d'encadrement	Création de la délégation d'arrondissement de transport de Kouoptamo	Kouptamo centre
			Insuffisance des moyens et matériel dans les secteur du ransport maritime	Faible développement du transport maritime	-Création d'un sous quartier maritime de Kouoptamo -Organisation du secteur transport maritime et structuration des conducteurs de pirogues --Appui pour l'acquisition de 100 gilets de protection aux piroguiers de l'arrondissement de Kouoptamo	Tous les villages
			Mauvais état des routes	Faible déplacement des populations -Difficultés de déplacement en temps de pluies -Insécurité routière -Accidents de la circulation -Difficile écoulement des produits -Difficulté d'approvisionnement en produits de base	Aménagement et reprofilage des routes de la commune	Tous les villages
			Faible organisation des transporteurs	- Désordre constaté tous les jours dans le stationnement des voitures et motos	-Création d'une association des transporteurs du village --Organisation de campagnes de sensibilisation des transporteurs (02) sur l'importance de l'Auto-école	

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
					-Organisation des campagnes de sensibilisation des transporteurs (02) de Kouoptamo sur l'importance d'arborer les équipements d'identification -- Accompagnement à la structuration matérielle du secteur de transport par moto taxi et taxi et voitures	
25	POSTE ET TELECOMMUNICATION	Difficulté d'accès aux services de poste et télécommunication	Existence d'un telecentre non construit	Faible réception des signaux Difficile communication avec l'extérieur et l'intérieur Sous information	- Construction d'une télé centre communautaire -Redynamisation du comité de gestion du télé centre communautaire.	Toute la commune
			Régularité des délestages	Faible développement des activités liées aux télécommunications	Améliorer l'offre en énergie électrique	Toute la commune
			Insuffisance d'opérateurs et perturbation régulière du réseau	Difficulté dans la transmission des informations	Construction d'une antenne de relais à proximité en vue de l'amélioration des réseaux de téléphonie mobil	Toute la commune
			Faible développement des activités liées aux télécommunications (call box)	-Réduction d'opportunités d'emploi	Amélioration de l'offre en télécommunication	Toute la commune
			Faible couverture des réseaux MTN, ORANGE et NEXTTEL	- Communication entr Coût élevé des communications ecoupée	Construction d'une antenne de relais des réseaux téléphoniques dans 08 villages	Toute la commune

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Faible signal du réseau CAMTEL	- Faible Couverture du réseau	-Construction et équipement des services camtel -Construction d'un point de connexion à la fibre optique	Toute la commune
26	COMMUNICATION	Difficulté d'accéder à une communication de qualité	Absence d'une radio communautaire et de la presse écrite	- Sous informations des populations	-Construction d'une radio communautaire au niveau de l'arrondissement -Mise sur pied d'un point de vente de presse écrite	Kouoptamo centre
			Inexistence d'un centre multimédia	- difficulté de captage du signal audio-visuel	Construction d'un centre multimédia	Kouoptamo centre
			Cout élevé des services des cablo-opérateurs	Faible culture de la population	Accompagnement des populations pour l'acquisition d'un câble dans les habitations	Kouoptamo centre
			Faible couverture du village par les ondes radio télé	- Difficulté de captage du signal audio-visuel	- Amélioration du signal audiovisuel : CRTV	Tous les villages
27	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION, SECURITE, MAINTIEN DE L'ORDRE	Difficulté dans l'administration et le maintien de l'ordre	Insuffisance des centres spéciaux /secondaire d'état civil	- Faible possibilité d'établissement des actes	Construction de 08 centres d'état civil	Sanka , Kouochouotoum , Baïgom-njissen , Nagham ,Ngbetouen2 ,Bankouop , Buea ,Njiamgbie , Ngambouo
			Faible couverture de l'espace communal par les forces de maintien de l'ordre	- Insécurité grandissante	-Construction d'un Poste de sécurité publique à Kouoptamo -Construction d'une barrière à la brigade de gendarmerie	Kouoptamo centre
			Faible disponibilité de nombreux chefs de village	- Faible organisation des villages - Conflits de leadership	Sensibilisation des chefs à plus de présence dans les villages	Tous les villages
			Faible collaboration entre populations et forces de maintien	- Manque de confiance	Redynamisation de la collaboration entre populations et forces de	Tous les villages

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			de l'ordre/services administratifs		maintien de l'ordre/services administratifs	
			Eloignement des services de sécurité	- Insécurité des populations	Création d' 02 postes de nouveaux sécurité public	
			Très faible présence des comités de vigilance	- incivisme des populations	- Création d' 01 comité de vigilance dans chaque chefferie de 3e degré de Kouoptamo - Equipement des comités de vigilance dans les 32 villages	Tous les villages
			Difficulté d'établissement des pièces administratives	- ble obtention des documents administrais	Facilitation de l'accès aux services administratifs à tous les villages de la commune de Kouoptamo	Tous les villages
			Présente des enfants sans acte de naissance	Forte présence des enfants sans actes	Sensibilisation des populations sur l'établissement des actes naissance dans la commune	Tous les villages
			Absence des véhicules de déploiement pour la police	- difficulté d'intervention rapide	Acquisition des véhicules de déploiement pour la police	Kouoptamo centre
			Présence des zones à risque	- Insécurité des populations	Instalation des plaques signaletiques des zones à risques	Tous les villages
28	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	<i>Difficulté d'accès à un enseignement supérieur dans la commune de Kouoptamo</i>	Système d'éducation de base et d'enseignement secondaire bafoué	- Exode des jeunes bacheliers et étudiants	-Elargir le champ d'offre d'emploi pour les étudiants -construction d'un centre formation supérieur à Kouoptamo centre	Toute la commune
			Insuffisance de moyens financiers pour la prise en charge des études supérieures	- Abandon des études	-Mise à la disposition des bacheliers et des étudiants issus de l'espace communal de 50 bourses de 50 000 FCFA par an et par étudiant	Toute la commune

N°	SECTEURS	PROBLEME CENTRALE	CAUSES	EFFETS	BESOINS /IDEES DE PROJETS IDENTIFIES	Villages concernés
			Absence de système d'appui aux étudiants originaires de l'arrondissement	Faible orientation des jeunes bacheliers à l'enseignement supérieur	-Octroie des bourses aux bacheliers et étudiants --Appui chaque année l'organisation d'une journée d'orientation et d'information sur les filières et les opportunités de l'enseignement supérieur	Toute la commune

Source : Résultats du DIC, DEUC, DPNV

IV.8. ESQUISSE DU PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNAL

Sur la base des unités de paysage identifiées et des activités pratiquées par les populations, l'utilisation et la gestion des terres de l'espace communal ont été regroupées sous trois grands thèmes identifiés, à savoir :

- zone de polyculture,
- zone de forêt,
- Zone d'habitation

Pour chaque thème, les aspects liés à l'environnement ont fait l'objet d'une attention particulière et, les atouts/potentialités, les problèmes/contraintes identifiées ont été recensés et les solutions ou actions à entreprendre au niveau endogène ont été proposées.

TABLEAU 24 : ZONE DE POLYCULTURE

Villages concernés	Caractéristiques	Utilisation actuelle	Atouts/potentialités	Problèmes/contraintes	Solutions endogènes	Solutions envisagées
Tous les villages	Sol de fertilité moyenne, / Montagne, Bas-fonds, Savane, Forêt	Production Des Cultures Principales Suivantes : maïs, haricot, macabo, Igname, banane douce, piment, Manioc, Légume, Soja, taro, Oignon, Patate douce, Arachide	- Disponibilité des terres pour extension des exploitations - Terres fertiles - relief moins accidenté	-Baisse de la fertilité et épuisement des sols -Érosion des sols -Conflits agro-pastoraux -Feux de brousse -Faible maîtrise des bonnes techniques culturales de production - Énorme perte post récolte -Mauvais état des routes et pistes	-Pratiques des méthodes culturales appropriées -Renforcement des systèmes et pratiques agro forestiers existants -Sensibilisation contre l'usage des feux de brousse	- Aménagement des voies d'accès aux carrières - Aménager les piste de collectes - Créer des postes agricoles

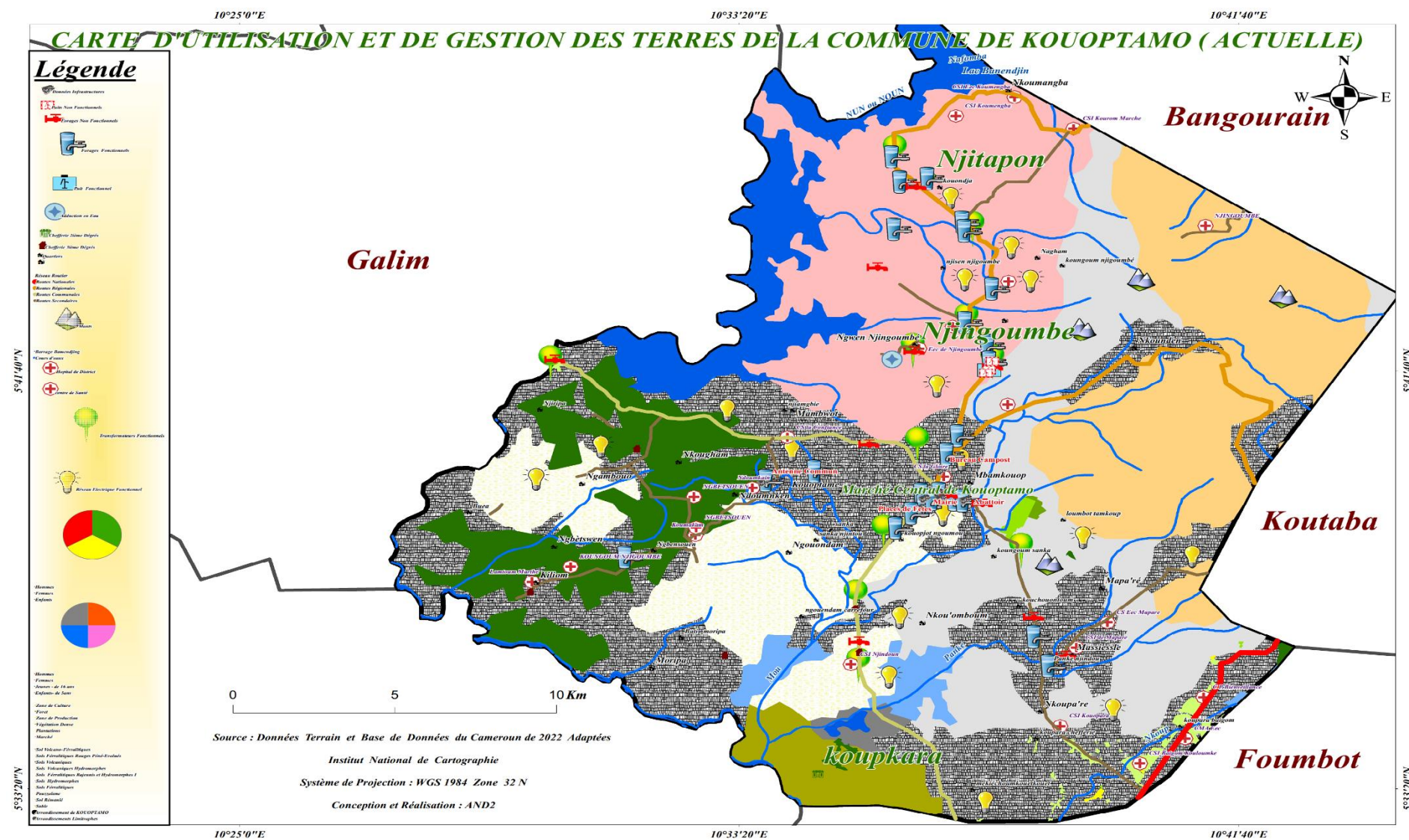
TBLEAU 25 : ZONE DE FORET

Villages	Caractéristiques	Utilisation actuelle	Atouts/ Potentialités	Problèmes / Contraintes	Solutions endogènes	Solutions exogènes
Tous les villages	Sol fertile et peu affecté par l'érosion, présence de quelques espèces	-Cultures vivrières -Cultures maraîchères -Exploitation des PFNL et fauniques (chasse)	Possibilité de création des forêts communautaires et communales	- Déboisement -Exploitation illégale de la faune -Feux de brousse et du bois de chauffe -Non maîtrise des techniques améliorées de production	-Pratique de l'Agroforesterie	- Mise en place des forêts communales -Sensibilisation contre les feux de brousse

TABLEAU 26 : ZONE D'HABITATION

Villages concernés	Caractéristiques	Utilisation actuelle	Atouts / potentialités	Problèmes / contraintes	Solutions exogènes
Tous les villages	Sol sablo-latéritique, argileux, ferrallitique	Construction des habitations - Agriculture -Petit élevage	-Disponibilité des terres pour la construction -Accessibilité aux terrains aisée	-Habitats en matériaux provisoires et construction anarchique - Divagation des bêtes -Conflits agropastoraux -Pas de décharge municipale ni de cimetière - Absence de gare routière	-Vulgarisation du matériel durable de construction - Construction d'une gare routière - organiser les achats groupées pour les populations(achat des matériaux de construction moderne)

CARTES 11 : REPRESENTATION DE LA CARTE DE L'UTILISATION ENVISAGEE DES TERRE



IV.9. CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR

IV.9.1. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR "AGRICULTURE"

Problème sectoriel : Difficulté à pratiquer une agriculture rentable et durable

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur	Assurer son autosuffisance alimentaire et de conquérir les marchés des sous régions CEEAC et CEDEAO.	Part de la production agricole dans le PIB	-Enquête INS, -ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricoles
Objectif global : Améliorer l'accès à une agriculture rentable et durable	Faciliter l'accès à une agriculture rentable et durable dans la commune de KOUOPTAMO d'ici 2027	-Taux global de la production	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population
	O ₁ : Désenclaver les bassins de production dans la commune de KOUOPTAMO d'ici 2027	294 kilomètres de pistes de collectes, 83 buses, 4 ponceaux, 15 ponts sont aménagés	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O ₂ Faciliter l'accès aux intrants et matériels végétaux de bonne qualité (fertilisants, semences, plants de café arabica et fruitiers)	-02 magasins d'intrants sont opérationnels dans la commune -Nombre de kg de semences vulgarisées avec l'appui de l'IRAD -Nombre de plants de café arabica vulgarisés -Nombre des autres plants fruitiers vulgarisés	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O ₃ : structurer et former 2000 producteurs de KOUOPTAMO en techniques de production	-Nombre de producteurs formés en technique de productions et de commercialisation et transformation des produits agricoles - Nombre d'organisations de producteurs structurés en GIC, coopératives etc.....	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O ₄ : améliorer 80% de la production agricole dans la commune de KOUOPTAMO d'ici 2027	-augmentation de 25% les rendements de chaque spéculation dans la commune de KOUOPTAMO	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O ₅ : Faciliter la commercialisation des produits agricoles de la commune de KOUOPTAMO d'ici 2027	- Les infrastructures de commercialisation des produits agricoles sont construites et fonctionnelles et les stratégies facilitant la commercialisation sont appliquées -Nombre de vente groupés organisées	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes

	O ₆ :Mettre en place un système d'anticipation des variations du calendrier agricole suite aux changements climatiques	Les populations sont formées et outillées en techniques d'anticipation des changements climatiques.	-Rapport du sectoriel MINADER et du MINEPDED -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Résultats attendus	R₁ Les bassins de production sont désenclavés	294 kilomètres de pistes de collectes, 83 buses, 4 ponceaux, 15ponts sont aménagés	-Rapport du sectoriel MINADER et du MINEPDED -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R ₂ :L'accès aux intrants et matériels végétaux de bonne qualité (fertilisants, semences, plants de café arabica et fruitiers) est facilité	02 magasins d'intrants sont opérationnels dans la commune Les semences améliorées sont vulgarisées avec l'appui de l'IRAD	-Rapport du sectoriel MINADER et du MINEPDED -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R ₃ : les populations de KOUOPTAMO sont structurées et formées en organisations de producteurs	-5000 producteurs formés en technique de production et de commercialisation	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₄ : Production agricole de la commune de KOUOPTAMO accrue de 80% d'ici 2027	Appui aux agriculteurs : - 10t de semences améliorées - 500L et 3000Kg de produits phytosanitaires (fongicides, herbicides) - 10 000 équipements de protection individuels - 200 brouettes - 200 portes tout - 200 pèles - 200 pulvérisateurs - 200 machines de transformation du manioc	-Rapport du sectoriel MINADER -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₅ : Commercialisation des produits agricoles facilitée de 60%	-Taux de produits agricoles de la commune de KOUOPTAMO commercialisés d'ici 2027	-Rapport du sectoriel MINADER -Rapport du sectoriel MINCOM -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes

	R ₆ : système d'anticipation des variation du calendrier agricole suite aux changements climatiques mise en place	Taux de populations formées et outillées en techniques d'anticipation des changements climatiques d'ici 2027			-Rapport du sectoriel MINADER et du MINEPDED -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
ACTIVITES		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1. Amenagement de 24 pistes de collecte de produits agricoles d'un linéaire de 294 km comprenant 83 buses, 15 ponts, 4 ponceau, A Sanka: Sanka-compagnie 06 km + apport de 05 buses, Sanka-Nkegniém (06 km), sanka-nkoupjot, Njiripa: chefferie njiripa- magnibrousse 3km, chefferie njiripa rivière Ketou 4km, Kouopkare: carrefour Pamassié – Manoun (3km), Panké: piste ancien jardin de Fombot 2km Buea; Bagnam 2- carrefour toussain en passant par fomloun 07km + apport de 11 buses et un pont, carrefour menda- kendhi en passant par buea town 03km ; carrefour père yafet-mangoun 04km en passant par Nji Banke + 02 buses ; carrefour Toussain- Fomloun 03km en passant par la chefferie toussain, Ngbetsouen II : magasin moripa - mowan 06 km +apport de 03 ponts + 03 buses, mission protestante – Ngambouo (09km) +apport de 03 buses + 03 ponts, magasin – Ngambouo 03 km + 03 buses + 01 pont Bati moripa Bati centre – Foto 04km +apport d'un poceau 06 km ; Bati centre- Moripa 2 06 km, Bati centre- Drofi 04 km + apport d'un ponceau ; moripa 2 – Mowan 05 km + apport d'un ponceau Kouchouotoum: kouchouotoum- fechoum 02 km + 01 buses Ndoumkain: Manbouot- Njipit 02 km ; Njilam- Makouop 03km ; Nchinfia- Njilam 02 km Njiamgbie: Njiamgbié- Njingoumbé 07 km + 03 pont ; Njiamgbié- petoueh 05 km + 01 pont Sanka Njitou: piste carrefour père chaux- makambo 02 km ; carrefour massa tom – begouen 2.5km ; piste	X	X	X	956 000 000 F CFA	Fonds disponibles

	route principale – mission catholique 1.5 km + apport d' 1 buse ; mission protestante- makambo 02 km Kougouom sanko: Route principale – chanas 02 km +02 buses ; route principale école bilingue chanas 2km + 01 buse ; route principale njibaleu 03 km + 01 buse Ngambouo: pont du noun-buéa 10km ; buéa – tchanda- ngambouo 2- tejouenoun 17 km ; pont du noun - bagnam 16 km Kouonja- njitapon : chefferie kouonja carrefour- Njitekouet 06 km + 01 pont de 10 m; carrefour kouonja – ancienne ferme 10 km +construction d'un pont de 15m + o4 buses ; ngnassara - Njititam 03 km + 01 ponceau Njitapon chefferie : marché njitapon- mantchut04 km + apport 08 buses ; marché njitapon- manga 04 km + apport 06 buses + 01 pont ; paroisse njitapon- manchoutam 03 km en passant par kouncha + apport de 06 buses ; Cha'akah- ghommamlouom 09 km + 12 buses ; Njingoumbe chefferie : chefferie supérieure- montagne 02km ; chefferie superieure- camp pêcheur 05km + apport de 02 buses ; chefferie – njibet 02 km +02 buses Loumbouot-tamkouop : route principale –fepou 03 km + apport 03 buses ; CSI- Fepou 02 km ; Entrée CETIC – Matam 04 km + apport de 03 buses Njissen Njingoumbé : carrefour Eglise protestante- rive du noun15 km + apport 01 buse ; mosquée centrale- rive du noun 18 km+ apport 01 buse ; Ngouendam : Nkoutikwat- Matapen Noun 5km ; Nguenou- Noun 7km ; Ngadidam- Noun 07km. Njindoun : réaménager les pistes de collecte Bankouop : kouncha- sale 04km +apport de 02 buses ; fakouen- banki 02km + apport d'un ponceau ; chanke-njieyen 03 km + apport 01pont Koupara chefferie : reaménagement des pistes de collecte existantes sur 15 km Nkouopjot- ngoumou : carrefour kouopjot- 03 maisons 05 km ; Uccao- pont sanko 02 km ; ecole franco islamique- koutoukouet ; petite mosquée- ancien poste agricole 01 km					
--	---	--	--	--	--	--

	Chanas : plantation-groupement Njingoumbé 08 km ; coopérative-Tchada 07 km					
	A2.1. Construction et ouverture de 02 magasins d'intrants est opérationnelle dans la commune et appui et vulgarisation en par l'IRAD	X	X	X	30 .000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.2. Construction du bâtiment habitant les services de la DAADER de Kouoptamo	X	X	X	43 000 000	Fonds disponibles
	A.2.3 : Construction d'un CEAC à Kouoptamo				10 000 000	
	Construction de 03 postes agricoles à Njitapon- ; Ngbetsouen , Njinoun				15 000 000	
	A3.1. structuration et formation de près de 5000 producteurs formés en technique de production et de commercialisation	X	X	X	6.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A3.2. Appui aux agriculteurs : - 10t de semences améliorées - 500L et 3000Kg de produits phytosanitaires - 10 000 équipements de protection individuels - 200 brouettes - 200 portes tout - 200 perles - 200 pulvérisateurs 200 machines de transformation du manioc	X	X	X	10 .000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A3.3. Création d'une case pour la vente des produits phyto sanitaires	X	X	X	5.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A.3.4. Création et extension du champ communal	X	X	X	10 000 000 F CFA	Fonds disponibles
	A4.1. Vulgarisation des semences et plants améliorées et sensibilisation des producteurs pour leur utilisation	X	X	X	1 000 000F CFA	Fonds disponibles
	A4.2. Subvention pour l'achat de moto pompe aux exploitants agricoles (cultures maraichères) de Kouonja Njitapon, Njiripa, Panké, Njindoun, Kouoboum, Ngambouo, Koungoum Sanka, Kouoptamo chefferie	X	X	X	10 000 000 CFA	Fonds disponibles
	A4.3. Subvention l'achat de tracteur aux exploitants agricoles de Ngbetsouen II, Bati moripa, Kouchouotoum, Ndoumkain, Njiamgbie, Sanka Njitou, Koungoum-sanka, Ngambouo, Kouonja- njitapon, Njitapon chefferie, Njingoumbe chefferie, Koupara chefferie, Njissen Njingoumbé, Ngouendam, Njindoun, Bankouop, Loumbouot-tamkouop, Njiripa, Kouoptamo chefferie				450 000 000	

	A5.1. Construction de 02 Marchés de vivres (Moripa, Njingoumbé)				20 000 000	
	A5.2. Construction d'une agro-industrie de transformation du manioc, patate, maïs				900 000 000	
	A5.1. Mise en place un système d'anticipation des variations du calendrier agricole suite aux changements climatiques	X	X	X	5 000 000	
Total					2 471 000 000 F CFA	

IV.9.2. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR “ ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE”

Problème sectoriel : *Difficulté à pratiquer l'élevage et à développer une pêche et une industrie animale rentables*

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	- Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales et halieutiques	- Part de la production animale dans le PIB - Part de la production halieutique dans le PIB	
Objectif global : <i>Faciliter l'accès à un élevage, une pêche et une industrie animale rentables</i>	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales et halieutiques	-Part de la production animale dans le PIB -Part de la production halieutique dans le PIB	-Enquête INS, -ECAM
	Faciliter l'accès à un élevage, pêche et industrie animale rentables dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Taux global de la production	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune
Objectifs spécifiques	O₁ : Assurer à 80% la formation et l'encadrement des éleveurs et des pêcheurs de Kouoptamo en 5 ans	-Taux d'éleveurs et de pêcheurs formés et encadrés en 5 ans	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune
	O₂ : Assurer à 80% la sécurité des éleveurs et des pêcheurs dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Taux de sécurité des pêcheurs et éleveurs dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune

	O₃ : Faciliter la commercialisation et la conservation des produits de la pêche dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	- Amélioration de la commercialisation et de la conservation des produits de la pêche dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Rapport du sectoriel MINEPIA, MINCOMMERCE -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₄ : Faciliter l'organisation des pêcheurs : dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	Organisation des pêcheurs dans la commune	Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune	Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₅ : Doter la commune de Kouoptamo d'infrastructures, d'équipements et de ressources appropriées	L'écoulement des produits est facilité Nombre d'infrastructures en matière d'élevage construits		
Résultats attendus	R₁ : formation et encadrement des éleveurs et des pêcheurs de Kouoptamo assuré à 80% en 5 ans	- Taux d'éleveurs et de pêcheurs de Kouoptamo formés et encadrés en 5 ans	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₂ : sécurité des éleveurs et des pêcheurs dans la commune de Kouoptamo assurée à 80% d'ici 2027	- Taux de sécurité des éleveurs et des pêcheurs dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₃ : Commercialisation et conservation des produits de la pêche dans la commune de KOUOPTAMO facilitées d'ici 2027	Amélioration de la Commercialisation et la conservation des produits de la pêche dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₄ : Organisation des pêcheurs dans la commune de Kouoptamo facilitée d'ici 2027	Niveau d'Organisation des pêcheurs dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes

	R. la commune de Kouoptamo est dotée d'infrastructures, d'équipements et de ressources appropriées	L'écoulement des produits est facilité Nombre d'infrastructures en matière d'élevage construits			-Rapport du sectoriel MINEPIA -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1. Construction et équipement de la DAEPIA de KOUOPTAMO	X	X	X	25 000 000 F CFA	
	A.1.2. Construction du centre Zootechnique de Nbankouop	x	x	x	30 000 000 F CFA	
	A1.3. Organisation de 4 séances de formation aux éleveurs et aux pêcheurs de la commune de KOUOPTAMO sur les techniques modernes d'élevage et de pêche	X	X	X	6.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.4. Appui en intrants d'élevage et de pêche aux coopératives d'éleveurs et de pêcheurs de la commune de KOUOPTAMO	X	X	X	24.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.5. Appui aux pêcheurs en matériels de pêche(filets, moteurs hor-bord)	X	X	X	20 000 000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.6. Accompagnement des coopératives d'éleveurs et des pêcheurs de KOUOPTAMO dans le financement de leurs activités	X	X	X	6.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.7. Construction de 05 bains détiqueurs à Njitapon(03), kounden, kougoum-njingoumbé				50 000 000	
	A2.1. Dotation de 05 pirogues à moteurs hors-bords aux pêcheurs de la commune de KOUOPTAMO (Njindoun, Ngouendam, Njitapon , Njingoumbé, Ngambouo)	X	X	X	5.000.000 x5= 25 000 000 F CFA	Fonds disponibles
	A.2.2. Structuration des éleveurs et pêcheurs en GIC pour un suivi de proximité	x	x	x	500 000	Fond disponible
	A.2.3. Mise sur pied d'un comité de vigilance pour la gestion des ressources halieutiques	X	X	X	1 000 000	Fonds disponibles
	A.2.4. Aménagement d'un parc biologique pour le contrôle des déplacements des hippopotames	X	X	X	5 000 000	Fonds disponibles
	A.2.5. Accompagnement pour la sécurisation des zones de pêche	X	X	X	2 000 000	Fonds disponibles

	A.2.6. Octroi des équipement de sécurité pour les pêcheurs	X	X	X	5 000 000	Fonds disponibles
	A.2.7. Aménagement des pâturages de Njingoumbé, Njitapon, Kounden et toutes les autres zones pour limiter la zone pastorale et la zone agricole.	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A3.1. Construction de 03 hangars de marché pour vente de poisson(Njingoumbe, Njitapon, Ngambouo)	X	X	X	20.000.000 x 3= 60 000 000 F CFA	Fonds disponibles
	A.3.2. Aménagement d'un débarcadère (Njitapon, Ngambouo, Ngbetsouen, Njingoumbe)	X	X	X	10 000 000 x4= 40 000 000 F CFA	
	A.3.3. Appui financier aux pêcheurs t établissement des permis de pêche (toutes les chefferies de 3 ^e degré)	X	X	X	5 000 000x 11= 55 000 000	
	A.3.4. Construction et équipement de 02 chambres froides des produits issus de la pêche à (Kouoptamo centre, Njingoumbé,)				2.000.000 x 2= 4 000.000 F CFA	
	A.3.5. Création d'un point de peche sportive (Njingoumbe, Njindoun, Ngambouo	X	X	X	20 000 000	
	A4.1. Appui à la création et à la structuration d'une coopérative/ union des coopératives des pêcheurs à Ngambouo, Buea, Njissen Njingoumbé, Njitapon Chefferie	X	X	X	2 000 000 F CFA	Fonds disponibles
	A.5.1. Dotation en fils barbelé (30 km) pour la clautration des animaux (bovin) aux éleveurs de Nagham, Kounden et à Koungoum - Njingoumbé	X	X	X	7 500 000	
Total					339 000 000 FCFA	

IV.9.3. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA SANTE

Problème sectoriel : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité

LOGIQUE D'INTERVENTION		INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES DE REALISATION
Objectif supérieur (SND 30)	Garantir à toutes les couches de la population, un accès équitable et universel aux services et soins de santé de base et aux soins spécialisés prioritaires de qualité, avec la pleine participation de la communauté.	-Eradication des maladies épidémiques -Existence des structures sanitaires de qualité - Un personnel suffisant qualifié et bien formé	Rapport annuel MINSANTE	
Objectif Global :	Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité	Les populations de la commune de Kouoptamo sont désormais couvertes par les soins de santé de qualité	-Rapport d'activité du district de santé de Kouoptamo	Ressources disponibles
Objectifs spécifiquesⁱ	OS1 Construire le service de santé de district de Kouoptamo et les Centres de Santé Intégrés dans certains villages de l'arrondissement de KOUOPTAMO	Service et centres de santé construits, équipés et mis en fonction dans les villages de la commune	- Rapport d'activité de l'hôpital de Manoka centre - Rapport DRMINSANTE - P.V. de réception des infrastructures - Observation	Ressources disponibles
	2 : équiper le plateau technique de l'hôpital de district et les CSI de Kouoptamo (bloc opératoire complet, radiographie, gynécologie, réfrigérateur service dentiste, lits, incinérateur, salle de maternité, laboratoire, stérilisateur, potence métallique,)	L'écart entre le niveau du nouveau et de l'ancien plateau technique et des infrastructures de l'hôpital de district et les CSI	P.V. de réception des équipements	- Implication du MINSANTE - Implication de la mairie

	3: Renforcer et payer le personnel de santé pour la prise en charge des malades à l'hôpital et dans les centres de santé	-Nombre du personnel de santé de qualifié augmenté à l'hôpital de Kouoptamo et dans les centres de santé - Pourcentage de personnes atteintes par le PEV -50% de prise en charge des enfants malnutris - Taux de couverture vaccinale élevé (80%) Taux de fréquentation élevé (80 %) -Taux de consultations prénatales accrues	Rapport d'activité du district de santé - Rapport du PEV -Rapport d'activité du district de santé - -Registre de consultation des centres de santé	Ressources disponibles
	4 : Doter l'hôpital et les centres de santé d'une ambulance et autres matériels roulants pour l'évacuation des cas graves	Les malades graves nécessitant une meilleure prise en charge peuvent facilement être déplacé vers les structures à plateau technique plus adapté	-Rapport d'activité du DRMINTP -Rapport annuel de la commune	-Volonté des populations, -Ressources disponibles -Implication de la mairie
Résultats (Axes stratégiques)¹	R ₁ .service de santé de district de Kouoptamo et les Centres de Santé Intégrés dans certains villages de l'arrondissement de KOUOPTAMO sont construits	Le service de santé du district de Kouoptamo et le nombre de centre de santé crée et fonctionnel	- Rapport d'activité de l'hôpital - Rapport DRMINSANTE - P.V. de réception des infrastructures - Observation	Volonté politique des acteurs
	R ₂ .Les différents services techniques sont équipés	Le bloc opératoire, la radiographie, la gynécologie, la maternité, le service dentiste et le laboratoire... etc sont dotés des équipements nécessaires	- PV de livraison des bâtiments des centres de santé - Cérémonie solennel d'ouverture - Observation	Volonté politique des acteurs
	R ₃ .: le personnel de santé recruté pour la prise en charge des malades à l'hôpital de Kouoptamo et les CSI est renforcé et payé	La prise en charge des malades est désormais efficace	Rapport d'activité du district de santé	Volonté politique

	R.4 :une ambulance moderne et autres matériels roulant pour l'évacuation des cas graves de l'hôpital de Kouoptamo et les CSI est disponible	Réduction des pertes en vies humaines à l'hôpital de Kouoptamo et les CSI		Rapport annuel de la commune de Kouoptamo		-Volonté des populations, Ressources disponibles -Implication de la mairie de Kouoptamo
Activités :		Ressource humaine	Ressource matérielle	Ressource financière	Coûts estimatifs	Conditions préalables
	A.1.1. Construction et équipement des nouveaux centres de santé Intégré dans la commune de Kouoptamo : 06 (Ngambouo, Kounden, Kouncha (Mbakouop), Njitapon , Bati Moripa, Buea,Njingoumbé).	X	X	X	600 000 000	Fonds disponibles
	A.1.2.Extension d'un CMA et construction d'un laboratoire équipé à Koupara , Njitapon	x	x	x	50 000 000	
	A.2.1.Achat de 50 lits d'accouchements et 200 lits pour hospilation(Ndoumkain, Kouncha, Njitapon,Koupara, Njindoun, Ngbetsouen, Njingoumbe, Kouoptamo, Ngouendam, Kouomboum, Ngabouo	X	X	X	8 000 000 x 11 =88 000 000	
	A.2.2. Achat des boîtes d'accoucherettes et curelae (10)	X	X	X	10 000 000	
	A.2.3.Stérilisateur électrique (10)	X	X	X	15 000 000	
	A.2.4.Table radian pour nouveau-né	X	X	X	15 000 000	
	A.2.5.Aspirateur électrique pour nouveau-né	X	X	X	30 000 000	
	A.2.6.Circuit oxygène	X	X	X	30 000 000	
	Bloc opératoire					
	A.2.7.Une table d'opération	X	X	X	2 500 000	
	A.2.8.Circuit d'oxygène	X	X	X	4 000 000	
	A.2.9. Autoclave	X	X	X	4 500 000	
	A.2.10.Boîte à pinces (10)	X	X	X	30 000 000	
	A.2.11. Carissoles (05)	X	X	X	1 000 000	
	A.2.12.Autres accessoires de dépannage	X	X	X	5 000 000	
	Laboratoire					

	A.2.13. Une centrifugeuse	X	X	X	5 000 000	
	A.2.14. Une spectrophotométrie	X	X	X	250 000	
	A.2.15. Un compteur d'hémoglobine	X	X	X	2 500 000	
	A.2.17. Un stérilisateur	X	X	X	6 000 000	
	A.2.18. Une table de prélèvement	X	X	X	1 500 000	
	A.2.19. Un frigo	X	X	X	1 000 000	
	A.2.20. Un stérilisateur	X	X	X	10 000 000	
	A.2.21. Pinces (10 boîtes)	X	X	X	2 000 000	
	A.2.22. Potence métallique	X	X	X	3 000 000	
	A.2.23. Tensiomètre	X	X	X	3 000 000	
	A.2.24. les plateaux	X	X	X	1 000 000	
	A.2.25. les charrots	X	X	X	2 000 000	
	A.2.26. Boîte pour aspiration	X	X	X	1 000 000	
	A.2.27. Saturomètre	X	X	X	1 000 000	
	A.2.22. Un groupe électrogène				12 000 000	
	A.2.24. Forage à motricité (06)				51 000 000	
	A.2.25. Pharmacie - 10 frigo - 10 trousses d'urgence - Fond d'indigence	X	X	X	3 000 000	Fonds disponibles
	A.2.26. Création d'une boîte à pharmacie communautaire (09)	X	X	X	2 000 000 X9= 18 000 000	Fonds disponibles
	Toilettes	X	X	X	10 000 000	
	Reboisement	X	X	X	10 000 000	
	Incinérateur	X	X	X	18 000 000	

	Bacs à ordures	X	X	X	1 500 000x 10 = 15 000 000	
	A.3.1.Plaidoyer pour l'affectation du personnel qualifié (20 infirmiers et 20 aides-soignants dans les centres de santé de la Commune :	X	X	X	200 000	Fonds disponibles
	A.3.2. Organisation périodique de 03 séminaires de recyclage sur les avancées de la médecine	X	X	X	3 000 000	Fonds disponibles
	A.3.3.Construction des logements d'astreinte pour le personnel soignant				100 000 000	
	A.3.4.Organisation de 3 Formation des accoucheuses traditionnelles	X	X	X	3 000 000	
	A.3.5.Organisation des causeries éducatives communautaires sur les thèmes liés à la santé ;	X	X	X	5 000 000	
	A.3.6.Sensibilisation des populations sur l'utilisation des moustiquaires imprégnées	X	X	X	2 000 000	
	A.4.1. Achat d'une ambulance moderne à l'hôpital de Kouoptamo et 10 mini véhicules pour les CSI	X	X	X	75 000 000	Fonds disponibles
TOTAL GENERAL DU SECTEUR					1 271 700 000 FACF	

IV.9.4. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR "DES TRAVAUX PUBLICS

Problème sectoriel : Difficulté de déplacement des personnes et des biens

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(SND 30)	-Assurer la fonctionnalité optimale et la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	-Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global : Faciliter le déplacement des personnes et des biens	Faciliter l'accès aux infrastructures du secteur des travaux publics de qualité	-Le nombre de routes réhabilité et voies secondaires est accru de 50% sur 05 ans	-Rapports techniques du DP/MINTP -Comptes administratifs de la commune	- Les infrastructures publiques sont par l'Etat, la mairie et les partenaires au

		-Les infrastructures routières et publiques sont améliorées				-Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	développement au développement -Les projets de réalisation des infrastructures sont inscrits dans le BIP
Objectifs spécifiques	O ₁ Améliorer le nombre de voies secondaires dans la commune	-Au moins 60% des routes, pistes et voies secondaires de la commune sont aménagées -				-Rapports techniques du DP/MINTP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets de réalisation des routes sont inscrits dans le BIP Ressources disponibles
	O2 : Mettre en place et augmenter les comités d'entretien	Les comités d'entretien des routes sont créés et mis en place dans tous les villages de la commune				-Rapports techniques du DD/MINTP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	-Les projets de réalisation et d'équipement des routes sont inscrits dans le BIP
	O3 : Acquérir le matériel et équipements d'entretien	Le nombre de matériel et équipement d'entretien accru dans les villages de la commune				PV de mise en place des comités d'entretien Rapport d'activité des comités d'entretien	Volonté politiques des acteurs en place
	R₁ : le nombre de voies secondaires dans la commune est amélioré	Le nombre d'accidents de circulation ont considérablement réduit dans la commune -les déplacements des personnes et des biens sont devenus moins pénibles -les activités économiques ont grandement repris du poil de la belle -le cout du transport des personnes et des biens a légèrement diminué -Les perturbations du trafic ont fortement diminués dans la commune				Bon de livraison du matériel et équipement	Volonté politiques des acteurs
Résultats attendus	R₂ : Les comités d'entretien des routes sont en totalité créées et mis en place dans tous les villages de la commune	-Tous les villages de la commune peuvent désormais brillés par la propreté et connaissent un développement conséquent				Observation -rapport technique du MINTP	Volonté politiques des acteurs
	R₃ : les populations des villages de la commune ont majoritairement acquis le matériel et les équipements d'entretien des routes	Le matériel et les équipements d'entretien sont disponibles dans les villages				PV de création et de mise en place des comités d'entretien	Volonté politiques des acteurs
AActivités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables	

	A.1.1. Construction ,équipement et mise en place d'une subdivision de route	X	X	X	75 000 000	Fonds disponibles
	A.1.2.Réfection du pont sur la Rivière FOUTH sur l'axe BANKOUOP- KOUNCHA, plantation SPHP-Camwater, magasin de la SPHP-Domicile de chez TITA HAMIDOU, EPC-TITA HAMIDOU, MONVA, pont sur la rivière mou Derrière M.ISSAH-NJANKOUO, rivière NEKEBIOT derrière mission protestante de Ndoumakain, derrière Mfoukam Emmanuel, près de l'école publique de Ndoumkain, près du collège privé laïc de Nkougoum, Njipit et Nkougoum, Nkougoum				240 000 000	
	A.1.2.Aménagement des routes secondaires au village Njindoun (Gambi-Njigoum 1,5 km ; Njigoum- CSIN= 2 km , voie d'accès des zones de pêche de Njingoumbé sur 10 km, Njindoun –Kouchentou sur 9 km, Ngbetsouen-Bati moripa, Kouoptamo chefferie	X	X	X	120 000 000	Fonds disponibles
	A.1.3.Construction d'un pont en matériaux définitifs sur la lac Monoun, rivière Muh, Mangounoun	X	X	X	100 000 000	Fonds disponibles
	A.1.4. construction des routes : -entrée SOUCHOU-BAMENGOUM= 2,5 km -Carrefour EPP BAMENGOUM passant par le	X	X	X	300 000 000	Fonds disponibles

	lac Monoun jusqu'au centre BONY = 3 km Carrefour MBAGNAM II passant par Buea centre = 10 km -Entrée du marché central passant par la mission catholique jusqu'à la mosqué MBAGNANM I = 5 km - Carrefour NCHINCHIEW jusqu'au quartier MARON = 1,5 -Ecole publique Buea jusqu'au carrefour FODMLOUM = 3 km					
	A.1.5. Aménagement des routes : -Carrefour Mbaye- Yamsem= 4 km - Carrefour Mbaye passant par Monpouéche et Koutoukouop jusqu'à la petite mosquée Njifoula = 4 km -Toukouop- Nji mouchili Oumarou= 1 km - Carrefour Mbaye-Nji Daouda = 4 km - Carrefour Mbaye-Nji mouchili Arouna= 7 km - face église-Nji Nchoutchout = 150 m - Mompouche – Titah Ago= 3 km	X	X	X	75 000 000	Fonds disponibles

	-entrée Yassoufo- Yassofo= 150 m -Carrefour Nkoutokouen-Grand jardin= 2 km -Carrefour Mokouop-Koussondé= 1 km - Carrefour Mouop-carrefour NJI Mbara= 2 km -sable- Nkouencha= 5 km Buse passant Njingoun jusqu'à Ntakouop = 5 km -Montagne sacrée passant par l'afflume et EPP, Nkougoum Njingoumbe jusqu'à Eglise catholique= 4 km - montagne sacrée- carrefour Makouop= 3 km -Carrefour Makouop- Kuncha= 3 km - Kouncha- Nji ngoum= 2 km Ntankouop- Nkoubara= 2 km -de la chefferie Njingoumbe à la montagne sacrée= 2 km -création d'une route allant de chez Tito pierre à Nkoubara= 3 km -Création d'une route montagne sacrée- laflume centre de santé = 5 km					
--	--	--	--	--	--	--

	-aménagement d'une route reliant les quartiers banyang 2-Buea-fomloun-toutsaint					
	A.1.6. Bitumage de la boucle du Centre-ville de kouoptamo (Bankouop) d'une longueur de 9km, Aménagement et reprofilage des routes dans les quartiers et les artères du village Njitapon et Bankouop sur une distance de 100 Km /village				1 282 091 054	
	A.1.7.1.1.4-Reprofilage de 88 km de route avec 13 ponts et 45 buses: - SANKA-KOUTOUMOU (07km) en passant par -KOUTOUKOUET + apport de 05 Buses - NGOUNOUN-NGBETSOUEN1 (10km) en passant par NGBETSOUEN2 + apport de 09 Buses - Rond Point NGBETSOUEN1-BATIMORIPA (04km) + apport de 06 Buses - NJIKA-MATEKOUEN (03km) + apport d'un pont - MAGNIGOUEN-NJIMONKOUEN (04km) + apport d'un pont - NCHANKE-KOUNCHA (03km) + apport de 02 Buses - Route Départementale-MAGOUMOU (06km) + apport de 03 Buses - Carrefour Kusunday-Chanas (25km) + apport de 04 ponts et 02 buses en passant				325 000 000	

	par la Chefferie NJINGOUMGE - Chanas NJINGOUMBE- KOUTOUGWEN (04km) +apport de 04 Buses + 01 pont - Carrefour NTGNITLOUM-NJIWALAM (03km) +apport de 02 ponts + 01 Buse ; - Carrefour KOUTOUGWEN-CHANAS NJINGOUMBE Marché (02km) + apport de 02 Buses - Route Principale- NJISSEN KOU PARA (05km) + apport de 04 Buses - NTCHOUNOUN- NGBETSOUEN2(20km) en passant par BUEA + apport de 23 Buses et 01 pont(BUEA) - NDOUGOUEN- NGBETSOUEN1 en passant par SANKA-NJITOU (07km) + apport de 04 Buses et d'un pont - Choutjot-Ndoumkain (06km) en passant par SANKA +apport de 04 Buses - Choutjot-Choutlain (04km) +apport de 04 Buses(SANKA) - NGOUENDAM Marché-MORIPA2 (08km) en passant par BATI Centre + apport de 02 Buses (BATI MORIPA) - CHANAS- NJINGOUMBE (06km) - 03 axes routiers à KOUNDEN : Station					
--	--	--	--	--	--	--

	d'Élevage-Ardo BOUBA YAYA(02km) + apport de 02 ponts ;Route Principale-Ardo DAOUDA(1.5km) + apport d'un pont et d'une Buse ;Ancienne route NJINGOUMBE- Piste Malam ADAMOU(02km) + apport d'un pont					
	A.1.8.- Aménagement des pistes secondaires(NGAMBOUO) (10km)				30 000 000	
	A.A.9. Créer et bitumer 18 km sur les artères du périmètre urbain Création de la piste : Route principale –NJINGOUM (03km), Kougoum-Njingoumbé(03km), route principale du village KOUOBOUM(03km), route principale du village(Panké) (04km), route principale du village NGAMBOUO(05km),				400 000 000	
	A.1.10. Ouverture de 21,5 km de routes avec 04 buses : - Du carrefour Rond Point MEKIECHOUM (2.5km) à l'école publique - Rond Point - MFOUKOUAN (05km) - College Colami-pont CHOUPANZE (02km) +apport de 04 Buses - NDOUHOUM-NKOUTOUKOUOP (05km) en passant par Panzou et El Hadj NPINDAP. NA'ALIMA BAFANDJI-GNONKOUOP (03km)				150 000 000	

	- GNONKOUOP-CETIC-KOUMENGBA (04km), BAFANDJI-NJINGA2 (1.5km) - KOUOSSO-NJIHAMANI (2.5km)					
	A.1.11.Ouverture de de 4 routes NJILAM-Route bitumé ; -ouverture de deux pistes mambouot en face du père Youmgoupmou et près de la montagne sacré -ouverture de la route NJILAM-MONOUN -Ouverture de 05 pistes à Sonka -reprofilage de la route chefferie de Ndoumkain –CSI de NDOUMKAIN -Ouverture de la piste chefferie Ndoumkai-par K/ZAK= 1,5 km -Reprofilage de la route Chanas-Nkouomtain passant par la chefferie=2,5 km -reprofilage de la route carrefour NCHINFA-école publique de Ndoumkain= 1,5 km - reprofilage de la route montagne sacrée –rond point NJILAM= 1,5 km -Reprofilage de la route carrefour Bonet-Nkouomtain=3 km -reprofilage de la route Nkouontain-Nkoutoukouop 1= 2 km -Reprofilage de la route Nkoutoukouop-Sanka	X	X	X	60 000 000	
	A.1.11. Réhabilitation 41 km des routes existantes(NJIRIPA)				82 000 000	

	Route principale d'accès dans le quartier (NKOUGOUM –SANKA) (07km), Fachekouat-Koubouo (07km), Fachekouat-Kouopsouen (04km), Kouodja-Mbadap (03km), Marché BAÏGOM-NJISSEN (08km), NJISSEN-LOUMBOT (04km), KOUPARA-BAÏGOM-NJISSEN (08km)					
	A.1.12. Entretien du tronçon de route Koupara (CEBEC) – Kouapare Njissien, Carrefour Bameka-carrefour Bamengoum.route carrefour bonnet à Ngambouo, Buea t tow-Buea centre				108 000 000	
	A.13.Réhabilitation de la route Communale inter R0604 MISSION CATHOLIQUE-KOUNGOUM-SANKA bretelle 1 (lycée bilingue-pont Hughom inter R0604 NJI PKADAP-NJIBABELLE-NJIGBAMOU) avec construction de 04 pont définitifs aux pk 1+400, 2-850, 3+450 et à côté du CETIC de Kouoptamo	x	x	x	231 235 665	Fonds disponibles
	A.14. Travaux de réhabilitation des routes communales -tronçon N°01 : Carrefour Kouonja-chefferie Njitapon long de 2 km 200, -Tronçon N°02 : carrefour marché Njitapon-entrée CETIC Njitapon long de 3 km 500, d'une longueur totale de 5 km 700, dans la commune de Kouoptamo, Département ndu Noun	x	x	x	16 556 929	Fonds disponibles

A.15. Travaux de construction d'un pont définitif long de 10 m sur la rivière Mva y compris l'ouverture d'une route communale à l'entrée SPHB inter la route régionale R0604-pont Mva long de 3500 m,dans la commune de Kouoptamo ? département du Noun	x	x	x	150 518 639	Fond diponible
A.16. Construction d'une tribune (place des fêtes) dans la commune de Kouoptamo	x		x	56 059 425	Fonds disponibles
A.17.Construction d'un pont sur la rivière Houhouom tronçon de la route communale Presbyterien-Titah Midou	x	x	x	50 000 000	Fonds disponibles
A.18.Construction d'un pont définitif sur la rivière Houhouom tronçon de la route communale inter R0604-Matikouen-pont du Noun	x	x	x	50 000 000	Fonds disponibles
A.19.Construction d'un pont définitif sur la rivière Houhouom tronçon de la route communale inter R0604-Nkankouop-pont du Noun	x	x	x	50 000 000	Fonds disponibles
A.20.Construction d'un pont définitif sur la rivière Ngbetnsouen tronçon de la route communale Nchoutnoun (inter R0604-barrage)-Fomloulmè EP Buea-marché Ngbetnsouen	x	x	x	50 000 000	Fonds disponibles
A.21.Construction d'un pont définitif sur la rivière Njot tronçon de la route communale Nkouopjot-Nsanka	x	x	x	50 000 000	Fonds disponibles
A.22.Construction d'un pont définitif sur la rivière NMuh au pk1 +600 (tronçon de la route communale inter R0604	x	x	x	85 000 000	Fonds disponibles

	(Lycée technique de Kouoptamo urbain)-village Magnit Muh					
	A.23.Construction d'un pont définitif sur la rivière Nkouon tronçon de la route communale Kouon-Nkoubanky	x	x	x	50 000 000	Fonds disponibles
	A.2.1. Installer un comité d'entretien des routes dans chaque quartier et organiser l'entretien régulier des voies publiques Création des Comités de Routes au niveau des villages	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.3.1. Amélioration des services de la voirie municipale (Instituer la propreté en engageant des agents sur les différents secteurs de la ville et les promptes réparations nécessaires) Appui en Matériels (Brouettes, Pelles,...)	X	X	X	15 000 000	Fonds disponibles
	A.3.2. Appui en Matériels (Brouettes, Pelles,...) : Tous les villages				50 000 000	Fonds disponibles
	A.3.3.Canalisation des eaux de pluie à Kouoptamo chefferie	X	X	X	50 000 000	Fonds disponibles
Total					4 020 461 712 FCAF	

IV.95. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE

Problème sectoriel : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	Garantir l'accès à l'éducation primaire à tous les enfants en âge de scolarisation et réduire les disparités régionales en termes d'infrastructures scolaires et de personnel enseignant	-Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation ; -Taux Brut de scolarisation (TBS) ; -Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; -Taux de couverture.	Enquête INS (EDS, ECAM	
Objectif global : <i>Faciliter à l'accès à l'éducation de base:</i>	Faciliter l'accès à une l'éducation de base de qualité	-Le nombre d'enfants scolarisés est en nette et progressive augmentation -Le nombre d'enfants scolarisés de moins de 05 ans est en nette et progressive augmentation -Le taux de déperdition scolaire est en nette et progressive réduction	-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat -Les projets de réalisation des écoles sont inscrits dans le BIP -Les enseignants affectés dans les écoles remplissent pleinement leurs tâches
Objectifs spécifiques	O₁ : Augmenter le nombre d'écoles maternelles et primaires dans la commune de Kouoptamo	-Le nombre d'écoles maternelles et primaires augmenté d'ici 5 ans -Le nombre d'enfants scolarisés de moins de 05 ans est accru de 60% sur 05 ans -Les écoles de l'espace communal ne comptent aucune classe jumelée	-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat -Les projets de réalisation des écoles sont inscrits dans le BIP -Les enseignants affectés dans les écoles remplissent pleinement leurs tâches
	O₂ : Améliorer la qualité de l'enseignement primaire et maternel	-Au moins 90% des postes d'enseignants sont occupés par des instituteurs professionnels -Toutes les écoles disposent chaque année de matériel didactique suffisant	-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat -Les projets de réalisation des écoles sont inscrits dans le BIP -Les enseignants affectés dans les écoles remplissent pleinement leurs tâches
	O₃ : Améliorer la qualité et la quantité des infrastructures et équipements au sein des écoles	Les écoles de la commune disposent des infrastructures et des équipements suffisants et de qualité pour le bonheur des élèves.	-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets de réalisation et d'équipement des écoles sont inscrits dans le BIP

Résultats attendus	R₁ : le nombre d'écoles maternelles et primaires augmenté dans la commune de Kouoptamo	-Plus de 06 écoles maternelles sont opérationnelles - Plus de 09 écoles primaires supplémentaires sont opérationnelles			-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapport des réalisations des APEE	Les parents d'élève réalisent les projets et y mette des moyens financiers
	R₂ :la qualité de l'enseignement primaire et maternel améliorée	-Au moins 100 instituteurs professionnels supplémentaires font partie du personnel enseignant permanent des écoles primaires et maternelles -Toutes les écoles disposent chaque année de matériel didactique suffisant et à temps			-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat
	R₃ : la qualité et la quantité des infrastructures et équipements au sein des écoles sont améliorés	-plus de 40 % de salles de classe sont dotées de toitures - près de 40 salles de classe supplémentaires sont construites et équipées -plus de 350 tables bancs supplémentaires sont installées dans les écoles -Toutes les écoles sont dotées de latrines et de points d'eau modernes			-Rapports techniques de l'IAEDUB -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1.Construction et équipement de 25 nouvelles écoles maternelles (,Njinssen koupara, Njinbambélé, kounssonde Njingoumbe, Ngambouo 2 Ndjingoumbé chefferie,Njitapon (07), Ngambouo (03), Njindoun, Koupara, Ndoumkain, Ngbetsouen, Ngouendam, Kouomboum, Kounden, Bagnam 2 , Ngoumou	,	X	X	25 000 000 F x 25 = 500 000 000 F CFA	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat
	A.1.2.Construction et équipement de 12 écoles primaires supplémentaires opérationnelles (Kounden, Njindoun, Bill chanas, Ngbetsouen 1et 2, Kouomboum, Kouchountou Moripa,Njissen Njingoumbe, Njitapon) Kouoptamo	X	X	X	17 000 000 x12= 85 000 000	-Les écoles demandées sont créées par l'Etat

	A.2.1. Amélioration du paquet minimum dans les écoles primaires de la commune	X	X	X	20 000 000 F CFA	-Les projets d'équipement des écoles sont inscrits dans le BIP
	A.2.2. Plaidoyer pour l'affectation des enseignants dans les écoles primaires de la commune et maternelles	X	X	X	50 000 F CFA	
	A.3.1. Acquisition de 5 000 table-bancs supplémentaires dans les écoles primaires de la commune	X	X	X	5000 bancs x 25 000 F CFA =125 000 000 F CFA	-Les tables bancs sont octroyées par l'Etat
	A.3.2.Construction et aménagement des latrines;	X	X	X	3000 000 F x 20 blocs = 39 000 000 F CFA	-Les projets d'extension sont validés par la commune
	A.3.3.Construction et équipement d'un bloc administratif (Ndjingoumbe(02) chefferie, Njitapon, Koupara chefferie, Panké, Ndoumkain(02), buea)	X	X	X	5 000 000 x09= 50 000 000	Les projets d'extension sont validés par la commune
	A.3.4. Construction de 44 logements d'astreinte dans 44 EP de la commune;	X	X	X	220 000 000	Les projets d'extension sont validés par la commune
	A.3.5. Construction 44 clôtures dans toutes les écoles de la commune de ;	X	X	X	100 000 000	Les projets d'extension sont validés par la commune
	A.3.6 Construction de 32 points d'eau dans les écoles de la commune	X	X	X	8 500 000 F x 32 points = 272 500 000 F CFA	+ le projet de construction de forages dans les écoles sont inscrits dans le BIP
	A.3.7.Mise en place de l'électricité dans les salles de classe (44 écoles)	X	X	X	25 000 000	Les projets d'extension sont validés par la commune
	A.3.8.Réfection de 20 anciens bâtiment dans les écoles primaires de l'arrondissement	X	X	X	(5 000 000 x20)= 50 000 000	Les projets d'extension sont validés par la commune
	A.3.9.Construction et équipement d'une salle informatique (Kouendja, Nditapon centre, Kouoptamo centre, Mbankouop)	X	X	X	2 000 000 x 04= 8 000 000	Les projets d'extension sont validés par la commune

	A.3.11.Construction et équipement d'une bibliothèque (Kouoptamo centre)	X	X	X	5 000 000	Les projets d'extension sont validés par la commune
	A.3.12. Construction et équipement 50 nouvelles salles de classe supplémentaires dans les écoles primaires et maternelles de la commune	X	X	X	850 000 000	Les projets d'extension sont validés par la commune
	A.3.13.Réhabilitation d'un bâtiment de deux salles de classe à l'école publique de Koupara Njissen	x	x	x	4 899 995	Les projets d'extension sont validés par la commune
Total					2 735 549 995 F CFA	

IV.9.6. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DES ARTS ET DE LA CULTURE

Problème sectoriel : Faible promotion des activités culturelles

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	poursuivre l'inventaire du patrimoine culturel et le valoriser, créer, sous la supervision des CTD, les structures de formation et de promotion des arts et de la culture (maisons de la culture, conservatoires, etc.)	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Faciliter la promotion des arts et la culture locale	-Le nombre de foyers culturels en nette et progressive augmentation -Le nombre de festivals culturels est en nette et progressive augmentation -L'équipement des foyers communautaires est en nette et progressive amélioration -le nombre de jeunes acculturés est en nette et progressive augmentation - la collaboration CTD et sectoriel est saine et effective -Une banque des données sur le patrimoine culturel est constitué	-Rapports techniques de la DDAC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les foyers culturels demandés sont construits par l'état -Les projets de réalisation des foyers communautaires sont inscrits dans le BIP -Les autorités municipales se montrent coopératif avec le sectoriel
	O₁ : construire des foyers culturels	-Le nombre de foyers culturels est accru de 50 % sur 05 ans	-Rapports techniques de la DDAC	-Les foyers communautaires demandés sont construits par l'état

					-Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets de réalisation des foyers culturels sont inscrits dans le BIP
Objectifs spécifiques	O₂ : organiser des festivals culturels et la célébration des journées institutionnelles et internationales des arts et de la culture	-le nombre de festivals culturels est accru de 45% en 05 ans -l'intérêt pour la culture est en nette et progressive augmentation - la commune de Kouoptamo est arrimée aux journées internationales des arts et de la culture			-Rapports techniques de la DDAC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les responsables affectés dans les délégations de la culture remplissent pleinement leurs tâches
	O₃ : Financer les activités d'inventaire et de sauvegarde du patrimoine culturel local	Toutes les activités culturelles reçoivent des financements et des appuis			- Rapports techniques de la DDAC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Volonté des populations et des élites
Résultats attendus	R₁ : Les foyers communautaires sont construits	-12 foyers communautaires construits			- Rapports techniques de la DDAC -Comptes administratifs de la Commune - Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les projets de réalisation des foyers communautaires sont inscrits dans le BIP
	R₂ : les festivals culturels sont organisés	- un appui en matériels et en finance aux associations culturelles est apporté			- Rapports techniques de la DDAC -Comptes administratifs de la Commune - Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Volonté des populations et des élites
	R₃ : les activités culturelles sont financées					
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1. Construction et équipement de 12 foyers culturels	X	X	X	31 000 000 X 12 = 372 000 000 FCFA	- Les foyers culturels demandés sont créés par l'Etat
	A.2.1 appui à l'organisation des festivals culturels	X	X	X	15 000 000 FCFA	-Les projets d'appui sont validés par la DDAC
	A.2.1.Sensibilisation des populations sur l'importance de la culture	X	X	X	12 000 000	Les projets d'appui sont validés par la DDAC
	A.3.1. Appui à l'organisation des associations et aux activités culturelles	X	X	X	1 000 000 x12 = 12 000 000	-Les projets d'appui sont validés par la DDAC

	A.3.2. Appui en instrument de musique aux groupes de danse traditionnelle	X	X	X	20 000 000	-Les projets d'appui sont validés par la DDAC
	A.3.3. Appui à l'élaboration des répertoires des cultures locales ;	X	X	X	20 000 000	-Les projets d'appui sont validés par la DDAC
Total					451 000 000 FCFA	

IV.9.7. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

PROBLEME SECTORIEL : Faible promotion des activités de la femme et de la famille

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire	- Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale. -Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Revigorer les activités de la femme et de la famille	-Le nombre de femmes actives est en nette et progressive augmentation -Le nombre de familles vulnérables assistées est en nette et progressive augmentation -Le taux de marginalisation de la femme est en nette réduction	-Rapports techniques de la DDPROFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets d'assistance aux familles vulnérables sont inscrits dans le BIP -Les infrastructures demandées soient construites par l'état -Les formations demandées sont faites par l'Etat

Objectifs spécifiques	O₁ : augmenter les actions d'appuis et d'assistance	-Le nombre de femmes appuyées et assistées est accru de 50% sur 05 ans -Le nombre de familles vulnérables assistées est en nette et progressive augmentation de 60% sur 05 ans	-Rapports techniques de la DDPROFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets d'assistance aux familles vulnérables sont inscrits dans le BIP -Les infrastructures demandées soient construites par l'état -Les formations demandées sont faites par l'Etat
	O₂ : Améliorer le renforcement des capacités de la femme	Les associations des femmes de la commune sont suffisamment accompagnées et encadrées	-Rapports techniques de la DDPROFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les formations et encadrements demandés sont faites par l'Etat
	O₃ : Faciliter la création et la légalisation des associations des femmes	-Le nombre d'association des femmes légalisées est en nette et progressive augmentation	-Rapports techniques de la DDPROFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les associations créées et accompagnées sont suivies par l'état
Résultats attendus	R₁ : Les actions d'appuis et d'assistance sont augmentées	-Le nombre de femmes et de familles bénéficiant des appuis et de l'assistance est en nette augmentation -Existence d'un fichier des familles vulnérables -un CPFF est opérationnel -- les femmes sont formées au CPFF	-Rapports techniques de la DDPROFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets d'assistance aux familles vulnérables sont inscrits dans le BIP -Les infrastructures demandées soient construites par l'état -Les formations demandées sont faites par l'Etat
	R₂ : le renforcement des capacités de la femme est amélioré	Le nombre de femmes encadrées est en nette progression	-Rapports techniques de la DDPROFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-La délégation du MINPROFF est renforcée par un personnel nombreux et important par l'Etat

	R₃ : la création et la légalisation des associations des femmes est facilité	-Le nombre d'associations de femmes créées et légalisées est accru de 30% sur 05 ans	-Rapports techniques de la DDPROFF -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD		-Les formations demandées sont faites par l'Etat	
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1.Construction et équipement d'un CPFF à Kouoptamo	X	X	X	200 000 000	Fond disponible
	A.1.2.Création et Construction d'01 case communautaire (Njitapon, Njingoumbe, Koupara)	X	X	X	35 000 000 x3= 105 000 000 F CFA	
	A.1.3. Création et construction de 05 centres spéciaux d'état civil : Njitapon, Koupara, Njingoumbe, Ngbetsouen, Ngambouo	X	X	X	15 000 000x5= 75 000 000 FCFA	
	A.1.4. Subvention aux AGR des associations des femmes	X	X	X	15 000 000	
	A.1.5. Organisation de 02 séances foraines pour l'établissement des actes de naissance dans chaque centre d'état civil de la commune	x	x	x	10 000 000	
	A.1.6. Construction d'un centre d'accueil pour les victimes des VBG et équipements	x	x	x	25 000 000	
	A.1.7. Construction et équipement d'une crèche dans le marché central de Kouoptamo pour les enfants des vendeuses	x	x	x	5 000 0000	
	A.2.1. Organisation des causeries éducatives (02) sur les mariages et grossesse précoces et sur	X	X	X	3 000 000 FCFA	

	les méthodes contraceptives					
	A.2.3. Organisation des célébrations collectives de mariages	X	X	X	25 000 000	Ressources disponibles
	A.2.3.Organisation de 5 séminaires de formation de 500 femmes sur le montage des projets et activités génératrices de revenus	x	x	x	2 500 000	
	A.3.1.formation des femmes sur le processus de légalisation des associations des femmes	X	X	X	1 000 000	Ressources disponibles
Total			466 500 000 FCFA			

IV.9.8. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

Problème sectoriel : Faible encadrement des personnes vulnérables

Logique d'intervention		Indicateurs vérifiables	objectivement	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(SND 30)	-Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages les plus flagrants entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	-Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; -Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables,		Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	Faciliter l'encadrement des personnes vulnérables selon le type de vulnérabilité	-Inactivités des personnes vulnérables est durablement réduit -les taux de personnes vulnérables bénéficiant des appuis en chaises roulantes ; béquilles ; formation et encadrement est de 70 % d'ici 5 ans		-Rapports techniques de l'IA MINAS -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-L'école ; centres de réhabilitation et de formation des handicapés ; orphelinats ; service des affaires sociales ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de réalisation d'école pour déficients

		-les nombre de personnes vulnérables bene fiant des bourses d'études a accru - les personnes vulnérables ont accès aux infrastructures -les AGR des personnes socialement vulnérables sont financées		- auditifs et visuels ; - construction des centres de réhabilitation et de formation des handicapés ; - construction des orphelinats ; - construction du service des affaires sociales ; - construction des rampes d'accès pour handicapés ; - appui aux personnes vulnérables ; - octroie des bourses d'études sont inscrits dans le BIP -Les personnes vulnérables sont regroupées en associations
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer l'assistance des personnes vulnérable	- plus de 70% de personnes vulnérables bénéficient des chaises roulantes et des béquilles - plus de 70% des personnes vulnérables bénéficient des bourses d'études chaque année -plus de 70% des infrastructures ont des rampes d'accès pour personnes vulnérable d'ici 5 ans	Rapports techniques de l'IA MINAS -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD - Recensement des personnes handicapées de la commune de Kouoptamo	Construction du service des affaires sociales ; construction des rampes d'accès pour handicapés ; appui aux personnes vulnérables ; octroie des bourses d'études sont inscrits dans le BIP
	O2 : Créer les structures d'encadrement des personnes vulnérables	-un centre de réhabilitation et d'éducation des handicapés est créé et construit d'ici 5 ans - un orphelinat est créé et construit d'ici 5 ans - le service des affaires sociales est créé et construit - les personnes handicapées bénéficient des bourses d'étude à l'extérieur du pays - les foiresnationales des handicapéssont organisées -les centres de recherche des personnes vulnérables sont créés - le personnel d'encadrement des personnes vulnérables est recruté	Rapports techniques de l'IA MINAS -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-L'école ; centres de réhabilitation et de formation des handicapés ; orphelinats ; service des affaires sociales ; demandées sont créées par l'Etat ;

	O3 : Créer et mettre en placeslesassociations des personnes vulnérables	-Plus de 10 associations des personnes vulnérables sont créés et légalisés -les personnes vulnérables ont tous les actes de naissances		Rapports techniques de l'IA MINAS		-Les personnes vulnérables sont regroupées en associations
Résultats attendus	R1 : l'assistance des personnes vulnérables est améliorée	-50 chaises roulantes sont dotées aux personnes vulnérables -50 béquilles sont distribuées aux personnes vulnérables		Rapports techniques de l'IA MINAS -Comptes administratifs de la Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD		
	R2 : les structures d'encadrement des personnes vulnérables sont créés	-01 école pour déficient auditifs et visuel est fonctionnel -01 centre de réhabilitation formation des handicapes sont fonctionnel -01 orphelinat est fonctionnel -01 service des affaires sociales est construit et fonctionnel		Rapports techniques de l'IA MINAS -Comptes administratifs de la Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD		
	R3 : les associations des personnes vulnérables sont créés et mises en place	- Plus de 10 associations sont créées et légaliser dans la commune de Kouoptamo		Rapports techniques de l'IA MINAS		-Les personnes vulnérables sont regroupées en associations
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1 Appui de 50 chaises roulantes	X	X	X	300 000 F X 50 = 15 000 000F	Fond disponible
	A.1.2. Appui aux personnes vulnérables (médicaments, soins médicaux, alimentions,)	X	X	X	10 000 000	Fond disponible
	A.1.3. Appui de 50 béquilles	X	X	X	80 000F X 50 = 4 000 000F	Fond disponible
	A.1.4. Construction des rampes d'accès socio environnementaux pour les personnes vulnérables	X	X	X	15x 500 000= 7 500 000	Fond disponible
	A.2.1.Accompagnement des personnes vulnérables	X	X	X	10 000 000 F	Fond disponible
	A.2.2. Création et construction d'un centre social pour	X	X	X	35 000 000F	Fond disponible

	réhabilitation et formation des handicapés					
	A.2.3. Redynamisation du centre gériatrique privé de Njigoumbé	x	x	x	15 000 000	Fond disponible
	A.2.4. Dotation du CEPHAOK en ordinateurs(25) en matériel logistique (01 voiture), des tricycles (30).				30 000 000	Fond disponible
	A.2.5. Création, construction et équipement d'un centre de recherche pour personnes vulnérable	x	x	x	25 000 000	Fond disponible
	A.3.1. Appui à la création d'une association des personnes vulnérables	x	x	x	500 000x11= 5 500 000 F	Fond disponible
	A.3.2.Organisation des séances de formation et d'encadrement sur les procédures de demande d'assistance (carte d'invalidité).				15 000 000	
	A.3.3.					
Total					152 000 000 FCFA	

IV.9.9. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT

Problème sectoriel : Difficulté d'accès à une eau et un assainissement de qualité

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(SND 30)	Améliorer significativement le taux d'accès des populations à l'eau potable et d'atteindre un taux d'assainissement de 60% à l'horizon 2035.	-% des ménages ayant accès à l'eau potable	Cartographie des points d'eau -Rapport du MINEE	
Objectif global	faciliter l'accès à une eau et un assainissement de qualité dans la commune de Kouoptamo	Le nombre d'infrastructures hydrauliques construites et réhabilitées et le niveau d'assainissement est en nette augmentation	-Rapports techniques du DP/MINEE, -Comptes administratifs de la commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les infrastructures hydrauliques sont réalisées par l'Etat, la mairie et les partenaires au développement au développement -Les projets de réalisation des infrastructures hydrauliques sont inscrits dans le BIP
Objectifs spécifiques	O₁ : construire et réhabiliter les forages dans les village	-Le nombre de d'ouvrages construits et réhabilités est accru de 80% sur 05 ans	-Rapports techniques du DP/MINEE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets de réalisation des routes sont inscrits dans le BIP Ressources disponibles
	O₂ : Accentuer la construction des blocs latrines	Les séances d'investissement sont imposées à la population	-Rapports techniques du DD/MINEE Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	O₃ : Créer les comités de gestion de l'eau et énergie dans les villages	Les comités de gestion d'eau sont créés et mis en place dans tous les villages de la commune	PV de mise en place des comités de gestion Rapport d'activité des comités de gestion	Volonté politiques des acteurs en place
Résultats attendus	R₁ : Les forages sont construits et réhabilités dans les villages	Plusieurs forages sont construits et réhabilités dans les villages de Kouoptamo	Observation -rapport technique du MINEE	Volonté politiques des acteurs

					-PV de réception des forages	
	R₂ : La construction des blocs latrines est accentuée	Les populations de la commune disposent à 80 %des blocs latrines modernes			Observation	
	R₃ : Les comités de gestion d'eau et énergie sont en totalité créés et mis en place dans tous les villages de la commune	-Les comités de gestion d'eau sont créés et installés dans tous les villages de l'arrondissement de Kouoptamo			PV de création et de mise en place des comités de gestion	Volonté politiques des acteurs
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1Construction de 100 forages équipés de PMH dans la commune	X	X	X	8 500 000 x 100 = 850 000 000	Fonds disponibles
	A.1.2. Réhabilitation des forages à motricité humaine	X	X	X	75 000 000	Fonds disponibles
	A.1.3. Construction de 11points captage d'eau	X	X	X	20 000 000x11= 220 000 000	
	A.1.4. Construction de 03 mini systèmes d'alimentation en eau potable	X	X	X	45 000 000x3= 135 000 000	
	A.1.5. Formation de 04 habitants par village sur la maintenance et la gestion des forages ;	X	X	X	2 000 000	Fonds disponibles
	A.1.6.Construction d'une adduction d'eau avec pompe solaire au marché de Kouoptamo	x	x	x	120 000 000	
	A.1.7. Sensibilisation des populations sur les techniques de potabilisation	X	X	X	2 000 000	Fonds disponibles
	A.1.8. Aménagement de la source d'eau makara à Kouoptamo chefferie		X	X	5 000 000	
	A.1.9. Réhabilitation et renforcement du système d'approvisionnement en eau potable par pompage solaire de la ville de Kouoptamo	x	x	x	79 598 773	
	A.2.1. Construction des blocs latrines dans les écoles , les marchés et structures hospitalières de la commune (07)	X	X	X	31 500 000	Fonds disponibles

	A.2.3. Appui pour la construction des blocs de toilettes modernes	X	X	X	5 000 000x12 60 000 000	= Fonds disponibles
	A.3.1 Création d'un comité de gestion des forages	X	X	X	3 000 000	Fonds disponibles
Total					1 329 098 773	

IV.9.10. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'ENERGIE

Problème sectoriel : *Difficulté d'accès à une énergie de qualité*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(SND 30)	Electrifier les localités reculées à partir de l'énergie solaire et/ou des minis centrales hydroélectriques, en facilitant à cet effet la mobilisation des investisseurs privés nationaux par des dispositions légales d'achat d'énergie, de raccorder toutes les communes au réseau électrique, de mettre en place un programme de subvention aux branchements des ménages défavorisés au réseau électrique et de poursuivre les programmes d'électrification rurale à travers l'extension des réseaux de distribution interconnectés	-% des ménages ayant accès à l'énergie	Cartographie des points d'eau -Rapport du MINEE	
Objectif global	faciliter l'accès à une énergie de qualité dans la commune de Kouoptamo	-Le développement des infrastructures électriques est en progression -Le taux de réduction des agressions, des poteaux et des incendies dues à l'électricité est en progression	-Rapports techniques du DP/MINEE, -Comptes administratifs de la commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les infrastructures électriques sont réalisées par l'Etat, la mairie et les partenaires au développement au développement -Les projets de réalisation des infrastructures électriques sont inscrits dans le BIP

	O₁ : construire les centrales solaires dans les villages de la commune	-L'énergie électrique est désormais stable et accessible dans tous les ménages de la ville de la commune -Les activités économiques sont régulières et effectives dans les quartiers et villages de la ville de la commune -les ménages connaissent une augmentation de leurs revenus			Rapport d'activité du DD/MINEE	Volonté politiques des acteurs
	O₂ : électrifier tous les villages de la commune	Tous les villages de l'arrondissement sont connectés au réseau électrique -			Observation	Volonté politiques des acteurs
	O₃ : Créer les comités de veille du réseau électrique	-le nombre des poteaux tombé et endommagés est réduit dans les villages -les incendies sont désormais réduits			Observation -Rapport du DD/MINEE	Volonté politiques des acteurs
	R₁ : les centrales solaires sont construites dans les villages de la commune	90 % des ménages de la commune de Kouoptamo ont désormais l'énergie à leur guise			Observation	Volonté politiques des acteurs
	R₂ : tous les villages de la commune sont électrifiés	95 % des villages de la commune sont connectés au réseau électrique			Observation Rapport du DDMINEE Rapport d'activité d'ENEO	Volonté politiques des acteurs
	R₃ : les comités de gestion du réseau électrique sont créés	95 % des villages de la commune ont mis en place des comités de gestion du réseau électrique			Observation Rapport du DDMINEE Rapport d'activité d'ENEO	Volonté politiques des acteurs
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1. Alimentation des villages de la commune de Kouoptamo en énergie solaire (55)	X	X	X	10 000 000x55= 550 000 000	Fonds disponibles
	A.1.2. Construction d'une centrale photovoltaïque (11)	X	X	X	440 000 000	Fonds disponibles
	A.1.3. Mise en place de 440 lampadaires solaires dans tous les villages de la commune	X	X	X	275 000 000	Fonds disponibles
	A.2.1. Extension du réseau électrique dans tous les villages ,	X	X	X	500 000 000	Fonds disponibles

	établissements scolaires et quartiers de la commune					
	A.2.2.Densification du réseau électrique MT/BT du centre-ville de Kouoptamo	x	x	x	52 885 438	Fonds disponibles
	A.2.3.Electrification en MT/BT monophasé dans la localité de Njitapon	x	x	x	8 056 268	Fonds disponibles
	A.2.4.Projet d'extension d'un réseau électrique en MT/BT monophasé de la chefferie supérieure de Njingoumbé vers les carrefours Koutikouen dans la commune de Kouoptamo, département du Noun, Région de l'Ouest	x	x	x	39 201 000	Fonds disponibles
	A.2.5.Extension du réseau électrique en MT/BT monophasé VERS LE QUARTIER mendouo dans la commune de Kouoptamo, département du Noun, Région de l'Ouest	x	x	x	29 827 478	
	A.2.6.Projet d'extension d'un réseau électrique en MT/BT monophasé vers la localité de Njitoussen par Ngambouo dans la commune de Kouoptamo, département du Noun, Région de l'Ouest	x	x	x	47 301 000	
	A.2.7.Projet d'extension d'un réseau électrique en MT/BT monophasé de Chanas par Ndoumkain dans la commune de Kouoptamo, département du Noun, Région de l'Ouest	x	x	x	13 702 354	
	A.2.8.Projet d'extension d'un réseau électrique en MT/BT monophasé de Ndoumkain dans la commune de Kouoptamo, département du Noun, Région de l'Ouest	x	x	x	97 448 238	
	A.2.9.Projet d'extension d'un réseau électrique en MT/BT monophasé de Njindoun dans la commune de Kouoptamo, département du Noun, Région de l'Ouest	x	x	x	132 679 606	
	A.2.10. Acquisition de 03 groupes électrogène				12 000 000x3=36 000 000	Fonds disponibles

	A.3.1. Mise en place des comité de gestion local du réseau électrique	X	X	X	11 000 000	Fonds disponibles
Total					2 103 101 382	

IV.9.11. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Probleme Central : Difficulté d'accès à un enseignement secondaire de qualité

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(SND 30)	promouvoir un système éducatif à l'issu duquel tout jeune diplômé est sociologiquement intégré, bilingue, compétent dans un domaine capital pour le développement du pays.	-Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation ; -Taux Brut de scolarisation (TBS) ; -Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; -Taux de couverture.	Enquête INS	
Objectif global	Faciliter l'accès à un enseignement secondaire de qualité	-Plus de 3 NOUVEAUX établissements d'enseignement secondaire ont été créés et construit d'ici 5 ans - Le lycée bilingue de Kouoptamo et les autres établissements créés de la commune de Kouoptamo ne jumellent plus de salles de classe d'ici 5 ans - le lycée bilingue de Kouoptamo et tous les autres établissements d'enseignement secondaire nouvellement créés disposent des points d'eau potable - le lycée bilingue de Kouoptamo et tous les établissements d'enseignement secondaire nouvellement créés disposent d'un personnel enseignant qualifié d'ici 5 ans	-Rapports techniques du DD MINSEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les nouveaux établissements d'enseignement secondaires demandés sont créés par l'Etat. -Les projets de construction des établissements d'enseignement ; des forages ; des blocs administratifs ; octroi des table bancs ; de latrines ; de clôtures ; d'extension de salles de classe sont inscrits dans le BIP -Les enseignants affectés remplissent pleinement leurs devoirs d'enseignants
Objectifs spécifiques	O1 : Faciliter la création et la construction de nouveaux établissements d'enseignement secondaire	-Création et construction d'un lycée technique -Création et construction de 2 nouveaux lycées d'enseignement secondaire général	-Rapports techniques du DD MINSEC -Comptes administratifs de la Commune	Les nouveaux établissements d'enseignement secondaires ; demandes sont créés par l'Etat -Les projets de construction des établissements d'enseignement ;

		- Création et construction de 01 CETIC -Création et construction des CES			-Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	des forages ; des blocs administratifs ; octroi des table bancs ; de latrines ; de clôtures ; d'extension de salles de classe sont inscrits dans le BIP
	O2 : Faciliter le développement infrastructurel scolaire d'enseignement secondaire	-Construction de nouvelles salles de classes dans la commune de Kouoptamo - Dotation de 300 tables bancs au lycée bilingue de Kouoptamo - Construction des blocs administratifs -constructions des clôtures -Construction des blocs de latrine -Construction des forages			-Rapports techniques du DD MINSEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets de construction des établissements d'enseignement ; des forages ; des blocs administratif ; octroi des table bancs ; de latrines ; de clôtures ; d'extension de salles de classe sont inscrits dans le BIP
	O3 : Faciliter l'affectation du personnel qualifié dans les établissements d'enseignement secondaire	-Affectation du personnel enseignant dans les établissements d'enseignement secondaire			Rapports techniques du DD MINSEC	-Les enseignants affectes remplissent pleinement leurs devoirs d'enseignants
Résultats attendus	R1 : les établissements d'enseignements sont durablement créés et construits	-Création et construction de plus de 3 nouveaux lycées d'enseignement secondaire général - Création et construction des CETIC -Création et construction des CES -construction d'un bloc administratif			-Rapports techniques du DD MINSEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les nouveaux établissements d'enseignement secondaires ; demandes sont créées par l'Etat -Les projets de construction des établissements d'enseignement ; des forages ; des blocs administratif ; octroi des table bancs ; de latrines ; de clôtures ; d'extension de salles de classe sont inscrits dans le BIP
	R2 : Le développement infrastructurel est en nette amélioration					
	R3 : l'affectation du personnel qualifié dans les établissements d'enseignement secondaire est rendu possible	- Le personnel enseignant est affecté			Rapports techniques du DD MINSEC	-Les enseignants affectes remplissent pleinement leurs devoirs d'enseignants
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1. Création, construction et équipement de 05 CES (Ngambouo, Njitapon, Njindoun, Ngouéndam, Ndoumkain)	X	X	X	500 000 000 FCFA	Fonds disponibles
	A.1.2. Création, construction et équipement de 03	X	X	X	450 000 000 FCFA	Fonds disponibles

	CETIC(Ngambouo, Mbankouop , Ngouendam					
	A.1..3. Construction de 08 nouvelles salles de classe au CETIC de Njitapon ;	X	X	X	10 000 000 X 8= 80 000 000 FCFA	Fonds disponibles
	A.1.4. Construction et équipement d'un bloc administratif au CETIC de Njitapon	X	X	X	13 000 000 FCFA	Fonds disponibles
	A.1..5. Construction d'une salle de professeurs dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune	X	X	X	15 000 000 x8 = 120 000 000 FCFA	Fonds disponibles
	A.1.6.Construction et équipement de 04 ateliers spécialisés au CETIC de Njitapon	X	X	X	400 000 000	Fonds disponibles
	A.1.7.Construction de 05 bâtiments de 02 salles de classes chacun au lycée technique et 10 salles de classes au lycée Bilingue	X	X	X	160 000 000	Fonds disponibles
	A.1.8.Construction et équipement Des ateliers complets d'électricité d'équipement de maçonnerie, d'ESF, de couture et de bureau comptable	X	X	X	400 000 000	Fonds disponibles
	A.1.9.Construction d'01 bibliothèque au lycée technique	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.1.10. Construction et équipement d' 01 infirmerie au lycée technique et 01 infirmerie au lycée bilingue	X	X	X	30 000 000	Fonds disponibles
	A.1.11.Construction et équipement Des ateliers spécialisés au lycée technique	X	X	X	400 000 000	Fonds disponibles
	A.1.12.Construction et équipement d'01 salle	X	X	X	15 000 000	Fonds disponibles

	d'informatique au lycée technique					
	A.1.13.Construction et équipement de 02 salles de classe au Collège privé laïc	X	X	X	20 000 000	Fonds disponibles
	A.1.14.Transformation du CETIC de Koupara en Lycée technique	X	X	X	40 000 000	Fonds disponibles
	A.1.15. Appui pour l'octroi du Mobilier (05 classeurs, 05 armoires, 30 chaises, 05 grandes tables , 05 bureaux complets au lycée technique	X	X	X	5 000 000	Fonds disponibles
	A.1.16. Appui pour l'octroi du Matériels de reprographie (01 machine à écrire, 01 ronéotypeur mécanique, 01 photocopieur)au lycée technique	X	X	X	2 000 000	Fonds disponibles
	A.1.17.Appui pour l'octroi de 05 ordinateurs complets au lycée technique	X	X	X	500 000	Fonds disponibles
	A.1.18.Appui pour l'octroi de 02 imprimantes au lycée technique	X	X	X	500 000	Fonds disponibles
	A.1.19. Appui pour l'octroi du Matériel didactique (carte murale, kits des miro-sciences (chimie, biologie) 01 projecteur)	X	X	X	500 000	Fonds disponibles
	A.1.20. Construction et équipement de deux bâtiment de 4 salles de classe : lycée de Njingoumbe, lycée de Panké	x	x	x	34 000 000	Fond disponible
	A.2.1.Acquisition de 300 tables bancs au lycée technique et 500 pour le lycée bilingue	X	X	X	24 000 000	Fonds disponibles
	A.2.2. Appui de 300 tables bancs dans les écoles d'enseignement secondaire	X	X	X	30 000 X 300 = 9 000 000 FCFA	Fonds disponibles

	A.2.3. Construction des clôtures dans les établissements d'enseignement secondaires	X	X	X	18 000 000 FCFA	Fonds disponibles
	A.2.4.construction et équipement d'01 salle informatique au lycée de Njingoumbe	X	X	X	15 000 000	Fonds disponibles
	A.2.5.construction et équipement d'01 bibliothèque au lycée bilingue de Kouoptamo	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.2.6.Construction d'une infirmerie	X	X	X	10 000 000x4= 40 000 000	Fonds disponibles
	A.2.7.Construction et équipement d'un laboratoire	X	X	X	10 000 000x4 = 40 000 000	Fonds disponibles
	A.2.8.Aménagement des aires de jeu	X	X	X	5 000 000x 9= 45 000 000	Fonds disponibles
	A.2.8. Acquisition de 05 ordinateurs complets au lycée bilingue de Kouoptamo	X	X	X	500 000	Fonds disponibles
	A.2.9.Electrification du Lycée Njingoumbé-Njitapon	X	X	X	15 000 000	Fonds disponibles
	A.3.1.Construction des logements d'astreintes pour les enseignants ;	X	X	X	100 000 000	Fonds disponibles
Total					2 995 000 000 FCFA	Fonds disponibles

IV.9.12. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Problème sectoriel : Difficulté d'accès à un emploi et une formation de professionnelle

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	Accroître de l'offre de formation technique et professionnelle, renforcer les capacités des travailleurs du secteur informel sur les techniques et technologies innovantes, le renforcement du civisme ;	-Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire ; -Nombre d'emplois créés ; -Taux de chômage.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	faciliter l'accès à un emploi formel et une formation professionnelle dans la commune de Kouoptamo	Le nombre de structures de formation professionnelle est en nette augmentation -Le nombre de jeunes employés dans les structures publiques et para publiques a considérablement évolué	-Rapports du DP/MINEFOP, -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les infrastructures d'encadrement des structures de formation sont réalisées par l'Etat, la mairie et les partenaires au développement au développement -Les projets de réalisation des infrastructures sont inscrits dans le BIP
Objectifs spécifiques	O₁. Améliorer l'offre de la formation professionnelle de qualité et adéquate aux métiers du secteur économique	-Le nombre de jeunes formés et ayant trouvé un emploi stable est accru de 80% sur 05 ans	-Rapports techniques du DP/MINEFOP -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Volonté politique des acteurs
	O₂. Plaidoyer pour la création des centres de formation aux métiers dans la municipalité	- le nombre de structures de formation professionnelle de l'arrondissement de Kouoptamo est passé de 01 à 03 -Les infrastructures d'accueil sont construites et équipées à la hauteur du nombre important des apprenants	-Rapports techniques du DD/MINEFOP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	-Les projets de réalisation et d'équipement sont inscrits dans le BIP
	O₃. Développer les référentiels de formation et renforcer les capacités des acteurs par rapport aux compétences qualifications exigées dans le secteur économique local	Le nombre de jeunes formés et employés dans certaines structures connaît une nette augmentation. Les centres de formation professionnelle qui fonctionnent	Rapport d'activité des structures concernées -Observation	Volonté politiques des acteurs en place

Résultats attendus	R ₁ : l'offre de la formation professionnelle de qualité et adéquate aux métiers du secteur économique est améliorée	Le chômage est réduit 80 % dans la commune -Le phénomène de l'oisiveté connaît une diminution considérable dans la commune de Kouoptamo			Observation -Rapport du DD/MINEFOP	
	R ₂ : un plaidoyer pour la création des centres de formation aux métiers dans la municipalité est rédigé	L'arrondissement de Kouoptamo connaît une variété de centres de formation professionnelle -L'analphabétisme est réduit de 80 % dans la commune de Kouoptamo par une accessibilité facile -La commune de Kouoptamo connaît de moins en moins la délinquance juvénile			PV de création et de	Volonté politiques des
	R ₃ : les référentiels de formation et le renforcement des capacités des acteurs par rapport aux compétences qualifications exigées dans le secteur économique local sont développés	Les limogeages ont baissé de 60 % dans la commune de Kouoptamo -Les jeunes de la commune ne cèdent plus au découragement			Mise en service des différentes structures	acteurs
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.2. Transformation du SAR/SM de Kouoptamo en centre de formation aux métiers ouvertes aux spécialités suivantes : paramédical, informatique, mécanique auto, plomberie-installation sanitaire, énergie renouvelable, construction des ouvrages métalliques	X	X	X	200 000 000	Fonds disponibles
	A.1.2.Equipement de la SAR/SM de Kouoptamo en outil informatique	X	X	X	10 000 000	
	A.1.3. Aménagement d'une aire de jeux à la SAR/SM par l'approche HIMO	X	X	X	4 000 000	Fonds disponibles
	A.1.4. Equipement de la SAR/SM de Kouoptamo en point d'eau potable	X	X	X	8 500 000	
	A.1.5. Electrification en triphasé de la SAR/SM de Kouoptamo	X	X	X	5 000 000	
	A.1.6.Construction et équipement de 02 bâtiments de 02 salles de classes à la SAR par l'approche HIMO	X	X	X	32 000 000	
	A.1.7.Octroi de 100 table-banc à la SAR/SM	X	X	X	3 000 000	
	A.1.8.Construction d'01 clôture	X	X	X	5 000 000	
	A.1.9.Réfection et achat d'autres machines à la SAR/SM	X	X	X	100 000 000	

	A.1.10.Aménagement des carrières de sable et de gravier	X	X	X	10 000 000	
	A.1.11.Construction et équipement d'un centre de formation professionnelle en mécanique, électricité et TIC	X	X	X	100 000 000	
	A.1.12. Construction et équipement d'une SAR/SM	X	X	X	100 000 000	
	A.2.1. Plaidoyer pour la création de 06 centre de formation aux métiers à Njissen-Njingoumbé, Mékiéchoum-Kouetkouet, Koupara Baïgom-Njissen, Ngouendam, Kouoboum, Njiamgbié, Sanka, Njitapon, Ngbetsouen	X	X	X	2 000 000	Fonds disponibles
	A.2.2. Sensibiliser les populations à la création des entreprises de transformation et de conservation des produits de base (agriculture, élevage et pêche)	X	X	X	2 000 000	Fonds disponibles
	A.3.1. Organisation des séances des stages de formation aux métiers, au montage des projets, à la recherche de financement à Koungoum-Njingoumbé (10 personnes), Kouopkaré (10 personnes), Sanka-Njitou (15 personnes), Njiamgbié (20 personnes), Chanas-Njingoumbé (15 personnes), Buéa (30 personnes), Groupement Bororo de Kounden (100 personnes), Sanka (50 personnes), Koungoum-Sanka (03 personnes), Kouopjot-Ngoumou (20 personnes), Kouonja-Njitapon (30 personnes) avec l'approche genre.	X	X	X	5 000 000	Fonds disponibles
	A.3.2. Elaborer un fichier de métiers par branches et par secteur d'activités	X	X	X	2 000 000	
	A.3.3.Mettre sur pied un comité de développement et de promotion de l'emploi communal chargé de recueillir les besoins des populations en matière de formation et d'offre d'emploi.	X	X	X	2 000 000	
TOTAL					590 500 000 F CFA	

IV.9.13. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DU TRAVAIL ET LA SECURITE SOCIALE

Problème sectoriel : Difficulté d'accès à un travail décent et à une sécurité sociale

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	Consolider les acquis et élargir le champ de protection sociale au plus grand nombre, en intégrant progressivement l'ensemble des catégories sociales jusqu'ici en marge du système, à travers la réduction des inégalités sociales, les mesures de protection contre toutes les formes de vulnérabilité, la cohésion et l'inclusion sociales.	- Augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ; -Taux d'accroissement de 50% de la sécurité sociale		
Objectif global	améliorer l'accès à un travail décent et a une sécurité sociale dans la commune de Kouoptamo	Le nombre de structures d'encadrement des travailleurs a considérablement augmenté dans la commune -Le nombre de personnes assurées à la CNPS a considérablement évolué	-rapports du dp/min travail et sécurité sociale, -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les structures d'encadrement des travailleurs sont réalisées par l'Etat, la mairie et les partenaires au développement -Les projets de réalisation des infrastructures sont inscrits dans le BIP
Objectifs spécifiques	O₁ : Améliorer les connaissances des travailleurs et employeurs sur les questions de sécurité sociale	Au moins 50% des travailleurs locaux ont amélioré leurs connaissances sur les questions de sécurité sociale	- Rapports du DP/MIN TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE, -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Volonté politique des acteurs
	O₂ : Améliorer l'encadrement des travailleurs	Nombre de syndicats et mutuelles des travailleurs créés et fonctionnels	- Rapports du DP/MIN TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE, -Rapport d'activité du responsable régional de la CNPS -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD - Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	O₃ : Rendre systématique l'affiliation des travailleurs et le paiement des cotisations sociales à la CNPS par les entreprises et les travailleurs du secteur informel	Nombre croissant de travailleurs affiliés à la CNPS par les chefs d'entreprises et les travailleurs indépendants dans l'espace urbain communal et dans les villages	- Rapport d'activité des structures concernées -Observation	Volonté politiques des acteurs en place

	O4 : Mettre en place une association des travailleurs	Les populations dispose d'une association et d'un cadre de défense de leurs intérêts dans et commune				Volonté politiques des acteurs en place
Résultats attendus	R1 : Les travailleurs et employeurs sont aguerris sur les questions de sécurité sociale	-01 campagne annuelle de sensibilisation est organisée sur la réglementation de la sécurité sociale des travailleurs -Au moins 1 000 travailleurs et 50 employeurs sont sensibilisés -Au moins 2 000 travailleurs et 100 employeurs possèdent un document de synthèse du code du travail			Observation - Rapports du DP/MIN TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE, -	Volonté politiques des acteurs en place
	R2 : L'affiliation des travailleurs et le paiement des cotisations à la CNPS par les entreprises sont effectifs	Les travailleurs vivent paisiblement leur retraite et bénéficient de leur pension retraite			-Rapport de la CNPS -Les bulletins de paie	Volonté politiques des acteurs
	R3 : l'affiliation des travailleurs et le paiement des cotisations sociales à la CNPS par les entreprises et les travailleurs du secteur informel est rendu systématique	Les travailleurs reçoivent régulièrement les allocations versées par la CNPS			Observation	Volonté politiques des acteurs
	R4 : une association des travailleurs est mise en place dans la commune	Les travailleurs bénéficient d'un accompagnement dans la réalisation de leur activité			Rapport d'activité des entreprises	Volonté politiques des acteurs
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1. Organisation des campagnes de sensibilisation des travailleurs sur le droit à la sécurité au travail et à la sécurité sociale/ Organisation des séances de sensibilisation des populations sur les droits et devoirs des employés et des employeurs	X	X	X	2 000 000	Fonds disponibles
	A.2.1. Sensibilisation à la nécessité d'avoir une mutuelle de santé	X	X	X	2 000 000	Fonds disponibles
	A.2.2. Création d'une Mutuelle de Santé à caractère communal	X	X	X	80 000 0000	Fonds disponibles

	A.2.3. Mise en place d'un syndicat de travailleurs	X	X	X	1 000 000	Fonds disponibles
	A.2.4. Sensibilisation sur la possibilité d'affiliation individuelle à la CNPS				2 000 000	
	A.3.1. Création d'une association des travailleurs	X	X	X	50 000 x 12 = 600 000	Fonds disponibles
	A.3.2. Accompagnement des travailleurs dans la réalisation de leur activité	X	X	X	2 000 000	Fonds disponibles
Total					89 600 000	

IV.9.14. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DU TOURISME ET LOISIRS

Problème sectoriel : *Faible valorisation du potentiel touristique dans la commune de Kouoptamo*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	-Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	-Nombre de touristes internationaux par an (au moins 3 500 000) d'ici 2030 ; -Nombre de touristes internes ; -Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; -VA touristique / VA totale ;	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	
Objectif global	valoriser le potentiel touristique de la commune de Kouoptamo	Le nombre de site et établissement touristique a considérablement augmenté dans la commune	-Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	-Les projets de réalisation des infrastructures sont inscrits dans le BIP
Objectifs spécifiques	O₁ : Aménager les sites touristiques et les voies d'accès aux potentiels sites touristiques existants	Le nombre de sites touristiques et les voies d'accès aux potentiels sites touristiques aménagés	-Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	-Les projets de réalisation des infrastructures sont inscrits dans le BIP
	O₂ : Créer les sites touristiques et espaces de loisirs	-Le nombre de site touristique de la commune est accru de 50% sur 05 ans	- Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	O₃ : Accroître les sites et les établissements touristiques	- le nom de site et établissements touristique est passé de 20 % à 50 % dans la commune	Rapport d'activité des structures concernées -Observation	Volonté politiques des acteurs en place

	O4 : Résoudre le manque de moyens financiers	Les particuliers investissent des montants importants dans le secteur touristique	Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	Volonté politiques des acteurs en place
Résultats attendus	O5 : mettre en place des comités de gestion du potentiel touristique à Kouoptamo	Le potentiel touristique de Kouoptamo est fortement sécurisé par une surveillance accrue	Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	O6 : Renforcer le dispositif sécuritaire autour des sites touristiques	La commune de Kouoptamo dispose d'un dispositif sécuritaire (Humain et matériel) pour le contrôle des sites touristiques	Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	O7 : Renforcer la collaboration avec le MINTOURL	La collaboration entre la commune et le MINTOURL est parfaite	Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	R1 : Aménager les sites touristiques et les voies d'accès aux potentiels sites touristiques existants	Le nombre de sites touristiques et les voies d'accès aux potentiels sites touristiques aménagés	-Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	-Les projets de réalisation des infrastructures sont inscrits dans le BIP
Résultats attendus	R2 : les sites touristiques sont créés dans l'arrondissement de Kouoptamo	Le niveau d'aménagement des sites touristiques est passé à 80 %	-Observation - Rapports du DD/MINTOUL -Rapport du DD/MINCOM	Volonté politiques des acteurs
	R3 : les sites et les établissements touristiques ont accrus dans la commune de Kouoptamo	-L'exode rural a diminué dans la commune -Les activités économiques connaissent un essor important dans la commune	-Observation -Rapport d'activité des établissements touristiques	Volonté politiques des acteurs
	R4 : Le manque de moyens financier est résolu dans la commune Kouoptamo	Les promoteurs des sites et établissements touristiques font d'énormes bénéfices au cours de leurs activités	-Observation -Rapport d'activité des établissements touristiques	Volonté politiques des acteurs

	R ₅ : des comités de gestion du potentiel touristique à Kouoptamo sont mis en place	Le potentiel touristique de Kouoptamo est fortement sécurisé par une surveillance accrue			Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	R ₆ : le dispositif sécuritaire autour des sites touristiques est renforcé	La commune de Kouoptamo dispose d'un dispositif sécuritaire (Humain et matériel) pour le contrôle des sites touristiques			Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	R ₇ : la collaboration avec le MINTOURL est renforcée	La collaboration entre la commune et le MINTOURL est parfaite			Rapports du DD/MINTOUL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Observation	Volonté politiques des acteurs en place
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1. 1.Aménagement des sites touristiques et des voies d'accès d'un site touristique dans l'espace urbain : Plantations de Kouoptamo, le Lac dans la zone de Petpenoun, Njindoun : Lac Monoun de Njindoun, Koundem : Site d'Ecotourisme de Kounden, Ferme avicole de Kounden, Koupara-Baïgom : Lac Monoun (de Kouopsouen), Lac de Gamme à Bati-Moripa, Chutes aux abords du NOUN à Njingoumbé., lac Monoun de Ngambouo	X	X	X	250 000 000	Implication de la Commune MINTOUL Etudes de faisabilité concluante Respect de l'environnement
	A.1. 2.Recrutement et formation de 10 guides de tourisms	X	X	X	2 000 000	implication de la Commune MINTOUL
	A.1.3. Valorisation du Mont Kouogham dans les Groupement de Njingoumbé et Njitapon (avec la carte du Cameroun dessinée naturellement sur son plan).	X	X	X	75 000 000	
	A.1.4.Valorisation du tourisme nautique sur le Fleuve NOUN (à travers les multiples quais du Barrage de Bamendji) à				50 000 000	

	Njitapon, à Njingoumbé, Njissen-Njingoumbé.					
	A.1.5.Valorisation de quelques vestiges pouvant constituer des musées à Njitapon.	x	x	x	20 000 000	
	A.1.6.Valorisation des rites et associations culturels à Njitapon.	x	x	x	1 000 000	
	A.2.1. Création et construction d'un office communal de tourisme et formation du personnel à recruter sur les techniques d'accueils et la qualité de service	X	X	X	75 000 000	Implication de la Commune et du MINTOUL
	A.2.2. Sensibilisation des populations sur la vulgarisation des activités touristiques	X	X	X	2 000 000	Implication de la Commune
	A.2.3. Appui aux populations à la mise en valeur et au développement de l'Ecotourisme dans les bas-fonds de production agricole à Panké, Kouoboum, Koungoum-Sanka.	X	X	X	1 000 0000	Implication de la Commune MINTOUL
	A.2.4. Vulgarisation de la population sur l'aspect socio-économique du tourisme	X	X	X	5 000 000	Implication de la Commune
	A.2.5. Création des lieux attrayants (jardins publics et attractions de loisirs) à Kouoptamo-Ville	X	X	X	40 000 000	implication de la Commune MINTOUL
	A.2.6. Accélération et mise en place du sanctuaire à hippopotames à Njingoumbé	X	X	X	5 000 000	implication de la Commune MINTOUL
	A.2.7. Construction d'une auberge municipale à Kouoptamo-Ville	X	X	X	75 000 000	implication de la Commune MINTOUL
	A.2.8.Création et construction d'un Centre touristique à Buéa (Kouoptamo).	X	X	X	75 000 000	implication de la Commune MINTOUL
	A.2.9. Organisation d'un village vacance à Kouoptamo	x	x	x	3 000 000	implication de la Commune MINTOUL

	A.2.10. Organisation d'une excursion annuelle au profit du personnel de la commune	x	x	x	3 000 000	implication de la Commune MINTOUL
	A.2.11. Création des clubs touristes et loisirs dans les établissements scolaires et administration de l'arrondissement de Kouoptamo	x	x	x	1 000 000	implication de la Commune MINTOUL
	A.2.12. Mise en place des activités touristiques entre la mairie et la diaspora de kouoptamo pour la valorisation du potentiel touristique	X	X	X	5 000 000	
	A.4.1. Accompagnement technique et financier des populations à la réalisation des activités à forte valeurs touristique	X	X	X	2 000 000	implication de la Commune MINTOUL
	A.5.1. création, formation et équipement des comités de gestion des potentiels touristiques				4 000 000	implication de la Commune MINTOUL
	A.6.1. Mise en place d'un dispositif sécuritaire adhoc commune-force de l'ordre pour le contrôle des sites touristiques	x	x	x	2 500 000	implication de la Commune MINTOUL
	A.7.1. Création d'un comité adhoc chargé de l'évaluation du potentiel touristique de la commune				500 000	implication de la Commune MINTOUL
Total					707 000 000 F CFA	

IV.9.15. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA FORET ET LA FAUNE

Problème sectoriel : *Manque d'engouement de restauration et de préservation des ressources forestières par la population de l'arrondissement de Kouoptamo*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	Assurer une gestion durable des ressources forestières et fauniques	- Part de la production forestière dans le PIB - Proportion d'écosystèmes réhabilités - Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Enquête INS	Implication du responsable de suivi
Objectif global	renforcer la protection de la forêt et de la faune dans la commune de Kouoptamo	Les activités forestières et fauniques connaissent une réglementation et un suivi permanent dans la commune	-Rapports d'activités PCFC/MAIRIE -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Implication du DDFOF et du Maire
Objectifs spécifiques	O₁ : Réduire l'exploitation abusive des produits forestiers et fauniques	- Taux de réduction de l'exploitation abusive de la forêt et de la faune en 2022 (60%) - la populations est sensibilisée sur la réglementation forestière et faunique en vigueur ; -le potentiel forestier de la commune de Kouoptamo est connu - les différentes plantations forestières sont identifiées et encadrées ;	-Rapports d'activités PCFC/MAIRIE	Implication du DDFOF/PCD
	O₂ : Promouvoir la restauration des forêts dégradées et la création des plantations privées et communautaires.	-la population est sensibilisée sur l'importance des plantations forestières - les besoins de reboisement sont connus Les pépinières individuelles, villageoises et communautaires sont créés ; - Les forêts dégradées (domaniales, communales, privées etc .) sont restaurées	-Apports des activités PCFC - Rapport de suivi de la mise en œuvre du PCD.	Implication du DDFOF/PCD
	O₃ : Renforcer le PCFC de Kouoptamo en personnel et matériel roulant	Le poste de contrôle forestier de la commune est renforcer des éléments de plus pour l'encadrement et la gestion des forêts et faunes	-Apports des activités PCFC - Rapport de suivi de la mise en œuvre du PCD.	Implication du DDFOF/PCD

Résultats attendus	R₁ : l'exploitation abusive des produits forestiers et fauniques est réduite dans la commune de Kouoptamo	-état des lieux des plantations -Les espèces forestières et fauniques sont sauvegardées à 80 %			-Apports des activités PCFC - Rapport de suivi de la mise en œuvre du PCD.	Implication du DDFOF/PCD
	R₂ : la restauration des forêts dégradées et la création des plantations privées et communautaires est Promue.	Augmentation de l'effectif du personnel et disponibilité du matériel roulant			-Apports des activités PCFC - Rapport de suivi de la mise en œuvre du PCD.	Implication du DDFOF/PCD
	R₃ : le poste de contrôle forestier de la commune de Kouoptamo est renforcé en personnel et matériel roulant	Les populations bénéficient d'un encadrement suffisant du poste de contrôle et maîtrise désormais les méthodes et les normes de protection de la forêt et la faune			-Apports des activités PCFC	Implication du DDFOF/PCD
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1.Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement du MINFOF	X	X	X	20 000 000	Fond disponible
	A.1.2.Sensibilisation des populations sur la réglementation forestière et faunique et l'importance des plantations forestières	X	X	X	2 000 000	Implication MINFOF/ Commune
	A.1.3. Appui aux initiatives de reboisement par la création des pépinières villageoises communales et communautaires (Buéa, Koungoum-Sanka, Kouoptamo Centre et à Njitapon)	X	X	X	20 00 000	Implication MINFOF/ Commune
	A.1.4. Suivi de la création d'une forêt communautaire à Njingoumbé (Chefferie), Njitapon (Chefferie)	X	X	X	5 000 000	Implication MINFOF/ Commune
	A.1.7. Accélération du processus de reboisement en cours à la forêt communale de Kouoptamo	X	X	X	5 000 000	Implication MINFOF/ Commune
	A.1.8.Reboisement par des arbres (fruitiers) à Mékiéchoum-Kouetkouet (2500), Chanas-	X	X	X	10 000 000	Implication MINFOF/ Commune

	Njingoumbé, Ndoumkain (5000 arbres fruitiers et 3000 autres espèces sur 10 Ha), Panké.					
	A.2.1. Mise en place d'un comité de vigilance de la forêt dans tous les villages de la commune	X	X	X	2 000 000	Implication MINFOF/ Commune
	A.2.2.Mise sur pied d'une commission pour la protection du sanctuaire à hyppopotames à Njitapon et Ngbetsouen I	X	X	X	2 500 000	Implication MINFOF/ Commune
	A.3.1. Création et construction d'un poste de contrôle forestier	X	X	X	15 000 000	Implication MINFOF/ Commune
	A3.2.Equipement du PCFC de KOUOPTAMO en meubles, en moyens logistiques, en matériels didactiques et informatiques	X	X	X	5 000 000	Implication MINFOF/ Commune
Total					96 500 000 CFA	

IV.9.16. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

PROBLEMES SECTORIEL : FAIBLE INITIATIVE EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA NATURE

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur SND 30)	renforcer les actions relatives à la gestion durable des ressources naturelles (sol, flore, faune, eau) ; et prendre des mesures adéquates d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques.	-Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)	-Enquête INS, -ECAM	-Stabilité politique
Objectif global	Promouvoir un environnement de qualité dans la commune de Kouoptamo	-Taux de couverture du monitoring environnemental	-Rapport du sectoriel MINEPDED -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population
Objectifs spécifiques	O₁ : Sensibiliser et former les populations de la commune de Kouoptamo sur la protection de l'environnement	-Nombre de personnes sensibilisées et formées dans la commune de Kouoptamo sur la protection de l'environnement	-Rapport du sectoriel MINEPDED -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₂ : mettre sur pied un mécanisme de gestion des ordures à Kouoptamo	-planification du système de gestion des ordures	-Rapport du sectoriel MINEPDED -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₃ : Créer des espaces verts dans la commune de Kouoptamo	-Nombre d'espaces verts dans la commune de Kouoptamo	-Rapport du sectoriel MINEPDED -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes

			-Photos			
	O4 : Promouvoir l'hygiène et salubrité dans l'espace communal	La ville est pourvue en point de décharge contrôlé, bacs à ordures et toilettes publiques	-Rapport du Maire - Quittances amendes -Manifeste de traçabilité des déchets du MINEPDED			-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Résultats attendus	R1 :Les populations de la commune de Kouoptamo sensibilisées et formées sur la conservation , la biodiversité et la protection de l'environnement	-nombre de campagne de sensibilisation et atelier de formation tenue par la commune -Nombre d'actions entreprises en vue de conscientiser les populations pour une conservation et la biodiversité et protection de l'environnement	-Rapport du sectoriel MINEPDED -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune			-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R2 : Le mécanisme de gestion des ordures est mis en place et est fonctionnel	- le matériel de gestion des ordures est disponible -Le système de gestion des déchets de la commune est planifié -Le personnel nécessaire est mis en place pour la cause	-Rapport du sectoriel MINEPDED -ECAM -Rapport de la commune -Photos			-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R3 : Des espaces verts sont créés dans la commune de Kouoptamo	-Nombre d'espaces verts dans la commune de Kouoptamo	-Rapport du sectoriel MINEPDED -ECAM -Rapport de la commune -Photos			-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R4 : Les activités de l'hygiène et la salubrité sont développées dans l'espace communal	-Nombre de décharge municipale créées et opérationnelles -Nombre de bacs à ordures acquis et utilisés -Nombre de camions acquis pour l'enlèvement des ordures	-Rapport du Maire -Manifeste de traçabilité des déchets du MINEPDED			-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1. Organisation	X	X	X	4.000.000 F CFA	Fonds disponibles

	De 4 ateliers de formation et de Sensibilisation des populations de la commune de Kouoptamo sur l'hygiène et la salubrité					
	A1.2. Créer des clubs d'amis de la nature dans les différentes structures scolaires et étatiques de la commune de Kouoptamo	X	X	X	5.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A.1.3. Vulgarisation des techniques d'agroforesterie en vue de la restauration et la préservation des sols à Njitapon (Chefferie)	X	X	X	1 000 000	Fonds disponibles
	A.1.4. Amélioration et conservation du potentiel de fertilité des sols par la plantation des espèces améliorantes et fruitières à Bati-Moripa, Njissen-Njingoumbé	X	X	X	6 000 000	Fonds disponibles
	A.1.5. Plantation des arbres décoratifs dans l'espace urbain de Kouoptamo	X	X	X	1 000 000	Fonds disponibles
	A2.1. Construction d'une décharge publique à Kouoptamo	X	X	X	10.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.2. Acquisition des bacs à ordures dans tous les villages de la commune	X	X	X	70.000x 55= 3 850 .000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.3. Acquisition d'un camion spécialisé pour le ramassage d'ordures à Kouoptamo	X	X	X	25 000.000 F CFA	Fonds disponibles

	A2.4. Recyclage des déchets ménagers avec tri pour fabrication du fumier	X	X	X	3.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A.2.5. Mise en place d'un système de collecte des ordures ménagères et identification des décharges contrôlée	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.3.1.Aménagement d'un jardin botanique pour la production des plantes médicinales	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A4.1.Assainissement des établissements scolaires et socio-collectifs de la commune de Kouoptamo	X	X	X	100 000 000	Fonds disponibles
	A.4.2.Construction des toilettes publiques genrées (5 blocs) à Kouoptamo	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.4.3. Aménagement d'un cimetière communautaire	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A.4.4. Création d'un comité d'hygiène et assainissement dans tous les villages (30)				1 000 000	
	A.4.5. Redynamisation du service d'hygiène et de salubrité de la Mairie (augmentation des agents, découpage de la ville en secteurs avec deux agents	X	X	X	5 000 000	

	par secteur, équipement en bac à ordures supplémentaires et matériels de travail)					
Total					204 850 000 F CFA	

IV.9.17. DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITA

Problème sectoriel : *Difficultés d'accès à l'urbanisme et à un habitat de qualité*

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	Assurer une urbanisation de qualité et maîtrisée et de développer des villes connectées, inclusives et résilientes, faciliter l'accès à la propriété foncière et immobilière, promouvoir des programmes de logements sociaux sur l'ensemble du territoire, et veiller au respect des outils de planification urbaine (plan d'urbanisation, plan d'occupation des sols, plan de secteurs, etc.).	- Qualité de l'habitat - Degré de salubrité de la ville	-Enquête INS, -ECAM	-Stabilité politique

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Promouvoir la qualité de l'habitat et la maîtrise de l'urbanisation dans la commune de Kouoptamo	-Niveau de qualité de l'habitat et de maîtrise de l'urbanisation dans la commune de Kouoptamo	-Rapport du sectoriel MINH DU -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population
Objectifs spécifiques	O₁ : valoriser les matériaux locaux dans la commune	-Taux d'utilisation des matériaux locaux en nette progression dans la commune de Kouoptamo	-Rapport du sectoriel MINH DU -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₂ : Faciliter de 70% l'accès aux matériaux et matériels de construction dans la commune de Kouoptamo	-Taux d'accessibilité des matériaux et matériels de construction dans la commune de Kouoptamo	-Rapport du sectoriel MINH DU -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₃ : Promouvoir la politique de construction de l'habitat et des infrastructures urbaines durables et décentes pour tous	05 campagnes de sensibilisations sont organisées Des commissions d'octroi de permis de bâtir et de contrôle des constructions en cours est fonctionnelle 01 unité de production des matériaux de construction est créée Les points d'approvisionnement en matériaux de constructions durable sont créés	-Rapport du sectoriel MINH DU -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Résultats attendus	R₁ : Les matériaux locaux sont valorisés dans la commune de Kouoptamo	-Taux de valorisation des matériaux locaux	-Rapport du sectoriel MINH DU -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₂ : L'accès aux matériaux et matériels de construction dans la commune de Douala 6 est facilité de 80 %	-Taux d'accessibilité des matériaux et matériels de construction dans la commune de Kouoptamo	-Rapport du sectoriel MINH DU -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₃ : la politique de construction de l'habitat et des infrastructures urbaines durables et	-Etude technique - Enquête auprès de la population	-Rapport MINH DU -Rapport Labo génie	-Disponibilité du site -Disponibilité des fonds

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
	décents pour tous en mis en place					
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1. Organiser des campagnes de sensibilisation sur le respect des règles d'urbanisme	X	X	X	10.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.2. Mettre en place un plan d'urbanisme à Kouoptamo centre	X	X	X	40.000.000 F CFA	-Implication de la population - Fonds disponibles
	A1.3. Mettre en place un POS dans la Commune de Kouoptamo	X	X	X	60.000.000 F CFA	-Implication des acteurs -Fonds disponibles
	A1.4. Organisation des campagnes de vulgarisation et de formation des entrepreneurs à l'utilisation appropriée des matériaux locaux dans la construction de l'habitat(formation continue, sensibilisation des populations)	X	X	X	2 000 000	-Implication des acteurs -Fonds disponibles
	A2.1. Promouvoir la construction avec les matériaux définitifs	X	X	X	2.000.000 F CFA	-volonté de la population -Fonds disponibles -volonté politique
	A2.3. Organisation des achats groupés des matériaux de construction dans la commune de Kouoptamo	X	X	X	5.000.000 F CFA	-Disponibilité des espaces -Fonds disponibles

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
	A.2.4.Construction et ravitaillement d'une quincaillerie de proximité àNdoumkain	X	X	X	50 000 000 F CFA	-Disponibilité du site -disponibilité des acteurs
	A.3.1. Ouverture des nouvelles routes prévues dans le plan sommaire d'urbanisme	X	X	X	100 000 000	volonté politique
	A.3.2. Construction des rigoles de canalisation dans l'espace urbain de Kouoptamo	X	X	X	50 000 000	- Volonté politique - participation de la population
	A.3.3. Construction d'une cité municipale;				450 000 000	Disponibilité du site
Total					769 000 000 F CFA	

IV.9.18. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES

PROBLEME CENTRAL : DIFFICULTE D'ACCES A UN TITRE DE PROPRIETE

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(SND 30)	poursuivre la modernisation de la gestion domaniale, cadastrale et foncière à travers la mise en place d'un vaste programme de digitalisation du cadastre, de renforcement de la sécurisation du domaine public et des documents fonciers, par leur numérisation et la mise en place d'un réseau informatisé entre les conservations foncières, au niveau national, en vue de la sécurisation des transactions foncières et du développement des activités économiques.	- % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière - Nombre total de titre fonciers délivrés - Nombre de permis de bâtir délivrés	-Enquête INS, -ECAM	Les populations respectent les directives et procédures du MINDAF

Objectif global	Faciliter l'accès et la sécurisation des terres dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Niveau de qualité de l'habitat et de maîtrise de l'urbanisation dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027			-Rapport du sectoriel MINDAF -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population
Objectifs spécifiques	O₁ : Maîtriser et sécuriser à 80% le patrimoine foncier de la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Taux de maîtrise et de sécurisation du patrimoine foncier de la commune de Kouoptamo d'ici 2027			-Rapport du sectoriel MINDAF -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Titres fonciers	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₂ : Etablir les plans cadastraux dans les villages de la commune de Kouoptamo ne l'ayant pas encore d'ici 2027	-Nombre de plans cadastraux établis dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027			-Rapport du sectoriel MINDAF -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₃ : Aménager des lotissements préalables avant l'occupation des espaces dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Nombre de lotissements préalables aménagés avant l'occupation des espaces dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027			-Rapport du sectoriel MINDAF -ECAM -Rapport de la commune	
Résultats attendus	R₁ : l'accès et la sécurisation des terres dans la commune de Kouoptamo est facilité à 80% d'ici 2027	-Taux d'accès et de sécurisation du patrimoine foncier de la commune de Kouoptamo d'ici 2027			-Rapport du sectoriel MINDAF -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Titres fonciers	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₂ : les plans cadastraux dans les villages ne l'ayant pas encore sont établis dans la commune de Kouoptamo à 70% d'ici 2027	-Taux d'établissement des plans cadastraux dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027			-Rapport du sectoriel MINDAF -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₃ : Les lotissements préalables avant l'occupation des espaces sont aménagés dans la commune de Kouoptamo d'ici 2026	-Nombre de lotissements préalables aménagés avant l'occupation des espaces dans la commune de Kouoptamo d'ici 2026			-Rapport du sectoriel MINDAF -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1. Organisation de 4 ateliers de sensibilisation et d'éducation des populations de la commune de	X	X	X	1.000.000 x 4 = 4.000.000 F CFA	Fonds disponibles

	Kouoptamo sur les procédés d'obtention des titres fonciers					
	A2.1. Etablissement d'un plan cadastral dans les villages de la commune de Kouoptamo	X	X	X	6.000.000 x 33= 198 000 000 F CFA	Fonds disponibles
	A.2.2. Vulgarisation du manuel du régime foncier et domanial ; 500 exemplaires à distribuer aux conseillers municipaux, chefs des villages et quartiers	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	Réalisation de la carte foncière par les services du cadastre				50 000 000	Fonds disponibles
	A.2.3. Constitution et valorisation des réserves foncières de la commune de Kouoptamo	X	X	X	200 000 000 F CFA	Fonds disponibles
	A.2.4.Domanialisation du patrimoine de la commune dans l'arrondissement de Kouoptamo				20 000 000	Fonds disponibles
	A.2.5.Conception d'une stratégie d'anticipation pour l'occupation des espaces avant l'arrivée des populations				20 000 000	Fonds disponibles
	A.2.6. Sécurisation du patrimoine foncier communal				20 000 000	
	A.2.7. Poursuivre la procédure juridique entamée par rapport au titre foncier de Louis Bourgne et de la COC				25 000 000	
Total					547 000 000 CFA	

IV.9.19. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

Problème sectoriel : Difficulté d'accès aux résultats de la recherche et innovation

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur	Mettre en place un Système National d'Innovation (SNI) ; mutualiser les capacités infrastructurelles et scientifiques des centres de recherche et des universités en veillant au relèvement des plateaux techniques , créer un mécanisme de financement pérenne de la recherche dans tous les secteurs, définir une stratégie de partenariat international dans le domaine de la recherche afin de capter les technologies et les connaissances qui auraient une plus-value significative pour le développement du pays.	-Nombre d'application des résultats de la recherche -Taux d'amélioration de la productivité agropastorale	-Enquête INS, -ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la recherche
Objectif global	Promouvoir la recherche scientifique et de l'innovation dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Nombre de recherche scientifique et d'innovation dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Rapport du sectoriel MINRESI -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population
Objectifs spécifiques	O₁ : vulgariser et rendre accessible les résultats de la recherche dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Nombre d'activités promouvant la recherche et l'innovation dans la Commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Rapport du sectoriel MINRESI -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₂ : Créer et construire un centre de recherche agronomique dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Nombre de centre de recherche agronomique dans la commune Kouoptamo d'ici 2027	-Rapport du sectoriel MINDAF -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₃ : valoriser les plantes médicinales et réduire le cout élevé des produits	Nombre d'activités sur la valorisation des plantes médicinales et sur la réduction des prix des produits	-Rapport du sectoriel MINDAF -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
	issus des résultats de la recherche scientifique d'ici 2027	issus de la recherche scientifique dans la commune Kouoptamo d'ici 2027				
	O4 : mettre en place des champs semenciers dans la Commune de Kouoptamo	Nombre de champs semenciers mis en place dans la commune de Kouoptamo			-Rapport du sectoriel MINRESI -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Résultats attendus	R1 : 01 les résultats de la recherche sont rendu accessible et vulgaires dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	- Nombre d'activités promouvant la recherche et l'innovation dans la Commune de Kouoptamo d'ici 2027			-Rapport du sectoriel MINRESI -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R2 : un centre de recherche agronomique est créé et construit dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Nombre de centre de recherche agronomique dans la commune Kouoptamo d'ici 2027			-Rapport du sectoriel MINDAF -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R3 : les produits issus des résultats de la recherche scientifique sont valorisés et les couts sont réduits dans la commune d'ici 2027	-Nombre d'activités sur la valorisation des plantes médicinales et sur la réduction des prix des produits issus de la recherche scientifique dans la commune Kouoptamo d'ici 2027			-Rapport du sectoriel MINRESI -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R4 : Des champs semenciers sont mis en place dans la Commune de Kouoptamo	Nombre de champs semenciers mis en place dans la commune de Kouoptamo			-Rapport du sectoriel MINRESI -ECAM -Rapport de la commune -Photos	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1. Mise en place d'une structure d'accompagnement des populations sur la recherche et innovation	X	X	X	30.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A.2.1. Information et sensibilisation des populations sur la pharmacopée traditionnelle	X	X	X	3.000.000 F CFA	Fonds disponibles

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
	A.2.2.Organisation de stages de formation aux techniques agricoles et artisanales susceptibles d'accroître la productivité agricole	X	X	X	5 000 000 F CFA	
	A3.1. Promotion des activités de la pharmacopée	X	X	X	6.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A3.2. Appui en Intrants agricoles	X	X	X	5.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A.3.3. Production des semences de base de céréales (riz, maïs etc..) de tubercules (Pomme de terre, manioc) de légumineuse (Haricot et soja)	X	X	X	30 000 000	
	A.3.4.Production d'animaux à rendement améliorés	X	X	X	50 000 000	
	A.3.5.Mise sur pied des dépôts pour écoulement de semences et matériel animal améliorés	X	X	X	45 000 000	
	A4.1. Accompagnement pour la mise en place des Champs semenciers d'arbre	X	X	X	10.000.000 F CFA	Fonds disponibles
Total					198 .000.000 F CFA	

IV.9.20. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DU COMMERCE

Problème sectoriel : difficulté de commercialiser les biens et services

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur(SND 30)	garantir une concurrence saine et loyale sur le marché intérieur	- Part des exportations dans le PIB - Déficit de la balance commerciale	Enquête INS, ECAM	

Objectif global	Faciliter la commercialisation des biens et services	-Le nombre de commerçants est en nette et progressive augmentation -Le nombre de marchés est en nette et progressive augmentation -Le taux de perte de marchandises est en nette et progressive réduction -L'écoulement des marchandises est en nette et progressive facilitation			-Rapports techniques de la DDMINCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les marchés demandés sont créés par l'Etat -Les projets de construction des marchés sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les marchés remplis pleinement sa tâche
Objectifs spécifiques	O₁ : Redynamiser les marchés existants	-Le nombre de marchés fonctionnels est accru de 30% sur 05 ans			-Rapports techniques de la DDMINCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les marchés demandés sont créés par l'Etat -Les projets de construction des marchés sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les marchés remplis pleinement sa tâche
	O₂ : construction des infrastructures marchandes	-le taux de perte des produits agricoles est en nette et progressive réduction			-Rapports techniques de la DDMINCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les projets de réaménagement des voies d'accès sont inscrits dans le BIP
Résultats attendus	R₁ : les marchés sont redynamisés	-le nombre de marchés redynamisés et opérationnels			-Rapports techniques de la DDMINCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les marchés demandés sont créés par l'Etat
	R₂ : les infrastructures marchandes sont construites	Le nombre de marchés et d'infrastructures construits dans la commune d'ici 2027			-Rapports techniques de la DDMINCOMMERCE -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les marchés demandés sont créés par l'Etat -Les projets de construction des marchés sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les marchés remplis pleinement sa tâche
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1.Mise en place d'01 comité de gestion de l'hygiène et la salubrité au Marché de Kouoptamo centre et de Ngambouo	X	X	X	3 000 000	Fond disponible

	A.2.1.Réhabilitation des boutiques et comptoirs du marché de Kouoptamo centre et réfection de la place de marché de Bagnam 2	X	X	X	105 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créées par l'Etat
	A.2.2 construction de 10 marchés périodiques	X	X	X	25 000 000 X 10= 250 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créées par l'Etat
	A.2.3. Construction de 10 hangars du marché équipé de comptoirs	X	X	X	17 000 000 X 10 = 170 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créées par l'Etat
	A.2.4. Construction de 31 hangars dans les marchés, Ngambouo(03), Chanas-Njingoumbe(01), Njiripa(02), Ngouendam(08), Kouhouotoum(06), Nkougoum-Sanka(02), Kouopkare(02), Kougoum – Njingoumbe(02), Ngbetsouen2(02), Bagnam 2 (01), Njindoun	X	X	X	17 000 000x31= 527 000 000	Les projets demandés sont créées par l'Etat
	A.2.5. Construction d'un point d'eau potable au marché de : Ngambouo, Njiripa, Kouopkare, Kougoum –Njingoumbe	X	X	X	8 500 000 x5 = 42 500 000	Les projets demandés sont créées par l'Etat
	A.2.6. Construction de 10 magasins de stockage dans 10 villages de la commune	X	X	X	150 000 000	
	A.2.7.Construction d'un marché de vivre frais à Kouoptamo équipés d'hangars, de comptoirs et de magasins		X	X	200 000 000	
	A.2.8.Construction du marché central de Kouoptamo (01 bloc espace marchand de 32 boutiques haut standing de type R+1)	X	X	X	1 201 524 702	
Total					2 649 024 702 FCFA	

IV.9.21. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE

Probleme sectoriel : Faible épanouissement de la jeunesse dans la commune de Kouoptamo

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	-Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	-Nombre de jeunes formés et encadrés	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Améliorer l'épanouissement des jeunes dans la commune de Kouoptamo	- L'encadrement des jeunes est amélioré - Les structures d'encadrement des jeunes sont créées et équipées dans les 5 ans à venir	Rapports techniques du DDMINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les centres multifonctionnels ; les centres alphabétisations ; les salles de divertissement ;demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction des centres multifonctionnels ; des centres d'alphabétisation ; des salles de divertissement ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer dans les projets et programmes gouvernementaux et autres partenaires de développement
Objectifs spécifiques	O ₁ : Faciliter la création, la construction et l'équipement des structures d'encadrement des jeunes	- Acquisition du site pour la construction du DAJEC et du CMPJ et démarrage effectif des travaux - Lancement des activités du centre multifonctionnel des jeunes - Acquisition des équipements de la DAJEC et du CMPJ	Rapports techniques du DDMINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les centres multifonctionnels demandés sont créées par l'Etat -Les projets de construction des centres multifonctionnels ; des centres d'alphabétisation ; des salles de divertissement ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer aux projets gouvernementaux
	O ₂ : Faciliter l'insertion des jeunes aux projets gouvernementaux	-Sensibilisation des jeunes sur les programmes gouvernementaux d'accompagnement	Rapports techniques du DDMINJEC -Comptes administratifs de la Commune	-Les projets de construction des centres multifonctionnels ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer aux projets gouvernementaux

			-Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	
	O ₃ : Faciliter l'appui aux jeunes	- financement des projets générateurs de revenus des jeunes - Initiation des jeunes à l'entrepreneuriat à travers des campagnes - Suivi et accompagnement des jeunes financés	Rapports techniques du DDMINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les centres multifonctionnels ; les salles de divertissement ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction des centres multifonctionnels ; des salles de divertissement ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP
	04. Promouvoir les valeurs de citoyenneté et de morale auprès des jeunes	-Organisation des campagnes d'éducation civique et d'intégration nationale -Organisation des activités de volontariat au sein des communautés et des villages ou quartiers de l'arrondissement. -Mise en place des comités d'éducation civique et d'intégration nationale dans les villages , les établissements scolaires et centres e formation	Rapports et comptes administratifs communaux	-Les projets de construction des centres multifonctionnels ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer aux projets gouvernementaux
Résultats attendus	R ₁ : L'encadrement des jeunes est durablement amélioré	-les centres multifonctionnels et le DAJEC sont opérationnels - 50% des jeunes sont financé pour les AGR chaque année	Rapports techniques du DDMINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les centres multifonctionnels ; les salles de divertissement ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction des centres multifonctionnels ; des salles de divertissement ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer aux projets gouvernementaux
	R ₂ : la création des AGR est en nette amélioration			
	R ₃ : Le taux de chômage des jeunes est durablement réduit	-les jeunes sont sensibilisés sur les programmes gouvernementaux d'accompagnement des jeunes	Rapports techniques du DDMINJEC -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les centres multifonctionnels ; les salles de divertissement ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction des centres multifonctionnels ; des salles de divertissement ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer aux projets gouvernementaux
	R ₄ : les valeurs de citoyenneté et de	-La citoyenneté responsable est accrue	Rapports techniques du DDMINJEC	-Les centres multifonctionnels ; demandées sont créées par l'Etat

	morale auprès des jeunes sont promues	-les jeunes sont sensibilisés sur les valeurs morales, citoyenne et de volontariat			-Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les projets de construction des centres multifonctionnels ; des salles de divertissement ; le financement des projets générateurs de revenu sont inscrits dans le BIP -Les jeunes sont sensibiliser et insérer aux projets gouvernementaux
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1. Construction et équipement du centre multifonctionnel	x	x	x	60 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC E
	A.1.2. Construction et équipement du centre multimédia : Ngambouo, Njingoumbe, Njitapon,	x	x	x	15 000 000x3= 45 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	A.1.3. Construction et équipement d'une délégation d'arrondissement à Kouoptamo	x	x	x	60 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	A.2.1.Appui financier et technique aux organisations paysannes des jeunes				40 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	A.2.2. Appui aux AGR	x	x	x	10 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	A.3.1.Organisation des œuvres de vacances (, excursions, centres aérés), formations	x	x	x	3 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	A.4.1.Renforcement des capacités des jeunes par villages et par an (Gestion des AGR, montage des projets, recherche de financement)	x	x	x	3 000 000	Implication de la Commune, des élites locales, De la DA MINJEC
	A.4.2.Redynamisation des	x	x	x	3 000 000	

	organisations des jeunes					
Total					224 000 000FCFA	

IV.9.22. CADRE LOGIQUE DU SPORT ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE

Problème sectoriel : Faible développement des activités sportives et physiques

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	Organiser le sport de masse et d'élite et promouvoir les activités culturelles et l'organisation permanente des compétitions à tous les niveaux (national, régional et communal) dans diverses disciplines.	Les activités culturelles , sportives et l'organisation des compétitions connaissent un essor considérable .	Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	
Objectif global	Faciliter la pratique des activités sportives et récréatives	- plus de 70% des sportifs sont encadrer et former d'ici 5 ANS -Plus de 70% des associations sportives bénéficient des équipements sportifs d'ici 5 ans - les séances de sport pour tous sont organisées chaque mois - plus de 16 aires de jeux sont amélioré - Plus de 15 associations sportives sont créer et légaliser d'ici 5 ans	Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Le centre de formation en discipline sportive ; le complexe multisport ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction du complexe multisport ; centre de formation en discipline sportive ; aménagement des aires de jeux ; de dotation des équipements sportifs sont inscrits dans le BIP -Les sportifs sont accompagnes
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer la formation et l'encadrement des sportifs	- plus de 70% de moniteurs sportifs formés et recyclés régulièrement d'ici 7 ans	Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Le centre de formation en discipline sportive ; le complexe multisport ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction du complexe multisport ; centre de formation en discipline sportive ; aménagement des aires de jeux ; de dotation des équipements sportif sont inscrits dans le BIP -Les sportifs sont accompagnes

	O2 : Faciliter la création des aires de jeux	- Aménagement des aires de jeux - Construire un complexe multisport	Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD			-Le centre de formation en discipline sportive ; le complexe multisport ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction du complexe multisport ; centre de formation en discipline sportive ; aménagement des aires de jeux ; de dotation des équipements sportif sont inscrits dans le BIP -Les sportifs sont accompagnés
	O3 : construire un centre de formation en discipline sportive	- les jeunes de l'arrondissement de Douala 6 disposent d'une plateforme de formation	Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD			-Le centre de formation en discipline sportive ; le complexe multisport ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction du complexe multisport ; centre de formation en discipline sportive ; aménagement des aires de jeux ; de dotation des équipements sportif sont inscrits dans le BIP -Les sportifs sont accompagnés
Résultats attendus	R1 : plus de 70% de moniteur formés encadrent les sportifs	-Le centre de formation en discipline sportive est opérationnel - 16 aires de jeux sont aménagées - un complexe multisport est opérationnel	Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD			Le centre de formation en discipline sportive ; le complexe multisport ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction du complexe multisport ; centre de formation en discipline sportive ; aménagement des aires de jeux ; de dotation des équipements sportif sont inscrits dans le BIP -Les sportifs sont accompagnés
	R2 : Les aires de jeux sont durablement améliorées					
	R3 : un centre de formation en discipline sportive est construit	La commune de Kouoptamo dispose désormais d'un centre de formation	Rapports techniques du DD MINSEP -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD			Le centre de formation en discipline sportive ; le complexe multisport ; demandées sont créées par l'Etat -Les projets de construction du complexe multisport ; centre de formation en discipline sportive ; aménagement des aires de jeux ; de dotation des équipements sportifs sont inscrits dans le BIP -Les sportifs sont accompagnés
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1.Création d' 01 association sportive dans les villages de la commune	X	X	X	10 000 000	Implication de la Commune, des élites locales et de la DASEP

	A.1.2. Appui en équipement et matériel sportif	X	X	X	10 000 000	Implication de la Commune, des élites locales et de la DASEP
	A.1.3. Plaidoyer pour l'affectation de 05 cadres en éducation physique et sportives	X	X	X	2 000 000	Implication de la Commune, des élites locales et de la DASEP
	A.1.4. Equiper la DASEP en matériel d'encadrement	X	X	X	3 000 000	Implication de la Commune, des élites locales et de la DASEP
	A.2. 1. Aménagement de 33 aires de jeux dans la commune	X	X	X	2 000 000 X 33 = 66 000 000 FCFA	Implication de la Commune, des élites locales et de la DASEP
	A.2.2. Construction d'un complexe multisport à Kouoptamo centre	X	X	X	500 000 000 FCFA	Implication de la Commune, des élites locales et de la DASEP
	A.3.1. Construction un centre de formation en discipline sportive	X	X	X	20 000 000 FCFA	Implication de la Commune, des élites locales et de la DASEP
	A.3.2. Construction d'un gymnase à Kouoptamo	X	X	X	50 000 000	Implication de la Commune, des élites locales et de la DASEP
Total					651 000 000 FCFA	

IV.9.23. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE PETITES ET MOYENES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

Problème sectoriel : *faible développement des petites et moyennes entreprises de l'économie locale et de l'artisanat dans la commune de Kouoptamo*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	-Niveau de compétitivité des entreprises locales	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Développement des PME, de l'économie locale et de l'artisanat	Les activités des PME, de l'économie sociale et artisanale connaissent un développement escompté dans la commune	- Archive DDPMEESA/Noun -Rapport de la mairie	- Implication de la commune - Implication du MINPMEESA/Noun

Objectifs spécifiques	O₁ : Créer les GIC et les associations d'artisans	- Taux de création des GIC et association d'artisan a augmenté dans la commune de 60% - Nombre et catégories d'acteurs identifiés et répertoriés parmi les artisans et les corps e métiers de la commune	- Archive DDPMEESA/ Noun -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	-Volonté politique des acteurs - Implication de la commune - Implication du DDMINPMEESA/Noun
	O₂ : Résoudre le manque d'appui aux artisans	- les artisans bénéficient d'un appui important de la commune et des partenaires au développement -Effectif des artisans et acteurs de l'économie sociale porteurs de projets -Effectifs des acteurs du secteur de l'économie sociale mis en en relation avec les projets d'appui aux initiatives locales de développement (AILD) dans la Commune	-Archive DDPMEESA/Noun -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Volonté politiques des acteurs en place
	O₃ : Améliorer l'encadrement dans le secteur artisanal	-Le secteur artisanal connaît une amélioration d'un encadrement de la commune, le ministère de tutelle -une délégation d'arrondissement est créée et un important personnel y est affecté -Fréquence d'organisation des foires artisanales dans la commune	-arrêté du DDPMEESA/Noun -PV de prise de contact du personnel de la délégation d'arrondissement -rapport du DDMINMESA/Noun	-Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la commune
	O₄ : Accroître les PME	-Le nombre de PME dans la commune a augmenté de 60 % -Effectif des PME/PMI répertoriés dans la commune	rapport du DDPMEESA/Noun	-Implication du DDPMEESA/Noun - Implication de la commune
	O₅ : Vulgariser la réglementation fiscale et celle régissant l'Economie Sociale et l'Artisanat au Cameroun dans la commune	-Nombre de type de vulgarisations utilisés -Effectif des populations cibles atteintes -Nombre de campagne de sensibilisation sur les lois qui régissent l'Artisanat et l'Economie Sociale au Cameroun -Nombre et catégorie de contribuable recensés et répertoriés dans la commune	-Rapport de la commune - rapport du DDPMEESA/Noun	-Implication du DDPMEESA/Noun - Implication de la commune
Résultats	R₁ : Les GIC et associations sont créées dans la commune de Kouoptamo	-Les artisans sont plus organisés dans la commune -Un fichier communal des acteurs du secteur de l'économie sociale élaboré -un fichier de contribuable actualisé dans la commune	- Archive DDPMEESA/Noun -Rapport de la mairie -PV de création et de mise en place des GIC et associations	-Implication du DDPMEESA/Noun - Implication de la mairie et des PME

		-au moins une coopérative d'artisans et d'autres corps de métiers créé dans la commune				
	R2 : Le manque d'appui aux artisans est résolu dans la commune de Kouoptamo	-les activités artisanales génératrices de revenus ont accru de 60 % dans la commune -un village artisanal pour tous les corps de métiers construit dans la commune -l'effectif des artisans et des acteurs de l'économie sociale porteurs de projets est croissant et leurs activités formalisés. -Au moins une foire artisanale organisée dans la commune chaque année			- Archive DDPMEESA/Noun -Rapport de la mairie	Implication du DDPMEESA/Noun - Implication de la mairie et des PME
	R3 : L'encadrement du secteur artisanal est amélioré dans la commune	-Le secteur artisanal connaît une amélioration d'un encadrement de la commune, le ministère de tutelle -Grande migration de l'informel vers le formel -un fichier communal des artisans -un fichier de contribuable actualisé dans la commune			- Archive DDPMEESA/Noun -Rapport de la mairie -PV de création et de mise en place des GIC et associations	Implication du DDPMEESA/Noun - Implication de la mairie et des PME
	R4 : Le nombre de PME dans la commune a augmenté de 60 %	-Le nombre de PME dans la commune a augmenté de 60 % -Effectif des PME/PMI porteurs de projets est croissant et leurs activités formalisées			- Archive DDPMEESA/Noun -Rapport de la mairie -PV de création et de mise en place des GIC et associations	Implication du DDPMEESA/Noun - Implication de la mairie et des PME
	R5 : La réglementation fiscale et celle régissant l'Economie Sociale et l'Artisanat au Cameroun dans la commune est vulgarisée	-Les artisans, acteurs du secteur de l'économie sociale et les PME/PMI de la commune maîtrisent les lois et règles fiscales qui régissent -03 rencontres de concertation avec les corps de métiers sur la réglementation fiscale et les lois régissant l'Artisanat, l'Economie Sociale et les PME/PMI organisées dans la commune -une rencontre MINPMEESA/Commune de Kouoptamo en vue de l'approbation de la loi sur la décentralisation			- Rapport DDPMEESA/Noun -Rapport de la mairie	Implication du DDPMEESA/Noun - Implication de la mairie
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables

	A.1.1.Mise en place des GIC et associations	X	X	X	2 000 000	Implication de la Commune
	A.2.1.Appui financier et techniques des PME locales	X	X	X	2 000 000x 6 = 12 000 000	Implication de la Commune PMEESA/Yaoundé et DDPMEESA/Noun
	A.2.2. Mise sur pied des fonds de garanti auprès d'une banque pour le financement des promoteurs des PME et artisans organisés	X	X	X	150 000 000	Implication de la Commune
	A.3.1. Actualisation et validation du fichier artisanat à travers une campagne de sensibilisation	X	X	X	500 000	Implication de la Commune PMEESA/Noun
	A.3.2. Vulgarisation de l'importance socio-économique de l'artisanat	X	X	X	500 000	Implication de la Commune PMEESA/Noun
	A.3. 3Création d'un centre de formation au métier d'artisanat	X	X	X	15 000 000	Implication de la Commune PMEESA/Noun
	A.3.4.Former les artisans aux activités de transformation des produits locaux	X	X	X	2 000 000	Implication de la Commune
	A.3.5.Organisation bienale de la foire communale	x	x	x	3 000 000	Implication de la Commune
	A.4.1.Sensibilisation des populations sur la création des PME	X	X	X	500 000	Implication de la Commune
	A.4.2.Identification des programmes qui apportent des appuis aux PME	X	X	X	500 000	Implication de la Commune PMEESA/Noun
	A.4.3.création d'une vitrine artisanale dans la Commune de Kouoptamo	X	X	X	30 000 000	Implication de la Commune
	A.4.4. Formation des agents de la commune sur la gestion des fichiers contribuable des artisans	x	x	x	1 000 000	Implication de la Commune
	A.5.1 Organisation d'une rencontre Annuelle de concertation et d'échange/Communication avec les corps de métiers sur la réglementation fiscale et les lois :artisanat,	X	X	X	3 000 000	Implication DDPMEESA/Noun et es services des impôts

	l'Economie Sociale et les PME au Cameroun					
Total					235 000 000 Fcfa	

IV.9.24. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE MINES ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Problème sectoriel : Faible développement du secteur de l'Industrie, Mine et Développement Technologique

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30) :	Faciliter l'insertion économique mondiale du Cameroun et d'autre d'accélérer l'import/substitution.	-Part du secteur dans le PIB	-Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Promouvoir de 60% le développement du secteur de Mine, de l'industrie et du Développement Technologique	-Le nombre d'industries est en nette et progressive augmentation -Le nombre d'exploitations minières est en nette et progressive augmentation -le développement du secteur technologique est en nette et progressive amélioration Accroître les recettes minières de la commune de 10%	-Rapports techniques de la DDMINMIDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les projets demandés sont créés par l'Etat -Les projets sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les postes de responsabilité rempli pleinement sa tâche
Objectifs spécifiques	O₁ : améliorer l'exploitation minière	-Le nombre de carrières est accru de 30% sur 05 ans -Les travaux miniers sont parallèlement structurés Accroître les recettes communales de 30%	-Rapports techniques de la DDMINMIDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les projets demandés sont créés par l'Etat -Les projets sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les postes de responsabilité rempli pleinement sa tâche
	O₂ : Améliorer la qualité de l'industrie	-Le nombre d'industrie est accru de 30% sur 05 ans -Les travaux industriels sont bien structurés	-Rapports techniques de la DDMINMIDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Les projets demandés sont créés par l'Etat -Les projets sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les postes de responsabilité rempli pleinement sa tâche

	O3 : réduire l'exploitation clandestine des ressources minières	L'exploitation des mines est réglementée dans la commune de Kouoptamo	-Rapports techniques de la DDMINMIDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD			- Les projets demandés sont créés par l'Etat -Les projets sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les postes de responsabilité rempli pleinement sa tâche
Résultats attendus	R1 : L'exploitation minière est améliorée	-une carrière de sable et de gravier sont créées -une route pour les exploitations de sables et de gravier est créée - un fichier de carrière artisanale de sable est élaboré	-Rapports techniques de la DDMINMIDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD			- Les projets demandés sont créés par l'Etat -Les projets sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les postes de responsabilité rempli pleinement sa tâche
	R2 : la qualité de l'industrie est améliorée	-les activités industrielles sont appuyées -des formations sont offertes - Une base de données des acteurs exploitant des industries est créée	-Rapports techniques de la DDMINMIDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD			- Les projets demandés sont créés par l'Etat -Les projets sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les postes de responsabilité rempli pleinement sa tâche
	R3 : l'exploitation clandestine des ressources minières est réduite dans la commune de Kouoptamo	nombre d'activités mises en place pour réduire l'exploitation clandestine des ressources minières	-Rapports techniques de la DDMINMIDT -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD			- Les projets demandés sont créés par l'Etat -Les projets sont inscrits dans le BIP -Le personnel affecté dans les postes de responsabilité rempli pleinement sa tâche
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1 ; Aménagement des carrières de sable avec ouverture des voies d'accès à : KOUNDEN, BUEA, BATI MORIPA, NJINGOUMBE CHEFFERIE	X	X	X	20 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.1.2. Création des routes secondaires	X	X	X	5 000 000X 6= 30 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.1.3.Construction d'un site approprié du projet d'exploitation du sable (stockage, fabrique de parpaings, vente) à : KOUOBOUM	X	X	X	5 000 000	

	A.1.4. Organisation de l'exploitation des carrières à : KOUGOUN NJINGOUMBE, BUEA, KOUONJA-NJITAPON, NJINDOUN	X	X	X	25 000 000	Implication de la Commune et du DDMINMIDT
	A.1.5. Organisation d'exploitation et Vulgarisation de la carrière de pierre à : NBANKOUOP (au pied du Mont-Njigbamou), BUEA(Keutweuh), BATI MORIPA	X	X	X	5 000 000	Implication de la Commune et du DDMINMIDT
	A.2.1. Création d'une base de données des acteurs exploitants des mines	X	X	X	3 000 000 FCCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.2.2. Appui technique et financier aux projets industriels	X	X	X	500 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.2.3. Amélioration la qualité de l'énergie électrique	X	X	X	100 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.2.4. Création d'une base de données des industries	X	X	X	3 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat
	A.2.5. Organisation des campagnes de sensibilisation des acteurs locaux et de la commune pour la mise en place d'un cadre de développement technologique à travers les brevets d'inventions et les inventions	X	X	X	1 000 000	Implication de la Commune et du DDMINMIDT
	A.3.1. Mise en place des comités de gestion des carrières dans les villages	X	X	X	2 000 000	Implication de la Commune et du DDMINMIDT
Total					694 000 000 FCFA	Les projets demandés sont créés par l'Etat

IV.9.25. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DES TRANSPORTS

Problème sectoriel : *Difficulté dans le déplacement des personnes et des biens*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	Développer les infrastructures de transport et mettre en place des structures d'encadrement pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à un réseau routier efficace	-Enquête INS, -ECAM	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune
Objectif global	Faciliter le déplacement des personnes et des biens dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Proportion de la population ayant accès à un réseau routier efficace dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Rapport du sectoriel MINTRANSPORT -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population
Objectifs spécifiques	O₁ : Construire une gare routière et un débarcadère équipés avec salle d'attente dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Nombre de débarcadère équipé avec salle d'attente dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Rapport du sectoriel MINTRANSPORT -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Enquête auprès des transporteurs - PV de réception des travaux	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₂ : Organiser les transporteurs par moto et par pirogue en association dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Nombre d'organisation des transporteurs par pirogue existantes dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Rapport du sectoriel MINTRANSPORT -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Enquête auprès des transporteurs - PV de réception des travaux	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	O₃ : Appui en gilets de protection aux moto taxi et aux piroguiers dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-condition de sécurité des moto taxi et des piroguiers renforcée dans la commune de Kouoptamo	-Rapport du sectoriel MINTRANSPORT -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Enquête auprès des transporteurs	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Résultats attendus	R₁ : une gare routière et un débarcadère équipés avec salle d'attente sont construits dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-Nombre de débarcadère équipé avec salle d'attente dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027 -Une gare routière moderne fonctionnelle à Kouoptamo	-Rapport du sectoriel MINRESI -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes

					-Photos	
	R₂ : les transporteurs par pirogue sont organisés en association dans la commune de Kouoptamo d'ici 2027	-le transport fluvial est désormais réglementée par une association des piroguiers			-Rapport du sectoriel MINTRANSPORT -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Enquête auprès des transporteurs - PV de réception des travaux	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
	R₃ : les gilets de protection sont remis aux piroguiers dans la commune de Kouoptamo	-le nombre de gilets de protection remis aux piroguiers dans la commune			-Rapport du sectoriel MINTRANSPORT -Enquête INS -ECAM -Rapport de la commune -Enquête auprès des transporteurs	-Volonté politique -Volonté de la population -Implication des parties prenantes
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A1.1. Construction d'une gare routière moderne	X	X	X	50.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A1.2. Aménagement de 07 points d'embarquement des produits au sein de l'espace rural communal	X	X	X	1.000.000 x 7= 7.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A.1.3. Création d'un sous quartier maritime de Kouoptamo	X	X	X	5 000 000	Fonds disponibles
	A.1.4. Organisation du secteur transport maritime et structuration des conducteurs de pirogues	X	X	X	10 000 000	Fonds disponibles
	A2.1. Accompagnement à la structuration matérielle du secteur de transport par moto taxi et taxi voitures	X	X	X	4.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.2. Organisation de campagnes de sensibilisation des transporteurs (02) sur l'importance de l'Auto-école	X	X	X	2.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.3. Organisation des campagnes de sensibilisation des transporteurs (02) de Kouoptamo sur l'importance d'arborer les équipements d'identification	X	X	X	2.000.000 F CFA	Fonds disponibles
	A2.4. Organisation des campagnes de sensibilisation des transporteurs (02) sur la lutte contre les surcharges	X	X	X	2.000.000 F CFA	Fonds disponibles

	A.2.5. Plaidoyer pour l'installation des promoteurs d'agence de voyage	X	X	X	500 000	Fonds disponibles
	A.2.6. Formation des conducteurs des moto taxi et organisation d'une session spéciale de permis de conduire catégorie A à Kouoptamo	x	x	x	21 000x4 =84 000	Fonds disponibles
	A3.1. Appui pour l'acquisition de 500 gilets de protection aux piroguiers de l'arrondissement de Kouoptamo	X	X	X	32 000 x 500 = 16 000 000 F CFA	Fonds disponibles
	A.3.2. Acquisition d'un pluviomètre par la commune et l'installation par la DDT/Noun à Kouoptamo	x	x	x	60 000+25 000= 85 000	Implication de la mairie et du DDT/Noun
	A.3.3. Mise en place d'une plateforme entre la commune et le syndicat des transporteurs pour l'harmonisation des prix de transport	x	x	x	1 000 000	
Total					70 869 000 F CFA	

IV.9.26. LOGIQUE DU SECTEUR DE POSTE ET TELECOMMUNICATION

Problème sectoriel : Difficulté d'accès aux services de poste et télécommunication

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	faciliter l'accès des TIC au plus grand nombre en assurant un espace numérique performant et sécurisé avec un indice d'accès moyen supérieur à 0,4.	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	-Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Faciliter l'accès aux services de Poste et télécommunication dans la Commune de Kouoptamo	La qualité des infrastructures et organes de poste et télécommunication dans la commune s'est amélioré dans la commune de Kouoptamo	-Rapports du DD/MINPOSTEL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	Implication de la commune et du MINPOSTEL
Objectifs spécifiques	O₁ : Stabiliser le réseau mobile dans la commune de Kouoptamo	- Taux de performance des réseaux de télécommunication en 2027 (40 %)	Rapports du DD/MINPOSTEL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Implication de la commune et du MINPOSTEL
	O₂ : Mettre en place des antennes de relais dans les villages	- la couverture de la commune est assurée par la mise en place de 04 antennes	Rapports du DD/MINPOSTEL	-Volonté politiques des acteurs en place

					-Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie -PV de réception des infrastructures et équipements	-Implication de la commune et du MINPOSTEL
	O3 : Mise en service du télé centre communautaire	60 % des villages de la commune disposent d'une télé centre communautaire			-PV de réception des infrastructures -Observation	Volonté politiques des acteurs en place
	R1 : Le réseau de téléphonie mobile est stable dans la commune de Kouoptamo	La communication est fluide à 90 % dans les villages de la commune			- Rapports du DD/MINPOSTEL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Implication de la commune et du MINPOSTEL
	R2 : les antennes de relais sont mises en place certaines villages de la commune de Kouoptamo	-Le réseau est permanent dans la presque totalité des villages de la commune			- Rapports du DD/MINPOSTEL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Implication de la commune et du MINPOSTEL
	R3 : Le télé centre communautaires est mis en service dans la commune de Kouoptamo	La transmission des informations est devenue facile dans les villages de la commune			- Rapports du DD/MINPOSTEL -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -PV de réception des infrastructures	-Volonté politiques des acteurs - Implication de la commune et du MINPOSTEL
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1.Aménagement et équipement en mobilier, bureau de campost	X	X	X	25 000 000	
	A.1.2.Réfection de la barrière du bureau campost	X	X	X	15 000 000	
	A.1.3.Construction et équipement des services camtel	X	X	X	50 000 000	
	A.1.4.Construction d'un point de connexion à la fibre optique	X	X	X	20 000 000	
	A.2. 1.Construction d'une antenne de relais des réseaux téléphoniques dans 08 villages	X	X	X	50 000 000x4=200 000 000	
	A.3.1. Construction d'une télé centre communautaire	X	X	X	30 000 000	
	A.3.2. Redynamisation du comité de gestion du télé centre communautaire.	X	X	X	3 000 000	
Total					343 000 000	

IV.9.27. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE LA COMMUNICATION

Problème sectoriel : Difficulté d'accéder à une communication de qualité

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	Renforcer le dialogue autour des questions clés de la stratégie de communication et favoriser la dissémination des informations à tous les niveaux.	- % de la population ayant l'accès facile à l'information	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	Faciliter l'accès à une communication de qualité	-L'accès à la communication est en nette et progressive augmentation	-Rapports techniques de la DDMINCOM -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent pleinement leurs tâches
Objectifs spécifiques	O₁ : Améliorer la capacité de réception des ondes radio-télé	-La communication est accrue de 60% sur 05 ans	-Rapports techniques de la DDMINCOM -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent pleinement leurs tâches
	O₂ : construire un centre multimédia dans la commune	-les infrastructures de communication sont en nette et progressive augmentation	-Rapports techniques de la DDMINCOM -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent pleinement leurs tâches- Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent pleinement leurs tâches
	O₃ : construire une radio communautaire dans la commune	Les populations de Kouoptamo peuvent s'informer par une radio locale	-Rapports techniques de la DDMINCOM -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP
Résultats attendus	R₁ : les populations ont une meilleure réception radio-télé	Une station radio est construite	-Rapports techniques de la DDMINCOM -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	-Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent pleinement leurs tâches

	R ₂ : un centre multi media est construit dans la commune	Les jeunes peuvent facilement accéder aux infrastructures de communication	-Rapports techniques de la DDMINCOM -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD			-Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent pleinement leurs tâches
	R ₃ : une radio communautaire est construite à Kouoptamo	-Une radio communautaire est ouverte -les communiqués locaux sont passés plus facilement	-Rapports techniques de la DDMINCOM -Comptes administratifs de la Commune -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD			-Les infrastructures demandées sont créées par l'Etat -Le projet de construction d'une radio communautaire est inscrit dans le BIP -Les responsables de cette radio remplissent pleinement leurs tâches
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1.Construction et équipement d'un centre multi média à Kouoptamo Centre	X	X	X	10 000 000 F CFA	Le centre multi média est construit par la commune
	A.1.2. Création d'un bulletin trimestriel communal d'information	X	X	X	10 000 000	
	A.1.3. Ouverture d'un kiosque à journaux	X	X	X	3 000 000	
	A.2.1.Construction et équipement d'une radio communautaire à Kouoptamo centre	X	X	X	100 000 000 FCFA	-la radio demandée est créée par l'Etat
	A.2.2.création des émissions en langue à la radio	X	X	X	2 500 000 FCFA	-la radio demandée est créée par l'Etat
Total					158 000 000 FCFA	

IV.9.28.. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION, SECURITE, MAINTIEN DE L'ORDRE

Problème sectoriel : *Difficulté d'accès aux services administratifs et de maintien de l'ordre*

Logique d'intervention		Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif stratégique (SND 30)	parachever et d'approfondir le processus de décentralisation et de renforcer la gouvernance locale pour faire des CTD des pôles de croissance et de développement au niveau régional et local. Renforcer l'état de droit et la protection des droits humains ; parachever la réforme de la justice en vue de	-le niveau d'avancement du transfert des compétences dans les communes -les élus locaux sont régulièrement formés dans le cadre de la décentralisation et de la gestion de ressources au niveau des communes	-Rapports du DD/MINATD	Implication de la Commune et du MINATD

	consolider le pouvoir judiciaire, intensifier de la lutte contre l'insécurité, la criminalité et le terrorisme ; renforcer la prévention et de la gestion des crises et améliorer la communication institutionnelle.	-les postes de sécurité sont multipliés dans la commune pour assurer la sécurité des populations riveraines		
Objectif global	faciliter l'accès à une administration, décentralisation, une sécurité et un maintien de l'ordre dans la commune de Kouoptamo	Les activités dans le secteur de l'administration, la sécurité et le maintien de l'ordre connaissent un essor important dans la commune	-Rapports du DD/MINATD -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	Implication de la Commune et du MINATD
Objectifs spécifiques	O₁ : Créer les centres spéciaux d'état civil dans les villages	- Nombre de centres spéciaux ou secondaires dans la commune a augmenté	- Rapports du DD/MINATD -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	Volonté politique des acteurs
	O₂ : sensibiliser les populations sur l'établissement des actes de naissance et les CNI	-Le nombre de personnes sensibilisées dans la commune d'ici 2027	- Rapports de la sous-préfecture -Observation -PV de mise en place	-Volonté politiques des acteurs en place - Implication de la Commune et du MINATD
	O₃ : créer les postes de sécurité	Deux (02) nouveaux postes de sécurité sont créés dans certains villages de la commune de Kouoptamo	-PV de mise en place et prise de contact des personnels des postes de sécurité -Observation Note d'affectation	-Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la Commune et du MINATD -implication de la DDSN
	O₄ : Réduire les zones à risque	Les travaux entrepris pour mettre hors de danger les usagers et les populations exposés aux zones à risque	- Rapports du DD/MINATD -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	- Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la Commune et du MINATD
Résultats attendus	R₁ : Les centres spéciaux et ou secondaires d'état civil sont créés dans la commune de Kouoptamo	-80 % des populations établissent les actes avec facilité	Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	- Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la Commune et du MINATD

					-Rapport de la mairie	
	R₂ : les populations de la commune de Kouoptamo sont sensibilisées sur l'établissement des actes de naissance et les CNI	-Les populations et les enfants disposent de plus les actes de naissance et les CNI			-PV de mise en place -Rapport de la Mairie	- Implication de la mairie et des populations -Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la Commune et du MINATD
	R₃ : Les postes de sécurité sont créés dans la commune de Kouoptamo	80 % des villages bénéficient d'une parfaite sécurité et les populations sont épanouis			-Observation de création	-Volonté politiques des acteurs - Implication de la Commune et du MINATD
	R₄ : les zones à risque sont réduites dans la commune de Kouoptamo	Les populations bénéficient d'une bonne protection des zones de travail			- Rapports du DD/MINATD -Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	- Volonté politiques des acteurs en place -Implication de la Commune et du MINATD
Activités	-	Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1. Construction de 08 centres d'état civil à : Sanka , Kouochouotoum , Baïgom-njissen , Nagham ,Ngbetouen2 ,Bankouop , Buea ,Njiangbie , Ngambouo	X	X	X	80 000 000	
	A.1.2. Construction et équipement d'une sous-préfecture	X	X	X	100 000 000	
	A.1.3. Construction d'un Poste de sécurité publique à Kouoptamo	X	X	X	25 000 000	
	A.1.4.Construction d'une barrière à la brigade de gendarmerie	X	X	X	15 000 000	
	A.2.1. Sensibilisation des populations sur l'établissement des actes naissance dans la commune	X	X	X	2 000 000	
	A.2.2. Facilitation de l'accès aux services d'état civil à tous les villages de la commune de Kouoptamo	X	X	X	/	
	A.3. 1.Création d' 02 postes de nouveaux sécurité public	X	X	X	10 000 000 x 2= 20 000 000	
	A.4.1. Création d' 01 comité de vigilance dans chaque chefferie de 3 ^e degré de Kouoptamo	X	X	X	1 000 000 x11= 11 000 000	
	A.4.2. Equipement des comités de vigilance dans les 32 villages	X	X	X	16 000 000	
Total					249 000 000	

IV.9.29. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Problème sectoriel : *Difficulté d'accès à un enseignement supérieur dans la commune de Kouoptamo*

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif supérieur (SND 30)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement supérieure	Le pourcentage des étudiants dans les Universités publiques est élevé ; -le Nombre de nouveaux établissements universitaires privés créés ; -l'Indice de parité (fille /garçon) est en progression ;			Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	
Objectif global	faciliter l'accès à un enseignement supérieur dans la commune de Kouoptamo	Le Nombre de bachelier inscrit dans les universités publiques en 2027			Liste des élèves démunis de la commune	Implication de la commune et du MINSUP
Objectifs spécifiques	O₁ : Créer les établissements d'enseignement supérieur	La commune dispose d'un nombre assez important d'enseignement supérieur			-Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	Implication de la commune et du MINSUP
	O₂ : Mise en place d'un encadrement des jeunes bacheliers et étudiants	La commune de Kouoptamo dispose d'un encadrement adéquat pour l'accompagnement et l'orientation des nouveaux bacheliers			Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	Implication de la commune et du MINSUP
Résultats attendus	R₁ : les établissements d'enseignement supérieur sont Créés dans l'arrondissement de Kouoptamo	La commune de Kouoptamo dispose d'au moins 01 établissement d'enseignement supérieur			-Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	Implication de la commune et du MINSUP
	R₂ : Un encadrement des jeunes bacheliers et étudiants est mis en place dans la commune de Kouoptamo	-80 % des jeunes de la commune de Kouoptamo disposent d'un encadrement et d'une bonne orientation universitaires			-Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Observation	Implication de la commune et du MINSUP
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1 : construction d'un centre formation supérieur à Kouoptamo centre	X	X	X	200 000 000	
	A.2.1. Mise à la disposition des bacheliers et des étudiants issus de l'espace communal de 50 bourses de 50 000 FCFA par an et par étudiant	X	X	X	25 000 000	
	A.2.2. Création d'un fond d'appui aux bacheliers	X	X	X	5 000 000	
	A.2.3. Appui chaque année l'organisation d'une journée d'orientation et d'information sur les filières et les opportunités de l'enseignement supérieur	X	X	X	2 000 000	
Total					232 000 000	

IV.9.30. CADRE LOGIQUE DU SECTEUR DE L'INSTITUTION COMMUNALE

Problème sectoriel : *Faible performance de l'institution communale de Kouoptamo*

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif stratégique :	Assurer une meilleure compétitivité de l'institution communale	L'institution communale a de fortes potentialités compétitives		
Objectif global	Renforcer la performance de l'institution communale de Kouoptamo	Les activités mises en œuvre par l'exécutif communal et la rigueur dans le suivi participent à l'amélioration de la performance de la commune	-Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD -Rapport de la mairie	- Implication du Maire et du SG
Objectifs spécifiques	O₁ : Améliorer la gouvernance locale	- La gouvernance locale connaît un essor considérable - Nombre d'agent communaux payés et recyclés	- Arrêté municipal / Décision disponible	Implication du Maire et du SG
	O₂ : Améliorer les performances du personnel	- le taux d'amélioration de la performance du personnel dans la commune	--Rapport de performance - Acte de promotion	Implication du Maire et du SG
	O₃ : Assainir la gestion des ressources financières de la commune	Nombre d'infrastructure économique construit	- Le budget communal - Le compte administratif	Implication du Maire et du SG
	O₄ : Améliorer la gestion et assurer la sécurisation du patrimoine communal	Fiche de détenteur élaboré	Fiches de détenteur à jours - Entretien et sécurisation	- Implication du Maire et du SG
	O₅ : Améliorer les relations au sein de la commune et avec ses différents partenaires	Nombre de réunion organisé	Diverses correspondances - Conventions signées	Implication du Maire et du SG
Résultats attendus	R₁ : la gouvernance locale est Améliorée dans la commune d Kouoptamo	- La gouvernance locale connaît un essor considérable - Nombre d'agent communaux payés et recyclés	Diverses correspondances - Conventions signées	Implication du Maire et du SG
	R₂ : les performances du personnel sont améliorées dans la commune de Kouoptamo	- Organigramme de la commune élaboré - Règlement intérieur révisé et mis en place - Capacité du personnel communal renforcé	- Attestations de formation - Rapport d'évaluation du personnel	Implication du maire et du SG
	R₃ : la gestion des ressources financières de la commune est assainie	Sources de revenu de la commune améliorée	Le compte administratif	Implication du maire et du SG

	R4 : la gestion la sécurisation du patrimoine communal est améliorée et assurée dans la commune Kouoptamo	Patrimoine recensé et affecté à chaque service			Fiches de détenteur	Implication du maire et du SG
	R5 : les relations au sein de la commune et avec ses différents partenaires sont améliorées dans la commune de Kouoptamo	Rapports fluides établi entre la commune et les différents acteurs au développement			-Diverses correspondances - Des conventions signées	Implication du maire et du SG
Activités	-	Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût	Conditions préalables
	A.1.1. Répartition formelle des tâches entre le maire et ses adjoints	X	X	X	/	
	A.1.2. Mise en place d'un organigramme fonctionnel adapté aux réalités de la commune	X	X	X	/	
	A.1.3. Acquisition des chasubles pour l'équipe de recouvrement	X	X	X	100 000	
	A.2.1. Renforcement des capacitésdu conseil municipal y compris l'exécutif municipal en matière de budgétisation participative	X	X	X	5 000 000	
	A.2.2. Renforcement des capacités des conseillers municipaux sur leur rôle dans le fonctionnement de la commune et dans le développement de leur territoire	X	X	X	2 000 000	
	A.2.3. Renforcement des capacitésdu personnel en archivage et en rédaction administrative	X	X	X	1 000 000	
	A.2.4. Instauration des fiches de présence pour le personnel	X	X	X	/	
	A.2.5.Organisation des réunions du personnel hebdomadaires pour une meilleure planification des activités	X	X	X	/	
	A.2.6.Elaboration et implémentation d'un plan de renforcement des capacités des agents communaux et des conseillers municipaux	x	x	x	3 000 000	
	A.2.7.Equipement des bureaux en matériel et mobilier de bureau	X	X	X	20 000 000	
	A.2.8. Informatisation des services de la mairie	X	X	X	30 000 000	
	Entretien et maintenance du matériel roulant	X	X	X	3 000 000	
	A.3.1. Identification de nouvelles sources de recettes	X	X	X	/	

	A.3.2. Sensibiliser les contribuables	X	X	X	1 000 000	
	A.3.3. Identification, exploration et études d'exploitation des ressources naturelles de la commune	X	X	X	3 000 000	
	A.4.1. Achat des motos pour les recouvrements et la décente des agents sur le terrain	X	X	X	3 500 000	
	A.4.2.Mise sur pied d' un plan d'amortissement des biens de la commune	X	X	X	5 000 000	
	A.4.3. Mise en place un système et un comité de gestion du patrimoine communal	X	X	X	1 000 000	
	A.4.4. Installation d'un babillard à la commune	X	X	X	100 000	
	A.4.5. Extension et sécurisation des propriétés foncières communales	X	X	X	2 500 000	
	A.4.6.Organisation des assemblées constitutives pour les plates formes Institution Communale et sectoriels et institution communale et opérateurs économiques	X	X	X	5 000 000	
	A.4.7.Conception du site web de la Commune	X	X	X	5 000 000	
	A.4.8.Rendre opérationnelle les opportunités qu'offrent la coopération décentralisée (jumelage de ville, coopération direct avec les organisations internationaux)	X	X	X	5 000 000	
	A.4.9. Recensement de tous les organes, programmes et projets de développement potentiellement utiles à la Commune	X	X	X	1 000 000	
	A.4.10.Collaboration avec les différentes communes voisines	X	X	X	1 000 000	
Total					104 300 000	

IV.9.31. CADRE LOGIQUE SECTEUR : VIH/SIDA

Probleme Central: menace des IST et du VIH sida

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur				

Objectif global	Diminuer de 95% le taux de prévalence et de morbidité des IST et du VIH SIDA	Taux de prévalence et de morbidité e baisse de 50%			Rapport UPEC/HD Kouoptamo Rapport des autres FOSA du district	Volonté politique des acteurs
Objectifs spécifiques	O1. Renforcer la sensibilisation des populations	Nombre de campagnes tenues par an			- Rapport UPEC/HD Kouoptamo -Rapport des autres FOSA du district	Disponibilité des ressources
	O2. Assurer la prise en charge des personnes Identifiées	Nombres de personnes identifiées prises en charge			Rapport UPEC/HD Kouoptamo Rapport des autres FOSA du district	Disponibilité des ressources
	O3. Assurer la protection des enfants nés de mère séropositive	Nombre de nouveaux exposés prises en charge			- Rapport UPEC/HD Kouoptamo Rapport des autres FOSA du district	Volonté politique des acteurs
Résultats	R1.Au moins 95% de la population est sensibilisée sur le VIH/SIDA	Nombre de campagnes tenues par an			Rapport UPEC/HD Kouoptamo Rapport des autres FOSA du district	-Volonté politique des acteurs - Disponibilité des ressources
	R.2. Les personnes vivant avec le VIH/SIDA sont prises en charge dans la commune de Kouoptamo	Nombres de personnes contaminées prises en charge			- Rapport UPEC/HD Kouoptamo Rapport des autres FOSA du district	-Volonté politique des acteurs - Disponibilité des ressources
	R.3. Le taux de contamination des enfants est de 0 %	Nombres d'enfants exposés ayant fait le PCR avec résultat négatif.			-Rapport UPEC/HD Kouoptamo -Rapport des autres FOSA du district	-Volonté politique des acteurs - Disponibilité des ressources
Activités		Ressources/intrants)			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Ressource Humaines	Ressources Matérielles	Ressources financières		
	A.1.1. Organisation de 10 campagnes de sensibilisation et de dépistage par an	x	x	x	30 000 000	Fond disponible
	A.2.1. Appui aux structures de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA	x	x	x	25 000 000	
	A.2.2. Organisation de deux formations par trimestre à l'intention du personnel soignant du district de santé de Kouoptamo	x	x	x	2 000 000	
	A.3.1. Mise en place un système de prise en charge des personnes vivant avec le VIH couplé des prélèvements des échantillons (PCR et charges virale)pour évaluer l'efficacité des traitements des femmes enceintes et autres personnes vivant avec le VIH/SIDA.	x	x	x	10.000.000	
	TOTAL				67.000.000	

IV.9.32. CADRE LOGIQUE DE L'ECONOMIE LOCALE

Problème central : Faible développement de l'économie dans les villages de la commune de Kouoptamo

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Moyens / Sources de vérification	Suppositions / Hypothèse de réalisation
Objectif supérieur						
Objectif global	Augmenter de 40% les activités économiques dans les villages	Les activités économiques dans les villages ont considérablement augmentées			Rapport du conseil économique et social de la commune	Volonté politique des acteurs
Objectifs spécifiques	O.1. électrifier les villages de Kouoptamo	Nombre de ménages et d'opérateurs économiques électrifié			Rapport d'activité du service économique de la commune	Disponibilité des ressources
	O.2. organiser des ventes groupées	Deux ventes groupées sont organisées toutes les deux semaines dans les villages de la commune			Rapport du service économique de la commune -rapport du MINCOMMERCE	Disponibilité des ressources
	O.3. Mettre en place un fichier contribuable	Toutes les activités génératrices de revenu sont suivies par le comité économique de la commune			Rapport du service économique de la commune -rapport du MINCOMMERCE	Volonté politique des acteurs
	O4. Construction des infrastructures marchandes	Nombre d'infrastructures marchandes modernes construites dans la commune			Rapport du service économique de la commune -rapport du MINCOMMERCE	Volonté politique des acteurs
Résultats	R.1.Tous les villages de Kouoptamo sont électrifié par un générateur à forte intensité	Nombre de ménages et de commerces électrifiés			Rapport du service économique de la commune -rapport du MINCOMMERCE	-Volonté politique des acteurs
	R.2.Les ventes groupées sont organisées dans la commune de Kouoptamo	Nombre de ventes groupées organisées dans la commune			Rapport du service économique de la commune -rapport du MINCOMMERCE	-Volonté politique des acteurs
	R.3. un fichier contribuable est mis en place	Toutes les activités génératrices de revenu sont suivies par le comité économique de la commune			-Rapport CSI -Rapport du comité local de lutte contre le SIDA	-Volonté politique des acteurs - Disponibilité des ressources
	R.4.Des infrastructures modernes sont construites dans la commune	Nombre d'infrastructures marchandes modernes construites dans la commune				
Activités		Ressources/intrants)			Coûts (FCFA)	Conditions préalables
		Humaines	Matérielles	financières		
	A.1.1. Electrification de complète des villages de la commune	x	x	x	100 000 000	Fond disponible
	A.2.1. Sensibilisation des populations de la commune pour une parfaite adhésion aux ventes groupées	x	x	x	1 000 000	
	A.3.1. Sensibilisation des vendeurs pour la création d'un regroupement des commerçants dans tous les villages de la commune	x	x	x	2.000.000	
	A.4.1. Construction et équipement d'un marché moderne à Kouoptamo	x	x	x	100 000 000	
	TOTAL				203.000.000	

**IV.7. COUT ESTIMATIF DU PCD : FAIRE RESSORTIR LE COUT ESTIMATIF POUR
CHAQUE SECTEUR Y COMPRIS L'INSTITUTION COMMUNALE**

N°	SECTEURS	COUTS
1	AGRICULTURE	2 471 000 000 FCFA
2	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE	339 000 000 FCFA
3	SANTE	1 271 700 000 FCFA
4	TRAVAUX PUBLICS	3 338 370 658 FCAF
5	EDUCATION DE BASE	2 735 549 995F CFA
6	CULTURE	451 000 000 FCFA
7	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	466 500 000 FCFA
8	AFFAIRES SOCIALES	152 000 000 FCFA
9	EAU ET ASSAINISSEMENT	2103 101 382 FCFA
10	ENERGIE	1 329 098 773
11	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	2 995 000 000 FCFA
12	EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE	590 500 000
13	TARVAIL ET LA SECURITE SOCIALE	89 600 000
14	TOURISME	707 000 000 FCFA
15	FORET ET FAUNE	96 500 000 CFA
16	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	204 850 000 F CFA
17	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT"	769 000 000 F CFA
18	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	547 000 000 F CFA
19	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	198 .000.000 F CFA
20	COMMERCE	2 649 024 702 FCFA
21	JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE	224 000 000 FCFA
22	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	651 000 000 FCFA
23	PETITES ET MOYENES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	235 000 000 FCFA
24	INDUSTRIES MINES ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	694 000 000 FCFA
25	TRANSPORT	70 869 000 F CFA
26	POSTE ET TELECOMMUNICATION	343 000 000 FCFA
27	COMMUNICATION	158 000 000 FCFA
28	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION, SECURITE, MAINTIEN DE L'ORDRE	249 000 000 FCFA
29	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	232 000 000 F CFA
30	INSTITUTION COMMUNALE	104 300 000 F CFA
31	VIH/SIDA	67.000.000 F CFA
32	économie locale	203.000.000 F CFA

V.PLANIFICATION

V.1. VISION ET OBJECTIFS DE LA COMMUNE

V.1.1. Vision de la commune

En présence des parties prenantes à savoir : les chefs de villages, les élus locaux, les sectoriels, les présidents de CC, le PNDP, l'OAL, les organisations de la société civile, les élites, les ONG et associations, solennellement, le maire a énoncé la vision de développement de la Commune. Elle se formule décline comme suit :

« A l'horizon 2035, KOUOPTAMO est un pôle autonome émergent et viable, une cité moderne et prospère, ouverte tant à la création qu'à la redistribution équitable des richesses de manière durable, dans un contexte de vivre ensemble :

A travers :

- Le bitumage des routes ;
- La réhabilitation, extension du réseau électrique
- La promotion d'autres formes d'énergies notamment le Solaire, éolienne dans tous les villages....
- La gestion durable de la forêt communale ;
- La promotion des AGR au bénéfice de nos populations
- La promotion des activités industrielles
- La facilitation de l'accès aux infrastructures sociales de base (Eau, Education, Santé publique...
- La Promotion d'un logement décent et accessible à tous
- La construction des structures d'accueil . »

V.1.2 Objectifs :

L'objectif du PCD ici est de traduire en actions concrètes la vision de développement énoncée.

Cette vision structurée autour de 03 programmes techniques à Savoir : le programme Amélioration de l'offre des services sociaux de base, le programme -Promotion du développement économique et protection de l'environnement et le programme promotion de la citoyenneté, de la culture, des sports et appui à la jeunesse, dégage 06 actions axées sur :

- L'éducation
- La santé
- L'eau
- L'énergie
- Les infrastructures économiques
- La pêche

Sur le plan de l'éducation, à l'horizon 2026:

- 90% des enfants scolarisables sont régulièrement inscrits à l'école ;
- La commune est dotée de nouvelles infrastructures scolaires ;
- Les conditions d'enseignement dans les écoles sont durablement améliorées ;

- 90% des élèves ont l'accès facile aux TIC.

Sur le plan de la santé, à l'horizon 2026

- La mortalité infantile et maternelle est réduite de 50% ;
- 50% de la population ont accès aux médicaments à moindre coût ;
- Les infrastructures sanitaires en quantité et en qualité ont augmenté de 50% ;
- Le personnel qualifié a augmenté de 50%.

Sur le plan de l'accès à l'eau, à l'horizon 2026:

- 95% de la population est à moins de 10 min d'un point d'eau potable ;
- Sur le plan de l'accès à l'énergie électrique ;
- 95% de la population de la commune est connectée au réseau électrique fonctionnel et de bonne qualité.

Sur le plan de la pêche à l'horizon 2026 :

- La production halieutique a augmentée de 50% ;
- Le nombre de microprojets réalisés à augmenter de 50% ;
- La production a augmenté de 50%.

Sur le plan des infrastructures -économique à l'horizon 2026 :

- Le nombre de kilomètres de routes /pistes aménagées a augmenté de 50% ;
- 50% de la population est impliquée à travers la méthode HIMO dans l'entretien permanent du réseau routier.

Sur le plan de l'agropastoral, à l'horizon 2026 :

- La production agricole a accru de 50% ;
- 70% des jeunes sont formés et on accès à l'emploi et à l'auto emploi ;
- 80% des agriculteurs et des éleveurs ont accès facile aux intrants.

.

V.2. ÉLÉMENTS DE CADRAGE

V.2.1. Cadrage budgétaire sur la base des Comptes Administratifs (CA)

Tableau 27 : Evaluation de la capacité d'investissement de la Commune

EXERCICES	BUDGET	MONTANT COMPTE ADMINISTRATIF	MONTANT POUR INVESTISSEMENT	total des recettes propres (A)	total des dépenses de fonctionnement (B)	investissement sur fonds propres stricts (A-B)	montant CAC (C)	Recettes avec CAC (A+C)	Recettes Réellement affectées à l'investissement (A+C)-B	40% des recettes réservées pour l'investissement
2018	442 567 701	178 745 343	104 163 267	18 412 959	75 155 444	-5345515	49 787 111	68 200 070	-6 955 374	
2017	346 172 200	190 770 677	86 875 994	30 012 689	73 190 191	-6984273	61 411 759	91 424 448	-11 778 432	
2016	325 999 900	220 065 234	107 003 799	24 714 603	79 865 667	-57826145	57 902 037	82 616 640	2 750 973	1100389,2
2015	245205789	185 524 408	95 637 100	24 418 225	56 592 541	22894626	77 853 240	102 271 465	45 678 924	18271569,6
2014	169905268	148 774 164	61 289 717	24 547 913	62 862 770	26810997	55 361 469	79 909 382	17 046 612	6818644,8
TOTAL										

Commentaire : Du tableau précédent il ressort que la capacité d'investissement de la commune sur fond propre est de 37 074 318F CFA, ce qui s'avère encore très faible au vue des objectifs à atteindre.

V.2.2. RANKING/ORDRE DE FINANCEMENT DES VILLAGES

Tableau 28 : Ordre de financement des villages

VILLAGES	INFRASTRUCTURES						Total Infrastructures	RANKING
	EP	ES	CSI	EAU	ELECT	ROUTE		
NJITAPON	X	X	X	X	X	X	06	(01) KOUMBOUM
NJINGOUMBE	X	X	X	X	X	X	06	(02) NGOUENDAM
KOUPARA	X	X	X	X	X	X	06	(03) NGAMBOUO
NGAMBOUO	X	-	-	X	X	X	04	(04) NDOUMKAIN
NDOUMKAIN	X	-	X	X	X	X	05	(05) NJINDOUN
NGBETSOUEN	X	X	X	X	X	X	06	(06) NJITAPON
NGOUENDAM	X	-	X	-	-	X	03	(07) KOUPARA
NJINDOUN	X	-	X	X	X	X	05	(08) NJINGOUMBE
KOUMBOUM	X	-	-	X	X	X	03	(09) NGBETSOUEN

V.2.3. RESSOURCES MOBILISABLES ET ECHEANCES

Tableau 29 : Ressources mobilisables

Il ressort de ce tableau que le montant total des ressources sûres de 635 000 000 FCFA sont consacrés à l'investissement et seront répartis selon la source de financement pour l'élaboration de notre plan Quinquennal.

Sources de financement		Montant Total	Période/échéance de recouvrement				
			PLAN QUINQUENNAL				
			2022	2 023	024 ²	2 025	026 ²
Commune	Recettes propres de la Commune						
	Moyenne 40% CAC						
	Moyenne 40% Redevance Forestière						
MINTP		135 000 000	27 000 000	27 000 000	27 000 000	27 000 000	27 000 000
Dotation MINDDEVEL		500 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000
FEICOM			-				
PNDP		PM					
AUTRES PARTENAIRES							
Total		635 000 000	189 874 535	189 874 535	189 874 535	189 874 535	189 874 535

V.3. PLANIFICATION STRATÉGIQUE

V.3.1. Elaboration des programmes techniques (sur 05 ans) et niveaux d'accès aux services sociaux de base

V.3.1.1 Définition sommaire des Programmes :

Tableau 30 : Définition sommaire des programmes et actions

ANNEE	VILLAGES/COMMUNE	PROJETS PRIORITAIRES	COUTS	COUTS CUMULES	ACTION	PROGRAMME	SOURCE DE FINANCEMENT
1.	ESPACE URBAIN	Construction de la gare routière moderne de Kouoptamo	40000000	40 000 000	TRANSPORTS	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINDDEVEL
6.	ESPACE URBAIN	Construction d'une décharge municipale à Bankouop	28 000 000	68 000 000	ECOLOGIE	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINDDEVEL
7.	ESPACE URBAIN	Aménagement de la voirie municipale	27 000 000	95 000 000	TRAVAUX PUBLICS	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINTP
8.	KOUOMBOUM	Aménagement de la route : NDOUMBAIN -marché passant derrière la chefferie sur une distance de 5 km	15 000 000	110 000 000	TRAVAUX PUBLICS	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINTP
9.	NGOUENDAM	Construction et équipement d'un point d'eau à l'EP de NGOUENDAM	8 500 000	118 500 000	EAU	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	MINDDEVEL

ANNEE	VILLAGES/COMMUNE	PROJETS PRIORITAIRES	COUTS	COUTS CUMULES	ACTION	PROGRAMME	SOURCE DE FINANCEMENT
10.	NGAMBOUO	Construction et équipement d'un point d'eau à NGAMBOUO	8 500 000	127 000 000	EAU	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	MINDDEVEL
FIN DE LA PREMIERE ANNEE (2023) DU PLAN QUINQUENNAL							
11	ESPACE URBAIN	Construction d'une adduction d'eau avec pompe solaire au marché de KOUOPTAMO	50 000 000	177 000 000	EAU	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	MINDDEVEL
12	ESPACE URBAIN	Construction d'un foyer culturel à Kouoptamo	30 000 000	207 000 000	CULTUREL	Promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse	MINDDEVEL
13	NDOUMKAIN	Aménagement de la route : Chanas-NKOUONTAIN passant par la chefferie sur une distance de 2,5 km	7 500 000	214 500 000	TRAVAUX PUBLICS	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINTP
14	NJINDOUN	Construction d'une mini adduction d'eau potable à NJINDOUN (Première partie)	20 000 000	234 500 000	EAU	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	MINDDEVEL
15	NGOUENDAM	Aménagement de la route allant vers la carrière de sable sur une distance de 6 km	19 500 000	254 000 000	TRAVAUX PUBLICS	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINTP
FIN DE LA DEUXIEME ANNEE (2024) DU PLAN QUINQUENNAL							

ANNEE	VILLAGES/COMMUNE	PROJETS PRIORITAIRES	COUTS	COUTS CUMULES	ACTION	PROGRAMME	SOURCE DE FINANCEMENT
16	ESPACE URBAIN	Construction et équipement d'un marché de vivre frais à Kouoptamo	200 000 000	294 000 000	COMMERCE	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINDDEVEL
17	ESPACE URBAIN	Réhabilitation du stade municipal de KOUOPTAMO	20 000 000	314 000 000	SPORT	Promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse	MINDDEVEL
18	ESPACEURBAIN	Création des espaces verts à BANKOUOP	10 000 000	324 000 000	ECOLOGIE	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINDDEVEL
19	ESPACEURBAIN	Aménagement du tronçon koutoumou-gouloure avec ouvrage de franchissement sur 10 km	30 000 000	354 000 000	TRAVAUX PUBLICS	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINTP
20	NDJINDOUN	Construction d'une mini adduction d'eau potable à NJINDOUN (Deuxième partie)	27 000 000	381 000 000			
FIN DE LA TROISIEME ANNEE (2025) DU PLAN QUINQUENNAL DE LA COMMUNE							

ANNEE	VILLAGES/COMMUNE	PROJETS PRIORITAIRES	COUTS	COUTS CUMULES	ACTION	PROGRAMME	SOURCE DE FINANCEMENT
21	ESPACE URBAIN	Création, construction et équipement d'un centre de formation des jeunes au petits métiers à BANKOUOP	40 000 000	421 000 000	JEUNESSE	Promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse	MINDDEVEL
22	ESPACE URBAIN	Construction et équipement d'un point d'eau à KOUOPTAMO	8 500 000	429 500 000	EAU	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	MINDDEVEL
23	ESPACE URBAIN	Construction et équipement d'un point d'eau à BANKOUOP	8 500 000	438 000 000	EAU	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	MINDDEVEL
24	NJITAPON	Reprofilage de la route carrefour - Kouondja via la chefferie supérieure jusqu'à Koutoubenjoh passant par Koussôh sur 6 km	18 000 000	456 000 000	EDUCATION	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	MINDDEVEL
25	KOUPARA	Construction et équipement d'un point d'eau à NKUMAHOU	8 500 000	464 500 000	EAU	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	MINDDEVEL

ANNEE	VILLAGES/COMMUNE	PROJETS PRIORITAIRES	COUTS	COUTS CUMULES	ACTION	PROGRAMME	SOURCE DE FINANCEMENT
26	NJINGOUMBE	Extension du réseau électrique : Chefferie supérieure-camp pêcheurs-Chefferie Nkoussonde (Première partie)	16 500 000	481 000 000	ENERGIE	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINDDEVEL
27	ESPACE URBAIN	Ouverture des voies de desserte dans les quartiers de BANKOUOP	27 000 000	508 000 000	TRAVAUX PUBLICS	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINTP
FIN DE LA QUATRIEME ANNEE (2026) DU PLAN QUINQUENNAL DE LA COMMUNE							
28	ESPACE URBAIN	Construction d'un marché à bétail à KOUOPTAMO	15 000 000	523 000 000	COMMERCE	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINDDEVEL
29	ESPACE URBAIN	Construction et équipement d'un CSI à BANKOUOP	50 000 000	573 000 000	SANTE	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	MINDDEVEL
30	NJINGOUMBE	Extension du réseau électrique : Chefferie supérieure-camp pêcheurs-Chefferie Nkoussonde (Deuxième partie)	12 000 000	585 000 000			

ANNEE	VILLAGES/COMMUNE	PROJETS PRIORITAIRES	COUTS	COUTS CUMULES	ACTION	PROGRAMME	SOURCE DE FINANCEMENT
31	NGBETSOUEN	Extension du réseau électrique sur l'axe entrée CES-SANKANJITOU sur 3 km	18 000 000	603 000 000	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Amélioration del'offre des services sociauxde base	MINDDEVEL
32	NGAMBOUO	Aménagement de la route secondaire allant de Banyang 1 à Banyang 2	10 000 000	613 000 000	TRAVAUX PUBLICS	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINTP
33	NJINDOUN	Aménagement des routes secondaires du village NDJINDOUN sur l'axe Gambi-Njingouan = 1,5 km et sur l'axe Njingouan-CSI = 2 km	10 500 000	623 500 000	TRAVAUX PUBLICS	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINTP
34	KOUPARA	Reprofilage de l'axe Ntoujiem à Nkoussen sur une distance de 2 km	6 500 000	630 000 000	TRAVAUX PUBLICS	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINTP
35	KOUOMBOUM	Installation de 4 lampadaires solaires	5 000 000	635 000 000	ECOLOGIE	Promotion du développement économique et protection de l'environnement	MINDDEVEL
FIN DE LA CINQUIEME ANNEE (2027) DU PLAN QUINQUENNAL DE LA COMMUNE							

ANNEE	VILLAGES/COMMUNE	PROJETS PRIORITAIRES	COUTS	COUTS CUMULES	ACTION	PROGRAMME	SOURCE DE FINANCEMENT
TOTAL GENERAL				635 000 000			

Dans l'analyse de ce tableau il ressort qu'au bout de 05 ans les différents projets que la commune pourra réaliser sur la base des ressources sûres mobilisables, chaque village pouvant bénéficier d'au moins un projet. D'autres projets pourraient s'y ajouter en fonction des appuis venant des éventuelles conventions.

Cette définition sommaire nous permet de faire la synthèse suivante.

Tableau 30 : Coûts des programmes techniques

PROGRAMMES	COUTS	POIDS
AMÉLIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE	198500000	31%
PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	327500000	51%
PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA CULTURE, DES SPORTS ET APPUI À LA JEUNESSE	112000000	18%
TOTAL	638000000	100%

POIDS DES PROGRAMMES

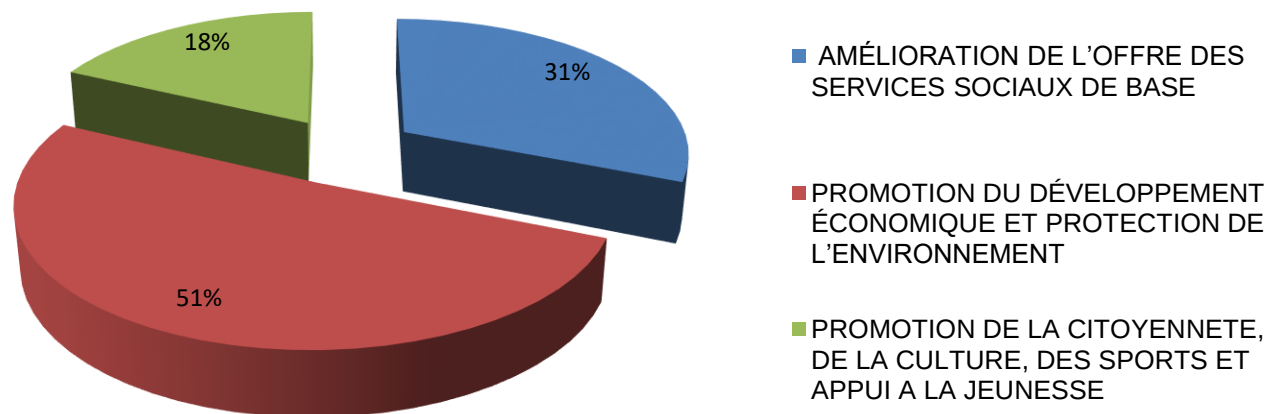


Figure 1: Poids des programmes techniques dans le Plan quinquennal

V.3.1.2. Détermination du niveau d'accès aux services sociaux de base (Indicateurs) :

Tableau 31 : Détermination du niveau d'accès aux services sociaux de base

N°	PROGRAMME	ACTION	Situation initiale (Accès initial)		Situation souhaitée (Accès visé)		Population Cible	Norme sectorielle
			Nombre	%	Nombre	%		
1	Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Eau	38 forages fonctionnels 04 puits fonctionnels	46,15%	04 nouveaux forages à construire	65%	21094	250habitants/ point d'eau
		Éducation de Base	58 salles de classes construites et fonctionnelles dans les écoles publiques	18,01%	08 nouvelles salles de classes à construire dans les écoles publiques	29,05%	3204	06 salles de classe pour un cycle complet
			04 logements d'astreintes construites dans les écoles publiques	15%	Construction de 02 logements d'astreinte dans les écoles en milieu rural	20%	154 enseignants	01 logement d'astreinte par établissement scolaire
		Santé Publique	01 CSI KOUOPTAMO et 10 CSI construites, accessibles et fonctionnels	44%	03 nouveaux centres de santé à construire et à équiper	78,57%	6 605	
2	Promotion du développement du développement économique et protection de l'environnement	Infrastructures - Economie	Plus de 100km de route bitumée dans la commune et plus de 40km de route entretenu	28%	Reprofilage / entretien de 50 km de route en milieu rural dans la commune	56%	21094hbts	
		Énergie	Plus de 19 villages électrifiés dont près de 70 km de réseau électrique fonctionnel	55 ,88%	Extension de plus de 100 km du réseau électrique dans la commune	94 ,11%	21094hbts	
		Pêche	Aucune infrastructure de pêche présente	0%	Construction de 01 étang piscicole à Nkollo	8 ,82%		
		Ecologie	L'espace urbain de KOUOPTAMO et de et de ses établissements profitent des bacs à ordures et du reboisement	15%	Mise sur pied des bacs à ordures dans tous les espaces urbains de la commune et dans les établissements scolaires	50%		

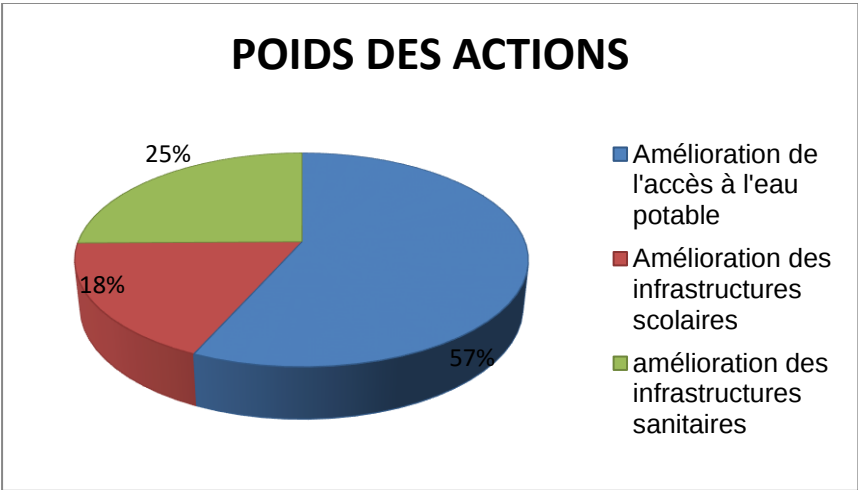
N°	PROGRAMME	ACTION	Situation initiale (Accès initial)		Situation souhaitée (Accès visé)		Population Cible	Norme sectorielle
			Nombre	%	Nombre	%		
					Mise à disposition d'une décharge municipale dans la Commune			
3	-Gouvernance et administration locale	Tous les secteurs	Plus de 37 études de faisabilités des microprojets à réaliser sur 05 ans	0%	Toutes les études de faisabilités des microprojets ont été menées	100%	21094hbts	
4	Promotion de la culture, sports et appui à la jeunesse	Arts et Culture Sports et Education physique	Plus de 10 villages profitent des infrastructures sportives, culturelle et d'appui a la jeunesse construites et organisés dans la commune	15%	Construction d'un stade municipal Organisation des journées gastronomique Organisation de la journée des communautés Appui aux projets de jeunesse à travers la construction du CMPJC et	40%	21094 hbts	

V.3.1.3. PROGRAMME TECHNIQUE AMELIORATION DE L'OFFRE DES SERVICES SOCIAUX DE BASE-

Il compte 17 principales actions à proportions variées selon les couts par rapport au budget du plan quinquennal avec toutes les activités y attenantes tel que le présente les tableaux ci-dessous :

Tableau 32 : Actions du Programme technique de l'amélioration de l'offre des services sociaux de base

Actions	Couts	Poids
Amélioration de l'accès à l'eau potable	112 500 000	57%
Amélioration des infrastructures scolaires	36 000 000	18%
Amélioration des infrastructures sanitaires	50 000 000	25%
Total	198 500 000	100%



Programme 1 : Amélioration de l'offre des services sociaux de base :														
Objectif : Améliorer le taux d'accès aux services sociaux de base dans les domaines : Education, Eau, Santé Publique et habitat en 5 ans														
Action 1 (EAU) : Amélioration de l'accès à l'eau potable														
Objectif : Améliorer de 46,15% à 65% l'accès à l'eau potable dans la commune d'ici 2027														
Indicateur : Taux d'accès aux infrastructures hydrauliques fonctionnelles														
Ancrage à la SND30 et aux ODD : Ce programme s'inscrit dans le pilier 2 intitulé Développement du capital Humain et du bien-être dans son action 4 : accès aux facilités sociales de base et sous axe 2 : Accès à l'eau potable														
Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2023		2024		2025		2026		2027	
					qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	Cout
Construition et équipement point d'eau à l'EP de NGOUENDAM	NGOUENDAM	Point d'eau construit et opérationnel	PV de réception	Chef service Technique	1	8500000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construition et équipement point d'eau à NGAMBOUO	NGAMBOUO	Point d'eau construit et opérationnel	PV de réception	Chef service Technique	1	8 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'une adduction d'eau avec pompe solaire au marché de KOUOPTAMO	ESPACE URBAIN	Point d'eau construit et opérationnel	PV de réception	Chef service Technique	1	8 500 000	0	-	0	0	0	0	1	8.500.000
Construction d'une mini adduction d'eaupotable à NJINDOUN (Première partie)	NJINDOUN	Réseau réhabilité	PV de réception	Chef service Technique	1	8 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction et équipement d'un point d'eau à KOUOPTAMO	ESPACE URBAIN	Réseau réhabilité	PV de réception	Chef service Technique	1	8 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0

Construction et équipement d'un pont d'eau à BANKOUOP	ESPACE URBAIN	Réseau réhabilité	PV de réception	Chef service Technique	1	8 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction et équipement d'un pont d'eau à NKUMAHOU	KOUPARA	Réseau réhabilité	PV de réception	Chef service Technique	1	8 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		Réseau réhabilité	PV de réception	Chef service Technique	1	8 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
		Réseau réhabilité	PV de réception	Chef service Technique	1	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	1
		Réseau réhabilité	PV de réception	Chef service Technique	0	0	1	8 500 000	0	0	0	0	0	0
		Réseau réhabilité	PV de réception	Chef service Technique	0	0	1	2 000 000	0	0	0	0	0	0
		Réseau réhabilité	PV de réception	Chef service Technique	0	0	1	3 000 000	0	0	0	0	0	0
Total						88 000 000		12 500 000						

Programme 1 : Amélioration de l'offre des services sociaux de base :

Objectif : Améliorer le taux d'accès aux services sociaux de base dans les domaines : Education, Eau, Santé Publique et habitat en 5 ans

Action 3 (éducation) : Amélioration des infrastructures scolaires

Objectif : Améliorer de 00% à au moins 50% l'accès à l'éducation décent dans la commune d'ici 2026

Indicateur : Taux d'avancement de l'état des bâtiments scolaires

Ancrage à la SND30 et aux ODD : ce programme s'inscrit dans le pilier 2 intitulé Développement du capital Humain et du bien être, dans son action4 accès au Facilité sociale de Base, .dans son action 1 Accès à l'habitat.. et sous axe 1

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2023	2024	2025	2026	2027
-----------	--------------	-------------	------------------------	-------------	------	------	------	------	------

					qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	
Construction et équipement d'un laboratoire moderne et affectation d'un IDE plus un laborantin au CSI de NJITAPON	NJITAPON	Logements d'astreites construites	PV de réception	Chef service Technique	0	0	18000000	0	0	0	0	0	1	17 000 000
Construction et équipement d'une mini adduction d'eau à Ngbetsouen	NGBETSOUEN									180 000 00				
Total							18 000 000			18 000 000				

Indicateur :													
Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026
					qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté	cout	qté
Construction et équipement d'un CSI à BANKOUP	KOUPOTAMO	Matériels aachetés	PV de réception	Chef service Technique	0	0	1	31 000 000	0	0	0	0	0
Total													

V.3.1.4. PROGRAMME TECHNIQUE PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Tableau 33 : Actions du programme de promotion du développement économique et protection de l'environnement

Actions	Couts	Poids
Entretien du réseau routier	166 000 000	51%
développement de l'économie locale	48 000 000	15%
aménagement de la voirie	27 000 000	8%
Amélioration de l'état des infrastructures marchande	55 000 000	17%
protection de l'environnement	15 000 000	5%
extension du réseau électrique	16 500 000	5%
Total	327 500 000	100%

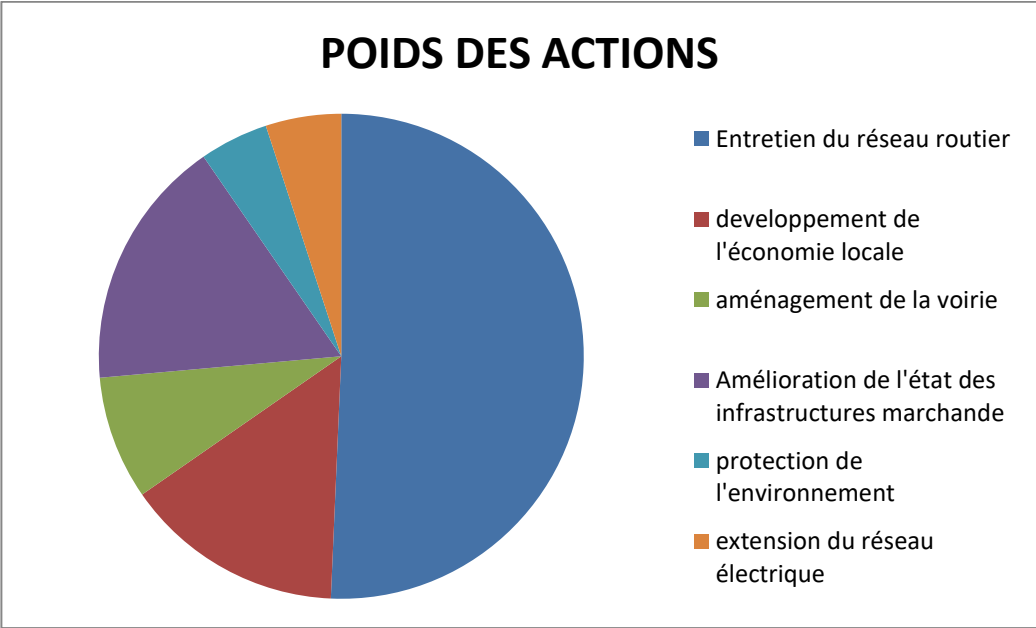


Figure 2: Poids des actions du programme de la promotion du développement économique et protection de l'environnement

Programme 2 : Promotion du Développement économique et Protection de l'Environnement :															
Objectif : Améliorer le taux d'accès aux services économiques de base dans les secteurs des travaux publics, de l'Energie, du commerce, de l'écologie et de l'assainissement en 5 ans															
Action 1 (Travaux publics): Entretien du réseau routier															
Objectif: Accroître de 28% à au moins 56% le taux d'accès à un réseau routier régulièrement entretenu d'ici 2023															
Indicateur: Nombre de kilomètres de routes entretenues															
Ancrage à la SND30 et aux ODD : ce programme s'inscrit dans le pilier 1 intitulé développement des Industries et des services (transformation industrielle de l'économie) .dans son action 3 développement des infrastructures productives . et sous axe 4.															
Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
Construction de la gare routière de Kouoptamo	ESPACE URBAIN		PV de réception	Chef de service technique	1	27 700 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aménagement de la route : NDOUMBAIN - marché passant derrière la chefferie sur une distance de 5 km	KOUOMBOUM		PV de réception	Chef de service technique	0	0	1	27 700 000	0	0	0	0	0	0	0
Aménagement de la route : Chanas-NKOUONTAIN passant par la chefferie sur une distance de 2,5 km Aménagement de la route allant vers la carrière de sable sur une distance de 6 km	NDOUMKAIN		PV de réception	Chef de service technique	0	0	1	5 250 000	0	0	0	0	0	0	0

Aménagement du tronçon koutoumou-gouloure avec ouvrage de franchissement sur 10 km	ESPACEURBAI N		PV de réception	Chef de service technique	0	0	1	15 000 000	0	0	0	0	0	0	0
Aménagement des routes secondaires du village NDJINDOUN sur l'axe Gambi-Njingouan = 1,5 km et sur l'axe Njingouan-CSI = 2 km	NJINDOUN		PV de réception	Chef de service technique	0	0	0	0	1	27 700 000	0	0	0	0	0
Reprofilage de l'axe Ntoujiem à Nkoussen sur une distance de 2 km	KOUPARA		PV de réception	Chef de service technique	0	0	0	0	0	0	1	27 700 000	0	0	0
Total action 1										153 550 000					

Programme 2 : Promotion du Développement économique et Protection de l'Environnement :

Objectif : Améliorer le taux d'accès aux services économiques de base dans les secteurs des travaux publics, de l'Energie, du commerce, de l'écologie et de l'assainissement en 5 ans

Action 4 (Assainissement): Promotion de l'assainissement dans la Commune

Objectif: Assurer l'assainissement de la Commune

Indicateur: Nombre de toilettes publiques construites

Ancrage à la SND30 et aux ODD : Ce programme s'inscrit dans le pilier 1: intitulé développement des Industries et des services (Transformation industrielle de l'économie) .dans son action 3 developpement des infrastructuresproductives . et sous axe .

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Respon sable	2022	2023	2024	2025	2026	Ob ser vati

															on s
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
Création des espaces verts à BANKOUOP	KOUOPTAMO	Un bloc pour toilettes publiques construit	PV de réception	Chef de service technique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 000 000	0
Installation de 4 lampadaires solaires	KOUOMBOUM	Un bloc pour toilettes publiques construit	PV de réception	Chef de service technique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 500 000	0
Total action 4										9 133 429					

Programme 2 : Promotion du Développement économique et Protection de l'Environnement :

Objectif : Améliorer le taux d'accès aux services économiques de base dans les secteurs des travaux publics, de l'Energie, du commerce, de l'écologie et de l'assainissement en 5 ans

Action 5 (Commerce): Développement des infrastructures commerciales

Objectif: Assurer le développement des infrastructures commerciales dans la Commune

Indicateur: Taux d'accès aux infrastructures marchandes

Ancrage à la SND30 et aux ODD : Ce programme s'inscrit dans le pilier 1: intitulé développement des Industries et des services (Transformation industrielle de l'économie) .dans son action 4 facilitation des échanges . et sous axe 2.

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		O b s e r v a t i o n s
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	

Construction et équipement d'un marché de vivre frais à Kouoptamo	KOUOPTAMO	Complexe construit	PV de réception	Chef de service technique	0	0	0	0	1	25 000 000	0	0	0	0	0
Construction d'un marché à bétail à KOUOPTAMO	KOUOPTAMO	01 magasin de stockage construit	PV de réception	Chef de service technique	0	0	0	0	0	0	1	25 000 000	0	0	0
Total action 5										79 399 689					

Programme 2 : Promotion du Développement économique et Protection de l'Environnement :

Objectif : Améliorer le taux d'accès aux services économiques de base dans les secteurs des travaux publics, de l'Energie, du commerce, de l'écologie et de l'assainissement en 5 ans

Action 6 (Energie): Promotion des énergies renouvelables

Objectif: Assurer la diversification des sources d'énergie dans la Commune

Indicateur: Nombre de lampadaires solaires installés- nombre de kilomètre d'électricité additionnel

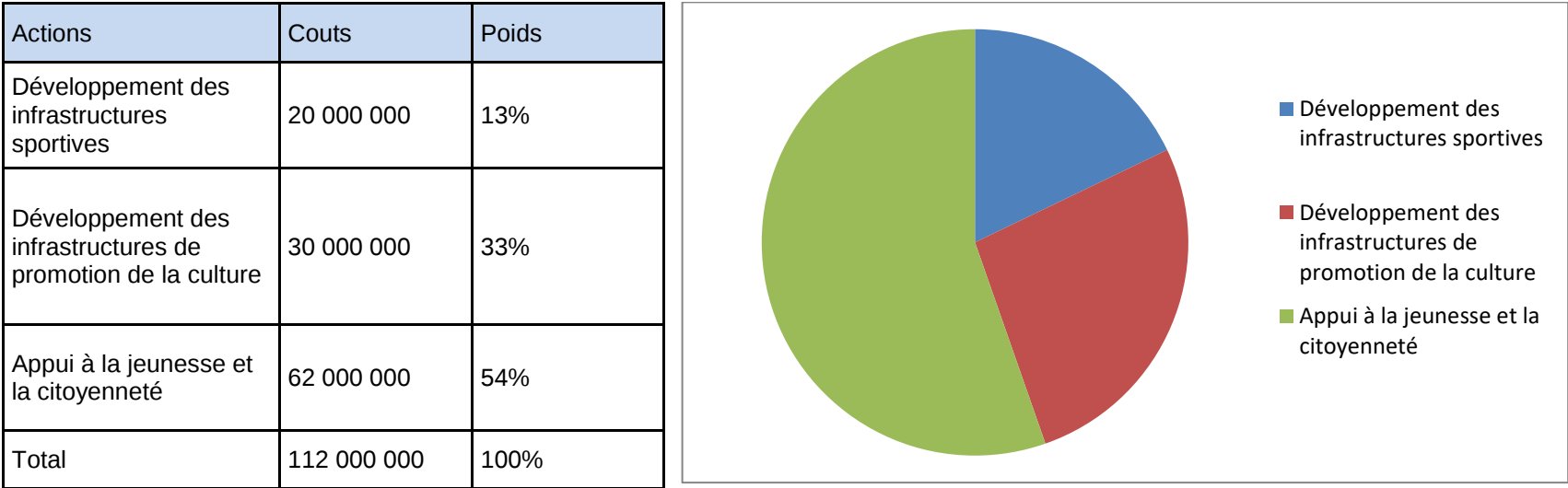
Ancrage à la SND30 et aux ODD : Ce programme s'inscrit dans le pilier 1: intitulé développement des Industries et des services (Transformation industrielle de l'économie) .dans son action 3 developpement des infrastructuresproductives . et sous axe 1.

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
Extension du réseau électrique : Chefferie supérieur e-camp	NJINGOUMB E	Nombre km d'électricité	PV de réception	Chef de service technique	0	5 000 000	0	0	0	0	0	0	4	5 000 000	

pêcheurs- Chefferie Nkousson de (Première partie)															
Total action 6										Plus de 25 Km de réseau électrique développés					

V.3.1.5.PROMOTION DE LA CITOYENNETE, DE LA CULTURE, DES SPORTS ET APPUI A LA JEUNESSE

Tableau 34 : Actions du programme de promotion de la citoyenneté, de la culture, des sports et appui à la jeunesse



Programme 3 : Promotion de la citoyenneté, de la culture, des sports et appui à la jeunesse										
Objectif : Promouvoir la citoyenneté, le développement de la culture et des sports, et l'appui à la jeunesse										
Action 1 (Sports et éducation physique): Développement des infrastructures sportives										
Objectif : Accroître de 15 % à 45 % le nombre d'infrastructures sportives										
Indicateur : Taux de réalisation des travaux et des événements										
Ancrage à la SND30 et aux ODD : Ce programme s'inscrit dans le pilier 4: intitulé developpement du capital humain et du bien etre.dans son action 4 developpement des infrastructures Sportives . et sous axe 2.										
Activités	Localis ation	Indicateurs	Source de vérification	Responsabl e	2022	2023	2024	2025	2026	

					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Observations
Construction d'un complexe sportif à KOUOPTAMO	KOUOPTAMO	stade construit	PV de réception	Chef service Technique	0	0	1	3000 0000	0	0	0	0	0	0	0
Appui à l'organisation d'un championnat de vacance	Espace urbain KOUOPTAMO	championnat organisé	PV de réception	Chef service Technique	1	3 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL ACTION 1											20 000 000				

Programme 3 : Promotion de la citoyenneté, de la culture, des sports et appui à la jeunesse

Objectif : Promouvoir la citoyenneté, le développement de la culture et des sports, et l'appui à la jeunesse en 5 ans

Action 2 (ART ET CULTURE) : Développement des infrastructures de promotion de la culture

Objectif : Assurer le développement des infrastructures de promotion de la culture dans la commune

Indicateur : Nombre et types d'infrastructures construites et nombre d'activités tenues

Ancrage à la SND30 et aux ODD : Ce programme s'inscrit dans le pilier 4: intitulé développement du capital humain et du bien-être. dans son action 3 développement des infrastructures culturelles. et sous axe 1.

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026	
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût

Construction d'un foyer culturel à Kouoptamo	Espace Urbain	01 bibliothèque construite et équipée	PV de réception	Chef service Technique	1	10 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3.2.2. Organisation d'une foire gastronomique traditionnelle	KOUOPTAMO	Foire tenue	PV de réception	Chef service Technique	1	10 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Création, construction et équipement d'un centre de formation des jeunes aux petits métiers à BANKOUOP	KOUOPTAMO	01 édifice construit	PV de réception	Chef service Technique	1	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'un centre d'état civil secondaire		01 édifice construit	PV de réception	Chef service Technique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10000000
Construction d'un cercle municipal	Espace urbain	Cercle construit	PV de réception	Chef service Technique	1	10 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'une morgue communale à KOUOPTAMO	Espace urbain	Morgue construite	PV de réception	Chef service Technique	0	0	0	0	1	500 000 000	0	0	0	0
TOTAL ACTION 2														

Programme 3 : Promotion de la citoyenneté, de la culture, des sports et appui à la jeunesse

Objectif : Promouvoir la citoyenneté, le développement de la culture et des sports, et l'appui à la jeunesse en 5 ans

Action 3 (Appui à la jeunesse) : Accompagnement des jeunes à la création des AGR

Objectif : Assurer l'accompagnement des jeunes dans la mise en place des AGR

Indicateur : Nombre de jeunes accompagnés

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		2021
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
Construction et équipement d'un CMPJ	Espace urbain de KOUOPT AMO	CMPJ construit	PV de réception	Chef service Technique	0	0	1	30 000 000	0	0	0	0	0	0	0
construction et équipement d'un CMPJ phase 2	Espace urbain	Nombre d'associations bénéficiaires	PV de réception	Chef service Technique	0	0	0	0	1	15 000 000	0	0	0	0	0
TOTAL ACTION 3											83 000 000				

V.3.1.6. GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE

Objectif : Amélioration de la gouvernance et de l'administration locales

ACTION 1: Mobilisation et sécurisation des recettes communale

Objectif : Améliorer de 10% à 100%, le taux mobilisation et de sécurisation des recettes propre de la Commune d'ici 2023

Indicateur : Taux de mobilisation et de sécurisation des recettes propres de la Commune

Ancrage à la SND30 et aux ODD : Ce programme s'inscrit dans le chapitre 6: intitulé gouvernance, décentralisation et gestion stratégique de l'Etat.dans son action 3 . et sous axe 1.

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
4.1.1. Atelier de sensibilisation des différents acteurs - économiques et corps de métier pour des échanges et des négociations en rapport avec la fiscalité locale (loi n°2009/019 du 15 décembre 2009)	KOUOPTAMO	Nombre d'atelier tenu -liste de présence	-rapport de formation -liste de présence	-secrétaire général -RM -CCD	0	0	1	1 000 000	0	0	0	0	0	0	
4.1.2. Actualisation systématique du fichier de contribuables ;	KOUOPTAMO	01 fichier actualisé et disponible	Fichier du contribuable tenu	-secrétaire général -RM -CCD	1	1 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	
4.1.3. Identification de nouvelles sources de recettes.	KOUOPTAMO	Nombre et liste des nouvelles niches de recettes identifiées	-rapport de formation -liste de présence	-secrétaire général -comptable matière	1	500 000	1	500 000	1	500 000	1	500 000	1	500 000	

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif : Amélioration de la gouvernance et de l'administration locales															
ACTION 2 : Amélioration de la communication communale															
Objectif : Améliorer l'accès à l'information d'ici 2023															
Indicateur : Taux de visite du site web de la Commune															
Ancrage à la SND30 et aux ODD : Ce programme s’inscrit dans le chapitre 6: intitulé gouvernance, décentralisation et gestion stratégique de l’Etat.dans son action 3 . et sous axe 1.															
Activités	Localisatio n	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
4.2.1. Création d’un site web	KOUOPTA MO	01 site web créé et fonctionnel	Adresse (fonctionnell e) du site web	-Secrétaire Général	0	0	1	2 000 000	0	0	0	0	0	0	
4.2.2. Mise en réseau des ordinateurs en vue d’améliorer le travail et création d’une base de données.	KOUOPTA MO	Nombre d'ordinateu rs mis en réseau	Ordinateurs mis en réseau disponible et fonctionnels		10	300 000 0	0	0	0	0	0	0	0	0	
4.2.3. Intensification de la recherche des partenaires externes, des bailleurs de fonds et des jumelages ;	KOUOPTA MO	Liste des partenaires	Rapport d'activité et conventions		1	2 000 000	1	2 000 000	1	2 000 000	0	0	0	0	
4.2.4. Mise en place effective du Syndicat de	KOUOPTA MO	01 syndicat créé	Rapport d'activité	Institution communale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

commune du Département															
---------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif : Amélioration de la gouvernance et de l'administration locales															
ACTION 3 : Amélioration de la gestion des ressources humaine de la Commune :															
Objectif : Améliorer la performance de la ressource humaine de la Commune d'ici 2023															
Indicateur : Taux d'amélioration de la gestion des ressources humaines de la Commune															
Ancrage à la SND30 et aux ODD : Ce programme s'inscrit dans le chapitre 6: intitulé gouvernance, décentralisation et gestion stratégique de l'Etat.dans son action 3 . et sous axe 1.															
Activités	Localisation	Indicateur s	Source de vérification	Responsab le	2022		2023		2024		2025		2026		Observat ions
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
4.3.1. Renforcement des capacités du personnel communal à travers des stages, recyclages, séminaires, en montage de documents divers (réactualisation du PCD, PTI et PIA, montage des requêtes de financement, de divers rapports et PV, bonne tenue du patrimoine communal)	KOUOPTA MO	Nombre et liste de personnes ayant bénéficié du renforcement des capacités	-Rapport de formation -Liste de présence	-Secrétaire Général -CCD	0	0	1	3 000 000	0	0		0		0	

4.3.2. Formation régulière des Conseillers sur le fonctionnement de la Commune, sur leur rôle et sur les textes relatifs à la décentralisation	KOUOPTA MO	Nombre de personnes formées et listes de présence	-Rapport de formation -Liste de présence	-Secrétaire Général -CCD	0	0	1	3 000 000	0	0	0	0	0	0	
4.3.3. Formation des Conseillers municipaux en communication publique et plaidoyer	KOUOPTA MO	Nombre de formation organisée	-Rapport d'activité -Liste de présence des participants	-Secrétaire Général -CCD	0	0	1	10 000 000	0	0	0	0	0	0	
4.3.4. Renforcement des capacités des Conseillers municipaux en management (audit et contrôle, suivi-évaluation des projets et travail en équipe).	KOUOPTA MO	Nombre et liste de personnes ayant bénéficié du renforcement des capacités	-Rapport d'activité -Liste de présence des participants	-Secrétaire Général -CCD	0	0	1	2 000 000	1	0	0	0	0	0	
4.3.5. Renforcement des capacités du personnel communal sur l'utilisation de SIMBA et PROADP	KOUOPTA MO	Nombre et liste de personnes ayant bénéficié du renforcement des capacités	Délibération portant recrutement du personnel	-Secrétaire Général -CCD	0	0	2	200 000 000	0	0	0	0	0	0	
4.3.6. Organisation d'un atelier de formation sur le fonctionnement de l'administration communale.	KOUOPTA MO	Nombre de personnes formées et listes de présence	Délibération portant recrutement du personnel	-Secrétaire Général -CCD	0	0	1	200 000 000	0	0	0	0	0	0	

4.3.7.Élaboration et adoption d'un règlement intérieur du personnel	KOUOPTA MO	01 règlement intérieur élaboré et adopté	Délibération portant adoption du règlement intérieur	-Secrétaire Général -CCD	0	0	1	200 000 000	0	0	0	0	0	0	
4.3.8. Recyclage et formation du personnel en rapport avec les emplois-types et les missions des services existants ou à créer ;	KOUOPTA MO	Nombre et liste de personnes ayant bénéficié du renforcement des capacités	-Rapport de formation -Liste de présence	-Secrétaire Général -CCD											

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE

Objectif : Amélioration de la gouvernance et de l'administration locales

Action 4 : Amélioration et sécurisation du patrimoine communal

Objectif : Améliorer de 10% à 100%, le taux mobilisation et de sécurisation des recettes propre de la Commune d'ici 2023

Indicateur : Taux de mobilisation et de sécurisation du patrimoine de la Commune

Ancrage à la SND30 et aux ODD : Ce programme s'inscrit dans le chapitre 6: intitulé gouvernance, décentralisation et gestion stratégique de l'Etat. Dans son action 3. et sous axe 1.

Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	

4.4.1. Acquisition du matériel informatique dans les bureaux d'état civil et la Comptabilité matières	KOUOPTAM O	Nombre de matériel acquis	-PV de réception -Photos	-Maire -Secrétaire Général -Comptable matière	0	0	1	300 000 000	0	0	0	0	0	0	
4.4.2. Acquisition d'un groupe électrogène 10 kVa.	KOUOPTAM O	01 groupe de 10 kva acquis	Factures	-Maire -Secrétaire Général -Comptable matière	0	0	0	10 000 000	1	1 500 000	1	1 500 000	1	2 000 000	
4.4.3. Acquisition du matériel de protection individuelle (gants, protège-nez, etc.)	KOUOPTAM O	01 bloc de 06 latrines construit	Facture d'achat et photos	-Maire -Secrétaire Général -Comptable matière	0	0	1	3 000 000	0	0	0	0	0	0	
4.4.4. Redéploiement et/ou recrutement et formation du personnel dans la gestion et la maintenance du patrimoine.	KOUOPTAM O	Nombre de personnes déployées	Liste du personnel communal recruté	-Maire -Secrétaire Général -Comptable matière	0	0	1	500 000	0	0	0	0	0	0	
4.4.5. Immatriculation et titrage des terrains bâtis et non bâtis appartenant à la Commune.	KOUOPTAM O	Nombre de terrains bâtis et non bâtis immatriculés et titrés	Titres fonciers	-Maire -Secrétaire Général -Comptable matière	1	5 000 000	0	0	1	5 000 000	1	5000 000	1	5000 000	
4.4.6. Aménagement des bâtiments communaux vétustes (logements,	KOUOPTAM O	Nombre de bâtiments communaux aménagés	Rapport - Photos - PV de réception	-Maire -Secrétaire Général -Comptable matière	1	0	0	100 000	1	0	0	100 000	0	0	

magasin, bureaux, etc.)															
----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

PROGRAMME 4 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION LOCALE															
Objectif : Amélioration de la gouvernance et de l'administration locales															
Action 5 : Maturation des projets															
Objectif : Porter à 100%, le taux de maturation des projets soumis à l’investissement dans la Commune d’ici 2023															
Indicateur : Taux de maturation des projets de la Commune															
Ancrage à la SND30 et aux ODD : Ce programme s’inscrit dans le chapitre 6: intitulé gouvernance, décentralisation et gestion stratégique de l’Etat.dans son action 3 . et sous axe 1.															
Activités	Localisation	Indicateurs	Source de vérification	Responsable	2022		2023		2024		2025		2026		Observations
					Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	Qté	Coût	
4.5.1.Étude de faisabilité de Reprofilage des routes dans certaines localités de la commune	KOUOPTA MO	Nombre d’étude de faisabilité	Rapport par études de faisabilité	- CCD - Service technique	1	20 000 000	1	2 000 000	0	0	0	0	0	0	
Étude de faisabilité de l'ouverture des routes dans certaines localités de la commune	KOUOPTA MO	Nombre d’étude de faisabilité	Rapport d’étude de faisabilité	- CCD - Service technique	1	2 000 000									
4.5.3.Étude de faisabilité de l'extension courant électrique	KOUOPTA MO	Nombre d’étude de faisabilité	Rapport d’étude de faisabilité	- CCD - Service technique	0	0	1	2 000 000	0	0	0	0	0	0	

BT/MT dans certaines localités de la commune															
4.5.4.Étude de faisabilité en vue de la construction des forages dans certaines localités de la commune	KOUOPTA MO	Nombre d'étude de faisabilité	Rapport d'étude de faisabilité	- CCD - Service technique	0	0	1	2 000 000	0	0	0	0	0	0	

V.3.2 Analyse évaluative des programmes par rapport à l'atteinte des ODD

L'évaluation des programmes par rapport aux ODD va viser essentiellement quatre programmes : à savoir le programme technique Amélioration de l'offre des services sociaux de base, le programme technique -Promotion du développement économique et protection de l'environnement, le programme technique environnemental, le programme technique Promotion de la culture, sports et appui à la jeunesse. Cela se justifie par le fait que sur la base du cadrage budgétaire et en fonction du RANKING des villages précédemment élaborés, les projets qui y découlent sont justement axés sur ces quatre programmes d'où la matrice ci-dessous. Il s'agit donc ici de mesurer le degré de prise en compte des ODD dans ces programmes.

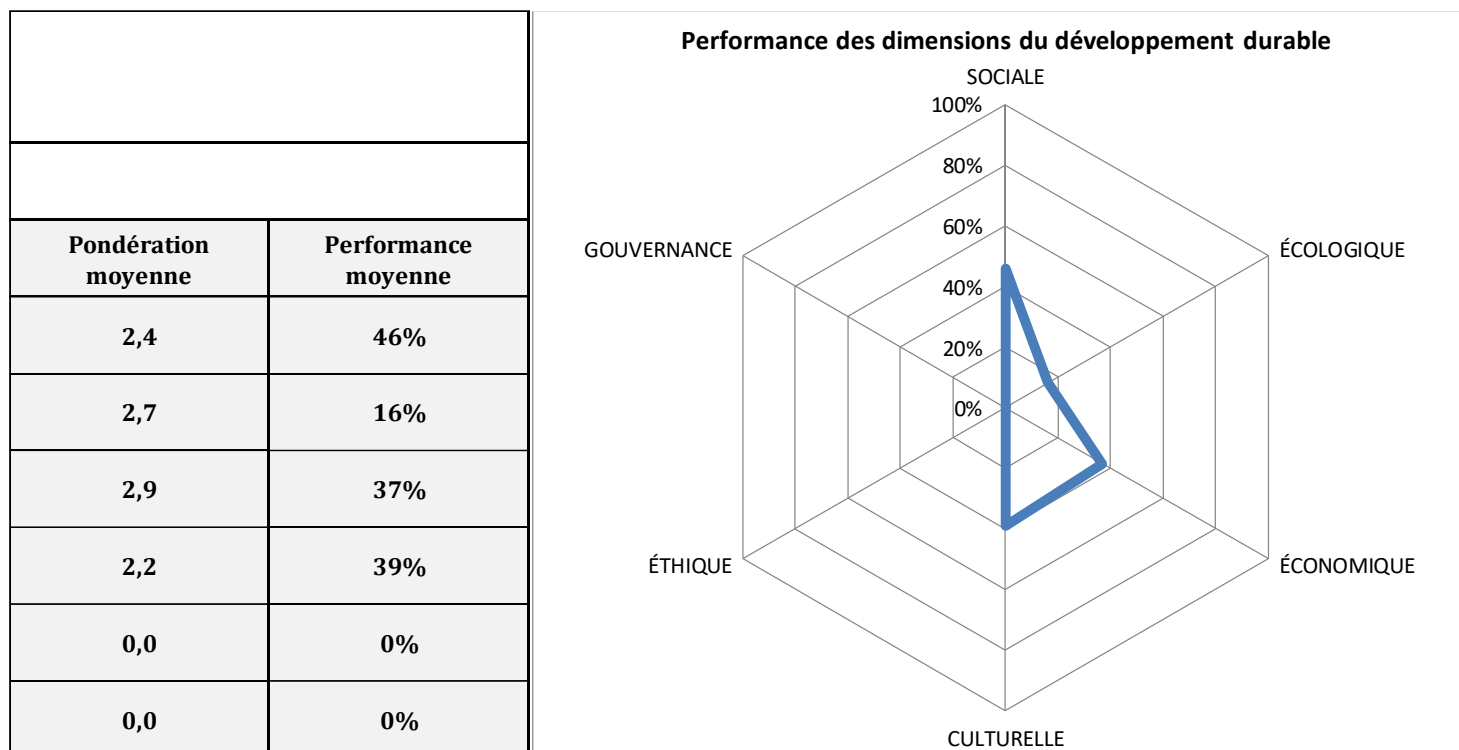


Figure 4: Performances des dimensions du développement durable dans le PCD

Sur l'ensemble : Le graphe ci-dessus présente de façon claire le niveau de prise en compte de différentes dimensions dans le PCD et les pondérations y afférentes. Ainsi on observe la performance de la dimension sociale est de 46% pour une pondération de 2,4 ce qui signifie que l'enjeu de cette pondération est prioritaire par contre cette pondération est inférieure à 60% d'où son niveau de réponse est faible par rapport à l'atteinte des ODD, la dimension économique avec une performance de 37%, la dimension culturelle avec 39% elles ne répondent pas suffisamment aux ODD .

Sur Le Plan Social

DIMENSION SOCIALE		
THÈME	Pondération moyenne	Performance moyenne
Lutte contre la pauvreté	0,0	0%
Eau	3,0	77%
Alimentation	0,0	0%
Santé	2,5	39%
Sécurité	0,0	0%
Éducation	3,0	70%
Collectivité et implication	0,0	0%
Établissements humains	0,0	0%
Genre	2,0	23%

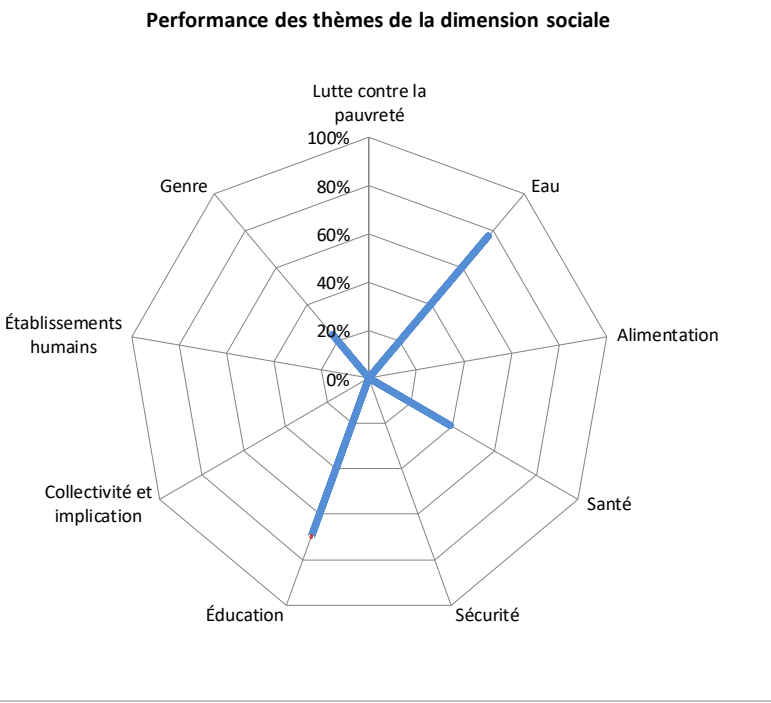


Figure 5: Réponse de la dimension sociale par rapport aux ODD

Commentaire : Le graphe ci-dessus présente que seul les thèmes de l'Eau et l'éducation ont un niveau de réponse acceptable en réponse aux ODD car le reste des thèmes de la dimension sociale tels que : la santé (39%) ; l'alimentation (0%) etc.. ne répondent pas au niveau d'atteinte des ODD et un effort considérable est à faire dans ces secteurs très sensible de la commune de KOUOPTAMO.

Sur le plan écologique :

DIMENSION ÉCOLOGIQUE		
THÈME	Pondération moyenne	Performance moyenne
Écosystèmes	2,5	14%
Biodiversité	3,0	20%
Ressources	0,0	0%
Extrants	0,0	0%
Usages du territoire	0,0	0%
Changements climatiques	0,0	0%

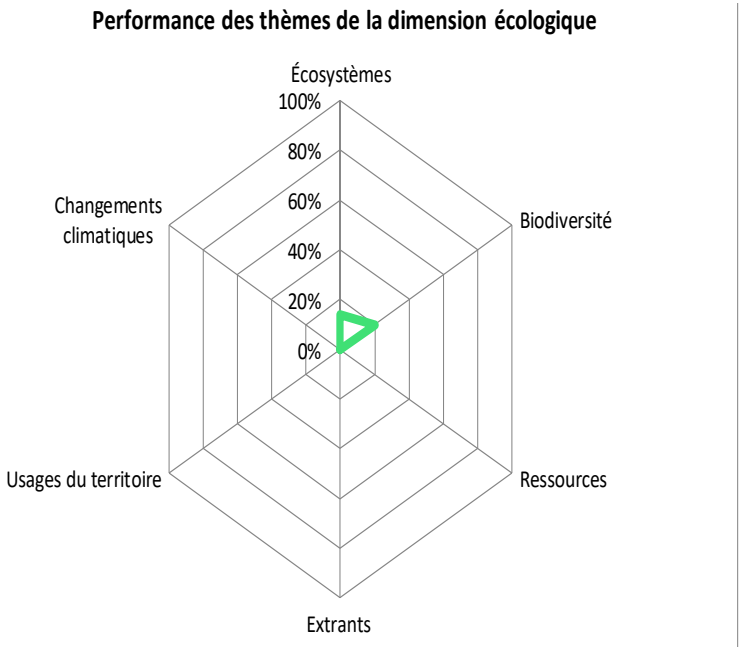


Figure 6: Réponse de la dimension écologique par rapport aux ODD

Commentaire : Il ressort du tableau que la dimension écologique est prise en compte à une performance de 14% pour les écosystèmes avec une pondération de 2,5 et 20% pour la biodiversité. Un effort dans ce domaine doit être fait car son niveau de réponse par rapport à l'atteinte des ODD est encore jugé médiocre.

Sur le plan économique :

DIMENSION ÉCONOMIQUE		
THÈME	Pondération moyenne	Performance moyenne
Production responsable	3,0	10%
Consommation responsable	0,0	0%
Viabilité économique	3,0	72%
Travail	0,0	0%
Richesses et prospérité	3,0	45%
Énergie	2,7	61%
Entreprenariat	0,0	0%
Modèles économiques	0,0	0%

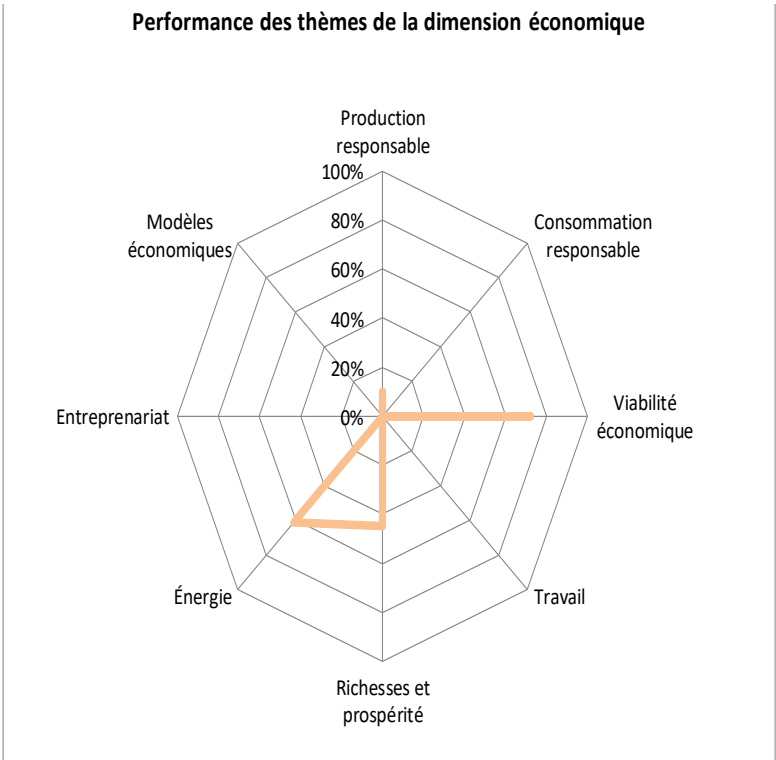


Figure 7: Réponse de la dimension économique par rapport aux ODD

Commentaire : il est noté que seul le thème sur la viabilité économique a un niveau de réponse acceptable pour l'atteinte des ODD, avec une performance de 72% et une pondération de 3. Le reste à savoir : la production des richesses, l'énergie avec des performances inférieures à 50% ont encore besoin d'être boostés pour répondre favorablement à l'atteinte des ODD dans les secteurs concernés.

Sur le plan culturel:

DIMENSION CULTURELLE		
THÈME	Pondération moyenne	Performance moyenne
Transmission du patrimoine culturel	2,0	33%
Pratiques culturelles et artistiques	0,0	0%
Diversité culturelle	3,0	55%
Contribution de la culture au développement	0,0	0%

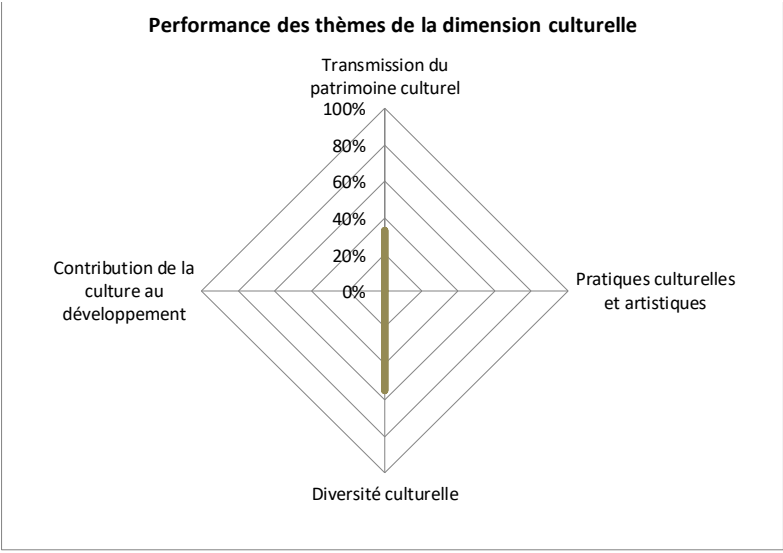


Figure 8: Réponse de la dimension culturelle par rapport aux ODD

Commentaire : l'on constate que la diversité culturelle représente 55% de performance ce qui est déjà une réponse appropriée au ODD, mais restant inférieur à 60%, preuve qu'il y a encore des efforts à faire.

Niveau de prise en compte des ODD par les programmes

	Libellé	Niveau de réponse aux ODD
ODD 1	Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	44%
ODD2	Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable	41%
ODD 3	Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges	40%
ODD 4	Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	40%
ODD 5	Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	41%
ODD 6	Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau	35%
ODD 7	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	38%
ODD 8	Promouvoir une croissance -Promotion du développement économique et protection de l'environnement soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	39%
ODD 9	Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	27%
ODD 10	Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein	39%
ODD 11	Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables	38%
ODD 12	Instaurer des modes de consommation et de production durables	35%
ODD 13	Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (en tenant compte des accords conclus par la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques)	29%
ODD 14	Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable	32%
ODD 15	Préserver et remettre en état les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité	27%
ODD 16	Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes	40%
ODD 17	Revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable et renforcer les moyens d'application de ce partenariat	35%

Le tableau ci-dessus exprime que sur les 17 ODD auxquels le Cameroun a souscrit afin d'atteindre l'émergence à l'horizon 2035, la croissance de la commune de KOUOPTAMO telle que prévu dans ce document stratégique ne pourra pas répondre de manière efficace aux différents thèmes. Un effort conséquent est attendu notamment dans les ODD : 09,13 et 15 dont les facteurs croissance sont en dessous de 30% et présentent une situation des plus alarmantes.

V.4. PLANIFICATION OPERATIONNELLE

V.4.1. Programme Triennal d'Investissement (PTI)

Tableau 35 : Plan Triennal d'Investissement (PTI)

PROGRAMMES	ACTIONS	ACTIVITÉS	LOCALISATION	COUTS	ANNÉES			SOURCES DE FINANCEMENT	OBSERVATIONS
					2023	2024	2025		
Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRANSPORTS	Construction de la gare routière de Kouoptamo	ESPACE URBAIN	40000000					
Promotion du développement économique et protection de l'environnement	ECOLOGIE	Construction d'une décharge municipale à Bankouop	ESPACE URBAIN	28 000 000					
Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Entretien routier	Aménagement de la voirie municipale	ESPACE URBAIN	27 000 000					
Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Entretien routier	Aménagement de la route : NDOUMBAIN -marché passant derrière la chefferie sur une distance de 5 km	KOUOMBOUM	15 000 000					
Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Amélioration de l'accès à l'eau potable	Construction et équipement d'un point d'eau à l'EP de NGOUENDAM	NGOUENDAM	8 500 000					

PROGRAMMES	ACTIONS	ACTIVITÉS	LOCALISATION	COUTS	ANNÉES			SOURCES DE FINANCEMENT	OBSERVATIONS
					2023	2024	2025		
Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Amélioration de l'accès à l'eau potable	Construction et équipement d'un point d'eau à NGAMBOUO	NGAMBOUO	8 500 000					
Promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse	Amélioration de l'accès à l'eau potable	Construction d'une adduction d'eau avec pompe solaire au marché de KOUOPTAMO	ESPACE URBAIN	50 000 000					
Promotion du développement économique et protection de l'environnement	CULTUREL	Construction d'un foyer culturel à Kouoptamo	ESPACE URBAIN	30 000 000					
Amélioration de l'offre des services sociaux de base	TRAVAUX PUBLICS	Aménagement de la route : Chanas-NKOUONTAIN passant par la chefferie sur une distance de 2,5 km	NDOUMKAIN	7 500 000					
Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Amélioration de l'accès à l'eau potable	Construction d'une mini adduction d'eau potable à NJINDOUN (Première partie)	NJINDOUN	20 000 000					
Promotion du développement économique et protection de l'environnement	TRAVAUX PUBLICS	Aménagement de la route allant vers la carrière de sable sur une distance de 6 km	NGOUENDAM	19 500 000					

PROGRAMMES	ACTIONS	ACTIVITÉS	LOCALISATION	COUTS	ANNÉES			SOURCES DE FINANCEMENT	OBSERVATIONS
					2023	2024	2025		
Promotion du développement économique et protection de l'environnement	COMMERCE	Construction et équipement d'un marché de vivre frais à Kouoptamo	ESPACE URBAIN	40 000 000					
Promotion de la culture, des sports et d'appui à la jeunesse	Promotion des sports	Construction d'un complexe sportif à KOUOPTAMO	ESPACE URBAIN	20 000 000					
Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Protection de l'environnement	Création des espaces verts à BANKOUOP	ESPACEURBAIN	10 000 000					
Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Entretien routier	Aménagement du tronçon koutoumou-gouloure avec ouvrage de franchissement sur 10 km	ESPACEURBAIN	30 000 000					
Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Amélioration de l'accès à l'eau potable	Construction d'une mini adduction d'eau potable à NJINDOUN (Deuxième partie)	NDJINDOUN	27 000 000					

V.4.2 CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PTI

Le cadre sommaire de gestion de l'environnement du PTI indique les principaux impacts potentiels des microprojets qui s'y trouvent ainsi que les mesures environnementales qu'il convient de prendre pour les optimiser ou les atténuer. Ce cadre comprend les principaux impacts environnementaux ou sociaux, les principales mesures environnementales envisageables, leurs coûts, et les acteurs de mise en œuvre.

V.4.2.1. Synthèse des microprojets du PTI

La synthèse des microprojets du PTI par type d'évaluation environnementale est présentée dans le tableau ci-dessous

Tableau 36 : synthèse des microprojets par type d'évaluation environnementale

Secteurs d'activité	Catégories	Activités/projets/infrastructures	Type d'évaluation environnementale
Infrastructures Amélioration de l'offre des services sociaux de bases	Adductions d'eau et assainissement	Construction et équipement d'un point d'eau à NGAMBOUO	formulaire d'examen social et environnemental
		Construction d'une adduction d'eau avec pompe solaire au marché de KOUOPTAMO	formulaire d'examen social et environnemental
		Construction d'une mini adduction d'eau potable à NJINDOUN (Deuxième partie)	formulaire d'examen social et environnemental
		Construction d'une mini adduction d'eau potable à NJINDOUN (Première partie)	formulaire d'examen social et environnemental
		Construction et équipement d'un point d'eau à NGAMBOUO	formulaire d'examen social et environnemental
		Construction d'une adduction d'eau avec pompe solaire au marché de KOUOPTAMO	formulaire d'examen social et environnemental
		Construction et équipement d'un point d'eau à NIBITIMBI	formulaire d'examen social et environnemental
	établissements sanitaires et hospitaliers	Construction d'un CMA à KOUOPTAMO Centre	Notice d'Impact Environnemental (NIE)

5.4.2.2. Cadre de gestion environnementale sommaire

Tableau 37 : Impacts environnementaux positifs des microprojets

Secteurs d'activité	Catégories	infrastructures	Impacts positifs
Infrastructures économiques	Adductions d'eau et assainissement	Construction et équipement d'un point d'eau à NGAMBOUO	La diminution des maladies hydriques du fait de l'augmentation de l'accès à l'eau potable ; Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation pour la bonne gestion de l'ouvrage ; Amélioration de la gouvernance communautaire. Réduction des maladies dues à une insuffisance d'hygiène ✓ Réduction des maladies hydriques dans le village ✓ Réduction du trajet pour avoir accès à l'eau ✓ Réduction du taux de prévalence des maladies liés à l'eau dans la commune ✓ Renforcement de la dynamique d'appartenance communautaire des populations à travers la mobilisation des fonds ✓ Amélioration de la gouvernance locale à travers la mise en place des comités de gestion ✓ Amélioration des revenus à travers l'implication de la main d'œuvre locale dans la réalisation des chantiers
		Construction d'une adduction d'eau avec pompe solaire au marché de KOUOPTAMO	
		Construction d'une mini adduction d'eau potable à NJINDOUN (Deuxième partie)	
		Construction d'une mini adduction d'eau potable à NJINDOUN (Première partie)	
		Construction et équipement d'un point d'eau à NGAMBOUO	
		Construction d'une adduction d'eau avec pompe solaire au marché de KOUOPTAMO	
		Construction et équipement d'un point d'eau à NIBITIMBI	
		Construction d'un CMA à KOUOPTAMO Centre	
		Achèvement de la construction d'un CSI à NGAT 1	
		Construction d'un CMA à KOUOPTAMO Centre	
	Etablissements sanitaires et hospitaliers	appui du CSI pour l'achat d'une ambulance médicalisée	Diminution des maladies et décès dans la commune
		appui des bourses d'études aux élèves	
		construction et équipement d'un bloc Maternelle à l'école maternelle	Diminution des maladies et décès dans la commune

V.4.2.3. Principaux impacts environnementaux négatifs et mesures d'atténuation

Tableau 38 : Impacts environnementaux négatifs des microprojets

Catégories	Infrastructures	Impacts négatifs potentiels	Mesures indicatives d'atténuation
Infrastructures sociales	Construction et équipement d'un point d'eau à NGAMBOUO	Risques de pollution des nappes d'eau souterraine (phréatique et profonde) ; Risque de pollution générée par les poussières pendant la formation ; Risque d'accident pendant les travaux ; Risque de conflit entre les usagers sur l'utilisation du puits ; Pollution sonores générée par les machines et appareils (foreuses, compresseurs, pompe, groupe électrogène et marteau piqueur) ;	Sensibilisation des bénéficiaires sur les risques liés aux travaux de construction et les mesures de sécurité ; Utilisation de la boue comme fluide de formation ; Port des Equipements de protection Individuelle (EPI) appropriés à l'opération et respect des protocoles de sécurité. Mise en place d'un Comité de Gestion du Point d'Eau (CGE) par ouvrage doté d'un statut et d'un règlement intérieur.
	Construction d'une adduction d'eau avec pompe solaire au marché de KOUOPTAMO		
	Construction d'une mini adduction d'eau potable à NJINDOUN (Deuxième partie)		
	Construction d'une mini adduction d'eau potable à NJINDOUN (Première partie)		
	Construction et équipement d'un point d'eau à NGAMBOUO(Buea)		
	Construction d'une adduction d'eau avec pompe solaire au marché de KOUOPTAMO		
	Construction d'un forage équipé d'une PMH YAH II		
	construction d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine à Barki	Risque d'accident de travail ; Ouvertures des bars et autres débit de boisson avec risque de développement des activités de prostitution et comme conséquence la transmission des maladies sexuellement transmissibles.	Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) Sensibilisation des populations aux risques des IST et VIH SIDA

V.4.2.4. Plan sommaire de gestion environnementale et sociale du PTI

Le tableau ci-dessous présente le plan sommaire de gestion environnemental et Amélioration de l'offre des services sociaux de base du PTI :

Tableau 39 : Plan sommaire de gestion environnementale et sociale du PTI

N°	Activités	Indicateurs	Acteur de mise en œuvre	Acteurs de suivi	Période		
					2023	2024	2025
	Désignation d'un responsable chargé de la prise en compte des aspects socio environnementaux (RCASE) dans la Commune.	Nombre d'agent communal désigné	Maire	Conseil Municipal MINEPDED			
	Renforcement des capacités des acteurs de prise en compte des aspects socio environnementaux (RCASE, Maire, et conseillers municipaux).	Nombre de session de formation organisée ; Nombre de personne formé.	Maire	Conseil Municipal MINEPDED			
	Provisions pour la réalisation des Notices d'Impacts Environnementale (NIE).	Montant des ressources mobilisées pour les NIE	Maire	Conseil Municipal MINEPDED RCASE			
	Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental pour projets non soumis à la NIE.	Nombre de formulaire rempli	Consultants	Conseil Municipal MINEPDED RCASE			
	Réalisation des NIE des différents microprojets.	Nombre de NIE réalisée	Consultant/ Bureau d'études agréés	Conseil Municipal MINEPDED RCASE			
	Mise en œuvre des mesures environnementales des microprojets	Nombre de NIE mis en œuvre	Entrepreneurs; Commune de KOUOPTAMO.	Conseil Municipal MINEPDED RCASE			
	Missions de suivi environnemental et Amélioration de l'offre des services sociaux de base du CGES.	Nombre de mission effectuée	RCASE	Conseil Municipal MINEPDED			

Le tableau ci-dessous présente le coût du plan sommaire de gestion environnementale et sociale du PTI.

Tableau 40 : Cout du plan sommaire de gestion environnementale et sociale du PTI

Activités	Quantité	Coût unitaire (F CFA)	Coût total (F CFA)
Désignation d'un responsable chargé de la prise en compte des aspects socio environnementaux (RCASE) dans la Commune.	01	100.000	100.000
Renforcement des capacités des acteurs de prise en compte des aspects socio environnementaux (RCASE, Maire, et conseillers municipaux).	03	1.000.000	3.000.000
Provisions pour la réalisation des Notices d'Impacts Environnementale (NIE).	06	2.000.000	12.000.000
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental pour projets non soumis à la NIE.	20	50.000	1.000.000
Réalisation des NIE des différents microprojets.	06	500.000	30.000.000
Mise en œuvre des mesures environnementales des microprojets	22	200.000	4.400.000
Missions de suivi environnemental et Amélioration de l'offre des services sociaux de base du CGES.	22	100.000	2.200.000
TOTAL			700 000

V.4.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

Le plan d'investissement annuel uniquement prend en compte les projets à réaliser en première année du PTI. Celui-ci s'appuie sur les 03 programmes techniques : Le programme technique Amélioration de l'offre des services sociaux de base constitué des Actions Education, Eau, Sante, et le programme technique -Promotion du développement économique et protection de l'environnement constitué des Actions Energie, Infrastructures -Promotion Du Développement Économique Et Protection De L'environnements ainsi que la promotion de la culture, du sports et appui à la jeunesse et aussi arts et culture. Le premier trimestre étant achevé, la logique voudrait que les activités de réalisation des projets se déroulent les 2ème ,3ème, et 4ème trimestres de l'année 2023.

Tableau 41 : Plan d'investissement annuel 2022

PROGRAMMES	ACTIONS	LOCALISATION	ACTIVITÉS	COUTS	PÉRIODE				SOURCES DE FINANCEMENT	OBSERVATIONS
					T1	T2	T3	T4		
Promotion de la citoyenneté, de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Développement des infrastructures de promotion de la culture	ESPACE URBAIN	Construction de la gare routière de Kouoptamo	3 000 000					MINAC	BIP 2022
Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Accroissement des infrastructures et équipements scolaires	ESPACE URBAIN	Construction d'une décharge municipale à Bankouop	18 000 000					MINEDUB	BIP 2022
Promotion de la citoyenneté, de la culture, du sport et appui à la jeunesse	Développement des infrastructures sportives	ESPACE URBAIN	Aménagement de la voirie municipale	30 000 000					MINSEP	BIP 2022
Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Promotion et viabilisation du potentiel touristique local	KOUOMBOUM	Aménagement de la route : NDOUMBAIN - marché passant derrière la chefferie sur une distance de 5 km	25 000 000					MINTOURL	BIP 2022
Promotion du développement économique et protection de l'environnement	Entretien routien	NGOUENDAM	Construction et équipement d'un point d'eau à l'EP de NGOUENDAM	27 000 000					MINTP	BIP 2022

PROGRAMMES	ACTIONS	LOCALISATION	ACTIVITÉS	COUTS	PÉRIODE				SOURCES DE FINANCEMENT	OBSERVATIONS
					T1	T2	T3	T4		
Amélioration de l'offre des services sociaux de base	Accroissement des infrastructures sanitaires	NGAMBOUO	Construction et équipement d'un point d'eau à NGAMBOUO	25 000 000					MINSANTE	BIP 2022
TOTAL				669 000 000						

V.4.4. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

V.4.4.1. Autres populations vulnérables, EOv, handicapées, vieillards etc.

Tableau 42 : Plan de développement des personnes vulnérables (EOv, handicapées, vieillards etc.)

N°	Activités envisagées	Responsable	Coût total	Indicateur	Intrant	Période/Année				
						2023	2024	2025	2026	2027
1	Identification et établissement des actes de naissances à tous les enfants de 0 à 14ans non pourvus	MINATD Commune	500.000	-2000 actes de naissances sont établis ; - les Parents et les chefs appréhendent mieux l'importance des pièces officielles	2500 par acte de naissance	X	X	X	X	X
2	Dotation des structures impliquées dans la citoyenneté en petit matériel (registres, encreurs, bics, etc.)	-Mairies -Centres d'état civil - PNDP/Partenaire	500 000	Les capacités des centres d'état civil et maries sont renforcées pour l'établissement des pièces officielles		X	X			
3	Vaccins essentiels pour les formations hospitalières (CSI KOUOPTAMO, CSI) et transport vers les sites des bénéficiaires Administration des vermifuges dans les écoles et villages Dotation des moustiquaires	Hôpital de district NTUI COMMUNE PNDP	5. 000 000	Les formations sanitaires concernées sont pourvues de vaccins ; Nombre d'EOV vaccinés Nombre' d'EOV ayant reçus des vermifuges			X	X		
4	- Appui nutritionnel pour les PSV - Distribution des suppléments nutritifs dans les écoles et villages - Organisation des séances de formation pratiques sur la connaissance des aliments nutritifs dans les villages	MINSANTE PNDP/UNICEF	10.000 000	Des capacités d'au moins 04 structures d'accueil et des formations sanitaires sont renforcées Nombre d'enfants ayant bénéficiée de suppléments nutritifs ; -Nombre de séances de formation pratiques organisées sur la connaissance des aliments nutritifs dans les villages			X	X		
5	Fournitures et manuels scolaires pour les écoles	MINEDUB	2 000 000	2.000 enfants en âge préscolaire et scolaire			X	X		

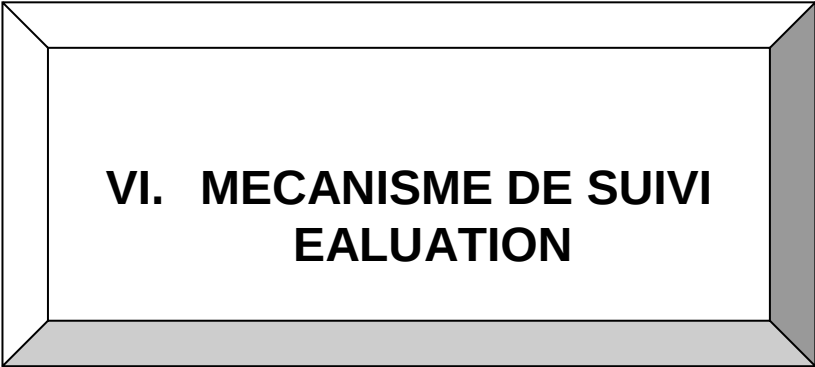
	classiques en faveur des EO ET Orphelins vulnérables	PNDP/UNICE F								
6	35 chaises roulantes, 108 paires de lunettes, 15 tricycles, 70 cannes anglaises, 50 béquilles, 20 prothèses auditives, 20 cannes blanches	MINAS NOUN PNDP/	40 000 000	150. Personnes vulnérables sont touchées			X	X	9	
7	Appui à la création et à la mise en place des activités génératrices de revenus (AGR) en agriculture et élevage)	MINADER/MI NEPIA NOUN	5 000 000	500 agriculteurs et éleveurs handicapés formés (matériel agricole, végétal élevage et formation) ; Superficie mise en valeur ou augmentée ; Rendements obtenus pour les principales spéculations Nombre de têtes de volailles, porcs et bovin augmenté.		X	X	X		
8	Formation des vulgarisateurs actifs de la citoyenneté	MINATD commune	500 000	50 soit 5 par Groupement	100 000/séance	X	X			
9	Formation des populations sur la Prise en charge des personnes vulnérables	MINAS	1.000 000	250 personnes sont formées aux principes élémentaires de prise en charge des PV dans les différents groupements		X	X			
10	Octroi d'une bourse aux 50 meilleurs EO/EV entrants dans les Lycées et collèges	MINEDUB NOUN MINESEC NOUN PNDP UNICEF	2.000 000	- 50 enfants bénéficient t annuellement d'une bourse ; - au moins 50 meilleurs élèves du MINEDUB entrent dans un Lycée /Collège	50 000 F /an pdt 04 ans		X	X	X	X
11	appui aux 400 personnes âgées en matériel de déplacement (chaises roulantes, béquilles, lunettes) e	Commune MINAS NOUN	15.000.000		3.500.000/an		X	X	X	X
	TOTAL		87.000.000F CFA							

V. 4.5. Plan de passation des marches du PIA

Tableau 43 : Plan de passation des marchés du PIA 2022

N°	Designation du Projet	Localité	Financement	Montant AE	Saisine CPM compétente	Examen DAO	Lancement AO	Analyse des Offres	Proposition d'Attribution	Publication Resultats	Examen Projet de Marché	Signature Marche	Notification O.S de Demarrage des Travaux
3	Construction de la gare routière de Kouoptamo	ESPACE URBAIN/COMMUNE	COMMUNE	30 000 000	22/03/2023	25/03/2023	26/03/2023	29/04/2023	30/04/2023	31/04/2023	05/05/2023	10/05/2023	11/05/2023
4	Construction d'une décharge municipale à Bankouop	ESPACE URBAIN/COMMUNE	COMMUNE	25 000 000	22/03/2023	25/03/2023	26/03/2023	29/04/2023	30/04/2023	31/04/2023	05/05/2023	10/05/2023	11/05/2023
5	Aménagement de la voirie municipale	ESPACE URBAIN/COMMUNE	COMMUNE	27 000 000	22/03/2023	25/03/2023	26/03/2023	29/04/2023	30/04/2023	31/04/2023	05/05/2023	10/05/2023	11/05/2023
6	Aménagement de la route : NDOUMBAIN -marché passant derrière la chefferie sur une distance de 5 km	ESPACE URBAIN/COMMUNE	COMMUNE	25 000 000	22/03/2023	25/03/2023	26/03/2023	29/04/2023	30/04/2023	31/04/2023	05/05/2023	10/05/2023	11/05/2023
7	Construction d'un forage équipé de PMH à l'EP de NGOUENDAM	ESPACE URBAIN/COMMUNE	COMMUNE	1 500 000	22/03/2023	25/03/2023	26/03/2023	29/04/2023	30/04/2023	31/04/2023	05/05/2023	10/05/2023	11/05/2023

N°	Designation du Projet	Localité	Financement	Montant AE	Saisine CPM compétente	Examen DAO	Lancement AO	Analyse des Offres	Proposition d'Attribution	Publication Resultats	Examen Projet de Marché	Signature Marche	Notification O.S de Demarrage des Travaux
8	Construction d'un forage équipé de PMH à la chefferie de NGAMBOUO	ESPACE URBAIN/COMMUNE	COMMUNE	100 000 000	22/03/2023	25/03/2023	26/03/2023	29/04/2023	30/04/2023	31/04/2023	05/05/2023	10/05/2023	11/05/2023



VI. MECANISME DE SUIVI EVALUATION

VI.1. COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION DU PCD

VI.1.1. COMPOSITION DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION

Le comité est composé de 10 (dix) personnes dont :

- Unprésident
- Unrapporteur
- 08 membres.

TABEAU 44 ; COMPOSITION DU COMITE DE SUIVI EVALUATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU PCD

N°	DESIGNATION	FONCTION
01	Mme NZEKET Dorothée	Président
02	M. EZOUDA KOUOGNY Hilaire	Rapporteur
03	M. NGAPOUT NJIKAM SANI Mohamed	Membre
04	M. NJOYA Arami yaou	Membre
05	M. PAFENSIE SEAN Claude	Membre
06	Mme LIMBEPE MFONCHA Alice	Membre
07	M. MON KOUOP NGOUPAYOU Felix	Membre
08	Mme NKOOUO ALIMATOU Sadia	Membre
09	M. NDAM Ahlidou	Membre
10	M. PEKASSA ABOUBAKAR Sidick	Membre
11	Les 11 Présidents des CC des différents villages siégeant chacun lorsqu'il est concerné	
12	A ce groupe il doit être mis sur pied une plate forme pour le control citoyen ou la société civile sera représentée par 02 membres	

Source : désignation consensuelle au cours de l'atelier de planification communal

VI.1.2. ATTRIBUTIONS DES MEMBRES DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION

L'Arrêté Municipal portant désignation des membres ci-dessus cités précise les attributions du Comité de Suivi évaluation du PCD de la Commune de Kouoptamo et de chacun des membres. Toutefois, ledit Comité agit sous l'autorité du Maire et lui rend compte de l'exécution de la mission qui lui est assignée. Ce Comité ne saurait en aucun cas se substituer aux organes institutionnels mis en place par les pouvoirs publics dans le cadre du contrôle et/ou du suivi des projets.

VI.1.3. NOMS ET ATTRIBUTS DES MEMBRES DU CCSE DU PCD (RESULTATS DE LA CONSTITUTION DU CCSE)

Le Président du CCSE, anime le Comité et coordonne ses activités. A ce titre, il :

- Convoque et préside les réunions du CCSE et les assemblées générales de la Commune ;
- signe, conjointement avec les partenaires au développement identifiés, les contrats de prestations de services;

- Procède à l'ordonnancement des dépenses ;
 - signe les documents administratifs, tels que les convocations et invitations aux réunions, les correspondances de toute nature adressées à des tiers, les P-V de réunions ;
 - est le cosignataire sur le compte de la Commune auprès des établissements financiers ;
- Il est assisté dans ses fonctions par le Vice président, à qui il peut déléguer une partie de ses attributions à l'exception de l'ordonnancement des dépenses.

L'Agent Communal de Développement : En tant que technicien de l'aspect développement au sein de la Commune, assure le Secrétariat Permanent du Comité. A ce titre il :

- prépare pour soumettre à la signature du Président les convocations, invitations et toutes autres correspondances;
- rédige les procès verbaux et les comptes rendus des réunions et assemblées générales de la communauté ;
- conserve les archives de la communauté.

Les autres membres du comité sont choisis au sein des groupes sociaux ci-après.

Les associations des Communautés à la base : Etant devenu des acteurs au développement au niveau local, leur participation au CCSE permet de prendre en compte des besoins de la base qu'ils représentent.

Les chefs traditionnels : Garant de l'autorité traditionnelle au niveau local, il a un rôle consultatif au sein du Comité.

Le Conseil Municipal : Généralement, une Commune est divisée en secteur. Les Conseillers Municipaux étant originaires de l'un ou de l'autre secteur de la Commune, ils ont un double rôle. En effet, le rôle d'un Conseiller est de prendre les préoccupations de la base afin de les présenter aux sessions du Conseil, puis de tenir informer les populations de son secteur au courant des décisions du Conseil. Ils sont donc les yeux de la Commune répandus à travers les villages, tout comme ils le sont pour les populations de leurs secteurs respectifs.

Les services déconcentrés (sectoriels). Lors des sessions du CCSE, leur rôle consiste en un apport d'expertise. En effet, appartenant tous à un domaine particulier dans lequel la Commune devra agir pour mettre en œuvre son PCD. Ces sectoriels apporteront entre autres : leurs conseils avisés dans les projets à réaliser, aideront au montage des projets, etc.

Dans le cadre de la réalisation de son mandat, le comité peut faire appel à des Personnalités ressources en fonction de leurs compétences.

VI.2. INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION (PAR RAPPORT AU PIA)

Tableau 45 : Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA

SECTEUR	ACTIVITES	INDICATEURS DE SUIVI-	INDICATEURS D'EVALUATION
Transport	Construction de la gare routière de Kouoptamo	La gare routière est construite , équipée et fonctionnelle	rapport et PV de validation) + PV de réception rapport final
	Aménagement de la route : NDOUMBAIN -marché passant derrière la chefferie sur une distance de 5 km	La route NDOUMBAIN est aménagée et mise en service	rapport et PV de validation) + PV de réception
Assainissement	Construction d'une décharge municipale à Bankouop	La décharge est construite et fonctionnelle	rapport et PV de validation) + PV de réception rapport final
Développement urbain	Aménagement de la voirie municipale	La voirie municipale est aménagée et fonctionnelle - rapport exécutif assorti des délais et des coûts	rapport et PV de validation) + PV de réception - rapport final
Eau et Energie	Construction et équipement d'un Point d'eau à l'EP de NGOUENDAM	Le point d'eau de l'EP de Nguendang est construit et mis en service - rapport exécutif assorti des délais et des coûts	- rapport final
	Construction et équipement d'un Point d'eau à NGAMBOUO	Le point d'eau de l'EP de Nguendang est construit et mis en service - rapport exécutif assorti des délais et des coûts -journal des revues	(PVde réception et rapport du le comité degestion)

VI.3. DISPOSITIFS, OUTILS ET FREQUENCES DU REPORTING

Niveau	Responsabilités	Outils	Acteurs	Périodicité du reporting	Contenu du Rapport
Villages	-collecte des données -programmation des séances de concertation et de sensibilisation -suivi de l'exécution des activités locales -évaluation des impacts socioéconomiques et socio environnementaux	-cartographie village -fiches de suivi du processus de planification -tableau de suivi des actions planifiées -calendrier des réunions -tableau de perception du bien être	-Comité de Concertation (CC) -Agent Communal de Développement (ACD) -OAL	Trimestriel	Rend compte des activités programmées
				Semestriel	Présente et rend compte de l'exécution des activités et des informations issues des 02 trimestres correspondants
				Annuel	Bilan des activités annuelles
Communal	-collecte des données -programmation des séances de concertation et de sensibilisation	- cartographie village -fiches de suivi du processus de planification	-Maire -reste de l'Exécutif -ACD	Trimestriel	Rend compte des activités programmées
				Semestriel	Présente et rend compte de l'exécution

	-suivi de l'exécution des activités locales -évaluation des impacts socioéconomiques et socio environnementaux	-tableau de suivi des actions planifiées -calendrier des réunions -tableau de perception du bien être	-Comité de suivi du PCD -OAL et prestataires impliqués dans la mise en œuvre du PCD -Conseil Municipal		des activités et des informations issues des 02 trimestres correspondants
				Annuel	Bilan des activités annuelles

Source : AND2

VI.4. MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD

VI.4.1. Préparation du PIA

Cas d'une programmation triennale (CDMT)

Quelques critères pour la sélection des projets à inclure dans la première année du programme

- Critères d'urgence :
 - Les urgences qui nécessitent une action impérative ;
- Critères de continuité :
 - L'achèvement des projets en cours dans la zone de planification ;
- Critères d'autonomie :
 - Les projets qui peuvent se réaliser sans appui financier extérieur ;
- Critères de participation :
 - Les projets dont la participation des populations locales est assurée ;
- Critères de complexité :
 - Les projets dont les réalisations soutiennent celles des autres à venir ;
 - Les projets ou microprojets qui seront exécutés tout le long de la durée du plan ;
 - Les projets qui nécessitent des études préalables.

Quelques critères pour la sélection des projets à inclure dans la deuxième année du programme

- Critères de continuité :
 - Les projets en cours de réalisation ;
 - Les projets dont les études sont réalisées ;
- Critères de complexité :
 - Les projets qui aideront à pérenniser et à améliorer les acquis de la première année : projets productifs ou projets à effet d'entraînement (exemple de la

construction d'un centre de santé en première année et l'équipement de ce centre de santé en deuxième année) ;

- Les projets à haute intensité de capital (humain, matériel, financier, etc.).

Quelques critères pour la sélection des projets à inclure dans la troisième année du programme

– Critères d'urgence :

- Les projets qui sont considérés comme prioritaires au niveau de la zone de planification ou par l'autorité nationale ;

– Critères de continuité :

- Les projets qui consolident et améliorent les réalisations des deux premières années du plan ;

– Critères de complexité :

Les projets qui nécessitent des appuis techniques de haut niveau.

VI.4.2. Révision du PCD

Pendant sa mise en œuvre, le PCD devrait être évalué au moins deux fois avant son terme. Une évaluation à mi - parcours et une autre au terme du deuxième CDMT. Ces diverses évaluations permettront de vérifier si le Plan a été bien mis en œuvre et quels ont été ses impacts sur la qualité de vie des populations ; quel a été le niveau d'implication des bénéficiaires dans sa mise en œuvre et quels ont été les problèmes rencontrés. Ces diverses évaluation seront faites par ou sous la supervision du Comité Communal de Suivi-Evaluation. Pour cela, il doit élaborer un bon plan de suivi et évaluation.

La révision du PCD se fera après une évaluation des activités déjà réalisées. Les critères utilisés lors des évaluations seront : la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la viabilité, la fiabilité, la pérennité etc. Les évaluations permettront ainsi de déterminer les acquis à consolider, les orientations à modifier et les moyens à mettre en œuvre. Cette révision devra être réalisée par un Organisme d'Appui Local recruté selon les procédures en vigueur (appel à manifestation d'intérêt, appel d'offres restreint).

**VII. PLAN DE
COMMUNICATION**

VII.1. STRATEGIE ET ESQUISSE DE PLAN DE COMMUNICATION

La stratégie du plan de communication se décline dans le tableau ci-après :

PLAN DE COMMUNICATION

Ojectifs	Canal	Cible	Activités	Indicateurs	Coûts
-Mobiliser l'opinion autour des activités visées par le PCD ; - Impliquer tous les acteurs à la mise en œuvre desdites activités ; - Susciter l'adhésion des populations bénéficiaires.	- Média (radio, Journal -Volet hors média (mission de prospection, gestion des relations de l'institution communale)	-politiques -élites -élus -diaspora -bayer de fonds	Mobilisation l'opinion autour des activités de PCD	Le nombre de personnes et d'acteurs mobilisés autours des activités du PCD	200 000
			Susciter l'adhésion des populations bénéficiaires au projet	Plus de 70 % de la population de la commune adhère au projet	300 000
			Promotion des projets ciblés par voie d'internet	Le nombre de personnes captivées par les projets par voie internet	CA
			Promotion des projets ciblés par voie de la radio communautaire, DU MUKENG ou d'autre média public ou privé	L'adhésion et l'information des citoyens sur les projets de la commune	2 000 000 /an
			Organisation des tables rondes en vue de la recherche des partenaires pour le financement des projets	Le nombre de partenariat signé à la suite des tables rondes	1 000 000 /an

➤ Objectifs

Le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD de la Commune de Kouoptamo vise les objectifs ci-après :

- Mobiliser l'opinion autour des activités visées par le PCD ;
- Impliquer tous les acteurs à la mise en œuvre desdites activités ;
- Susciter l'adhésion des populations bénéficiaires.

➤ **Presentation des volets du plan de communication**

Le plan de communication comporte un volet média et un volet hors-média.

- **Volet média du plan de communication**

Il s'agira d'assurer par voie de médias, la mise en œuvre d'un plan de communication dont l'un des aspects porterait sur la publicité des activités du PCD qui constitue un véritable instrument de promotion des projets ciblés ; cette publicité pourrait se faire entre autres par voie de la radio communautaire, d'internet et/ou moyennant la revue de la Commune. Egalement les médias publics et privés à large spectre de diffusion seront utilisés

- **Volet hors-média du plan de communication**

• **Missions de prospection**

Les missions de prospections devraient être envisagées auprès de tous les partenaires techniques et financiers, réels et potentiels, pour susciter leur appui effectif à la mise en œuvre des activités programmées. Ces acteurs sont :

- Politiques (élus locaux) ;
- Techniciens (spécialistes et autres) ;
- Institutionnels (représentants de l'État, partenaires techniques et financiers) ;
- Ou prestataires de services (opérateurs privés locaux) ;
- Les populations afin d'assurer leur participation.

• **La gestion des relations de l'Institution communale**

Dans ce cadre, la communication consistera :

- À organiser des table-rondes avec des partenaires tels que les bailleurs de fonds, les projets de développement, les ONG, les opérateurs économiques, les ambassades, les agences nationales et internationales de développement, les migrants, la diaspora, les associations, etc. sur la mobilisation des ressources et les appuis-conseil ;
- Et à élargir à tous ces partenaires, le débat contradictoire sur la vie de la Commune ; cet aspect est largement pris en compte dans la programmation des activités.

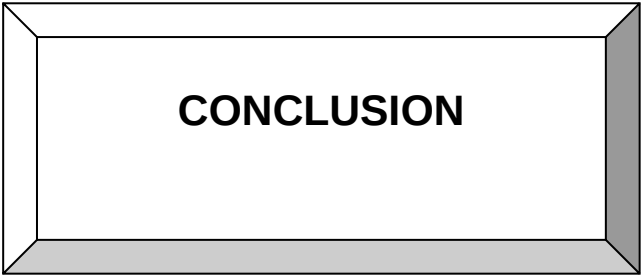
➤ **Programmation des activités de communication**

ACTIVITES DU PLAN DE COMMUNICATION.

Activités	Cibles	Responsables	périodes	couts
Mobiliser l'opinion autour des activités de PCD	-populations	Mairie	Janvier -juin	200 000
Susciter l'adhésion des populations bénéficiaires au projet	- populations	Mairie	Janvier -juin	300 000
Promotion des projets ciblés par voie d'internet	-politiques -élites	Mairie	Janvier à décembre de chaque année	CA

	-élus -diaspora -bayer de fonds			
Promotion des projets ciblés par voie de la radio communautaire ou d'autre média public ou privé	-politiques -élites -élus -diaspora -bayer de fonds	Mairie	Janvier à décembre de chaque année	2 000 000/an
Organisation des tables rondes en vue de la recherche des partenaires pour le financement des projets	-politiques -élites -élus -diaspora -bayer de fonds	Mairie	Avant la réalisation du PIA chaque année	1 000 000/an
TOTAL				3 500 000

Sources : Atelier de planification



En définitive, le processus de planification enclenché dans la Commune de Kouoptamo depuis 2021, s'est déroulé conformément aux principes et dispositions prévus par le PNDP de même que les lois sur la décentralisation.

Le diagnostic qui a été fait en prélude à la planification a permis de ressortir les faiblesses de la commune mais aussi son énorme potentiel. Au rang de ces faiblesses, on note principalement la difficulté d'accès aux services sociaux de base, à savoir, l'électricité, la santé, l'éducation. L'analyse de ces problèmes a permis d'identifier les causes pertinentes et les axes stratégiques sur lesquelles la Commune veut et peut agir pendant les prochaines années. Les activités de planification qui ont suivi ont permis à la Commune d'élaborer un PCD qui prévoit plusieurs activités principales et microprojets. Une planification triennale a été élaborée de manière consensuelle à la suite de laquelle une planification annuelle a été effectuée compte tenu des ressources financières disponibles pour la première année.

A l'issue de ce processus et après une concertation élargie, un Comité Communal de Suivi-Evaluation de la mise en œuvre du PCD a été mis en place pour assurer le pilotage du PCD. Aussi, face à ce cadre d'organisation, l'attention et l'espoir de toutes les forces vives de la commune repose désormais sur le PCD et les responsables de sa mise en œuvre.

Seulement, l'engagement et l'appropriation du processus de développement par les différents acteurs, enclenché dans cette commune est d'une importance capitale. D'où le plan de communication qui a été mis en œuvre pour faciliter la mise en œuvre de ce document et assurer le développement de la commune de Dibombari, nous recommandons. Par ce plan de communication, l'exécutif communal voudrait attirer le maximum de financement afin d'améliorer le taux de réalisation du PCD.

ANNEXES

- Arrêté de mise en place du Comité de pilotage (COPIL)
- Arrêté constatant la composition du Comité de suivi
- Délibération municipale approuvant le PCD
- Arrêté préfectoral rendant exécutoire le PCD
